This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

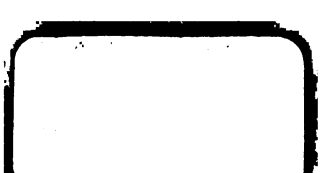
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



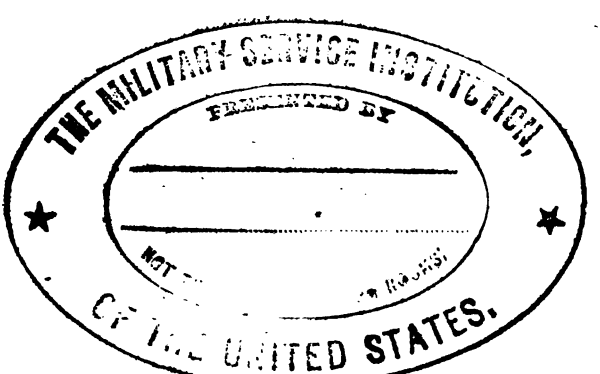
(Affaires)

BGK.

Class V No 14 Shelf

AFFAIRES

DE L'INDE.



NEW YORK
PUBLIC
LIBRARY

AFFAIRES DE L'INDE,

DEPUIS le commencement de la Guerre avec la France en 1756, jusqu'à la conclusion de la Paix en 1783;

CONTENANT l'Histoire des Intérêts de l'Angleterre dans l'Indostan, les détails de deux Guerres avec la France, de plusieurs Révolutions & Traités d'alliance, & l'Administration de M. Hastings, &c. &c.

TRADUIT DE L'ANGLAIS,

Avec une Carte.

TOME PREMIER.

A LONDRES,

Et se trouve à PARIS,

Chez BUISSON, Libraire, Hôtel de Mesgrigny, rue des Poitevins, N°. 13.

1788.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
561045
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.
R 1912 L

DISCOURS

PRÉLIMINAIRE

Du Traducteur.

L'INDOSTAN a été de tout tems le théâtre des plus grandes & des plus étonnantes révolutions. Ses Habitans naturellement doux & humains, aimant la paix par le ſentiment des biens qu'elle procure, & par inclination, attachés au ſol qui les a vu naître, & qui leur prodigue libéralement & ſans beaucoup de travail tout ce qui eſt néceſſaire à leur ſubſiſtance, n'ont jamais oppoſé aux ambitieux qui ont voulu les commander ou les conquérir, qu'une foible & inutile réſiſtance. Tantôt c'eſt un homme de condition obſcure, qui, de ſimple ſoldat, parvient ſucceſſivement à la couronne à travers des flots de ſang, ou enveloppe dans ſa chûte pluſieurs milliers de malheureux, que la misère avoit attachés à ſon ſort; tantôt c'eſt un Roi qui ruine lui-même ſa puiſſance par le deſir de l'accroître, en écraſant les peuples qu'il tyranniſe.

Ouvert au premier ambitieux qui a du fer & des ſoldats, ce beau & fertile pays paſſe des mains d'un tyran dans celles d'un autre, ſans que le peuple murmure, parce qu'accoutumé au joug du deſpotiſme & aux révolutions fréquentes qui en ſont la ſuite, preſqu'abruti par les vexations continuelles qu'il éprouve, il a perdu le ſentiment de la liberté, ce précieux ſentiment qui peut opérer tant de prodiges, & donner à l'homme une ſi grande énergie.

Mânes des paiſibles Indiens qui habitiez jadis ces belles contrées! & vous leurs triſtes & malheureux deſcendans qui gémiſſez encore aujourd'hui ſous la verge des tyrans, dites-nous par quelle fatalité cette terre jadis ſi peuplée, ſi riche & habitée par des hommes libres & heureux, n'offre preſque plus aujourd'hui qu'une vaſte ſolitude & l'aſpect de la misère & de l'eſclavage? Dites-nous comment, conquiſe & ravagée ſucceſſivement par Alexandre, par Genghiskan, par Timour, par Nadir Chah, ces fous & féroces ſoldats qui n'ont exiſté que pour le malheur du monde, votre patrie eſt devenue encore le théâtre des déprédations des Européens, qui ſont venus ſe diſputer vos dépouilles

& vous enlever vos tréſors, au lieu de vous communiquer leurs connoiſſances dans les arts & les ſciences, & vous apporter les productions de leurs climats, pour recevoir en échange le produit de votre induſtrie ?

Depuis que l'Inde eſt connue des Européens, elle n'a ceſſé d'exciter leur cupidité, & a preſque toujours été la cauſe de leurs guerres : vainqueurs & vaincus tour-à-tour, ils n'ont cherché qu'à s'y nuire mutuellement, & à profiter ſeuls des avantages qu'elle leur offre. Chaque Nation a voulu ſe fixer d'une manière excluſive ſur les bords du Gange. Les Portugais y réuſſirent les premiers ; mais bientôt ils en furent chaſſés par les Hollandais, qui s'emparèrent de leurs établiſſemens, & s'élevèrent ſur leurs ruines. Les Français prodiguèrent le ſang & les richeſſes pour s'y établir ſolidement, & peut-être y ſeroient-ils parvenus, ſi les diviſions qui ſurvinrent entre Dupleix & la Bourdonnaye n'avoient ruiné leur commerce & détruit leurs eſpérances. Les Anglais, leurs ſucceſſeurs, firent regretter le joug moins tyrannique des autres Nations. Sans paroître Souverains, à l'ombre d'un fantôme de Monarque ſous le titre

de *Nabab*, ils exercèrent le deſpotiſme le plus dur, & commirent des concuſſions abominables. Leurs propres Ecrivains en font foi, & ce témoignage ſuffit pour nous mettre à l'abri du ſoupçon de prévention nationale.

Plus les Anglais ont fait de dépenſes au Bengale & à la côte de Coromandel, plus ils ſe ſont enrichis en multipliant les exactions en proportion de leurs avances. Quand ils exécutèrent à *Madras* tout ce qu'il étoit poſſible d'inventer pour fortifier cette ville, ils ſe contentèrent de montrer au *Nabab* la néceſſité d'avoir une place qui les mît à même de le ſoutenir & de l'affermir ſur ſon trône. Pour reconnoître ce prétendu ſervice, celui-ci doubloit les impôts, & ſi les dépenſes alloient à deux millions, il étoit obligé d'en payer quatre. Ce tyran ſubalterne cauſa la ruine de ſon gouvernement; mais il ne le fit pas impunément, car il devint lui-même la victime de ſes injuſtices & l'eſclave de la Nation qu'il avoit protégée.

Mais afin de mettre le Lecteur au fait d'un pays peu connu des Européens, il convient de l'inſtruire de certaines particularités qui ſerviront à lui faciliter l'intelligence des évènemens rapportés

dans cet Ouvrage; ce que l'Auteur a négligé de faire, ſans doute, parce que les Anglais ſont en général plus inſtruits que nous à cet égard.

L'Empire du Mogol qui comprenoit jadis preſque toute la Peninſule en deçà du Gange, n'eſt plus aujourd'hui qu'un Etat borné à quelques Provinces, dont les principales ſont le Décan & le Bengale. Depuis la mort d'Aurengzeb, cette vaſte Peninſule a été envahie par les Vice-Rois à qui ces foibles ſucceſſeurs en avoient confié le gouvernement, & depuis que l'Indoſtan a été ruiné par Nadir Chah, la foibleſſe de l'Empereur, jointe à la politique & à l'indépendance des Vice-Rois, a reſtraint, pour ainſi dire, ce gouvernement dans l'intérieur du pays.

L'Empereur ne poſsède donc que la troiſième & la moins importante partie de ce vaſte Empire. Les Provinces qui le compoſent ſont gouvernées par des Vice-Rois, appelés *Soubahs*, dont le pouvoir eſt très-étendu, & qui ont ſous leur juridiction pluſieurs diſtricts gouvernés par des *Nababs*. Il y a encore dans toutes les parties de l'Inde de grands diſtricts habités par des idolâtres, qui ont conſervé leur ancienne forme de gou-

vernement, & qui ſont ſoumis à des Rois nommés *Rajahs*. De ce nombre eſt Mayſſour, dont le fameux *Hyder-Ally* étoit Souverain, & Tanjaour, dont la Capitale porte le même nom. Il y a auſſi pluſieurs petits Princes ou Chefs de Tribus, auxquels on donne le nom de *Polygars*. Ils ſont tous tributaires des *Nababs*, qui le ſont eux-mêmes des *Soubahs* ou Vice-Rois.

L'Empereur eſt l'arbitre unique & abſolu de toutes choſes, ſans être contraint ni ſurveillé par aucune loi. La vie & les propriétés des plus grands *Omrahs*, ou Nobles, ſont autant à ſa diſpoſition que celles de ſes moindres ſujets. Toutes les terres de l'Inde ſont conſidérées comme ſa propriété, à l'exception de quelques diſtricts héréditaires poſſédés par des *Rajahs*, comme nous l'avons déjà dit. Il a le pouvoir de ſe nommer lui-même un ſucceſſeur.

En général, le *Viſir* eſt le premier Miniſtre d'Etat : tous les Edits, tous les Actes publics, après avoir été ſignés du Roi, doivent paſſer à ſon ſceau. L'office du *Viſir* comprend différens départemens, dans chacun deſquels on tient regiſtre exact de toutes les commiſſions, patentes, titres d'honneur &

priviléges. Il a auſſi la ſurintendance du tréſor royal ; & en cette qualité, il a inſpection ſur les *Dewanees* ou *Divanys* des provinces, en tout ce qui a rapport aux finances.

Le Roi crée quelquefois un *Vakiel Mutuluck*. Le pouvoir de cet Officier eſt ſupérieur à celui du *Viſir* ; car il a l'adminiſtration non-ſeulement des affaires civiles, mais encore des affaires militaires, & cette dernière partie n'eſt jamais compriſe dans la charge de *Viſir*. L'*Emir-ul-Omrah* ou *Buxchi*, en qualité de Capitaine-Général & de Tréſorier des troupes, eſt indépendant. Il n'eſt pas facile de faire comprendre à des Européens toute l'étendue de l'autorité du *Vakiel Mutuluck* ; c'eſt un Officier entre les mains duquel le Roi dépoſe pour un tems toute ſa puiſſance, ne ſe réſervant que le titre impérial & les marques extérieures de la royauté.

Nadir Chah, autrement nommé Thamas-Kouli-Kan, avant de quitter Dehly, ſiége de l'Empire Mogol, pour retourner dans ſes Etats, fit un traité avec l'Empereur Mehemet Chah, dans lequel il fut ſtatué que la charge de Grand-Viſir & toutes les *Soubabies* ou Vice-Royautés, qui pour lors étoient au nombre de neuf,

ſeroient héréditaires dans les familles qui les poſſédoient Depuis lors, les *Soubahs* ont prétendu avoir le droit de nommer irrévocablement les Gouverneurs ou *Nababs*, ſans qu'il fût néceſſaire d'aucune confirmation ou ratification de la Cour de Dehly.

On ne peut mieux définir le titre, le pouvoir & les prérogatives du *Soubah*, qu'en traduiſant ce mot par celui de Vicaire-Général de l'Empire; cette charge étant une ſuprématie ſur les Rois & vaſſaux quelconques de l'Empire, que le *Soubah* exerce comme l'Empereur même, ainſi que feroit le Vicaire-Général de l'Empire en Italie, ſi cette dignité étoit encore en activité. Le pouvoir des *Nababs* eſt auſſi fort étendu; car ils ont chacun dans leurs Juridictions reſpectives, le droit de vie & de mort, & ſont revêtus en tout point de l'autorité royale.

Dans la décadence de l'Empire, les Provinces furent livrées à l'adminiſtration de ces *Soubahs*, qui affermoient pour un certain prix les revenus de la Couronne, & faiſoient leur profit du ſurplus. Dans l'origine, les *Soubahs* n'étoient que les Commandans des troupes; ils recevoient leurs ordres de la Cour

par l'interpoſition du *Divan*, Officier-Civil, chargé du recouvrement de tous les revenus pour le compte du Roi, qui payoit les dépenſes néceſſaires pour le gouvernement de la Province, & faiſoit paſſer le reſte au tréſor royal. Les *Soubahs* ayant les forces militaires à leur diſpoſition, méprisèrent l'autorité des *Divans*, fomentèrent à deſſein des diviſions, des factions, des révoltes, afin d'avoir des prétextes pour tenir ſur pied des armées nombreuſes, avoir le maniment de ſommes conſidérables, & maintenir par-là leur indépendance.

La foibleſſe du gouvernement augmentant de jour en jour, l'autorité des *Divans*, qui n'étoit plus qu'un vain titre, ne put tenir contre les forces réelles qu'avoient en main les *Soubahs*. Ce n'étoit, dans les Provinces, qu'altercations entre les Officiers; & la Cour étoit fatiguée des plaintes qui lui étoient portées de toutes parts. Des Miniſtres qui préféroient leur tranquillité actuelle à l'intérêt éloigné de l'Empire, diminuèrent le pouvoir du *Divan*; & de Commandant en Chef qu'il étoit en grande partie dans la Province, il fut réduit à la ſimple ſurintendance des perceptions; ſeulement il conſerva le droit de s'oppoſer aux nou-

velles impoſitions & aux innovations dans les loix. Enfin, les *Nababs* du Bengale, profitant des derniers troubles de l'Empire, ſe ſont approprié cet emploi.

Ainſi l'office de *Divany*, qui dans l'origine étoit un des plus importans de l'Empire, n'exiſtoit plus lorſque la Compagnie Angloiſe l'obtint en 1765; (voyez pag. 68, T. I de cet Ouvrage). Le Prince de qui elle prétendoit l'avoir reçu ne pouvoit pas en diſpoſer, puiſqu'elle-même, dans pluſieurs occaſions, déſavoua ſon autorité, & toute cette manœuvre n'étoit qu'une fixion inventée pour favoriſer les vues particulières de la Compagnie, ou des Directeurs, des Employés ou de leurs amis, & cacher aux yeux de l'Angleterre, de l'Europe & de l'Aſie, la ſouveraineté dont elle venoit de s'emparer.

Depuis l'anarchie de l'Empire, les *Soubahs*, ainſi que les *Nababs*, ſont devenus ſi indépendans de la Cour de Dehly, qu'ils ne lui ſont plus ſoumis que de nom. On garde toujours les anciennes formes; mais elles ſervent ſeulement à montrer ce qu'étoit originairement ce gouvernement dans ſa conſtitution primitive. Lorſqu'un *Soubah* ou

un *Nabab* meurt, ſon ſucceſſeur, ſoit qu'il ſoit étranger ou deſcendant de ſa famille, n'eſt pas réputé légitime avant d'avoir été confirmé par une patente impériale, qu'il eſt très-facile d'obtenir. Car les Mogols, n'ayant depuis long-tems ni autorité ni pouvoir, accordent tout ce qu'on leur demande, moyennant une certaine ſomme, qu'ils ſont bien aiſes de ſe procurer. Ils font un profit clair, en donnant contre de l'argent des titres qui ne ſont pas en leur poſſeſſion, & qui ne leur font rien perdre de ce qui leur reſte. On a vu même des valets noirs de quelques Employés de la Compagnie Angloiſe, créés par eux *Rajahs* ou Princes.

Mais ces *Soubahs* & *Nababs*, ainſi que l'Empereur lui-même, ne ſont rien moins qu'indépendans, depuis pluſieurs années que les Anglois ont acquis une ſi grande puiſſance dans ces contrées, & on en prendroit une fauſſe idée, ſi l'on ſe figuroit qu'ils gouvernent leurs ſujets ſelon leurs volontés ou d'après les loix du pays. L'Empereur dépend des Anglais pour ſa ſubſiſtance : les *Nababs* du Bengale ne ſont que les inſtrumens de la Compagnie, & ſes repréſentans en Aſie. Enfin l'on peut dire

qu'il n'y a plus de véritable Empereur sur le trône de Dehly, & que les Anglais sont les vrais Souverains.

Cependant comment arrive-t-il qu'une poignée d'Européens puisse résister à une multitude d'Asiatiques, sous un ciel brûlant, auquel ils ne sont point accoutumés, & où ils devroient naturellement succomber ? Cette question tient à certaines circonstances que nous allons développer, & nous donnera lieu à exposer quelques usages des Indiens, dont la connoissance n'est point étrangère à cet Ouvrage.

Une chose qui doit paroître bien étonnante à un Européen, c'est comment il est possible de fournir de vivres & de fourrages, pendant leurs marches & leurs campemens, ces grandes armées orientales dans lesquelles se trouvent une nombreuse cavalerie, une suite prodigieuse de valets, de femmes, d'enfans, d'éléphans & de bagages. Pour le concevoir, il faut remarquer que chaque *Nabab*, en entrant en campagne, a un Officier qu'on appelle *Cutwal*, chargé de la direction des *Bazars* ou marchés, qui avoisinent le camp. Chaque Commandant d'un corps de troupes a la permission de lever pavillon pour un *Bazar*,

&

& de prendre un *Cutwal* particulier pour lui, ſous la direction du *Cutwal* général. Les pourvoyeurs, vivandiers & marchands de bled, payent volontiers une certaine taxe à ces *Cutwals*, pour avoir la permiſſion de vendre leurs denrées ſous la protection de leurs pavillons.

Les Vivandiers ont un nombre ſuffiſant de bœufs & de chameaux avec leſquels ils vont faire des levées de toutes ſortes de proviſions de bouche dans le pays, & les apportent au camp; de manière que ſouvent les villes ſe trouvent dans la diſette, tandis que le camp eſt dans la plus grande abondance.

Voici la manière dont on fait le fourrage. Chaque Cavalier mene avec lui un homme, qui n'a d'autre occupation que d'arracher le gazon qui eſt très-abondant, & d'en couper & nétoyer les racines, en les lavant dans l'eau, & cette nourriture fait infiniment plus de bien aux chevaux que le gazon même. Une ondée de pluie le reproduit en peu de jours; & au cas qu'il règne une grande ſéchereſſe, le camp eſt tranſporté dans un autre endroit.

La paye des Soldats eſt très-forte; celle d'un Cavalier eſt depuis ſoixante juſqu'à deux cens roupies par mois, ce qui les

met en état d'acheter les vivres à un ſi haut prix, que tous le pays d'alentour braveroit tous les haſards par l'appas d'un gain auſſi conſidérable. D'ailleurs la fertilité du ſol de l'Indoſtan eſt la grande cauſe de l'abondance & de la promptitude de l'approviſionnement des armées : la plus grande partie des terres produit annuellement deux & quelquefois trois récoltes.

Le cheval appartient toujours au Cavalier, ce qui fait qu'il eſt ſoigné avec la plus grande attention ; & la paye dépend entièrement de la bonté du cheval. Mais cet uſage a un grand inconvénient ; c'eſt qu'un Soldat de fortune qui n'a que ſon cheval pour tout bien, craint ſouvent de l'expoſer dans des occaſions où peut-être il n'héſiteroit pas d'expoſer ſa propre vie.

Mais ces grandes armées campent rarement pendant quelque temps ſans que la famine ne s'y mette, & ne faſſe périr une infinité de monde. Cependant ſes ravages, quelque conſidérables qu'ils ſoient, ne font pas impreſſion ſur ces peuples, qui ne regardent point une famine comme une choſe fort extraordinaire, & que le ſouvenir de ce qu'ils ont ſouffert n'empêche pas de mettre en campagne d'au-

tres armées auſſi nombreuſes, dont le ſort dépend de mille accidens imprévus.

A ce premier déſavantage il faut ajouter les pertes qu'ils font en hommes, bêtes de ſomme & munitions de guerre & de bouche, toutes les fois qu'ils rencontrent des chemins difficiles & des défilés, & ſur-tout lorſqu'ils ſont obligés de paſſer de grandes rivières. Ces rivières, à l'exception de celles qui ſont guéables, s'enflent ſi prodigieuſement dans les temps pluvieux, qu'on ne peut les traverſer que de biais; & ſouvent comme l'endroit du débarquement ſe trouve plus d'un mille au-deſſous, les bateaux ne peuvent plus les remonter & deviennent inutiles.

Leur inexpérience dans l'art de la guerre leur nuit auſſi beaucoup. Ce n'eſt pas qu'ils manquent de talens, & qu'on ne pût en faire de bons Soldats; mais la faute vient de leurs Généraux qui ne connoiſſent point les avantages de la diſcipline, & du mépris qu'ils ont pour l'infanterie. Il n'en eſt pas de même de la cavalerie: elle eſt très-bien payée & très-reſpectée chez eux, & ne recule jamais dans les combats qui ſe donnent avec l'arme blanche; & ſi elle craint de s'expoſer au canon, c'eſt bien moins par crainte de haſarder leur vie, que pour ne point perdre leurs

chevaux, d'où dépend toute leur fortune. Leur attachement pour ces animaux eſt tel, qu'on a vu un Général des Marattes porter pendant trois jours le deuil de ſon cheval tué ſous lui. Cependant l'infanterie leur ſeroit infiniment utile s'ils pouvoient ſurmonter à cet égard leurs préjugés. Les Soldats Indiens appelés Cipayes, que les Européens ont diſciplinés, & dont ils ont formé des régimens d'infanterie, commandés par leurs propres Officiers, ſe ſont familiariſés avec les armes à feu, & ont toujours défendu les poſtes qu'on leur a confiés avec beaucoup de bravoure; & lorſqu'on met un Sergent à leur tête, ils ne ſont point à mépriſer dans les batailles rangées.

Une choſe très-nuiſible encore à leurs affaires, c'eſt la fauſſe idée qu'ils ſe ſont faite de l'artillerie, ſans que leurs Généraux aient ſongé juſqu'ici à les en déſabuſer. Ils redoutent celle des Européens, ont une confiance aveugle dans la leur, & font conſiſter tout ſon mérite dans les groſſes pièces, dont quelques-unes portent des boulets de ſoixante & dix livres, quoiqu'ils ignorent, & la manière de les conduire, & celle de s'en ſervir. Lorſqu'on marche contre eux avec des pièces de campagne, & qu'ils ſont obligés de

remuer les leurs, les jeunes bœufs qui les conduiſent, prennent l'épouvante au premier coup de canon qu'ils entendent; & d'ailleurs ils ſont ſi mal enharnachés, que ſi l'un vient à être tué ou à s'emporter, il faut un temps conſidérable pour débarraſſer les autres.

Une coutume qui eſt fort ancienne, & à laquelle ils ſont opiniâtrement attachés, ainſi qu'à toutes celles qui ſont reçues parmi eux, eſt encore une cauſe des plus grands déſaſtres dans leurs armées. Non-ſeulement l'Empereur, mais même chaque *Raja*, *Nababs* ou autre chef, qui commande les forces qu'il met ſur pied, eſt toujours monté ſur un éléphant, & eſt tout à la fois le Général & l'enſeigne ou l'étendard de ſon armée, qui a toujours les yeux ſur lui, de ſorte que ſi elle vient à le perdre de vue un moment, elle eſt auſſi-tôt en déroute. C'eſt ainſi qu'Aurengzeb gagna deux batailles par le ſecours de deux traîtres qui conſeillèrent à ſes deux frères de deſcendre de leurs éléphans, de monter à cheval, & de pourſuivre les fuyards: leurs troupes ne les eurent pas plutôt perdu de vue, qu'elles furent miſes en déroute. Cette coutume fournit aux Ingénieurs Européens un moyen fort aiſé de déci-

der du ſort de tout un détachement, par un coup de canon de ſix livres de balles, ces bêtes énormes ne paroiſſant être amenées en campagne que pour ſervir de but à l'artillerie. On prétend qu'ils commencent à s'appercevoir du danger de cette pratique, & il eſt vraiſemblable qu'ils l'abandonneront tôt ou tard.

Un autre obſtacle qui s'oppoſe à leurs ſuccès militaires, eſt leur ſuperſtition, & ſur-tout l'obſervation des jours heureux & malheureux, qui les empêche ſur-tout de profiter de l'avantage qu'ils ont ſur leur ennemi. Comme ils aiment beaucoup les bêtes de proie, ils en ont toujours un grand nombre, qu'ils ont ſoin de viſiter avant que de donner bataille. Les trouvent-ils peſantes & engourdies? c'eſt pour eux un mauvais augure, & une raiſon ſuffiſante pour ne point la donner; comme au contraire c'en eſt un bon lorſque ces animaux ſont furieux & emportés.

Mais ce qui retarde plus que toute autre choſe leurs progrès dans l'art militaire, c'eſt que ceux qui ont eu aſſez de ſuccès dans les combats pour obtenir le titre de fortunés & d'invincibles, ſont diſpenſés pendant quelque temps du ſervice, & ne ſe mettent plus en peine de ſuivre

l'armée. C'eſt ce qui fait qu'il y a chez eux très-peu de vétérans, & que leurs armées ne ſont qu'un aſſemblage de Soldats levés à la hâte dans différentes provinces de l'Empire, & qui manquant de diſcipline, deviennent à charge par leur nombre. Quoique les Européens les aient ſouvent ſurpris pendant la nuit, & que ces ſurpriſes leur aient coûté cher, ils n'ont jamais pu gagner ſur eux d'être plus vigilans, & d'établir dans leur camp une meilleure diſcipline : & lorſqu'ils ſe ſont joints aux Européens comme alliés, on n'a jamais pu les obliger à ſe tenir ſur leur garde, lorſqu'on étoit dans le voiſinage de l'ennemi, ni les engager à ſe lever matin, pour faire quelque coup de main.

Ils mangent à leur ſouper une grande quantité de riz, qui eſt leur nourriture ordinaire, & prennent après quelque drogue ſoporifique, telle que l'opium ; de ſorte que vers minuit toute l'armée ſe trouve enſevelie dans un profond ſommeil. On comprend aſſez quelles doivent être les ſuites d'une pareille conduite, & cependant ce ſeroit en vain qu'on s'efforceroit de perſuader à un Potentat d'orient que la ſûreté de ſon trône dépend

de la manière de vivre du Soldat, & qu'on voudroit les engager à s'abſtenir de l'uſage de l'opium, auquel ils attribuent la vertu d'échauffer le ſang, & de porter l'ame aux actions héroïques. On ne ſauroit voir ſans mépris & ſans compaſſion une quantité de malheureux, qui, animés par une ivreſſe paſſagère, ſe portent en foule ſur une brèche pour en défendre l'accès, & qui par leur habillement & leur fureur impuiſſante, reſſemblent moins à des Soldats qu'à des femmes fanatiques.

Telles ſont les cauſes qui ont juſqu'ici empêché ces peuples de ſe diſtinguer par leurs exploits, & qui les ont rendus inférieurs aux Européens, qui ont trouvé le moyen de s'établir à ſix mille lieues de leur patrie, dans un pays où ils auroient dû ſuccomber, en ſuppléant au nombre par l'ordre & la diſcipline.

Cependant s'il étoit permis de pénétrer dans l'avenir, nous dirions qu'il ne nous paroît pas poſſible que les Européens ſe ſoutiennent dans ces contrées, à moins qu'ils ne changent de ſyſtême & qu'ils n'établiſſent leur puiſſance ſur la juſtice & l'humanité. Comment ſe ſont-ils conduits juſqu'à préſent, les Anglois

ſur-tout, qui ſont pour ainſi dire les ſeuls qui aient quelque conſiſtance dans l'Inde? On verra dans le cours de cet Ouvrage des guerres entrepriſes par eux ſous les plus légers prétextes, des nations détruites, des innocens punis comme coupables, des Princes détrônés, des injuſtices de toute eſpèce commiſes de ſang-froid, les peuples impitoyablement foulés; enfin, un vrai deſpotiſme exercé contre les Naturels du pays. Ces Anglois ſi républicains dans leur île, on les voit ici envahir les propriétés, s'arroger une autorité qui ne leur appartient pas, & devenir des eſpèces de tyrans. Une pareille conduite aliène tous les eſprits, & ne peut manquer d'opérer tôt ou tard une révolution. Un peuple opprimé ne penſe qu'à ſe ſervir de tous les moyens poſſibles afin de ſe délivrer de la tyrannie; & ſans s'embarraſſer des ſuites de ſes démarches, il ſe fie au haſard pour ce qui pourroit en arriver de mal.

L'Inde ne manque pas de peuples courageux. Il eſt sûr qu'à préſent pluſieurs des Puiſſances de ce pays ont de grandes armées de cavalerie & d'infanterie; & ſi elles peuvent ſe débarraſſer des

préjugés dont nous avons parlé, & introduire une bonne discipline, ils n'est pas douteux qu'elles ne deviennent bientôt redoutables. Les Marattes, qui jouent aujourd'hui un si grand rôle dans l'Inde, comme on le verra dans cet Ouvrage, suffiroient seuls pour opérer la révolution. Ils possèdent un pays très-étendu. Les Laboureurs & les Fabricans quittent souvent leur charrue & leurs métiers pour aller aux combats. Leur éducation est toute militaire. Accoutumés depuis long-temps au pillage & aux entreprises guerrières, ils sont toujours prêts à quitter leur pays pour ravager les territoires voisins, & leur imposer des tributs. Ces peuples ont été formidables dans tous les temps; mais ils le sont devenus davantage depuis quelques années. Dans une expédition contre le *Soubah* du Bengale, en 1742, ils firent d'abord marcher dans cette province une armée de quatre-vingt mille hommes de cavalerie; l'année suivante, deux corps de cavalerie de soixante mille hommes chacun, & ils vinrent à bout de soumettre le *Soubah*. On les regarde dans l'Inde comme la nation la plus puissante des Hindous, & ils ont souvent donné des preuves de cette su-

périorité. Ils peuvent encore augmenter leurs forces, en enrôlant sous leurs drapeaux une foule de Soldats de fortune qui, mécontens de la Puissance qu'ils servent, sont toujours prêts à se joindre à quiconque voudra former une entreprise, dont ils espèrent tirer des avantages. On voit par-là qu'il peut se former tous les jours une puissance militaire capable d'exécuter les plus grandes choses.

Que les Européens donc, au lieu de chercher à conquérir des provinces, à exercer le souverain pouvoir, à opprimer les Naturels du pays, à s'approprier leurs possessions & leur or, s'attachent au contraire, s'ils veulent conserver les territoires qu'ils ont acquis, à maintenir la paix entr'eux & avec les Indiens, à faire fleurir le commerce & les arts, à exciter l'industrie des Manufacturiers, à encourager les Agriculteurs, & traiter humainement tous les individus, enfin à établir dans le pays la paix, l'abondance, la justice & l'équité, sans lesquelles il ne peut y avoir de vrai bonheur. Alors ils n'auront point à craindre d'être dépossédés de ces territoires, qui leur ont coûté tant de sang; les Naturels,

contens d'obtenir une ſubſtance facile & paiſible, ne chercheront pas à ſe ſoulever ; & ceux même qui gémiſſent ſous des tyrans, ſe ſoumettront volontiers à un Gouvernement qui leur offrira ſûreté & protection.

Nous avons ajouté à la fin de cet Ouvrage un *Précis de l'Hiſtoire des Marattes*, qui nous a paru curieux & intéreſſant, & que M. L'Anglès a bien voulu nous communiquer. Nous avons cru que le Lecteur verroit, avec plaiſir, ce morceau, compoſé par un Auteur Perſan.

VOCABULAIRE

De quelques Mots Indiens, Arabes & Perſans contenus dans cet Ouvrage.

A. *Ameer* ou *Emir*, Prince, Chef ou Général d'armée.

B. *Banyans.* Ce ſont les Entremetteurs & les Agens du Commerce. C'eſt à eux que les Anglais ont affaire dans tous les marchés qu'ils contractent avec les Négocians du pays. Les Banyans qui ne travaillent pas par eux-mêmes ſervent d'Interprêtes, de Teneurs de livres, de Secrétaires, de Courtiers, de Caiſſiers, &c. Ils ont l'intendance générale de toutes les affaires des Marchands qui les ont à leurs gages.

Barcundaſſes. Fantaſſins armés d'un fuſil.

Bazer ou *Bazar*, Marché, place du marché, marché journalier.

Begum. Princeſſe, femme d'un Grand, d'un *Soubah*, d'un *Nabab*, ou d'un homme puiſſant.

Brames, Prêtres Hindous.

C. *Chout*, quatrième partie d'une choſe. C'eſt proprement le tribut que lèvent les Marattes ſur pluſieurs Provinces de l'Indoſtan.

Cipayes. Soldats Indiens à la ſolde des Européens. On emploie communément ce mot pour déſigner l'Infanterie des Indes diſciplinée à l'Européenne.

Circar ou *Sircar.* Toute ſorte d'office du gouvernement. On l'emploie quelquefois pour l'Etat ou le Gouvernement lui-même. Ordinairement, dans le Bengale, les *Sous-Banians* des Européens ſont appelés *Sircars.* Le *Sircar* ou gouvernement contient pluſieurs *Pergunnahs.*

Coleries. Peuples qui habitent les bois ſous le gouvernement des *Polygars.*

Cutcherry. Certaine Cour de Juſtice. Il ſignifie auſſi

un Bureau où les Fermiers paient le revenu des terres de l'Empire, ainſi que toute autre eſpèce de Bureau pour l'Adminiſtration des affaires publiques.

D. *Dewannee*, qu'il faut prononcer *Divany*. C'eſt l'emploi d'un Officier chargé de la perception des revenus des Provinces ſoumiſes au *Soubah* ou au *Nabab*, & dont il doit rendre compte à la Cour de Dehly. Cet Officier eſt appelé *Dewan* ou *Divan*. Voyez le *Diſcours Préliminaire*.

Duan. Tréſorier.

Durbar. La Cour d'un *Mogol*, d'un *Nabab*, ou d'un Grand. Quelquefois, il ſe prend pour le Palais, & d'autrefois pour le lever du Grand qui l'habite.

F. *Faquirs* ou *Fakirs*. Ce ſont des eſpèces de Religieux mendians. *Fakir* ſignifie *pauvre*.

H. *Haram* ou *Harem*. Sanctuaire. C'eſt le lieu où ſont renfermées les femmes.

J. *Jaghire* ou *Jakir*. Territoire ou domaine aſſigné pour quelque uſage particulier, ſoit pour le maintien d'un nombre de troupes, ſoit pour l'entretien d'un fort ou pour tenir lieu de penſions, & ſur-tout de celles octroyées pour des ſervices militaires.

Le propriétaire du *Jaghire* eſt un vrai deſpote dans ſon diſtrict. Son autorité eſt abſolue tant ſur les Laboureurs que ſur les Artiſans & les Marchands qui ſe trouvent dans les lieux de ſa dépendance. Tamerlan, en grand politique, avoit ſu remédier aux abus que les poſſeſſeurs des *Jaghires* pouvoient introduire. Mais ſes ſucceſſeurs n'ayant pas pris les mêmes précautions, les *Jaghires* ſont devenus une des plus grandes plaies des Monarchies Indiennes. On peut voir dans les *Inſtituts Politiques & Militaires de Tamerlan*, depuis peu traduits en Français par M. Langlès, de quelle manière ce Conquérant avoit diſtribué les *Jaghires* de ſes vaſtes Etats.

K. *Khalſa*. Bureau où l'on arrête les comptes de l'Empereur.

Kilaat. Habit de préſent que les Princes envoient en témoignage de bienveillance.

L. *Lack* de roupies. Cent mille roupies. La roupie vaut environ 2 liv. 10 ſols.

M. *Maund.* Poids qui varie dans les différens diſtricts du Bengale, de 72 à 80 liv.

Miſnud ou *Muſnud.* Trône, place diſtinguée au *Durbar*; où s'aſſied un Prince.

Munſub. Titre, dignité ou emploi.

N. *Nabab.* Gouverneur d'une Province, nommé par le *Soubah* ou Viceroi. Dans le Bengale, c'eſt le même que le *Nazim.*

Nababhip ou *Nababie.* C'eſt le diſtrict ou la dignité d'un *Nabab.*

Naïb. Député.

Nizam ou *Nazim.* Lieutenant, Viceroi ou Gouverneur d'une Province.

Nizamut. Diſtrict ou Juridiction d'un *Nizam.*

O. *Omrahs.* Nobles, Conſeillers-Privés. Ils tiennent le premier rang dans l'Empire. Ils ſont ſubordonnés au *Viſir*; mais ils ont ordinairement part aux révolutions, & éliſent ou dépoſent à leur gré les Empereurs.

P. *Paddy.* Riz.

Peishaw, ou *Pichwa.* Chancelier, premier Miniſtre parmi les Marattes & autres peuples Hindous. Il ſignifie auſſi Prince, Roi.

Pergunnah. La plus grande ſous-diviſion d'une Province, dont les revenus ſont rapportés à une des principales *Cutcherrys*, qui en remet le montant à la *Cutcherry* générale de la Province. Il y a pluſieurs *Pergunnahs* dans un *Circar.*

Phouſdar ou *Fouſdar.* Officier qui, dans toutes les grandes villes, eſt chargé de la police, & prend connoiſſance des matières criminelles. Ce mot ſignifie quelquefois un autre Officier chargé de percevoir les revenus que paient les *Zemindars.*

Polygar. Seigneur ou Chef d'un petit territoire.

R. *Rajah.* Prince, Roi. C'eſt le titre le plus grand qu'on puiſſe donner aux Princes Hindous.

Ram-Rajah. Souverain titulaire des Marattes. Ce mot ſignifie Chef des *Rajahs.*

Roupie. Monnoie. Une *roupie* vaut environ 2 livres 10 ſols.

Roy-Royan. Officier qui a la direction d'un Bureau appelé *Khalſa.*

Ryot. Fermier qui eſt ordinairement Laboureur & Fabriquant.

Ranna. Prince.

S. *Sharf.* Changeur, Banquier.

Sing. Surnom fort uſité, qui ſignifie guerrier.

Sirdar. Chef, Conducteur, Commandant.

Sirpaw ou *Sirpah.* Riche habillement du pays.

Subah ou *Soubah.* Viceroi d'une des grandes Provinces. Les *Soubahs* ſont aujourd'hui les plus grands Souverains de l'Inde, & ſe regardent comme les repréſentans de l'Empereur. Ils ſont au-deſſus des Rois tributaires de l'Empire. Voyez le *Diſcours Préliminaire.*

Subaship ou *Soubahie.* Grand Gouvernement ou Vice-Royauté de l'Empire des Mogols. Il y en a deux principales : celle du Décan & celle du Bengale. Ce mot ſignifie auſſi la Juridiction d'un *Soubah.*

Sunnud. Conceſſion, chartre ou patente accordée à quelque grand Officier.

V. *Vakeel.* Agent ou Chargé des affaires.

Viſir. Premier Miniſtre de l'Empereur Mogol.

Z. *Zemindar.* Un des grands Fermiers qui reçoivent immédiatement les terres à bail du Gouvernement.

Zemindarie. Diſtrict du *Zemindar* ; les terres qu'il tient à ferme.

Zenana. Appartement des femmes.

AFFAIRES

AFFAIRES DE L'INDE.

CHAPITRE PREMIER.

INTRODUCTION.— Projets ambitieux de Dupleix.— Ses acquisitions.— Lawrence & Clive s'opposent à ses mesures avec succès. — Déclin du pouvoir Français. — Mahommed-Ally prend possession du Carnatic.— Expédition contre Gheriah. — Dupleix est rappellé. — Suspension d'armes. — Nouvelle guerre. — Les Français & leurs Alliés sont défaits. — Pondichery pris & rasé.

L'ÉMULATION est un des plus puissans ressorts qui font mouvoir les états comme les simples individus. Mais c'est un des points les plus

importans à décider, tant dans la morale que dans la politique, si ce grand ressort est, par sa nature, avantageux au genre-humain, ou si, tout bien considéré, les malheurs dont il est la cause ne l'emportent pas infiniment sur les bons effets qu'il peut produire.

L'histoire des deux nations rivales, la plus capable de développer cette grande question, & de fournir en même-tems les moyens les plus propres à la résoudre, est celle de France & d'Angleterre; une rivalité continuelle de commerce & d'ambition a excité entr'elles un tel esprit de jalousie, causé tant de déprédations, donné lieu à tant de préjugés, &, pendant plusieurs siècles, occasionné un carnage si épouvantable de l'espece humaine, que tous ces maux ne sont guère allégés par les avantages qu'elles peuvent retirer l'un ou l'autre de leurs antipathies invétérées ou de leurs hostilités réciproques.

Cet esprit d'émulation, que les deux nations possèdent au plus haut degré, a plus d'une fois menacé leur ruine; il s'est établi entr'elles une espèce de contention politique, qui affecte plus ou moins leurs plus petites & leurs plus importantes opérations; elle est soutenue & fortifiée par ce luxe désordonné qui règne au centre des deux empires, & qui étend sa funeste influence jusqu'aux extrémités de leurs possessions.

Telles ſont ces inimitiés invétérées qui non-ſeulement ont inondé pluſieurs fois de ſang humain tout le continent de l'Europe, mais qui, dans toutes les parties du globe, & parmi toutes les nations de la terre, offrent aux yeux des hommes obſervateurs une variété d'objets qui les rendent également affreuſes & immortelles.

Elles ne furent que trop véritablement & trop ouvertement avouées, par le premier gouvernement Européen qui ſe ſoit jamais mêlé de la politique de l'Indoſtan. Ce fut pour ſe défendre contre les machinations profondes & les intrigues hardies d'un Dupleix, que les Anglois prirent originairement les armes dans cette partie du monde. Et tous ces exploits brillans par leſquels ils ont acquis leurs vaſtes poſſeſſions dans l'Inde, reſſemblent beaucoup aux projets & aux deſſeins qu'avoit formés ce grand homme d'état.

La rivalité entre Paris & Londres n'eſt pas plus grande en Europe qu'elle ne l'étoit autrefois en Aſie entre Pondichery & Madras. Les préjugés religieux des deux Nations, leurs ſingularités, leur averſion naturelle & leurs jalouſies intéreſſées, ne reçurent malheureuſement que plus de force par leur voiſinage, étant établies dans la même province; par leur commerce, en vendant les mêmes denrées, & par les objets qu'ils avoient en vue, en recherchant les mêmes avantages.

Dupleix, qui joignoit l'esprit d'entreprise le plus romanesque & le plus infatigable à un jugement solide & pénétrant, inspira à ses compagnons toute la haine héréditaire de sa patrie contre les Anglois. Notre grande prospérité excita & augmenta sur-tout sa jalousie; nous avions plusieurs établissemens importans dans différentes parties de l'Indostan, long-tems avant les Français. Nos compatriotes, à leur grande gloire, s'étoient sagement & heureusement acquis l'estime des naturels du pays; leur commerce étoit fondé sur la bonne-foi, & leurs mœurs étoient irréprochables. Circonspects dans leurs liaisons avec les Indiens, ponctuels dans leurs paiemens, & fidèles à leurs engagemens, ils étoient respectés & traités avec confiance. Les marchandises qu'ils importoient étoient de la meilleure qualité, & la quantité de denrées qu'ils envoyoient en Europe étoit prodigieuse. Les Français ne voyoient toutes ces circonstances qu'avec envie, à proportion qu'elles intéressoient les princes voisins dans nos succès.

Le génie de Dupleix n'étoit point fait pour souffrir une infériorité si manifeste; son ambition fut excitée, & il conçut un grand nombre de projets par lesquels il espéroit pouvoir établir la grandeur des François sur la ruine des Anglais. Malgré les obstacles innombrables qu'il avoit à

ſurmonter, tant à cauſe des établiſſemens avantageux que nous poſſédions, que des préjugés des naturels du pays en notre faveur, & du cours ſolide & réglé qu'avoit pris notre commerce, il eut aſſez d'habileté pour réuſſir: &, dans un tems où les Européens regardoient les forces du *Mogol* comme irréſiſtibles, dans un tems où la grandeur d'une armée Indienne étoit pour eux un objet d'étonnement & de terreur; lorſque leurs établiſſemens étoient encore dans l'enfance & leur commerce borné, qu'ils n'avoient pas même l'idée de conquête; lorſque leur diſtance de la mère-patrie, la petiteſſe de leur nombre, le deſpotiſme des loix qui les protégeoient, & les formes barbares de juſtice dont ils étoient tous les jours témoins, les rendoient affables, ſouples, induſtrieux & peu entreprenans, ce grand politique découvrit les deux principaux reſſorts par le moyen deſquels le ſyſtême actuel de rapacité, d'oppreſſion & de péculat fut amené à ſa maturité, & continue toujours d'exiſter.

Après avoir examiné avec beaucoup d'attention la nature du commerce de l'Inde, il fut pleinement convaincu que, de lui-même, & ſuivant les réglemens qui exiſtoient alors, il ne pourroit jamais être d'aucun avantage conſidérable à la nation Françaiſe. Le nombre de ſeſ-

trictions & d'entraves que l'on y mettoit, n'étoit nullement compensé par les profits qu'il apportoit au public & aux particuliers ; toutes les marchandises étoient sujettes à tant de droits, & devoient passer devant tant d'officiers de différentes espèces, qu'il étoit impossible de les faire parvenir au lieu de leur destination avec la certitude d'un bénéfice. Les *Nababs* avoient aussi coutume d'exiger avec rigueur une certaine somme annuellement de tous les Européens qui commerçoient dans leurs domaines ; ces derniers étoient, outre cela, obligés d'avoir toujours garnison dans leurs différens comptoirs, & d'entretenir des troupes pour la sûreté de leurs propriétés, en cas de guerre entre les princes du pays. Toutes ces circonstances occasionnoient une dépense immense, & que les profits d'un commerce ainsi borné, plein d'entraves & précaire, n'étoient pas en état de défrayer.

La conviction d'un fait si nuisible à l'esprit d'entreprise, qui animoit les Français, sur-tout sous la conduite d'un Dupleix, les auroit engagés finalement à abandonner l'Inde, si la sagacité & le discernement de leur chef n'avoient trouvé une ressource suffisante dans l'ignorance de l'art militaire, & la pusillanimité qu'il découvrit dans le caractère des Indiens. Avant lui, aucunes troupes Européennes ne

s'étoient encore mises en campagne contre le prince dans les états duquel elles réſidoient, ou n'avoient agi comme principales dans les querelles politiques du pays. Les plaines de l'Indoſtan étoient néanmoins continuellement remplies d'armées; on ne voyoit jamais de paix générale, & il paroiſſoit même qu'un pareil objet étoit impraticable dans l'empire, à cauſe de l'eſprit de diſſention qui prévaloit. Le continent de l'Inde étoit un théâtre de diſcorde, ſur lequel ſes *Rajahs* ou *Nababs* faiſoient de continuels efforts pour ſa ſouveraineté, ſes tréſors ou ſon territoire.

Ainſi le manque de ſolidité dans le ſyſtême politique, de diſcipline dans les armées, & peut-être de véritable eſprit militaire dans les naturels de l'Indoſtan, ſuggéra à Dupleix l'idée qu'en prenant part à leurs querelles, ſuivant les circonſtances, c'étoit un plus sûr moyen d'amaſſer des richeſſes & d'acquérir de la gloire, qu'en faiſant le commerce. Il réſolut donc, ſans héſiter, de profiter de cette découverte, & de rendre ſes obſervations utiles aux intérêts de ſes commettans & à l'honneur de ſa patrie. Il fit en conſéquence plus d'attention à l'état des troupes, recommanda une diſcipline plus exacte, employa tous les moyens poſſibles pour compléter les régimens, exciter l'ardeur des ſoldats, & les rendre formidables.

Il ne montra pas moins d'intelligence dans l'exécution de ſes plans, qu'il n'en avoit fait paroître à les former. Il prit le parti de Chundaſaheb, dont les connexions puiſſantes, d'un côté, & l'état déſeſpéré des affaires, de l'autre, le rendoient un inſtrument très-convenable à la politique Françaiſe. Celui-ci avoit donné pluſieurs preuves d'un eſprit entreprenant; mais juſqu'ici tous ſes projets avoient manqué de ſuccès; ſon habileté, ſon adreſſe & ſa magnanimité l'avoient rendu cher à ſes amis, & lui avoient même mérité le reſpect de ſes ennemis. Quoiqu'alors priſonnier à Satarah, où il étoit étroitement renfermé depuis huit ans, les puiſſances du Carnatic, lors de l'uſurpation ſanguinaire d'Anwarodean, le regardèrent comme l'homme le plus propre à diſputer la principauté à ce tyran détesté. Dupleix garantit la rançon, pour laquelle les Marattes conſentirent à lui donner ſa liberté; & après une grande variété de combats & de viciſſitudes dans leſquels il déploya ſes talens militaires, & rendit ſon nom encore plus célèbre, il fut reçu à bras ouverts par Murzafajing, petit-fils de Nizimmuluch, qui diſputoit alors la vice-royauté du Decan à ſon oncle Nazitjing.

Ce prince ne tarda pas à s'appercevoir de l'aſcendant de ſon nouvel allié, & le traita avec une confiance & une diſtinction égales à l'opinion

qu'il avoit formée de ſon habileté & de ſon intégrité. Chundaſaheb reconnut volontiers ſon autorité, & lui perſuada aiſément de renouveller ſes prétentions ſur la principauté d'Arcot, en publiant des lettres-patentes à cet effet. On forma donc la réſolution de ſubjuguer Anwarodean, comme le premier pas qui pouvoit tendre à aſſurer des ſuccès contre Nazirjing; on demanda du ſecours aux Français. Dupleix approuva un plan qui n'avoit probablement été formé qu'à ſa ſollicitation. Le *Nabab* d'Arcot fut défait & tué à la bataille d'Amboor; mais Dupleix & ſes alliés éprouvèrent qu'ils n'avoient encore coupé qu'une tête de l'hydre. La cauſe de Mahommed-Ally, ſecond fils d'Anwarodean, fut épouſée par une grande partie des armées voiſines, qui craignoient l'ambition de Chundaſaheb. A leur requête, Nazirjing entra dans le Carnatic avec des forces formidables; ſon neveu Murzafajing, qui s'oppoſoit à ſes prétentions à la *Subaſhip*, fut engagé à accepter les offres de ſon oncle.

Cette paix ſoudaine dérangea pour quelque tems les affaires des alliés; mais Dupleix, toujours fertile en reſſources, trouva moyen d'exciter des diſſentions à la cour du *Subah* (1750). Une conſpiration ſe forma au même inſtant, & pendant que Nazirjing, ſe repoſant ſur la foi des Français avec qui il venoit de conclure un traité,

& sur la loyauté des Pitans tributaires qui étoient en campagne avec lui, s'abandonnoit à la mollesse, les premiers attaquèrent à l'improviste les troupes qui lui étoient le plus attachées, & les derniers se revoltèrent & assassinèrent leur prince au milieu de ses gardes, & en présence de son armée.

Par cette révolution inattendue, Murzafajing, le grand ami des Français, fut sur le champ proclamé *Subah* du Decan. Un vaste territoire dans le voisinage de Pondicherry, un district encore plus important près de Karical, dans le royaume de Tanjore, la ville de Massulipatnam, & toutes ses dépendances, ce qui faisoit en tout un revenu annuel d'environ 900,000 liv. tournois, furent immédiatement cédés aux Français.

Les trésors de Nazirjing furent évalués à 60,000,000 liv. Dupleix tira pour sa part de cet immense butin 4,800,000 liv., outre les bijoux; il fut le premier qui rendit hommage au nouveau *Subah*, vêtu à la manière superbe des princes Indiens. Il fut alors déclaré gouverneur, pour le *Mogol*, de tout le pays au midi de la rivière Kistna, territoire presqu'aussi étendu que toutes les possessions de la France en Europe; il fut revêtu des pouvoirs & du titre du *Munsub*, ou commandant de sept cens chevaux; on lui permit même de porter parmi ses étendards celui du

poiſſon, honneur qui n'étoit jamais accordé qu'aux naturels de la plus haute diſtinction. Tout l'argent qui avoit cours dans le Carnatic, devoit auſſi être frappé à Pondicherry, & tous les revenus du *Mogol*, dans le pays dont Dupleix étoit nommé gouverneur, devoit d'abord paſſer par ſes mains. Chundaſaheb fut nommé *Nabab* d'Arcot, ſous ſon commandement.

Par la mort de Murzafajing (le 4 Janvier 1751), qui, comme ſon oncle, fut, peu de tems après lui, la victime de la rapacité des Pitans, ce torrent de bonne fortune reçut un échec momentané. Le génie de Dupleix ſurmonta néanmoins tous les malheurs. Chundaſaheb ſoutint pendant quelque tems ſon autorité dans le Carnatic, ſous les auſpices & avec l'aide des Français. Mahommed-Ally, aſſiſté par les Anglais, & tous les partiſans de ſa famille, ſe retira devant ſon armée victorieuſe. Il le pourſuivit juſqu'à Utatoor, de-là juſqu'à Siringham, & enſuite juſqu'à Trichinopoli. La conduite ſupérieure de ſes ennemis obligea enfin ce grand guerrier à capituler; il ſe mit au pouvoir de Monahjee, général Miſoréen, qui lui fit ſur le champ trancher la tête (1752). Ainſi, dans l'eſpace d'un peu plus de deux mois, cette armée formidable fut réduite à la néceſſité de mettre bas les armes, & de ſe rendre à diſcrétion.

Cependant ce déſaſtre fut en quelque ſorte

compenſé par le ſuccès des armes Françaiſes, en ſoutenant les prétentions de Salabatjing à la *Subabship*, dans les provinces ſeptentrionales du Decan. Cette campagne fut conduite par M. de Buſſy, homme habile & expérimenté ; il marcha vers Canaul, capitale du *Nabab* Pitan, qui avoit tué le premier *Subah*, & réſolut de faire payer à la ville la fourberie de ſon maître.

Ayant paſſé toute la garniſon au fil de l'épée, & mis en priſon la femme de l'ancien *Nabab* & ſes deux fils, il traita enſuite avec les Marattes, après quoi ſon armée entra dans Golconde, où Salabatjing monta publiquement ſur le trône, ou *muſned*, comme *Subah* du Decan. Il reçut alors des lettres d'un ambaſſadeur qui diſoit venir de la cour de Delhi, afin de le revêtir de tous les pouvoirs du gouvernement ; il crut cette cérémonie néceſſaire pour s'aſſurer d'un accueil gracieux à Aurengabed. Balgerou, général des Marattes, trouva de nouvelles raiſons de rompre avec lui ; mais il entra ſur le champ ſur ſon territoire, & leur différend fut terminé. Dans ſa marche à Golconde, il y eut une conſpiration formidable contre lui ; mais il eut le bonheur de défaire les conſpirateurs en bataille rangée. Ghaziodin-Khan, ſon frère aîné, qui étoit ſon rival, fut empoiſonné à Aurengabed par ſa mère. Les ſervices importans de Dupleix furent récompenſés par la *Nababship*

d'Arcot ; à laquelle il fut ſolemnellement élevé.

C'eſt ainſi que Dupleix travailloit à agrandir ſa nation, à procurer de nouveaux avantages à la compagnie, à augmenter ſa propre fortune, & à établir ſa réputation. Il éleva Rajahſaheb, fils de Chundaſaheb, pour l'oppoſer à Mahommed-Ally dans le Carnatic ; & par ſon aſcendant ſur les princes du pays, par ſes préſens, par ſes intrigues & ſon adreſſe, ainſi que par la terreur des armes Françaiſes, il parvint enfin à réaliſer les prétentions de Salabetjing. Il ne fut cependant pas bien ſecondé par les officiers à qui il confia les différentes expéditions qu'il avoit formées ; il ne reçut point de France les renforts & les ſecours qu'exigeoient ſa ſituation, qui étoient néceſſaires à ſes projets, & qu'on lui avoit promis. Mais les plus grands obſtacles à ſes ſuccès vinrent du triumvirat Anglais, Lawrence, Clive & Sanders, qui étoient alors à la tête des affaires de la compagnie des Indes de cette nation.

Pendant la carrière brillante de Dupleix, les Anglais, retenus par les ordres de la compagnie, étoient juſqu'alors reſtés dans l'inaction. — Le meurtre hardi de Nazirjing, qui les remplit d'horreur & d'étonnement ; le nombre de drapeaux blancs qui, ſoit comme trophées ou enſeignes de ſouveraineté, ou marques de bravades,

entouroient l'établiſſement du fort Saint-David, furent les deux circonſtances mémorables, qui, joints à leur inimitié nationale, tirèrent les Anglais de leur léthargie, & excitèrent leur émulation. L'aſſaſſinat du *Subah*, par la trahiſon des Pitans, leur parut un noir complot de Dupleix, afin que ſes vues d'agrandiſſement & de conquête ne fuſſent plus contrariées, & qu'il ne fût plus obligé de donner toute ſon attention à ménager les intérêts de deux rivaux ſi puiſſans. Ils regardoient d'ailleurs les drapeaux triomphans, déployés dans le voiſinage du fort Saint-David, comme une inſulte au caractère Britannique, puiſqu'il leur étoit impoſſible d'ouvrir les yeux ſans contempler des preuves humiliantes de leur peu d'importance & de leur diſgrace.

L'établiſſement étoit alors gouverné par M. Sanders, qui n'étoit arrivé aux Indes que peu de tems avant la mort de Nazirjing. Convaincu par cet évènement de l'ambition démeſurée & des objets immenſes auxquels viſoit Dupleix, il réſolut de faire tous ſes efforts pour traverſer l'exécution de ſes projets : ſa ſagacité, ſa conſtance & ſa fermeté le firent réuſſir en pluſieurs occaſions, dans des circonſtances ſingulièrement défavorables. Mais les départemens militaires étoient remplis par des officiers habiles & entreprenans. Le major Lawrence fut le premier qui établit une

discipline régulière parmi les troupes Anglaises dans l'Inde, & apprit aux naturels qui les joignirent, à combattre à l'Européenne. Ce fut sous ce brave vétéran que Clive prit les premières leçons de l'art de la guerre. Les efforts réunis de ces deux grands hommes, assistés quelquefois par d'habiles amiraux, & des officiers subalternes d'un rare mérite, firent échouer les projets hardis de Dupleix & de la cour de Versailles; qui étoient d'établir une monarchie universelle dans l'empire de l'Indostan, à l'exclusion de toute autre puissance Européenne.

La nature de cet Ouvrage nous empêche d'entrer dans tous les détails de ces premières campagnes; il suffit de faire une récapitulation des évènemens principaux, afin de ne point perdre le fil de notre narration, & de pouvoir arriver à l'époque plus récente & plus intéressante de l'histoire de nos établissemens de commerce, & de nos acquisitions de territoire dans cette partie du globe, dont nous rendrons un compte plus circonstancié.

Le premier évènement favorable qui ranima le courage des Anglais, & donna aux Indiens des preuves de leur valeur, fut une expédition contre la province d'Arcot, sous la conduite de Clive. Il surprit, avec une poignée d'hommes sans discipline, la capitale de ce riche district,

& la défendit pendant un siège régulier de trois mois, contre une armée nombreuse, qu'il repoussa avec grand carnage dans un assaut qu'elle donna à la place en trois endroits à la fois (1754).

Il fut alors renforcé par une partie de l'armée de Trichinopoli & un corps de Marattes, ce qui l'engagea à aller chercher l'ennemi. Il prit les forts Timrey, Aranic & Conjeveram, & dans une bataille qui fut livrée à Caveripauke, il remporta une victoire complette sur des troupes trois fois aussi nombreuses que les siennes, & fit prisonnier un corps considérable de Français : le fort se rendit sur le champ.

Continuant sa marche à travers le pays, il arriva à la place où Nazirjing avoit perfidement été tué; on y élevoit, avec beaucoup de diligence, une ville, pour perpétuer la mémoire de cet assassinat horrible : on lui avoit donné le nom de *Dupleix-fateabat*, ou *la ville de la victoire de Dupleix*; on y avoit frappé des médailles avec des représentations symboliques de cette affaire; on se préparoit à élever, en mémoire de la bravoure & de la bonne fortune des Français, une superbe colonne avec plusieurs inscriptions pompeuses dans les langues Française, Malabare, Persane & Indostane. Clive donna ordre de tout faire, & ses troupes s'acquittèrent de cette commission avec beaucoup de diligence & d'adresse.

dreſſe. Cela leur donna probablement un bon augure des ſuccès qu'ils eſpéroient obtenir ſur leurs ennemis, dont la proſpérité commençoit alors à décliner.

De-là les troupes allèrent au fort Saint-David, &, dans toute leur marche, elles n'apperçurent point un ſeul eſcadron de Français ou de leurs alliés; leur dernière défaite, ſuccédant à d'autres diſgraces, les avoit entièrement découragés, avoit dérangé leurs opérations, & diſperſé leurs armées. Leur cavalerie ſe retira avec les gouverneurs qui étoient encore attachés à leurs intérêts; les Européens & les Cipayes furent rappellés à Pondicherry; & Dupleix fut tellement irrité contre Rajahſaheb, fils de ſon ancien ami & allié, à qui il avoit donné, dans cette occaſion, le commandement de l'armée, qu'il ne voulut point, de long-tems, lui permettre de ſe préſenter devant lui.

C'eſt ainſi que les Anglais, ſous les auſpices du major Lawrence & du capitaine Clive, dans l'eſpace de quelques mois, recouvrèrent dans le Carnatic pour Mahommed-Ally, ami ſincère de leur compagnie, une étendue de pays de trente milles de largeur & de ſoixante milles de longueur, dont les revenus, y compris la fameuſe Pagode de Tripetti, montoient à plus de trois millions huit cens quarante mille livres tournois.

Ce fut dans ce tems-là (1752) que le major Lawrence revint d'Angleterre, & prit le commandement de l'armée. Il eut assez de grandeur d'ame pour voir avec admiration les présages assurés du génie supérieur de Clive, qu'il consulta dans toutes les occasions, malgré sa jeunesse & son inexpérience. Ce fut donc cet officier qui dirigea toutes les opérations des troupes Britanniques. Le major Lawrence resta avec le corps d'armée au Sud de la Caveri, tandis que Clive marcha avec un gros détachement pour faire une diversion au Nord de la Caleroon.

Clive surpassa même les plus grandes espérances du major; les soldats parurent être inspirés par l'ardeur de leur chef. Malgré les forces supérieures des ennemis, ils s'emparèrent de Pithandah & d'Otatoor. M. d'Auteuil, qui commandoit les troupes Françaises, avoit dessein de former une jonction avec l'armée confédérée, qui étoit campée à Seringham, & pour laquelle il avoit reçu des renforts d'hommes & d'argent. Il étoit important d'intercepter ces secours. On ordonna donc aux troupes du capitaine Dalton de joindre celles de Clive, & ce brave officier, quoique plus ancien en grade que celui-ci, afin d'éviter les disputes qui pourroient nuire au service, eut la générosité de l'accompagner dans l'expédition, comme volontaire. Ce parti rencontra les ennemis à Valconda, où il y eut un combat fort

vif. Les Français furent ſi complétement défaits, qu'ils furent tous pris, avec leur commandant.

Le major n'eut pas moins de ſuccès; il s'apperçut des diſſentions qui régnoient dans le camp des ennemis, & en profita; il les ſuivit dans l'Ile, &, par les plus belles manœuvres militaires que ſon expérience, ſon zèle pour le ſervice, & ſa parfaite connoiſſance du caractère des chefs Indiens le rendirent capable de mettre en pratique, il coupa toutes leurs communications avec la campagne, & les bloqua complétement. En conſéquence de ces opérations, les différentes puiſſances dont la ligue étoit compoſée, commencèrent à pourvoir à leur ſalut, & à traiter ſéparément avec les Anglais. Pluſieurs d'entr'elles joignirent le parti contraire; d'autres, ayant obtenu la permiſſion de paſſer la rivière, retournèrent dans leur pays; & les Français, enfermés dans la Pagode de Jambakiſtria, furent bientôt obligés de capituler.

Toute cette guerre, dans laquelle on prodigua des tréſors immenſes & on fit couler des rivières de ſang, ſe borna, pour-ainſi-dire, à Trichinopoli & à ſes dépendances. Différens petits forts, dans les diſtricts voiſins, changeoient continuellement de maîtres. Il n'en réſulta aucun avantage conſidérable d'aucun côté, quoiqu'il y eût pluſieurs eſcarmouches, & même quelques ba-

tailles ſanglantes. Ce fut une ſcène dans laquelle le génie des naturels du pays parut dans tout ſon jour. Les Européens virent avec étonnement les fourberies atroces qui régnoient dans leurs camps, & l'artifice conſommé avec lequel ils s'efforçoient continuellement de ſe tromper les uns les autres.

A leur manque d'exactitude & de fermeté dans le choix des caractères & dans leurs règles de conduite, ils joignoient un manque de réſolution & de prévoyance; leurs guerres étoient conduites ſans ſyſtême, elles étoient auſſi barbares que lâches, & auſſi cruelles que celles des tygres; leur politique dégénéroit en intrigues, ou reſſembloit aux baſſes manœuvres des filous, qui n'ont d'autre objet que celui de piller. Leurs alliances étoient invariablement fondées ſur l'avarice ou la vengeance; leurs confédérations étoient ſans unanimité & ſans vie, & leurs liaiſons également vuides d'amitié & de principes.

Les Européens étoient eux-mêmes des objets de nouveauté pour les naturels du pays qui étoient en état de faire des obſervations. La déciſion des batailles dépendoit généralement des Français & des Anglais; aucun ſpectacle ne pouvoit être plus intéreſſant ou plus curieux, pour une perſonne placée dans la Pagode de Trichinopoly, qu'une de ces batailles qui ſe donnèrent dans ſon voiſinage. C'étoient ces troupes rivales, qui,

quoique rarement au nombre de plus de mille hommes, combattoient avec acharnement, tandis que leurs alliés reſpectifs, avec des armées prodigieuſes, ſe tenoient à une certaine diſtance, ſimples ſpectateurs du combat dont ils attendoient l'iſſue avec anxiété.

Une guerre auſſi ennuyeuſe & auſſi inutile, engagea les gouvernemens des deux compagnies à chercher à terminer ainſi leurs différends par des négociations. Cela donna lieu au fameux congrès de Madras; qui, après bien des diſcuſſions & des altercations entre les commiſſaires, fournit des preuves inconteſtables que les titres de Dupleix étoient faux. M. Sanders, qui préſidoit à cette conférence avec ſa fidélité & ſon exactitude accoutumée, s'appercevant qu'on n'oppoſoit que de la préſomption & des évaſions à ſa candeur & à ſa modération, après avoir proteſté, de la manière la plus ſolemnelle, contre ce que les Français avoient pris ſur les prétentions fictives de Dupleix, renvoya les députés, & mit fin à l'aſſemblée.

Cette découverte trompa, pour le moment, les eſpérances que la perſpective de la paix avoit excitées dans les deux gouvernemens; les hoſtilités furent renouvellées, & auroient probablement continué long-tems, ſi Dupleix n'avoit pas été rappellé du gouvernement de Pondicherry, & ſi

on n'avoit pas ordonné à ſon ſucceſſeur de faire la paix, à quelque condition que ce fût.

Aucune nouvelle ne pouvoit être plus agréable à ceux qui avoient envie de faire fleurir le commerce des deux compagnies. Le nouveau gouverneur Gadeheu annonça ſes propoſitions, ſans délai, au conſeil de Madras. On publia auſſitôt une ſuſpenſion d'armes pour trois mois, & il fut convenu que, pourvu que les deux compagnies, qui s'étoient réſervé le droit d'annuller ou de changer ce qu'elles jugeroient à propos dans le traité, acquieſçaſſent à l'opinion de leurs ſerviteurs, les deux nations renonceroient pour toujours à tout gouvernement & à toute dignité Aſiatique; qu'elles ne ſe mêleroient plus déſormais des querelles des princes du pays; qu'elles délivreroient au gouvernement de l'empire toutes les places priſes de part & d'autre pendant la guerre, excepté celles qu'on conviendroit de laiſſer au pouvoir de chaque compagnie.

Quand les hoſtilités ceſsèrent, les revenus que chaque compagnie avoit acquis par cette guerre (& la balance étoit beaucoup en faveur des Français) démontrèrent pleinement que les motifs qui l'avoient occaſionnée étoient très-différens, & que les projets de Dupleix étoient bien ſupérieurs à ceux de ſes rivaux. L'échange des priſonniers montra néanmoins que, quoique nous fuſſions

inférieurs à nos ennemis dans le cabinet, nous étions en état de les battre dans le champ de Mars; car quoique les renforts qu'ils avoient reçus de tems en tems, ainsi que leurs alliés, eussent toujours été plus nombreux que les nôtres, nous avions neuf cens prisonniers Français entre nos mains, tandis que ceux-ci n'avoient que deux cens cinquante Anglais.

Malgré ces apparences de tranquillité, il survint plusieurs évènemens qui rendirent une paix générale impraticable; les finances de Mahommed-Ally étoient presque épuisées. — Les *Polygars* tributaires, en faisant de grandes protestations d'attachement, se réunissoient pour retarder leurs paiemens. Il étoit cependant indispensable de lever les revenus d'Arcot; c'est pourquoi on détacha un corps de troupes, aux ordres du colonel Héron, pour recouvrer les arrérages qui étoient dûs au *Nabab*, dans les districts du Midi. Cette malheureuse expédition, sans servir effectivement le *Nabab*, excita le gouvernement de Pondicherry à de nouvelles hostilités; mais, avec de la prudence de notre part, & en faisant des arrangemens, elles furent heureusement étouffées pour le moment.

L'établissement de Mahommed-Ally dans Arcot, capitale de ses états, excita aussi nombre de petites querelles qui ne purent être terminées

que par des forces militaires. Le principal théâtre de ces actions furent les *Circars* ſeptentrionaux. Le détachement employé à ce ſervice étoit aux ordres du colonel Kilpatrick ; mais après avoir épuiſé toutes les reſſources d'évaſion que la fineſſe, la chicane, & même la fourberie pouvoit leur ſuggérer, la plupart des *Polygars* payèrent leurs contributions, & reconnurent leur dépendance.

Ce fut à-peu-près vers ce tems-là que l'amiral Watſon & le capitaine Clive entreprirent une expédition contre les pirates confédérés de la côte du Malabar. Les rivières nombreuſes qui entrecoupent cette partie du pays, étoient remplies de vaiſſeaux armés qui ne vivoient que de pillage ; conſéquemment tout le commerce de ces mers, étoit continuellement expoſé aux inſultes des brigands qui les infeſtoient.

Un nommé Angria étoit à la tête de cette confédération formidable ; ſes prédéceſſeurs lui avoient laiſſé une puiſſante flotte, & un territoire conſidérable ; ſes déprédations ſur les vaiſſeaux de toutes les nations, qui n'achetoient point ſa protection à un prix exceſſif, augmentoient tous les jours ſon importance ; la compagnie Anglaiſe lui payoit tous les ans un million deux cens mille livres (tournois), pour mettre ſon commerce à l'abri du pillage.

L'amiral Watſon, conjointement avec pluſieurs tranſports aux ordres de Clive, dirigea ſa courſe vers Gheriah, capitale de ce pirate. Quoique la nature eût autant contribué que l'art à la rendre inexpugnable, elle ne réſiſta pas aux préparatifs que l'on avoit faits pour l'attaquer. Angria ſe retira chez les Marattes, qu'il eſpéra pouvoir appaiſer par des préſens, ou amuſer par des promeſſes. La garniſon n'ayant point de chef en qui elle pût ſe confier, ſans ingénieur, & même ſans aucune perſpective de ſuccès, ne tenta pas même une défenſe régulière. Après une vive canonnade, le fort ſe rendit; on y trouva une grande quantité de proviſions de guerre, & deux millions huit cens quatre-vingt mille livres (tournois) en argent, qui furent ſur le champ partagés entre les matelots & les ſoldats, ſans réſerver la moindre choſe pour la nation ou pour la compagnie; & il eût été très-heureux pour le nom Anglais, pour les naturels de l'Indoſtan, & pour les intérêts de la compagnie des Indes, que leurs ſerviteurs civils ou militaires ne ſe fuſſent jamais permis un péculat plus criminel.

Aucun évènement, depuis le dernier traité, n'eut un aſpect plus favorable pour les Anglais que le renvoi des troupes Françaiſes, aux ordres de M. de Buſſy, du ſervice du *Subah*. Cet événement eut lieu à Savanore, place ſituée à deux cens

milles au Sud-Oueſt de Golconde. La compagnie voyoit depuis long-tems de fort mauvais œil cette alliance formidable, qui ne pouvoit manquer d'être une ſource d'opulence & d'agrandiſſement pour ſes rivaux. Le miniſtère de Salabatjing étoit auſſi dégoûté d'un allié, dont la conduite n'étoit pas moins altière & impérieuſe, que ſes demandes étoient exhorbitantes, & ſa cupidité inſatiable : c'eſt ce qui fit que les Anglais n'eurent pas beaucoup de peine à perſuader le vicenoi contre de Buſſy & les Français. Les agens de la compagnie, quoiqu'on diſe qu'ils n'y étoient point autoriſés, offrirent au *Subah* les mêmes ſecours de la part du gouvernement de Madras, qu'il avoit autrefois reçus de celui de Pondicherry, & ſans aucune de ces conditions humiliantes que les Français lui avoient extorquées dans les circonſtances les plus critiques & les plus difficiles.

Le parti anti-Français, parmi les différentes intrigues de la cour du viſir, acquéroit tous les jours plus d'influence, ſuivant ces principes ſi ordinaires, d'épouſer la cauſe du plus fort ; & Salabatjing, malgré ſa conſidération pour Buſſy, n'avoit pas aſſez de fermeté pour s'oppoſer à une confédération ſi puiſſante contre lui ; il étoit véritablement, comme la plupart des autres grands de la terre, ſans volonté, & tyran d'autant plus ar-

bitraire, qu'il étoit lui-même plus eſclave. C'eſt pourquoi, dès que les *Nababs* revoltés eurent fait leur ſoumiſſion, les ennemis de Buſſy lui firent donner ordre de quitter le camp du *Subah*, & de partir ſans délai pour Pondicherry.

Cet habile officier reçut cet ordre inattendu, & ſe prépara à obéir avec cette indignation qu'il eſt naturel à un cœur noble & à un brave ſoldat de ſentir, quand on paye ainſi ſes ſervices de la plus noire ingratitude.

C'eſt ainſi que les querelles des Européens, ſemblables à un ouragan furieux, ravageoient depuis long-tems les plaines du Decan. Par l'attention du gouvernement de Madras aux intérêts de la compagnie vers l'embouchure du Gange, l'orage ceſſa pour un moment. Buſſy ſe réconcilia pendant ce tems-là avec le *Subah*, & durant ce court intervalle de repos, les affaires de ſon gouvernement ne furent interrompues que par les petites intrigues des *Omrahs*.

Il ne ſe paſſa alors dans le Carnatic rien d'important entre les deux nations. Les chefs Indiens continuoient, comme à l'ordinaire, leur commerce de pillage, de fourberie & d'aſſaſſinats ſur les frontières, tandis que l'intérieur du pays jouiſſoit d'une tranquillité momentanée. Ce n'étoit cependant que le ſommeil paſſager des malheureux, qui s'éveillent ſubitement pour

appercevoir de nouveaux troubles & un accroiſſement de maux.

La guerre entre la France & l'Angleterre commença bientôt après, & affecta plus ou moins leurs poſſeſſions dans l'Inde. Pluſieurs des principales provinces du Decan, particulièrement celles qui joignoient les frontières méridionales & ſeptentrionales du Carnatic, furent entraînées dans de nouveaux troubles & dans de nouvelles querelles.

Les deux compagnies épièrent les mouvemens & les relations l'une de l'autre, avec jalouſie & rancune. La politique des naturels du pays, dans toute ſa noirceur & dans toute ſa ſcélérateſſe, devint alors leur étude favorite, & elles firent toutes deux des progrès étonnans dans cette ſcience déteſtable.

Un nouveau concurrent déclara ſes prétentions à la *Subaship* du Decan, ſoutenu de toute l'autorité légitime, & d'une confédération puiſſante des princes les plus aguerris de l'empire: De grands renforts arrivèrent d'Europe, & la ſouveraineté des mers Orientales fut diſputée, ſur la côte de Coromandel, par les flottes Anglaiſes & Françaiſes, avec la dernière opiniâtreté & la plus grande valeur. Toutes les parties de cette vaſte Peninſule, où l'une ou l'autre de ces nations avoit du crédit ou des alliés, éprouva pendant une

longue ſuite d'années tous les ravages de la guerre. Les deux compagnies & leurs principaux comptoirs furent alternativement aſſiégés & ſecourus par les forces reſpectives des deux alliés; pluſieurs d'entr'eux, dans l'eſpace même de peu de mois, changèrent ſucceſſivement de maîtres, d'habitans & de garniſon. Les armes Britanniques éprouvèrent ici, à cette époque, les mêmes ſuccès dont elles étoient couronnées dans les autres parties du monde; elles défirent les complots formés pour arrêter leurs progrès; elles défendirent Madras, prirent Pondicherry, recouvrèrent Calcutta avec beaucoup d'avantage, & acquirent les revenus d'un vaſte & riche territoire, montant à plus de ſoixante-douze millions (tournois) par an.

Tous ceux qui ſe rappellent la concluſion triomphante & glorieuſe de cette mémorable guerre, ont encore préſentes à l'eſprit les campagnes romaneſques de Lally. Il perdit Muſulipatnam & les provinces ſeptentrionales en rappellant Buſſy de la cour de Salabatjing, & en nommant un officier moins habile pour lui ſuccéder dans cette ſituation critique. L'inveſtiſſement de Madras lui coûta beaucoup de tems, d'argent & de ſang, qu'il auroit pu mieux employer en coopérant avec les alliés de la compagnie Françaiſe, & en augmentant leur crédit. Il affoiblit ſon armée en envoyant de gros déta-

chemens à Seringham, & permit aux Anglais, par la prise qu'ils firent de Vandevash & de Corangoly, d'étendre leurs frontières jusqu'au midi du Palier.

Ce ne sont cependant pas-là les causes qui ruinèrent les Français dans l'Inde. Il n'y a point de pays au monde où les guerres soient aussi dispendieuses que dans celui-ci. Les pertes des Français, & les avantages que nous retirâmes de la prise de Chandernagor & de nos autres acquisitions importantes dans la riche province du Bengale, leur firent abandonner l'Inde. C'est sur les bords du Gange que Clive fit réellement les conquêtes des côtes de Coromandel & du Malabar.

Il est possible que Lally ne connût pas bien le local : peut-être avoit-il trop mauvaise opinion des princes du pays, pour tirer parti de leur assistance; ce qui est certain, c'est qu'il fut obligé d'agir sur la côte sans escadre, & quand il voulut pénétrer dans l'intérieur du pays, ses alliés refusèrent de le seconder, & ses troupes se mutinèrent faute de paye. Malgré ces contre-tems, de dix batailles qu'il avoit livrées, il n'en avoit perdu qu'une, & on pouvoit bien lui permettre, après avoir gagné neuf batailles & pris dix places avec les mêmes troupes, de se retirer devant des forces supérieures.

Mais Lally, comme plusieurs autres grands

hommes, ne dut sa ruine qu'à la droiture de ses sentimens, à sa hauteur & à la rigueur de sa discipline. Dès le moment qu'il débarqua à Pondicherry, il témoigna la plus grande horreur de la vénalité qui régnoit autour de lui. Supérieur aux vils artifices qui accompagnent les poursuites pécuniaires, il regardoit avec un mépris marqué ceux qui n'avoient point d'autre objet. Il avoit ordre de rechercher les causes qui avoient appauvri sa patrie, & de punir les délinquans. Les maux auxquels il devoit remédier étoient le péculat, la désobéissance, la fourberie, le pillage, la lâcheté & la mutinerie.

Cette commission n'étoit certainement pas populaire, & Lally se trompa en s'attendant à un accueil gracieux de la part de ceux qui détestoient cette enquête, & qui pensoient qu'elle leur feroit courir des risques. Il apprit en peu de tems à quoi doit s'attendre un homme qui veut arracher au méchant les dépouilles de son iniquité : il se forma aussi-tôt une ligue pour empêcher qu'il n'accomplît les fins de sa commission, & ceux qui auroient dû coopérer avec lui pour le bien du service, furent les premiers à le harasser de difficultés, parce qu'ils ne pouvoient éviter leur ruine qu'en accomplissant la sienne.

Quelques conjectures que l'on puisse former des évènemens brillans qui donnent un lustre à

cette époque de l'hiſtoire d'Angleterre dans le Decan, dans la Peninſule de l'Inde, ainſi que dans les autres parties du monde, nos armes furent par-tout victorieuſes. Il ſemble que ce théâtre n'étoit point celui où les Français devoient recueillir des lauriers; leurs troupes ne s'étoient peut-être jamais comportées ſi mal en général dans aucun autre lieu. — Elles prirent la fuite à Caveripauke; elles firent de même à Bahoor; elles furent deux fois miſes en déroute dans le Tanjore; elles mirent bas les armes à Volconda; elles ſe rendirent à diſcrétion à Seringham; elles manquèrent deux fois de ſuccès devant Cudalore, deux fois devant Arcot, deux fois devant Trichinopoly, & au ſiège de cette dernière place, la moitié de leur armée fut faite priſonnière.

Les Français furent donc finalement vaincus; le Carnatic goûta encore une fois les douceurs de la paix, & les ennemis furent délogés de leurs places fortes. Pondicherry fut pris & raſé; Velore fut auſſi pris, après une vigoureuſe réſiſtance. Les conceſſions des *Circars* ſeptentrionaux à la France furent en même-tems annullées, & les Anglais revêtus pour toujours de leur ſouveraineté; enfin, par la paix de Paris, Mahommed-Ally-Cawn fut reconnu *Nabab* du Carnatic, & Salabatjing *Subah* légitime du Decan.

CHAPITRE

CHAPITRE II.

RÉVOLUTIONS dans le Bengale. — Surajah-Dowlah. — Meer-Jaffier. — Coſſim-Ally-Cawn. — La compagnie prend poſſeſſion de la Dewannee. — *Sujah-ul-Dowlah. — Traités. — Milord Clive part pour les Indes Orientales. — Comité choiſi. — Altercations avec les membres du Conſeil.*

NOs opérations militaires, ſur la côte de Coromandel, furent tout-à-coup ſuſpendues par les nouvelles que le gouvernement de Madras reçut de Bengale. Surajah-Dowlah, jeune prince ſans eſprit, ſans expérience & ſans humanité, avoit preſque ruiné notre crédit dans cette partie de l'empire.

Au mois de Juin 1756, le fort William, après une vigoureuſe défenſe dans des circonſtances très-fâcheuſes, s'étoit rendu à une armée innombrable, commandée par le *Nabab* en perſonne. La ville fut brûlée & abandonnée au pillage, le tréſor de la compagnie pris, les ouvrages démolis; & cent cinquante hommes de la garniſon, qui avoient

ſurvéeu à la priſe de la place, furent jettés dans un cachot qui n'avoit que dix-huit pieds de longueur & quatorze de largeur, & où il n'y avoit que deux trous fermés par des barres de fer. Là ils paſsèrent la nuit dans un tel état de ſuffocation, que le manque d'air, la chaleur de la ſaiſon, jointe à celle de leurs haleines, firent périr la plupart de ces malheureux avec un tranſport violent. Le lendemain matin on n'en trouva que vingt-deux qui reſpiroient à peine, & qui offroient un tableau de détreſſe que la nature humaine a rarement éprouvée, & à laquelle elle a encore plus rarement réſiſté.

La nouvelle de cette cruauté inouie fut reçue par nos compatriotes ſur la côte avec horreur & indignation; c'étoit un revers d'autant plus alarmant, qu'il n'avoit point été prévu, & qu'il falloit toutes les forces de la compagnie pour le ſurmonter. Après une mûre &, peut-être dans une affaire ſi preſſante, trop longue délibération dans le conſeil de Madras, Clive fut envoyé dans le Bengale, à la tête de neuf cens Européens & de quinze cens Cipayes. Watſon & Pococke eurent en même-tems ordre de ſeconder ſes opérations par mer; avec une eſcadre de deux vaiſſeaux de ligne, & trois grandes frégates.

Cet armement, qui avoit quitté Madras au mois d'Octobre, après avoir éprouvé bien des con-

traîtés des vents & des courans, parut dans un état de délabrement devant Mayapore, vers la fin de Décembre, &, quoique toutes nos forces ne fussent pas encore arrivées, le fort de Buzbuzia, situé à dix milles en remontant la rivière, fut attaqué le lendemain & emporté : ce ne fut cependant pas sans beaucoup de difficulté.

Les troupes, impatientes de reprendre Calcutta, & de venger la triste catastrophe de leurs compatriotes, poussèrent vers cette place, qui fut abandonnée par la garnison, après avoir échangé quelques coups de canon avec les vaisseaux qui mouillèrent dans la rade. Le dégât qu'un ennemi barbare & irrité avoit commis dans une place si précieuse aux Anglais, à cause de la possession qu'ils en ont eue pendant si longtems, de la commodité de son port, de sa situation pour le commerce, & de la splendeur de ses édifices publics, fut un spectacle que plusieurs de ses derniers habitans, à leur retour, & ceux qui l'avoient vue dans un état si brillant, ne virent qu'avec des expressions d'horreur & de chagrin.

Il n'y avoit cependant pas de tems à perdre en regrets inutiles. Clive fit camper ses troupes à quatre milles du comptoir. Peu de jours après, le *Subah* irrité parut, à la tête d'une puissante armée, s'approcha jusqu'à quelques milles des

Anglais, & planta ſa tente dans un jardin derrière la ville. Il tenta de les amuſer par des offres de négociations; mais ceux-ci, ſoupçonnant que ces ouvertures n'étoient pas ſincères, formèrent un plan pour attaquer ſon quartier le lendemain matin. Dans cette intention, ils débarquèrent quatre ou cinq cens matelots de la flotte à une heure du matin; à deux, les troupes étoient ſous les armes, & à quatre elles marchèrent vers le camp du *Nabab*. Le deſſein de Clive étoit de s'emparer de ſon canon, & de l'attaquer dans ſa tente. Son projet auroit probablement réuſſi; mais au point du jour l'armée ſe trouva environnée d'un brouillard ſi épais, qu'on ne pouvoit rien diſtinguer à trois pas de diſtance. Cette circonſtance imprévue jetta, parmi nos troupes & celles de l'ennemi, la confuſion la plus grande, qui continua juſqu'à ce que les Anglais euſſent traverſé tout le camp Indien. Pendant ce tems on fit de part & d'autre un feu ſi vif, que nous perdîmes près de cent hommes, & les ennemis vingt-deux officiers de diſtinction, ſix cens ſoldats, & environ le même nombre de leurs animaux les plus utiles.

Le ſuccès de cette attaque ſubite découragea tellement le *Subah*, ainſi que ſes *Omrahs* & les grands qui étoient autour de ſa perſonne, qu'il montra alors autant d'envie de conclure ſincè-

rement un traité avec la compagnie, qu'il en avoit auparavant fait paroître pour harasser ou pour amuser ses troupes. Il fut donc convenu qu'il rendroit les comptoirs de la compagnie, avec les effets & l'argent pillé, qui avoient déjà été inscrits sur les regiſtres de son gouvernement.

Il permit qu'on continuât les fortifications de Calcutta, & qu'on y battît monnoie; il exempta toutes les marchandiſes, sous passe-ports de la compagnie, d'impôts, de droits, & de toutes charges quelconques; lui donna la liberté de prendre poſſeſſion des trente-huit villages que lui avoit assignés l'Empereur Furrukshir, & le rétablit dans ses premiers privilèges.

Les traités politiques, dans l'Indoſtan comme en Europe, ne sont observés qu'autant que l'une ou l'autre des parties n'a pas intérêt de les enfreindre. Les Anglais ne jouirent point de leurs avantages avec modération, & le *Nabab* ne tint pas ses engagemens avec fidélité. Les premiers s'emparèrent des établiſſemens Français à Chandernagor sans son consentement, & le dernier accorda des secours aux Français, sans consulter les intérêts de ses alliés ou son propre honneur. Il y eut une nouvelle rupture & les deux partis se préparèrent à recommencer les hoſtilités.

On avoit nommé au commencement de la guerre un comité pour diriger les opérations mi-

litaires du Bengale ; les membres qui le composoient étoient Drake, Watson, Clive & Kilpatrick. Clive établit comme indispensable, la nénéssité d'opérer une révolution dans le gouvernement des états du *Subah*, sans quoi, suivant lui, le crédit des Anglais n'auroit jamais de fondemens solides. Son projet fut adopté, & on lui laissa le soin de l'exécuter, de concert avec M. Watts résident de la compagnie à la cour du *Nabab*.

C'étoit un spectacle curieux, frappant & singulier dans les annales du monde, de voir les agens d'une société de négocians, à une telle distance de leur patrie, méditer le bouleversement d'un empire, par l'indulgence duquel ils jouissoient d'un grand nombre de privilèges, & qui, par l'étendue de son territoire, sa population, sa richesse & son commerce, pouvoit à peine trouver son égal dans l'univers.

Il y avoit, dans une conspiration aussi hardie, une circonstance qui n'étoit pas moins extraordinaire ; c'est que l'exécution en étoit entièrement laissée à un foible commandant de quelques bataillons, à un simple commis, & à deux ou trois agens subalternes, dont la fortune étoit aussi désespérée que les principes étoient suspects.

Ce qui accélera la ruine de Surajah-Dowlah, c'est qu'à une grande opiniâtreté & à une extrême avarice, il joignoit l'ignorance, la témérité & la

cruauté au plus haut degré. Enivré de l'idée de ſon importance, des grandes prérogatives de ſon rang dans l'empire, plein de mépris pour ſes ſujets & pour la prétendue foibleſſe de ſes ennemis, il agiſſoit non-ſeulement ſans prévoyance & ſans ſyſtême raiſonné, mais il n'y avoit pas même, ſelon lui, un ſeul *Omrah* en qui il pût placer la moindre confiance, ou qui pût lui donner le moindre avis. Toutes ces perſonnes, conſultant ſes caprices plutôt que les difficultés dont il étoit environné, l'encouragèrent à adopter la politique abſurde & funeſte de faire la guerre aux Anglais, dont il auroit dû parfaitement connoître le pouvoir & les reſſources; lui, à qui on avoit entendu dire qu'il ne croyoit pas qu'il y eût dix mille hommes en Europe qui ne fuſſent en état, étant réunis, de porter un grand coup à ſa puiſſance.

Depuis long-tems il paroiſſoit offenſé que les Anglais veillaſſent ſi ſoigneuſement à leur ſûreté, parce que cela démontroit, ou qu'ils doutoient de ſa protection, ou qu'ils ne le croyoient pas en état de les protéger. Peut-être l'idée qu'il s'étoit formé de leurs immenſes richeſſes lui avoit-elle ſuggéré le deſir de s'emparer de leurs tréſors, ſous prétexte d'affermir ſon autorité. Cet indigne projet fut cependant ſuivi avec une ardeur & une perſévérance dignes d'une meilleure cauſe. Il ne penſoit

guère que, revêtu de toutes les marques de la souveraineté, entouré d'une multitude d'esclaves, & gouvernant les finances de l'empire, on devoit dans peu usurper son trône, que sa destinée étoit prononcée, & que ses richesses alloient être divisées entre une poignée de marchands.

Son caractère colère & avare, sa fourberie & sa lâcheté, causoient même de continuelles alarmes à ses amis & à ses créatures. Le mécontentement de la cour se communiqua rapidement au camp, & les principaux officiers, par des motifs de sûreté & de ressentiment, s'accordèrent avec Clive & Watts pour anéantir le pouvoir du tyran : tant l'exercice rigide du despotisme donne quelquefois de hardiesse & de résolution aux grands esclaves des nations les plus efféminées & les plus pusillanimes, & tant il est dangereux d'occuper un trône élevé sur des rivières de sang!

Le choix d'un successeur tomba sur Meer-Jaffier, à cause de ses richesses, de son rang, & de la grande influence qu'il avoit dans l'armée & dans les conseils du souverain. La conspiration fut conduite par les intrigues d'un marchand noir, nommé Omichund, qui, desirant profiter d'une négociation si importante, demanda un prix exhorbitant pour récompense de sa trahison. Les principaux agens, après avoir fait l'estimation de tous les avantages, jugeant que ses demandes

étoient injuſtes & trop uſuraires, réſolurent de tromper ſon avarice, ſans expoſer leur projet à aucun danger en excitant ſon reſſentiment.

Pour faire réuſſir cette manœuvre avec plus de certitude, on prépara deux traités, auxquels les parties contractantes mirent leurs noms, dans l'un deſquels les propoſitions d'Omichund étoient formellement écrites, & dans celui que l'on avoit deſſein d'obſerver, on n'y faiſoit pas mention de ſon nom. Aucun argument ne put engager l'amiral Watſon à ſigner un inſtrument auſſi infâme; mais il donna les mains à la ſupercherie, en permettant, à la requête de Clive, qu'un autre ſignât ſon nom.

On avoit eſtimé les tréſors de Surajah-Dowlah beaucoup au-deſſus de leur valeur; Clive dicta la négociation, & ſpécifia de quelle manière on devoit partager le butin. Meer-Jaffier, ébloui par la dignité à laquelle il aſpiroit, conſentit à tout ce qui fut propoſé; il s'engagea à donner à la compagnie vingt-huit millions huit cens mille livres (tournois); aux Européens qui avoient ſouffert, quatorze millions quatre cens mille livres; la même ſomme à l'armée & à la marine; ſix millions aux naturels du pays, & deux millions quatre cens mille livres aux Arméniens.

Il fut auſſi ſtipulé que ces arrangemens exé-

crables n'auroient lieu que lorſque Meer-Jaffier auroit lâchement trahi ſon maître en campagne. Cet acte mémorable de la perfidie la plus noire ſe commit dans le boſquet de Plaſſey, (le 26 Juin 1757) où l'on planta l'étendard de la rebellion, & où l'on dit que quelques centaines de ſoldats Anglais s'acquirent un honneur immortel, en aidant les machinations ſanguinaires des traîtres contre les poſſeſſions & la vie de leur ſouverain, en prenant avantage d'un ennemi qui étoit en déſordre, & que la mort ou la déſertion de ſes propres officiers rendoit incapable d'agir, en inondant les plaines de l'Indoſtan du ſang d'une multitude peſante, & qu'il n'étoit guère poſſible de diriger, ſans armes, ſans concert, ſans confiance, ſans diſcipline, & auſſi incapable de réſiſter que de faire une retraite. Meer-Muſdan, le plus fidèle & le plus habile des généraux de Sutajah-Dowlah, ayant été mortellement bleſſé par un boulet de canon au commencement de la bataille, le commandement tomba alors au confédéré des Anglais. Cet accident décida probablement du ſort de l'empire, en enlevant le ſeul homme qui, par ſa prudence & ſes talens, auroit pu arrêter la conſpiration. Clive, qui étoit allé ſe repoſer pendant qu'on jouoit cette tragédie, ne s'éveilla que pour être témoin de la dernière

ſcène. Après avoir réprimandé ſes officiers de ce qu'ils avoient oſé combattre ſans ſes ordres, pendant qu'il dormoit, il marcha avec ſon intrépidité & ſon ſang-froid ordinaires à la tête d'un détachement, & délogea les ennemis d'un poſte avancé, d'où quelques pièces d'artillerie avoient fait un carnage aſſez conſidérable. Dans ce moment les troupes de Meer-Jaffier ſe retirèrent du champ de bataille. Ce mouvement, joint à la parfaite neutralité qu'avoit obſervée cette diviſion de l'armée, lui fit bientôt juger par qui elles étoient commandées; ce ſpectacle lui fit autant de plaiſir que la nouvelle de cette retraite cauſa d'alarmes & de chagrin au *Nabab*. — Convaincu qu'il avoit placé ſa confiance en un traître, il s'abandonna au déſeſpoir; & ne pouvant plus alors diſtinguer ſes amis de ſes ennemis, il quitta le camp fatal avec précipitation, & déroba un miſérable moment aux deſtinées implacables qui le pourſuivoient, en ſe retirant, pour la dernière fois, au milieu de ſes femmes & de ſes richeſſes. Sa défaite fut complette; la plupart des troupes préférèrent le ſervice de Meer-Jaffier au ſien, & Surajah-Dowlah, leçon frappante pour les tyrans, fut réduit, du faîte du pouvoir, d'où il agitoit la verge d'oppreſſion, à chercher ſon ſalut dans la fuite, déguiſé en vagabond. On découvrit bientôt le lieu de ſa retraite, & ceux qui l'avoient

dépouillé du trône, crurent qu'ils étoient en droit de mettre fin à sa vie.

C'est ainsi que se termina la célèbre bataille de Plassey; la vérité attribuera cet exploit à la trahison, lorsque le lustre des acteurs cessera de donner de l'éclat à l'action. Cette méthode de déployer l'héroïsme militaire n'étoit pas neuve, & Clive n'étoit qu'un imitateur servile, en corrompant d'abord le général, & en massacrant ensuite les soldats. Meer-Jaffier ne fut pas plutôt sur le trône, ou *Musnud*, (le 30 Juin) qu'il trouva que les trésors de son prédécesseur n'étoient pas suffisans pour remplir & pour acquitter tous ses engagemens pécuniaires; les dépenses ordinaires du gouvernement augmentant naturellement ses dettes, ses alliés furent mécontens; ses officiers, dégoûtés, négligèrent la discipline de l'armée, & il y eut un relâchement universel dans toutes les places de l'état. — On remit en une seule fois à Calcutta, en espèces, dix-neuf millions deux cens mille livres (tournois). La lenteur des autres paiemens, les jalousies de la cour, les extorsions & l'insolence de nos compatriotes, les soupçons du *Nabab*, & les intrigues de ses serviteurs affidés, produisirent une suite si compliquée de disputes & d'altercations, qu'elles se terminèrent par une inimitié invétérée de part & d'autre.

La compagnie, à l'arrivée des dépêches qui annonçoient les succès de ses troupes à Plassey, avoit nommé Clive gouverneur de Calcutta. Les Français faisoient alors leurs derniers efforts sur la côte de Coromandel, sous la conduite de Lally. Clive conçut le projet de les déposséder des *Circars* septentrionaux, qui rapportoient un revenu de neuf millions six cens mille livres annuellement. Cette expédition fut confiée au colonel Ford, dont les succès furent aussi brillans qu'ils étoient inattendus, à cause des difficultés innombrables qu'il avoit à surmonter. Au mois d'Août 1759, les Hollandais parurent comme ennemis dans la rivière Hughly. Quoique, nous fussions alors en paix avec cette nation, le gouverneur résolut de s'opposer à eux. On somma le *Nabab* de remplir ses engagemens, en leur ordonnant de quitter la rivière, & en cas qu'ils refusassent d'obéir à ses ordres, les Anglais se détermineroient à les attaquer par son autorité. Sept vaisseaux s'approchèrent à un mille de Calcutta, où ils débarquèrent quinze cens hommes. A peine le colonel Ford étoit-il de retour de la conquête des *Circars*, qu'il reçut ordre de les intercepter dans leur marche vers leur comptoir de Chinsura. Il s'acquitta si bien de cette commission, avec environ mille hommes de troupes, que de sept cens Européens, il n'y en eut que quatorze qui

arrivèrent à leur deſtination. Les vaiſſeaux que les Hollandais avoient chargé de cette opération clandeſtine, furent tous pris. On conclut cependant un traité, par lequel la compagnie Hollandaiſe convint de payer les dépenſes de la guerre, & de ne jamais faire marcher de troupes ſur les territoires du *Nabab* ſans ſon conſentement, ou d'entretenir dans tous leurs établiſſemens plus de cent vingt-cinq ſoldats. Les Anglais rendirent auſſi les priſes qu'ils avoient faites, qu'on évalua à douze millions (tournois).

Cet évènement extraordinaire fut attribué au *Nabab*, qui s'étoit alors rendu odieux par ſa cruauté. Les Anglais conçurent ſur le champ le projet d'une nouvelle révolution; mais ils eurent l'adreſſe de déguiſer leurs intentions, & de feindre d'être amis du *Subah*. Tandis que les affaires étoient dans cet état de tranquillité apparente, & que Meer-Jaffier ſe croyoit en ſûreté dans ſon gouvernement, il fut tout-à-coup dépouillé de ſa ſouveraineté (1760) en faveur de ſon beau-fils Coſſim-Ally-Cawn.

On trouva facilement des raiſons pour excuſer une répétition de ces meſures violentes. On attribua les fautes du gouvernement à ſon manque de capacité & de principes. Il fut accuſé d'ingratitude envers ſes bienfaiteurs, parce que les ſerviteurs de la compagnie n'étoient pas conſ-

tamment préférés à ſes propres compatriotes. On expoſa ſa vie privée, & on noircit ſon caractère par les libelles les plus infâmes. Mais la vérité étoit que Meer-Jaffier avoit adopté une politique peut-être peu convenable à l'ambition & à la vénalité de ſes nouveaux maîtres. Enivrés par leurs ſuccès extraordinaires & par les torrens de richeſſes qui couloient inceſſamment vers eux, ces hommes inſatiables ne mettoient point de bornes à leurs ſpéculations & à leur cupidité. Leur eſprit étoit continuellement occupé à former des projets pour faire de nouvelles acquiſitions. L'inclination naturelle, que probablement le *Nabab* fit paroître, pour recouvrer l'indépendance qu'il avoit perdue & qu'il jugeoit néceſſaire à ſon rang élevé, ne fit que les exciter à exercer une autorité plus rigide ſur les provinces qu'ils s'étoient appropriées.

Coſſim-Ally-Cawn n'étoit pas de ſon côté fort ſatisfait de leur autorité, quoiqu'il ſentît la néceſſité d'une ſoumiſſion ſans réſerve. Un établiſſement fondé ſur leur protection lui parut auſſi mortifiant que précaire. Il ôtoit à la perſonne du *Nabab* toute ſon influence. Il crut avoir droit de commander des troupes employées dans ſon ſervice, & qu'il étoit obligé de payer. Mais tout Européen dans ſon armée affectoit une indépendance incompatible avec la diſcipline du

reſte des troupes. L'officier qui commandoit ces détachemens prenoit plaiſir à refuſer d'obéir aux moindres de ſes ordres, & à expoſer la foibleſſe de ſon gouvernement à la dériſion de ſes ſujets. Depuis le moment de ſon avènement au trône, il s'étoit à peine écoulé un jour où l'on n'eût pas ſaiſi l'occaſion, dans les plus petites occurrences, de diminuer ſa dignité, d'inſulter à ſa foibleſſe, & de rendre inſupportable ſa dépendance de la compagnie.

Il eſt impoſſible que deux gouvernemens, avec une autorité égale, puiſſent long-tems ſubſiſter dans aucun pays, ſans s'entrechoquer ſur des objets d'importance. Il ſe commettoit dans les comptoirs ſubordonnés des abus groſſiers & révoltans. Les Anglais s'arrogeoient le privilège de décider dans toutes les diſputes où il s'agiſſoit de leurs propres intérêts; des ſoldats & des cipayes faiſoient exécuter leurs ordres, la bayonnette au bout du fuſil; on battoit même ignominieuſement des officiers qui avoient des emplois conſidérables dans le gouvernement du pays. Ils s'emparoient, par force, du bien d'autrui, faiſoient indiſtinctement un commerce de toutes ſortes de marchandiſes, vendoient à leur taux, extorquoient enſuite le paiement, arboroient le pavillon Anglais, contrefaiſoient des paſſe-ports, bravoient & ridiculiſoient toute idée de juſtice. Les conſéquences

quences de cette conduite furent que les boutiques restèrent fermées, des villages entiers abandonnés, & que toute la province indignée jetta les hauts cris contre la tyrannie des Anglais, & les usurpations du *Nabab*; mais tous les efforts des payſans, pour empêcher ces extorſions, furent regardés comme des atteintes aux droits de la compagnie. Quand le *Nabab* expoſoit ces griefs, on n'y apportoit aucun remède, & lorſqu'il vouloit ſoulager ſes ſujets, on l'accuſoit de partialité.

Ce manque de reſpect n'étoit guère fait pour ſe concilier l'attachement d'un prince élevé dans les maximes du deſpotiſme le plus barbare; mais il eut aſſez de force d'eſprit pour préférer ſon devoir & ſes intérêts au déſir de ſatisfaire ſon reſſentiment, & de tenter s'il ne pourroit point obtenir par politique ce qu'il déſeſpéroit pouvoir gagner par ſes plaintes. Son premier ſoin fut de réformer les abus qui s'étoient introduits dans tous les départemens de l'état. Il paya ce qu'il devoit à la compagnie, & les gros arrérages de l'armée; fit une réforme dans les dépenſes de ſa maiſon, dépenſes qui avoient ſi ſouvent appauvri ſes prédéceſſeurs; affermit ſon autorité en diminuant celle *des Zimindars*; augmenta le nombre de ſes troupes, les diſciplina à la manière Européenne, &, en s'appliquant aux

opérations du commerce, trouva de nouvelles ſources de revenus.

Les Princes Mogols, qui connoiſſoient les vrais intérêts de l'empire, afin d'encourager le commerce, avoient exempté la compagnie Anglaiſe de bien des droits auxquels les naturels du pays étoient ſujets. Les Anglais avoient des paſſeports, qui les exemptoient de payer à toutes les douanes & à toutes les barrières du pays. Connoiſſant leur aſcendant ſur le gouvernement de la province, ils proſtituèrent ce privilège, & firent un tort conſidérable aux revenus du prince. Coſſim-Ally-Cawn regarda cette manœuvre avec indignation; il voyoit ſes ſujets exclus de leur propre trafic, & que l'épuiſement de ſes finances cauſeroit néceſſairement la ruine de ſa patrie. Il prit la noble réſolution de rendre le commerce libre dans tous ſes états. On eut la hardieſſe de regarder cette ſage meſure comme la plus grande injuſtice. Le gouvernement de Madras lui diſputa ouvertement le pouvoir de protéger ſes ſujets, en abolifſant ſes propres impôts.

Il fut donc réduit à la néceſſité ou de ſe ſoumettre patiemment à la déciſion des membres du conſeil, ou d'en venir à une rupture. La première meſure étoit indigne de ſon caractère & de ſes principes. La ſeconde, l'entraînoit dans

de grandes difficultés, & l'expoſoit à des dangers imminens. Il réſolut, cependant, d'entreprendre avec précaution & fermeté la tâche que ces malheureuſes circonſtances lui impoſoient. Pour éviter l'inſpection du comptoir de Calcutta, il quitta Morshedabad & tint ſa cour à Monghir, deux cens milles plus loin en remontant le Gange. Il fortifia cette place avec beaucoup d'art & de diligence, enrôla tous les Perſes, les Tartares, les Arméniens, & les autres ſoldats de fortune dont les talens & la connoiſſance de l'art militaire pouvoient lui être utiles. Il raſſembla & incorpora dans ſes troupes les Européens vagabonds, les déſerteurs & tous les Cipayes qui avoient été renvoyés du ſervice des Anglais.

Il changea la mouſqueterie Indienne, auparavant compoſée de fuſils à mèches, & ſe procura un excellent train d'artillerie. Afin qu'on ne pût point informer l'ennemi de ſes projets, ou les faire avorter par trahiſon ou par des diſſentions, il purgea ſa cour de tous les étrangers, mit en priſon toutes les perſonnes conſidérables de ſon empire, qui avoient témoigné quelqu'attachement aux Anglais, ou s'en défit par d'autres moyens.

Ces préparatifs démontroient aſſez quelles étoient ſes intentions. Dès que le gouvernement de Calcutta en fut informé, il devint furieux.

L'état de ſes armées & de ſes finances avoit juſqu'ici tenu les Anglais dans la ſécurité; mais, ils craignirent l'intelligence, l'eſprit d'entrepriſe & le courage de ce prince. Endurci aux fatigues des camps, il joignoit la valeur d'un ſoldat à la ſagacité d'un homme d'état; & ſon expérience lui avoit donné une connoiſſance parfaite de toutes les reſſources du pays & de tous les expédiens capables de faire réuſſir les opérations militaires.

Ce fut d'après les obſervations que fit M. Haſtings ſur le caractère & la prévoyance de ce grand politique, à la cour duquel il réſida pendant quelque tems, qu'il jetta les fondemens de cette célébrité, qui l'a, depuis, diſtingué en Angleterre & dans l'Inde. L'opinion qu'il donna que Coſſim-Ally-Cawn avoit été pouſſé à bout par la témérité des ſerviteurs de la compagnie, principalement dans les comptoirs ſubordonnés, a été confirmée par tous les documens authentiques qui nous ont été tranſmis de cette partie du monde. Vanſittart, préſident du conſeil, fut auſſi du même avis, & s'oppoſa vigoureuſement à des outrages, qui, dans le cours de cette fatale politique, tendoient indubitablement à plonger de nouveau la compagnie & le pays dans une guerre ſanglante & diſpendieuſe. Il ne ceſſa de

faire des efforts pour accommoder les malheureux différends qui subsistoient entre le prince & la compagnie, que lorsque, par l'opiniâtreté de l'une & la cruauté de l'autre, la brèche devînt si grande qu'il fut impossible de la réparer.

Ses intentions pacifiques furent, néanmoins, contrariées par une majorité du conseil, qui fomentoit ces inimitiés contre le *Nabab*, & que le chef du comptoir de Patna soutenoit même ouvertement. M. Ellis, qui occupoit ce poste, avoit, dans plusieurs occasions, traité le gouvernement du pays avec mépris & arrogance. Les lettres de Cossim au conseil sont remplies des plaintes les plus amères contre l'insolence & la présomption qui distinguèrent sa conduite. Et M. Ellis, dans sa correspondance avec le conseil, a traité le *Subah* avec une pétulance & un mépris, qui ne pouvoient provenir que des préjugés les plus invétérés.

Malheureusement M. Ellis fut soutenu dans toutes ses violences par le gouvernement de Calcutta. Il avoit à ses ordres, pour protéger le comptoir, un corps de troupes de près de trois mille hommes. Avec cette petite armée il surprit Patna, grande ville de commerce, située sur les bords du Gange, environ trois cens milles au-dessus du fort William. Il l'enleva presque sans résistance. Mais les assaillans étoient trop avides

de butin, pour que leur succès fût d'aucun service à la compagnie, ou leur produisît à eux-mêmes aucun avantage réel. Le gouverneur-Indien retourna à Patna quatre heures après avoir quitté la place, la reprit avec autant de facilité qu'elle avoit été prise, & les Anglais furent ou taillés en pièces, ou faits prisonniers, ou réduits à se réfugier dans le fort.

Cet évènement arriva le même soir qu'Amyatt fut renvoyé de la cour du *Nabab* où il avoit résidé pendant quelque tems, & s'étoit inutilement efforcé de faire approuver à Cossim les mesures du conseil. La conduite de cet homme, en la jugeant sur différentes circonstances, n'avoit tout au plus qu'une apparence bien suspecte; & en se rendant à Calcutta avec quelques personnes de son parti (le 24 Juin 1763), il fut perfidement assassiné par des gens du *Nabab*, en passant par la ville de Morshedabad.

Le conseil du fort William se trouva comme forcé à l'unanimité, pour sa propre défense. Le meurtre de son ambassadeur l'excita à la vengeance. Les Anglais, quoiqu'agresseurs par leur attaque de Patna, où une multitude d'habitans industrieux & innocens devinrent les victimes de la férocité & de la rapacité de leurs troupes, ne voulurent rien accorder au ressentiment des naturels du pays, excité par une ac-

sion aussi atroce ; mais, ils jugèrent que la mort d'Amyatt étoit suffisante pour justifier tout acte futur de barbarie de leur part. Ils en firent le prétexte de déclarer la guerre à un pays dont ils avoient massacré des milliers d'habitans avant que cet évènement fût connu, ou qu'il pût avoir lieu. Un pareil outrage à l'humanité & à la raison, ne peut provenir que de l'arrogance des petits esprits dans l'exercice du despotisme.

On ordonna donc au major Adams de se mettre en campagne, avec l'armée de la compagnie, & de marcher vers la capitale du Bengale. Lorsqu'il fut près de Morshedabad, les ennemis l'attaquèrent deux fois avec une intrépidité & un courage supérieurs à ce qu'on avoit encore remarqué dans une armée Indienne (le 2 Août).

La prise de cette place importante découragea peut-être les troupes du prince ; mais elles ne furent pas dispersées. Cossim n'avoit pas tout confié à l'évènement d'une seule bataille : il défendit ses états pié à pié, & ne hasarda jamais sa personne dans des actions où ses officiers auroient pu, en le trahissant, se faire un mérite de leur trahison. Il évita avec soin les erreurs qui avoient ruiné tant de princes Indiens. Son armée n'étoit cependant pas encore en état de faire face à celle de la compagnie, qui étoit bien disciplinée, favorisée par la victoire, & continuellement animée,

dans cette riche & fertile contrée, par la perſpective d'un butin immenſe.

Peu après les deux armées ſe trouvèrent en préſence dans les plaines de Garceah, où les Indiens étoient diviſés en brigades régulières, avec un beau train d'artillerie bien ſervie, & les mêmes armes, les mêmes accoûtremens & les mêmes habillemens que les Anglais. Ils ne tirèrent point, juſqu'à ce que nos troupes euſſent commencé l'attaque. Ils maintinrent leur poſte, pendant quatre heures d'un feu continuel, avec beaucoup d'opiniâtreté. Ils rompirent même une partie de l'armée Anglaiſe, & prirent deux pièces de canon. Mais, quoique leur armée fût forte de vingt mille chevaux & de huit mille hommes d'infanterie, ils furent à la fin obligés d'abandonner le champ de bataille, avec perte de toute leur artillerie, aux troupes de la compagnie, qui ne montoient pas à plus de trois mille hommes.

Les vainqueurs les pourſuivirent juſqu'aux portes de Monghir. Cette place étoit bien fortifiée; c'étoit la réſidence du *Nabab*, & le centre de tous ſes magaſins. Elle ne retarda cependant pas beaucoup les progrès des Anglais, & ſe rendit après neuf jours de tranchée ouverte.

Coſſim n'avoit plus alors d'autre eſpoir que dans la ville de Patna, & il n'avoit épargné ni ſoin ni argent pour la fortifier, & la mettre dans

le meilleur état de défenſe poſſible. Il envoya un renfort de dix mille hommes à la garniſon, & haraſſa les aſſiégeans avec de gros corps de cavalerie qui les environnoient de tous côtés.

Ce fut à-peu-près dans ce tems-là que Coſſim, preſſé par tant de circonſtances fâcheuſes, donna des marques de ſa cruauté, en mettant à mort tous les priſonniers Anglais qu'il avoit entre ſes mains. Perſonne ne voulut entreprendre ce maſſacre, qu'un Allemand de baſſe extraction & ſans principes, nommé Somers. Les ſoldats Indiens furent eux-mêmes choqués de cette cruauté, &, avec un héroïſme qui leur fait honneur, demandèrent qu'on donnât des armes aux malheureux qu'on leur commandoit d'aſſaſſiner. Ils furent cependant obligés d'exécuter cet ordre déteſtable. Les priſonniers ſe défendirent courageuſement avec les aſſiettes & les bouteilles qu'ils avoient en leur poſſeſſion; mais ils furent tous tués.

Cette action cruelle ne fut d'aucune utilité à Coſſim; les aſſiégés redoublèrent leurs efforts. Patna, malgré ſes fortifications & les eſcarmouches répétées que les ennemis avoient tous les jours avec nos troupes, ne réſiſta pas plus de huit jours. Le *Nabab* ſe trouva alors réduit à la néceſſité d'abandonner la province (le 6 Novembre); il avoit

perdu tous ses postes & la plus grande partie de ses troupes. Sujah-Dowlah, *Subah* d'une province voisine, le reçut à bras ouverts; mais ne voulut point permettre à ses troupes d'entrer dans ses possessions. Il vouloit bien accorder un asyle à ce prince infortuné; mais il vouloit aussi ne pas attirer les Anglais dans son pays.

Ainsi se termina une campagne conduite avec habileté & activité. En moins de quatre mois le major Adams fit la conquête de tout le Bengale. Dans le cours de cette campagne il donna quatre grandes batailles, emporta les retranchemens les plus difficiles, prit deux forts considérables, près de cinq cens piéces de canon, & défit entièrement l'ennemi le plus imposant & le plus déterminé que nous ayions jamais eu dans l'Inde.

Les débris de l'armée Indienne, quoiqu'on les empêchât de suivre leur prince, ne restèrent cependant pas dans l'inaction, &, peu de tems après, Cossim présenta à son nouvel allié les têtes de quelques Anglais que ses troupes avoient conservées, comme des preuves terribles de leur activité & de leur zèle. Le grand Mogol étoit alors avec Sujah-Dowlah; ces trophées barbares leur inspirèrent probablement le desir d'épouser la cause de Cossim. Quoi qu'il en soit, le conseil

de Calcutta fut bientôt informé que ces princes avoient deſſein de le rétablir dans le gouvernement du Bengale.

Le préſident & le conſeil écrivirent auſſitôt à Sujah-Dowlah à ce ſujet; ils dirent qu'ils ne pouvoient croire un bruit ſi préjudiciable à ſon honneur, qu'il fût capable de vouloir agir hoſtilement en faiſant profeſſion d'être allié de la compagnie; mais ils eurent ſoin de lui apprendre, qu'en cas qu'il accordât ſa protection à leurs ennemis, ils étoient déterminés à mettre le Bengale à l'abri de toute inſulte, & que, plutôt que d'expoſer leurs provinces à de nouvelles calamités, ils porteroient la guerre dans ſes états.

Les ſerviteurs de la compagnie furent bientôt aſſurés que ce qu'ils avoient entendu dire n'étoit que trop bien fondé; la confédération qu'ils appréhendoient étoit formée; le Mogol & Sujah-Dowlah étoient en campagne, à la tête d'une armée nombreuſe. Le major Adams avoit dans cet intervalle réſigné ſa commiſſion, & étoit mort. Le major Carnac lui ſuccéda. Le conſeil, dans ſes dépêches, lui enjoignit ſtrictement de commencer dès-lors une guerre offenſive. Les ennemis ne lui laiſsèrent point d'alternative; ils ſe préſentèrent en ordre de bataille devant la petite armée du major, qui étoit campée près de Patna. Cette bataille fut ſoutenue avec beaucoup d'acharne-

ment ; les troupes de Carnac se trouvèrent furieusement attaquées de front & pardertière, mais elles résistèrent aux essaims nombreux successivement envoyés contr'elles, & mirent les ennemis entièrement en déroute. Nos troupes étoient cependant trop fatiguées pour les poursuivre ; elles souffrirent considérablement, mais, par le feu vif & bien dirigé qu'elles firent pendant long-tems, la perte des confédérés dût être immense.

On forma sur le champ une expédition contre le pays de Sujah-Dowlah, afin de transporter les ravages de la guerre des rives du Gange sur celles de la Soane. On reçut en même-tems des lettres du roi & de Sujah-Dowlah, qui assuroient que Cossim seroit arrêté & puni. Le général répondit que, pour donner satisfaction aux Anglais, il falloit mettre entre leurs mains Cossim, Somers & les déserteurs.

Au moment où les hostilités avoient commencé dans le Gazypour, Sujah-Dowlah s'y étoit transporté avec son armée pour repousser l'invasion. La bataille la plus décisive de la guerre se donna peu de tems après à Buxar, sur les rives de la Caramnassa. Le major Hector Monro y commandoit l'armée Anglaise ; il avoit trouvé les soldats si séditieux, qu'il jugea nécessaire de punir les chefs pour servir d'exemple aux autres. Vingt-quatre des plus mutins furent condamnés à être

mis à l'embouchure d'un canon. Quatre de ces infortunés, qui étoient grenadiers, dirent que, comme ils avoient toujours eu le poste d'honneur, il leur étoit encore dû dans cette occasion, & qu'ils souhaitoient périr les premiers. Il y a très-peu de généraux célèbres que de pareils sentimens n'eussent point engagé à leur faire grace; mais le major se contenta simplement d'accorder leur demande.

Il trouva les ennemis fortement postés (le 22 Octobre 1764); devant eux ils avoient un retranchement si bien muni de canons, qu'il étoit impossible de les attaquer, sans être fort maltraité. Le major campa cependant avec tant de prudence & de précaution, que les confédérés furent obligés eux-mêmes d'attaquer. La canonnade commença à neuf heures du matin, & dans une demi-heure elle fut générale. Avant midi les Indiens prirent la fuite, laissant sur le champ de bataille six mille morts, cent trente pièces de canon, une quantité prodigieuse de provisions de guerre, & toutes leurs tentes plantées.

Le jour qui suivit la bataille, le *Mogol*, qui avoit été prisonnier dans le camp de l'ennemi, écrivit une lettre au commandant Anglais, pour le féliciter de sa victoire. Il avoit quitté Sujah-Dowlah la veille de l'action, & il prioit instamment les Anglais de le prendre sous leur protec-

tion. Le conseil de Calcutta y consentit, & ce monarque joignit bientôt après notre armée.

A peine les Anglais furent-ils arrivés à Benarès, que le ministre de Sujah-Dowlah se présenta devant leur chef avec des ouvertures de paix. Monro ne voulut point entendre parler de propositions qu'on ne lui livrât Cossim & Somers; c'est une condition qu'il exigea absolument, & sans laquelle il refusa de traiter. On suggéra plusieurs expédiens; mais il les rejetta tous comme peu satisfaisans. On dit qu'on lui fit des offres de sommes considérables; mais on ne réussit pas davantage. Les militaires ont donné fort peu d'exemples d'un pareil désintéressement dans cette partie du monde; il est fâcheux qu'ils n'aient pas été plus fréquens, & que, lorsqu'il y en eut, ils n'ayent pas été constatés d'une manière plus authentique.

Les Anglais étoient dans cette position, lorsque, par le rappel du général, le commandement de l'armée tomba au chevalier Robert Fletcher, major au service de la compagnie. Voulant se distinguer avant que l'officier nommé par le gouverneur & par le conseil fût arrivé pour prendre la place de Monro, il quitta son camp à minuit, sous les murs de Benarès (le 14 Janvier 1765), & alla chercher les ennemis, qui se rangèrent deux fois en bataille pour le

recevoir, & se retirèrent deux fois en bon ordre. Mais, comme il se préparoit à une troisième attaque, ils prirent la fuite avec précipitation.

Lorsqu'il prit le commandement, l'armée étoit fort à l'étroit, environnée d'ennemis, manquant de fourrage, & de toutes sortes de provisions. Ce fut contre l'avis de la plupart des officiers, qui étoient sous son commandement, qu'il mit les troupes en mouvement. Les effets qui s'ensuivirent justifièrent les mésures du général. Il délogea Sujah-ul-Dowah de tous ses postes, prit toutes ses forteresses, un grand nombre de pièces de canon, & conquit toutes ses provinces dans l'espace d'un mois.

Sur ces entrefaites, Meer-Jaffier mourut, le 14 janvier 1765, à Morsherdabad. Il fut, à la vérité, coupable de trahison envers Sujah-Dowlah; mais c'étoit un crime auquel il avoit été porté par le principe universel de chercher sa propre conservation. La tentation étoit tout à la fois trop grande & trop brillante pour un homme qui possédoit ses talens, qui avoit ses principes, & qui se trouvoit dans sa position. Il s'efforça d'expier sa perfidie envers le *Nabab*, par sa fidélité envers la compagnie. On découvrit ensuite que les meurtres dont on l'avoit accusé, pour faciliter la ruine de son souverain,

n'étoient que les inventions de la calomnie. Il paroît qu'il étoit foible dans le conseil & irrésolu dans l'action ; mais ferme & inflexible dans ses résolutions, qu'elles résultassent d'une bonne ou d'une mauvaise décision. Il envoya chercher son second fils, l'aîné étant mort depuis plusieurs années, &, au milieu des agonies de la mort, il mit entre ses mains un papier contenant des avis utiles. Il recommanda, entre autres choses, que le *Rajah* Nundcomar, son favori, continuât d'être premier ministre, afin que son successeur profitât de son expérience. Il fit venir tous les résidens Anglais & les grands officiers de l'empire. Il demanda, en leur présence, qu'on donnât des ordres dans tous ses états, pour que le peuple prêtât le même serment de fidélité à son fils, qu'il lui avoit prêté.

Les serviteurs de la compagnie n'eurent pas plus d'égards aux intentions du défunt qu'ils en avoient eu pour ses ordres, lorsqu'il étoit encore vivant. On n'adopta le successeur qu'il avoit nommé, que dans la persuasion qu'on ne pouvoit pas en avoir un meilleur, parce qu'il auroit été dangereux de faire un autre choix. Véritablement l'avènement de Najim-ul-Dowlah au *Musnud*, ne semble avoir servi qu'à une augmentation d'intrigues & d'extorsions.

Les

Les propriétaires ayant prié Milord Clive de vouloir bien réprimer les abus qui se commettoient dans leurs nouveaux territoires, il étoit arrivé dans l'Inde au commencement de la même année, revêtu de la commission de président & de général en chef de toutes les forces de la compagnie. Afin de remplir plus efficacement les vues pour lesquelles on avoit formé cette nouvelle délégation, on nomma aussi un comité de cinq personnes choisies. Les préposés avoient pouvoir d'adopter toutes les réformes qui paroîtroient nécessaires, & ils n'étoient obligés de consulter le conseil que dans certaines occasions. Milord Clive ne tarda pas à découvrir qu'il y avoit un dessein formé d'établir l'autorité de la compagnie sur tout l'empire du Mogol, & de la conserver par le moyen de forces irrésistibles.

Sujah-Dowlah étoit toujours en campagne. Abandonné du Mogol, sans confiance en son armée, qui avoit tant de fois pris la fuite devant celle des Anglais, dépouillé de la dignité de Vizir, & épuisé par des combats sanglans & de fréquentes défaites, il trouva encore des ressources dans son activité & dans son courage. Il rassembla ses troupes dispersées, & se procura des renforts formidables, des états des Marattes. Il résolut, avec cette armée, de faire face encore une fois aux troupes de la compagnie.

Le major Carnac, qui avoit succédé au colonel Monro, marcha sans délai à sa rencontre. La bataille se donna à Calpy (le 20 mai 1765), les ennemis furent mis en déroute avec grand carnage, & obligés de repasser précipitamment la Jumna, & de se réfugier dans leur propre pays.

Sujah-Dowlah, réduit à la dernière extrémité, embrassa la résolution hardie de se fier à la générosité des Anglais. Ayant, avec une fidélité peu commune dans ce pays-là, permis à Cossim & à Somers de s'échapper, il se rendit, trois jours après cette action décisive, à Carnac, sans autre stipulation en sa faveur, que celle d'attendre la détermination de Milord Clive & du comité choisi.

C'est ainsi que deux des plus puissans princes de l'Indostan se trouvèrent réduits à la triste nécessité, l'un d'errer comme un vagabond, sans espoir, à cause de sa cruauté, d'obtenir jamais son pardon des vainqueurs; l'autre, après la perte de ses états, de faire la plus abjecte soumission à ceux qui avoient usurpé ses droits, se rendant à discrétion, & ayant la cruelle mortification d'être redevable de la vie aux auteurs de toutes ses disgraces.

Le camp d'Alexandre n'étoit pas plus brillant, lorsque toute la famille de Darius y étoit prisonnière, que l'étoit alors celui de Carnac. Le pre-

mier & le second prince du plus grand empire du monde étoient en son pouvoir & à la disposition de ses maîtres, qui étoient eux-mêmes serviteurs d'une compagnie de négocians Anglais.

On avoit autrefois résolu de donner au Mogol les possessions de Sujah-Dowlah ; mais Clive, qui alla au camp des Anglais, à Allahabad, pour conclure ce traité important, fut convaincu que cette mesure n'étoit pas convenable. Outre qu'elle eût réduit Sujah-Dowlah au désespoir, & excité toutes les puissances de l'empire à prendre sa défense, le Mogol ne paroissoit pas posséder les qualités nécessaires pour cette situation critique & dangereuse. Sujah-Dowlah étoit aimé de son peuple ; il avoit, dans toutes les occasions montré de la fermeté ; il étoit entreprenant & populaire. Tant qu'il continueroit d'être l'ami des Anglais, il seroit une barrière insurmontable, & protégeroit effectivement les territoires de la compagnie contre toute invasion de ce côté-là. Ce furent ces raisons politiques qui engagèrent les Anglais à le rétablir dans ses domaines (le 3 Août 1765). Il n'étoit plus alors en son pouvoir de livrer Coffim & Somers. Le premier avoit trouvé un asyle chez les Rohillas, & le second chez les Jates. Il offrit cependant de payer à la compagnie cinquante *lacks* de roupies, pour l'indemniser des dépenses de la guerre.

La négociation avec le roi fut aussi terminée sous peu de jours. Sa majesté accorda à la compagnie la *Dewannée* de Bengale, de Bahar & d'Oriſſa, les provinces de Burdwan, de Midnapore & de Chittigong, & les vingt-quatre *Pergunnahs* de Calcutta, qui leur avoient été cédés par trois *Nababs* ſucceſſifs, les cinq *Circars* ſeptentrionaux de Cicacole, & confirma de nouveau tous ſes anciens privilèges. En récompenſe, pour ces immenſes conceſſions, la compagnie s'engagea à payer au roi annuellement, des revenus du Bengale, ſept millions huit cens mille livres (tournois), & le *Nabab* Najim-ul-Dowlah, au lieu de tout le produit de ſon gouvernement, aſſura à la compagnie, par le moyen du Mogol, la ſomme de quatorze millions neuf cens cinquante-deux mille livres.

Lord Clive, dans ſes dépêches aux directeurs, fait ainſi l'énumération des avantages de ce traité (le 30 Septembre 1765). « Par le moyen de » cette nouvelle acquiſition, vos revenus, autant » que j'en puis juger, ne monteroit à guère » moins de cinquante *lacks*. Par la ſuite ils » iront au moins à vingt ou trente *lacks* de » plus. La penſion du *Nabab* eſt réduite à » quarante-deux *lacks*; le tribut payable au roi » eſt fixé à vingt-ſix, & vos dépenſes civiles » & militaires, en tems de paix, ne pouvant

» jamais passer soixante *lacks*. De sorte qu'il » restera à la compagnie un profit net de cent » vingt-deux *lacks*, ou de trente-neuf millions » six cens vingt-un mille six cens livres par an ».

La commission du comité, auquel présidoit ce Lord, étoit principalement de finir les traités dont nous venons de faire mention. Les directeurs approuvent beaucoup le marché que Clive a fait pour eux, & témoignent seulement un desir de rendre la possession de ces acquisitions aussi durable que cela est possible à la sagesse humaine.

Le luxe, qui régnoit parmi les serviteurs de la compagnie, devint aussi un objet de considération, & le comité en parla comme d'une chose qui menaçoit la prospérité des affaires. Les directeurs admettent franchement la vérité de cette observation, & avouent que c'est au comité qu'ils sont entièrement redevables de ce qu'on les regarde à la fin comme principaux dans tous les avantages comme dans les risques.

Le comité, après avoir assigné les revenus de la compagnie, craignit que ses serviteurs, à moins qu'on ne leur fournît d'autres moyens de s'enrichir, ne le fissent au préjudice de leurs commettans. C'est pourquoi il établit une société de commerce, à laquelle il accorda un privilège exclusif de fournir du sel, du betel &

du tabac. Il mit sur ces articles un impôt qui devoit produire deux millions quatre cens mille livres par an. Les profits de ce commerce étoient divisés entre les membres de la société, qui étoit composée des officiers civils & militaires de la compagnie.

Ce réglement ne fut pas fort agréable aux directeurs, non pas qu'ils desirâssent voir abolir ces anciens droits qui faisoient partie des ressources publiques; ils laissoient l'arrangement de ces derniers à la discrétion du comité; mais ils craignoient les conséquences que pouvoient produire des innovations dans le trafic intérieur du pays, & ils ne vouloient point qu'on les continuât, à quelques conditions que ce fût. Ils avertirent le comité de prendre des mesures pour que les naturels ne fussent pas opprimés par des exactions si rigoureuses.

Voilà la substance de la correspondance qu'il y eut entre la cour des directeurs & le comité choisi. Ainsi, les serviteurs de la compagnie dans l'Inde virent que leurs maîtres en Europe avoient reçu, avec approbation, la nouvelle de leur rebellion contre le gouvernement de l'empire, qu'ils accepteroient avec reconnoissance une augmentation de revenu, & ne faisoient aucun scrupule de voir continuer les droits sur le sel & sur les autres articles. Ils avoient donc deux motifs

pour persister dans leurs extorsions, l'exemple de leurs supérieurs & la coutume du pays.

Lorsque Lord Clive fut de retour en Angleterre (au mois de Juillet 1767), la conduite du comité auquel il avoit présidé fut sévèrement attaquée, sur-tout par les amis des personnes qui composoient le conseil de Bengale. Il s'ensuivit des récriminations réciproques, qui sont ennuyeuses & peu intéressantes. Un des partis maintint que, lorsque Clive parut pour la première fois à Calcutta, la compagnie n'étoit qu'une association de négocians, qui avoient peine à se procurer une existence. Un de leurs comptoirs étoit en ruines, leurs agens étoient assassinés, & une armée de cinquante mille hommes, à laquelle ils n'avoient rien à opposer, menaçoit de détruire leur principal établissement. Sa Seigneurie avoit quitté l'Inde dix ans après, & alors ses maîtres de *Leadenhall-Street*, par ses mesures & ses efforts, étoient devenus de puissans princes, possédoient des revenus immenses, & gouvernoient quinze millions d'ames.

D'un autre côté, on devoit se rappeller que la guerre de l'Inde, dans laquelle il avoit certainement remporté plusieurs victoires, étoit un théâtre où il avoit paru d'autres personnes distinguées qui avoient aussi-bien joué leurs rôles que lui. La confédération formidable qui avoit

épouſé les intérêts de Coſſim-Ally-Cawn, avoit été entièrement diſſipée, ſes territoires conquis, & ſes chefs réduits à devenir vaſſaux des Anglais, ſans l'aſſiſtance de Milord Clive. Le comité choiſi n'avoit fait que ratifier les traités qui étoient le réſultat de ces campagnes, quoique ſa Seigneurie eût eu la modeſtie d'en attribuer le mérite à ſes propres efforts.

Pour ne point faire mention de la manière dont il profita de ſa place dans l'Inde, en faveur de ſes opérations pécuniaires en Angleterre, Sir Robert-Fletcher, dans une lettre qui fut publiée dans un des papiers-nouvelles (le 26 Octobre 1773), aſſure poſitivement « que les réglemens » civils du noble *Lord* étoient calculés pour qu'il » fît lui-même une fortune rapide, & pour enri- » chir toutes ſes créatures. Un monopole du ſel, » du berel & du tabac, une monnoie d'or, » à dix-ſept ou vingt pour cent de perte, furent » établis. On eut ordre de ſe ſervir de cette » monnoie, ſous peine de payer de groſſes » amendes; ce qui fut rigoureuſement obſervé, » au préjudice du commerce & en violation de » la conſtitution. »

L'origine de cette violente altercation, vint de ce que Lord Clive avoit accuſé de péculat pluſieurs des principaux membres du conſeil. Son rapport ayant été diſcuté dans la cour des di-

recteurs, on fit en Angleterre une ordonnance qui défendoit de recevoir aucuns présens des naturels de l'Inde, excepté pour le compte de la compagnie. Tous les employés de la compagnie furent obligés de signer qu'ils se conformeroient à cette ordonnance. Plusieurs personnes du conseil du fort Williams, qui avoient joué un grand rôle dans les deux dernières révolutions, & particulièrement en élevant le *Nabab* actuel, au *Nizamut*, avoient reçu des présens considérables à cette occasion. Milord Clive, qui en avoit lui-même donné l'exemple, dans ses négociations avec Meer-Jaffier, & dont la conduite avoit déterminé la compagnie à mettre fin à cette coutume, les accuse cependant avec tout le fiel & toute l'acrimonie d'un réformateur *immaculé*. Les membres du conseil ne nient point que le *Nabab* ait distribué de l'argent à son avènement au trône. Ils se justifient de l'avoir accepté sur des exemples antérieurs & sur l'usage. Ils se plaignent de la nouvelle ordonnance, en disant qu'elle leur impose des conditions dures auxquelles leurs prédécesseurs n'étoient point assujettis. Ils avancent en même-tems que le remède n'est pas suffisant pour guérir la maladie, puisque les plus grands présens peuvent être divisés en tant de petites parties, qu'il sera facile, par ce moyen, d'éluder la prohibition. Ils déclarent que les présens pécuniaires avoient été faits

des preuves contre les délinquans; que la plupart des difficultés, dans lesquelles la compagnie s'étoit trouvée, vinrent de ce qu'elle avoit assujetti le système politique au système mercantille; que ses serviteurs, n'ayant aucun intérêt dans son commerce, étoient toujours sujets à la tentation; que la plupart des crimes dont ils s'étoient rendus coupables, étoient les suites naturelles & peut-être inévitables de leur situation, & que plusieurs de ceux qui avoient montré le plus de violence & d'acharnement à les accuser, ne se seroient probablement pas mieux comportés, s'ils avoient été à leur place.

CHAPITRE III.

Les affaires de la Compagnie sont l'objet d'une enquête publique. — Son marché avec le Gouvernement. — Débats sur la situation du Parlement. — Son dividende fixé. — Conséquences. — Réflexions. — Ses dettes & ses revenus au moment actuel.

LA vaste étendue de territoire, & les richesses prodigieuses acquises par les armes de la compagnie sur les bords du Gange, devinrent une source de disputes en Angleterre & dans l'Inde. Les propriétaires, qui voyoient que leurs serviteurs amassoient des fortunes immenses en exerçant des pouvoirs qu'ils leur avoient délégués, désiroient ardemment participer à la distribution du butin; ils ne savoient comment concilier les petits dividendes qu'ils recevoient, avec les relations qui arrivoient continuellement des Indes, de revenus immenses & d'un commerce florissant.

La cour des directeurs étoit d'une opinion contraire. Il se forma en conséquence deux violentes

assemblée (1). On fit en même-tems courir le bruit que le gouvernement avoit dessein de s'en mêler, & peu de jours avant l'assemblée générale de la Saint-Michel (1766), le gouvernement envoya effectivement un message aux directeurs. L'orateur le lut à tous les propriétaires. C'étoit un message du premier ministre, conçu en ces termes : « que comme on avoit fait mention des affaires de la compagnie des Indes » orientales dans la dernière session du parlement, il étoit probable qu'elles seroient » encore reprises en considération ; & qu'à cause » de l'intérêt qu'il prenoit au bien-être de la » compagnie, & afin que les directeurs eussent » le tems de préparer leurs papiers pour cette » occasion, il les informoit que le parlement » s'assembleroit dans le mois de Novembre. » ».

On lut en même-tems des lettres de Lord Clive & du comité secret de Bengale, qui faisoient monter l'opulence de la compagnie au-delà de tout ce qu'on savoit déjà par les relations antérieures, qui annonçoient la prospérité de son commerce & la base solide sur laquelle ses intérêts étoient fondés. Malgré ces nouvelles, les directeurs s'opposèrent à une augmentation

(1) Elles s'tiennent tous les mois mois.

de

de dividende. Les propriétaires insistèrent de leur côté avec plus de force. On demanda une *ballotte* (1), & la division fut éludée pendant un jour ou deux. Mais dans une autre assemblée générale, la question fut décidée par une grande majorité en faveur des propriétaires, & le dividende dût être augmenté, au mois de Noël suivant, de six à dix pour cent.

A la rentrée du parlement (le 25 Novembre 1766), les menaces du ministère se réalisèrent. Les affaires de la compagnie furent soumises à l'enquête d'un comité nommé par la chambre.

Il fut ordonné, dans peu de jours, & après des débats fort intéressans, qu'on mît sur la table des copies des chartes de la compagnie, des concessions que lui avoient faites les princes du pays, de ses traités, de ses lettres & de sa correspondance avec ses serviteurs dans l'Inde; de l'état de ses revenus dans le Bengale, Bahar & Orissa, & dans les autres places; & un compte exact des dépenses que le gouvernement avoit faites pour la compagnie, dans les départemens de la marine, ou des troupes de terre, & dans toute autre circonstance. Cet ordre fut suivi de

(1) Ballotter, c'est décider d'une chose par le moyen de boules noires & blanches, que les intéressés mettent dans une boîte.

cette propoſition, « que tous ces papiers fuſſent imprimés pour l'uſage des membres (1). »

La Cour des directeurs préſenta ſur le champ une requête au parlement, contre une meſure qui devoit cauſer des maux irréparables à la compagnie. Il fut donc propoſé d'annuller le premier ordre. Il y eut des débats; mais il fut finalement décidé qu'on n'imprimeroit pas la correſpondance particulière.

A cette occaſion on agita avec beaucoup de chaleur & d'habileté la grande queſtion touchant le *droit territorial* de la compagnie, en conſéquence de ſa charte. Les argumens des deux partis paroiſſoient ſi forts, conſidérés ſéparément, & la queſtion renfermoit tant de points de la dernière importance, par rapport à la conſtitution, que la chambre ne ſembloit point portée à en venir à une déciſion. L'opinion générale étoit qu'il ne falloit point mettre ce droit à l'épreuve d'une déciſion dans cette chambre, & qu'il étoit plus convenable d'arranger cette affaire à l'amiable avec la compagnie.

Le miniſtère étoit alors trop embarraſſé pour examiner une affaire de cette importance: comme il refuſa de prendre part à la négociation, hors

(1) Regiſtre parlementaire de Debret pour 1766.

du parlement, on préſenta une requête contenant deux propoſitions. (le 20 Mai.)

Il fut propoſé que le gouvernement accorderoit à la compagnie quelques profits des droits d'entrée ſur le thé; une remiſe, lorſqu'il ſeroit exporté en Irlande ou aux Colonies; d'autres ſur la ſoie crue, les indiennes, les mouſſelines, le ſervice de recruter, & les proviſions de guerre. Après avoir enſuite déduit neuf millions ſix cens mille livres par an, que la compagnie accordoit au gouvernement, elle partageroit également avec lui tout le produit net du reſte de ſes revenus & de ſon commerce, pourvu que les charges n'y fuſſent pas compriſes, & que la compagnie conſervât pendant trois ans ſes nouvelles poſſeſſions. L'autre propoſition étoit que la compagnie, aux mêmes conditions, continueroit de payer la ſomme ſpécifiée de neuf millions ſix cens mille livres annuellement, pendant trois ans, en ſix paiemens, & indemniſeroit le public de toutes les pertes que le revenu de l'état pourroit ſouffrir par les avantages demandés pour le commerce du thé, ſi la conſommation, priſe ſur une eſtimation de cinq ans, ne répondoit pas à cette fin.

La chambre accepta la dernière propoſition, avec cette différence, que cet arrangement ne devoit continuer que pendant deux ans, au lieu de trois. On fit donc un bill (le 12 Juin 1767),

qui fut adopté par le corps législatif, pour exécuter sur le champ cette mesure (1).

On avoit lu à l'assemblée générale un autre ordre du ministre, pour restreindre l'augmentation du dividende, & pour recommander à la compagnie de ne point en faire, jusqu'à ce qu'on eût pris une plus exacte connoissance de ses affaires. Cette recommandation n'ayant eu aucun effet, on passa deux bills; l'un pour régler les qualités de ceux qui auroient droit de voter dans les sociétés commerçantes, & l'autre pour régler les dividendes de la compagnie des Indes Orientales.

Le dernier de ces bills annulloit absolument l'acte de la compagnie, & l'empêchoit de porter son dividende à plus de dix pour cent, jusqu'à la rentrée prochaine du parlement. Cela produisit de fortes oppositions; on renouvella tous les premiers argumens avec plus d'ardeur & d'opiniâtreté. La compagnie présenta inutilement des pétitions, & offrit même, quoiqu'elle ne réussit pas mieux, pour détruire un bill si contraire à ses privilèges, de s'obliger volontairement à ne point augmenter son dividende pendant la durée de sa charte.

Les partisans du bill le défendirent sur les

(1) Registre parlementaire de Debret, 1767.

principes qu'il empêchoit une instabilité dans les fonds, & conservoit le crédit de la compagnie; on pouvoit faire baisser les fonds publics, ce qui auroit augmenté, au lieu de diminuer, la dette nationale. Cette mesure devoit, outre cela, détruire cet esprit de spéculation & d'agiotage auquel on pouvoit s'attendre, si elle n'étoit pas adoptée; elle servoit d'ailleurs à garantir si efficacement les revenus des possessions territoriales de la compagnie de toute usurpation; que les prétentions du public seroient, par ce moyen, à l'abri de toute atteinte, jusqu'à ce que les droits de ces possessions fussent finalement déterminés.

Les membres de l'opposition accusèrent le bill de violence & d'injustice: il fut dit qu'il étoit impossible qu'il y eût aucune instabilité, ou que le crédit de la compagnie pût être affecté, parce que les propriétaires partageoient leur dividende suivant la situation de leurs affaires. La proposition qu'avoit faite la compagnie répondoit à toutes les fins pour lesquelles le bill avoit été fait; il étoit absurde de ne point permettre aux propriétaires du capital, de diviser entr'eux un million soixante-douze mille livres, sur un commerce qui payoit au gouvernement neuf millions six cens mille livres; il étoit sans exemple, dans les annales d'une nation libre, que le corps législatif se mêlât de restreindre le dividende d'une

compagnie de négocians, légitimement voté & réſolu par ceux qui avoient le pouvoir de le faire, & à qui on ne pouvoit imputer aucun abus de ce pouvoir. Ces négocians avoient prêté leur argent au public, à condition qu'ils feroient uſage de leur diſcrétion dans le partage de leurs dividendes; pourvu que leurs effets fuſſent toujours équivalens à leurs dettes. — C'étoit un exemple qui pouvoit avoir des ſuites funeſtes pour le crédit de la nation, parce qu'il tendoit à diminuer cette ſûreté & cette indépendance du pouvoir de l'état, qui avoient engagé toute l'Europe à mettre ſon argent dans les fonds d'Angleterre.

Les meilleurs raiſonnemens du monde ne ſont cependant pas de beaucoup d'utilité contre une majorité de la chambre des communes; les hommes poſſédés par les préjugés de parti, ne ſont, d'aucun côté, ouverts à la conviction. Le bill paſſa à l'affirmative par une grande majorité (le 26 Juin.) Il rencontra beaucoup plus d'oppoſition dans la chambre des pairs; mais il fut auſſi approuvé; il y eut cependant une proteſtation ſignée de dix-neuf membres.

Dans le cours de toutes ces diſputes, on découvrit des choſes, qui excitèrent fortement la curioſité du public; on exagéra les richeſſes du pays; on les regarda comme inépuiſables. On peignit cependant les naturels comme les eſclaves

les plus abjects de la terre ; on imputa aux serviteurs de la compagnie des oppressions & des crimes, de la nature la plus noire & la plus odieuse. L'opulence & le luxe qu'ils étaloient à leur retour en Europe, furent considérés comme des preuves du plus grand péculat, & des extorsions les plus indignes. Le despotisme que l'on exerçoit avec tant de sévérité dans tous nos établissemens, & dans ce qui en dépendoit, faisoit non-seulement horreur aux sentimens d'une nation libre, mais étoit regardé comme une tache ineffaçable sur le caractère Britannique ; &, quoique la splendeur & la grandeur de l'ensemble du système formassent un objet singulièrement intéressant & attrayant, sur-tout pendant que la nation étoit encore dans une espèce d'ivresse à cause des brillans succès de la guerre de 1756, la rapacité des simples individus, les dépenses d'un établissement civil & militaire, les dettes & les dividendes de la compagnie, les casualités du commerce, & les intrigues du gouvernement, ne donnoient pas des espérances bien grandes & bien flatteuses d'avantages immédiats & équivalens à toute la communauté en général.

Ce qu'il y avoit de moins populaire dans cette affaire, c'est que les membres de l'opposition représentoient, dans tout le royaume, qu'il étoit contraire à la constitution que le ministère s'en

fût mêlé. L'avidité du gouvernement ne le cédoit en rien aux clameurs du public. La prospérité de la compagnie, sa protection & ses émolumens excitèrent l'envie, & tentèrent l'ambition & l'avarice de la royauté. Ses revenus paroissoient suffisans pour corrompre tous les états, & si ses emplois étoient une fois au pouvoir de la couronne, ils auroient servi à fortifier & à augmenter l'influence des serviteurs du roi, en augmentant leur indépendance.

On adopta différens plans pour envahir & renverser les droits de la compagnie. Les émissaires des ministres eurent ordre de faire courir le bruit qu'on alloit abolir le monopole & laisser le commerce de l'Inde libre; on persuada même à plusieurs villes commerçantes de présenter des requêtes au parlement à cet effet. La sophistiquerie qu'on mit en usage pour calmer le public sur tous ces outrages, fut, que la compagnie étoit redevable de la plupart de ses succès, aux efforts du gouvernement; que c'étoient les vaisseaux du roi qui avoient conservé l'empire de la mer, & ses armées qui avoient soutenu ses batailles. On concluoit de-là, que les dépenses énormes que le public avoit faites pour augmenter les possessions de la compagnie, devoient être compensées par des profits équivalens. Mais la nation étoit en même-tems convaincue qu'il n'y

avoit pas de plus habiles commandans, de ſoldats plus braves, ni, à tous égards, une armée au monde mieux compoſée, mieux diſciplinée ou mieux dirigée, que celle qui étoit au ſervice de la compagnie, dans les plaines de l'Indoſtan. Toute la dépenſe que le gouvernement avoit faite pour la compagnie, ſuivant les comptes des gens en place, montoit à environ trente-ſix millions (tournois); ſon commerce étoit calculé pour rapporter au tréſor public environ vingt-quatre millions neuf mille ſix cens livres par an, outre neuf millions ſix cens mille livres, en conſéquence du dernier arrangement. Ainſi la compagnie, en chargeant le public de quatre-vingt ſeize millions, le déchargeoit de l'intérêt d'environ un milliard deux cens millions. Suivant ce calcul, la balance en faveur du public, & contre la compagnie, ſurpaſſoit l'intérêt d'un milliard cent quatre millions. Véritablement la compagnie payoit alors plus d'un tiers de la dette nationale.

On commençoit déjà à s'appercevoir de quelques ſymptômes d'une diminution prochaine dans les ſources de ces richeſſes extraordinaires; ce ne fut que pendant que l'eſprit du peuple étoit échauffé par les relations merveilleuſes des voyageurs, lorſque le rapport avoit, ſur ces évènemens éloignés, le même effet qu'a le té-

lescope sur les objets qui ne sont point visibles à l'œil, & que lorsque des individus, métamorphosés par la possession soudaine & inconcevable de biens immenses, excitoient l'attention & l'étonnement universel, qu'on s'imagina que ces sources étoient inépuisables. Mais quand l'admiration générale eut cessé, & fait place à un calcul exact & à un simple état des faits, on s'apperçut qu'il n'étoit que trop vrai que, malgré toutes nos nouvelles acquisitions dans l'Inde, & le vaste confluent de richesses qu'elles occasionnoient dans l'empire Britannique, la nation n'étoit pas visiblement soulagée des fardeaux sous lesquels elle gémissoit. Des aventuriers, que les besoins, l'avarice, l'ambition, ou leur peu de ressources avoient fait sortir de leur patrie, s'élevoient en peu de tems non-seulement à un état d'indépendance, mais, à leur retour, égaloient par leur splendeur & leurs équipages, les premières familles du royaume; montrant en même-tems dans leurs manières un étrange contraste entre les coutumes plébéïennes & le luxe asiatique.

Neuf millions six cens mille livres, outre les sommes immenses provenant des droits sur les différens articles du commerce des Indes orientales, étoient une augmentation annuelle du revenu public, très-importante, & qui venoit fort à propos. Il n'y avoit néanmoins que quelques

individus qui profitoient de ces avantages, au lieu que le poids des taxes étoit général, & que pluſieurs claſſes du peuple ne pouvoient guère les ſupporter. Le public eut donc la mortification de voir, lorſqu'il fut revenu à ſon bon ſens, que toutes ſes belles eſpérances, d'être ſoulagé des taxes qu'avoient occaſionnées les dépenſes de la dernière guerre, & un acceſſoire ſi brillant à l'empire Britannique, s'étoient évanouies, comme le projet trompeur de la compagnie pour les mers du Sud, & que ſes acquiſitions ſeroient finalement plus nuiſibles qu'utiles, à cauſe de la vénalité des ſerviteurs de la compagnie d'une part, & de la rapacité du gouvernement de l'autre. Le butin étoit immenſe, & plus que ſuffiſant pour les beſoins publics; mais il falloit qu'il paſsât entre le golfe de Charybde & le rivage des Cyclopes.

L'objet prétendu du miniſtère, & celui que la compagnie avoit véritablement le plus à cœur, la liquidation de ſes dettes, paroiſſoit très-éloigné, & peut-être impraticable, ſans un changement total de ſyſtême. La dette de la compagnie étoit alors de près de cent ſoixante-huit millions. Les revenus annuels de ſon commerce, de ſes fermes, de ſes douanes & de ſes territoires, montoient à cinquante millions cent cinq mille neuf cens vingt-huit livres. Un

revenu ſi conſidérable, & ſuſceptible d'ailleurs d'amélioration, auroit pu fournir un ſurplus ſuffiſant pour libérer entièrement la compagnie en très-peu de tems; mais il falloit mettre fin à toute eſpèce d'abus dans la direction de ſes finances.

CHAPITRE IV.

ORIGINE & pouvoir d'Hyder-Ally. — Ses querelles avec la Compagnie. — Comparaiſon des deux partis. — Bataille de Trinomaly. — Hyder ravage le Carnatic. — Il paroît aux portes de Madras. — Paix entre lui & la Compagnie. — Eſtimation de la guerre. — Inſpecteurs nommés. — Nouveau marché avec le Gouvernement.

HYDER-ALLY-CAWN, étoit fils de Nadim-Saïb, commandant dix mille chevaux dans l'armée de l'empire. Ce dernier eut ordre de marcher à la tête des Myſoréens contre les Marattes. Il livra bataille à ce peuple guerrier, & le défit en bataille rangée. Pour récompenſe de ſa bravoure, le Roi de Myſore lui donna le pays & la forteresſe de Banguelor : cela le mit en état de paroître dans l'armée Myſoréenne, à la tête de ſes propres troupes.

Hyder n'avoit alors que vingt-un an, & ſon père lui donna le commandement des forces

avec lesquelles, comme tributaire, il fut obligé de suivre le camp du *Subah*, lorsqu'il fit une descente sur la côte de Coromandel (1750). Elles n'étoient composées que de cinquante chevaux & deux cens fantassins avec des fusils à mèche. Il étoit à la bataille où Nazim-Jing avoit été tué, & il conçut alors le dessein d'exercer son bataillon à la manière Européenne.

La première occasion dans laquelle il se distingua, fut dans une contestation avec Canero, premier ministre & favori du roi de Mysore.

Il étoit alors, par la mort de son père, maître d'une forteresse importante, d'un territoire fertile, & d'un corps de troupes de quinze mille hommes, y compris trois cens Européens, & trois mille excellens chevaux. Le roi l'avoit aussi nommé Généralissime de toutes ses troupes.

Sa générosité, son adresse, sa noble fierté, & son amour pour la gloire, lui attirèrent la haine & la jalousie de Canero. Cet homme devint de plus en plus odieux, en raison de ce qu'Hyder se rendit populaire, & il desiroit ardemment sa ruine. Mais au lieu de réaliser ses intentions, le génie d'Hyder évita tous les pièges qui lui étoient tendus par les intrigues de son implacable adversaire, l'arracha à la fin du sein de son maître, & l'enferma dans une cage de fer, au milieu d'une place publique de Banguelor,

où l'on peut encore la voir avec les os de ce malheureux, qui vécut pendant deux ans comme un ſpectacle de ce barbare triomphe, continuellement expoſé aux inſultes de la populace qui étoit du parti d'Hyder.

Après ce ſuccès, le cours de ſes victoires fut rapide & extraordinaire. La terreur de ſes armes rendit ſon alliance digne de la recherche de la plupart des princes de la Péninſule de l'Inde. Comme tous les grands hommes de ce pays-là, il étoit tout à la fois ſoldat & politique, & il augmenta ſes poſſeſſions autant par la ſageſſe de ſes traités que par ſes exploits militaires.

Ses liaiſons dans le Carnatic alarmèrent le gouvernement de Madras. Les membres du conſeil ne crurent pas les établiſſemens de la compagnie aſſez en ſûreté, tant qu'il reſteroit des armées auſſi formidables dans leur voiſinage. Ils voulurent ſonder ſes intentions, &, dans ce deſſein, lui firent dire, dans les termes les plus reſpectueux, qu'ils avoient nommé un Ambaſſadeur pour ſe rendre auprès de ſa perſonne, & conférer avec ſon alteſſe ſur pluſieurs objets qu'il étoit de l'intérêt des deux partis d'expliquer plus clairement. Mais, ſoupçonnant leur deſſein, il refuſa l'honneur qu'ils lui deſtinoient. Prévoyant en même-tems les intrigues dont ils feroient uſage auprès du *Subah*, il eut l'adreſſe de le détacher

de leurs intérêts, & lui persuada même de nommer son fils *Nabab* d'Arcot, en opposition à Mahommed-Ally, l'allié & le véritable ami des Anglais.

Ayant accompli cet objet, il fit passer un mémoire à son résident à Madras, pour qu'il le présentât au gouverneur. Il déclara d'abord que ses intentions étoient pacifiques. Il fit ensuite l'énumération des différentes marques de déférence qu'il avoit, dans toutes les occasions, données à la compagnie, & se plaignit de ce qu'on répondoit à ses bons procédés d'une manière qui n'indiquoit pas que le gouvernement eût dessein de cultiver ou de conserver son amitié. Il attribua aux intrigues de Mahommed-Ally, les motifs qui avoient engagé la compagnie à joindre ses forces à celles du *Nizam*, pour anéantir ses projets & arrêter sa rapacité. Il avertit le conseil de ne pas continuer une alliance avec un homme dont l'ambition avoit si souvent troublé la paix du pays, & avoit même mis les Anglais dans la nécessité d'arrêter ses usurpations. Il les pressa de retirer leurs troupes des places qui appartenoient à l'Etat d'Arcot. Il offrit même de les indemniser des arrérages que leur devoit leur allié, & pour la garantie desquels il les avoit mis en possession de tant de forts & de districts.

Par l'alliance d'Hyder avec le *Nizam*, la compagnie

pagnie étoit devenue partie principale dans cette querelle. Ses serviteurs se déchargèrent des déprédations qu'il leur imputoit, & les attribuèrent au *Nizam*, avec qui ils avoient agi comme alliés, & des mesures duquel ils ne se croyoient pas responsables. Ils informèrent Hyder de la perfidie du *Nizam*, & citèrent son manque de foi envers eux, pour montrer combien il étoit dangereux de se fier à lui. Ils nièrent toute intention hostile contre le pays de Mysore, dont il étoit gouverneur. Ils dirent qu'ils désiroient protéger le Carnatic contre toute insulte, & qu'ils pensoient que toutes les places sur ses frontières, nécessaires à la sûreté de ce pays-là, devoient rester en leur possession. Ils l'invitèrent à correspondre avec eux au sujet de ces particularités, afin d'établir leur amitié sur des fondemens solides. Mais ils ne manquèrent pas de lui faire sentir en même-tems, qu'ils étoient en état de se défendre, & également préparés à combattre ou à négocier.

Il étoit visible qu'Hyder en vouloit aux Anglais en attaquant leur allié, & cherchoit, par un effort vigoureux, à anéantir d'un seul coup leur influence, devenue l'objet de la jalousie & la terreur de toutes les puissances de l'empire. Leur dernière conquête du Bengale, le vasselage ab-

jet auquel ils avoient réduit Sujah-ul-Dowlah, les chaînes qu'ils avoient forgées pour la famille de l'Empereur, les différentes obligations déshonorantes auxquelles Mahommed-Ally étoit assujetti, & sur-tout le ton altier avec lequel ils continuoient de réclamer des droits qui n'avoient d'autres bases que la violence & l'outrage, étoient des choses alarmantes pour tous les Etats du Decan & de la côte de Coromandel.

Hyder faisoit ces représentations par lettres & par le moyen de ses Ambassadeurs, dans toutes les cours des *Nababs* & des *Polygars* de cette division de l'empire. Il avoit les argumens les plus plausibles pour prouver la nécessité de cette confédération qu'il desiroit établir. Les Anglais avoient envahi leurs droits. Le rôle que jouoient ces étrangers, étoit également audacieux & insidieux. Ils avoient tourné à des desseins de fraude, d'oppression, & même de sédition, les avantages dont ils n'étoient redevables qu'à la bonté & à l'indulgence des Indiens. Le pays qui les avoit reçus & soutenus comme marchands, les avoit bientôt vu changer cette qualité en celle d'usurpateurs. Sous l'apparence d'un commerce innocent, ils cachoient les instrumens de la mort & de la désolation. Ils étoient venus pour échanger, avec les naturels du pays, les productions de leur climat & de leur sol, de

leurs manufactures & leurs superfluités, & ils avoient dépouillé le pays de ses richesses, de ses habitans, de sa fertilité & de son honneur. En échange des trésors qu'ils transportoient en Europe, ils avoient inondé les royaumes de l'Indostan de leurs vices, de leurs maladies & de misères! Les princes, que leur propre crédulité ou leurs malheurs avoient jettés entre leurs mains, avoient été traités comme de simples articles de marchandise, & on ne les avoit estimés qu'autant qu'ils pouvoient servir à l'intérêt de la compagnie. Leurs fourberies & leurs trahisons étoient aussi nombreuses que leurs protestations de fidélité & leurs traités. Ils n'observoient leurs engagemens qu'autant qu'ils pouvoient servir à leur rapacité, qui, malgré toutes leurs protestations contraires, étoient évidemment les principaux ressorts de leur politique.

Des faits aussi notoires & aussi importans réunirent sous les drapeaux d'Hyder-Ally les puissances les plus discordantes, que rien ne pouvoit empêcher de s'insulter mutuellement, sinon la conviction de leur danger commun. Son armée étoit donc composée de cette foule de tribus, d'étrangers & de fugitifs, que l'on trouve en si grand nombre parmi les Indiens. Les possessions d'Hyder étoient alors nombreuses & étendues. Il étoit maître de Mysore & de Ban-

661045

guelor, ainſi que de ces pays montagneux qui rempliſſent ce vaſte diſtrict de la Péninſule, & qui s'étendent depuis Amboor juſqu'à Madura, Travancore, & la côte du Malabar; il poſſédoit les royaumes de Ballapour, de Biſnagar & de Canaré, avec la ſouveraineté de la côte du Malabar & des iſles Maldive. Ces provinces contenoient un grand nombre de montagnes, de défilés étroits, & près de mille places fortifiées Le camp de ce célèbre guerrier, qui a eu la réputation d'être le ſauveur de l'Inde, fut auſſi-tôt rempli d'eſſaims nombreux de ces immenſes territoires. Ses troupes montoient à deux cens mille hommes, dont vingt mille de cavalerie & ſept cens cinquante de bonnes troupes européennes.. Le *Subah* du Decan entra auſſi en campagne avec au moins cent mille hommes; mais il n'y avoit effectivement que quarante mille combattans, trente mille chevaux, & dix mille fantaſſins. Cependant, dans cette grande armée, chaque chef étoit propriétaire & maître abſolu de ſes propres troupes, ne ſuivant le *Nizam* que comme vaſſal de l'empire. Quant aux *Nababs* ils n'étoient guère diſpoſés à riſquer leur vie & celle de leur bétail dans aucune autre occaſion, que lorſqu'ils étoient animés par le deſir de la vengeance ou l'eſpoir du pillage.

L'armée confédérée étoit, ſelon la coutume du pays, ſuivie d'une foule de négocians, de

marchands, d'artisans, de femmes, de vivandiers & de domestiques; ce qui rendoit le camp très-étendu, & susceptible d'être surpris par les Anglais, sans la vigilance & l'expérience d'Hyder.

Les forces du *Nizam* augmentèrent sa réputation, & auroient pu lui procurer bien des alliés; mais il soupçonnoit en même-tems le *Subah* & son général. Les chefs de cette division de l'armée manquoient continuellement d'argent, & Hyder étoit trop économe pour satisfaire leurs demandes pécuniaires; ce qui, en épuisant son trésor, auroit affoibli ses opérations.

Un train considérable d'artillerie, d'au-moins cent dix pièces de gros canons, augmentoit la force de cet armement formidable. L'artillerie d'Hyder étoit la plus considérable, la mieux pourvue de munitions, la mieux montée & la mieux servie; mais de soixante pièces de canon, il en avoit trente de fer. Celle du *Nizam* étoit, au contraire, toute de fonte & faite en Europe. Trente de ses canons avoient été fondus en France, & jettés sur la côte avec une escadre Française dans un ouragan; dans la rade de Masulipatnam; & c'étoit cet accident qui les avoit mis au pouvoir du *Nizam*, ses prédécesseurs étant maîtres de cette côte. Cette belle artillerie

devenoit cependant inutile, faute de munitions, d'affûts & de canonniers.

La puiſſance des Anglais, dans l'Inde, étoit alors à ſon plus haut degré. Ils poſſédoient le Bengale, qui eſt la plus riche, la plus fertile & la plus peuplée des provinces de l'Empire; les côtés d'Oriſſa & de Coromandel, n'ayant d'autres limites du côté de terre que les *portes* ou les montagnes; les grandes villes de Cambay & de Surate; l'iſle de Bombay & le pays de Salſette, ſur les frontières des Marattes; outre cela, ils étoient maîtres de quelques petits forts ſur la côte du Malabar, avec pluſieurs comptoirs ſubordonnés, ſur l'iſle de Sumatra, trop éloignés cependant pour pouvoir être d'aucun ſervice dans la guerre actuelle. Leurs forces, dans tous ces différens établiſſemens, ne montoient pas à moins de quatre-vingt-dix mille hommes. Le général Smith, qui commandoit les troupes de terre, en laiſſant des garniſons ſuffiſantes dans toutes les places, avoit à ſes ordres cinq mille Européens, deux mille cinq cens cipayes, deux mille cinq cens chevaux, y compris deux cens Européens & douze cens Indiens, exercés à l'Européenne, & commandés par des Officiers d'Europe. Il fut auſſi joint par la cavalerie de Mahommed-Ally, troupes non-ſeulement inférieures en nombre à

celles d'Hyder, mais incapables à tous égards de se mesurer avec elles, à cause de leur manque de discipline & du mauvais état des chevaux. Les autres troupes des alliés des Anglais étoient avec celles du *Nabab* d'Arcot, au nombre de vingt mille hommes.

Le général Smith se trouvoit à la tête d'une armée, mieux disciplinée & mieux instruite des différentes évolutions que celle de l'ennemi. Il avoit un corps nombreux de vétérans Européens, que l'on regardoit comme invincible, une artillerie étoit excellente, nombre d'officiers & d'ingénieurs habiles; il étoit lui-même supérieur à Hyder dans l'art militaire, & plus expérimenté. Mais l'infériorité de la cavalerie l'obligea à choisir, pour théâtre de ses opérations, les pays montagneux. Il n'étoit pas en son pouvoir d'empêcher les ennemis de ravager les vallées & d'intercepter ses convois. Il ne pouvoit pas même toujours se procurer un nombre suffisant de bœufs, pour traîner son artillerie & son bagage. Les plus grandes entraves à ses succès venoient cependant de ce qu'il étoit subordonné au conseil de Madras, dont les ordres étoient souvent contraires à ses projets, dont l'avarice faisoit dépendre la subsistance de l'armée d'une bande de marchands, & dont les secours étoient aussi précaires & aussi

lents que leurs ordres étoient contradictoires & impraticables.

Tandis qu'Hyder amuſoit la compagnie par des négociations, il faiſoit ſes préparatifs avec beaucoup de vigueur & de diligence. Cependant, toutes les circonſtances indiſpenſables pour la marche d'une armée Indienne, ont toujours donné un grand avantage aux forces Européennes au commencement des hoſtilités. Le général Smith étoit entré en campagne, & avoit réduit pluſieurs forteresſes de l'ennemi avant que leur corps d'armée ſe fût approché. Tripatoor, Vaniambady & Singueman firent une réſiſtance de quelques jours; mais elles furent toutes priſes ſans difficulté. Caveripatnam, place d'importance, à cauſe de ſa ſituation, fut auſſi inveſtie. Sa forteresſe étoit commandée par un habile officier; elle ne ſe rendit qu'après dix-ſept jours de tranchée ouverte, & encore parce qu'elle n'avoit aucune perſpective de recevoir du ſecours. Sans perdre un moment, les Anglais aſſiégèrent Kiſtnagerri, fort aſſez conſidérable. Il eſt ſitué ſur le ſommet d'une montagne eſcarpée, & la nature l'a preſque rendu imprenable, ſans qu'il ait été néceſſaire d'y employer beaucoup d'art. La garniſon, aux ordres d'un officier Européen, fit une vigoureuſe défenſe. Les Anglais lui donnèrent deux fois l'aſſaut, & dans le dernier ils

eussent vingt-quatre grenadiers & plusieurs soldats de tués.

Cette place est à environ vingt-deux lieues de Bangalor. Le général Smith ; informé que les deux *Subahs* s'approchoient de cette partie du pays, crut qu'il n'étoit pas prudent de perdre un tems si considérable à faire la conquête d'un poste si peu important ; sur-tout lorsqu'il y avoit tant de danger à courir. Il leva donc le siége, & se posta de manière à pouvoir défendre le passage de Velore. Il étoit de la dernière importance d'empêcher de ce côté l'entrée de l'armée ennemie dans la province d'Arcot. Il y avoit deux autres entrées ; mais celle qui est à environ quatre lieues de Caveripatnam, étoit la seule par laquelle on pût aisément faire passer de l'artillerie. Caveripatnam, ville forte & considérable, située sur le Palier, étant derrière les Anglais, ils pouvoient ou disputer le passage de ce fleuve aux *Subahs*, ou s'y retirer en sûreté.

Il fut cependant décidé, dans un conseil de guerre, qu'Hyder consulta dans cette occasion, d'éviter ce passage & de tenter celui de Vengerie. Le général Smith ne fut pas plutôt informé des mouvemens de l'ennemi, qu'il rompit son camp & marcha à la hâte pour les en empêcher. Hyder, s'étant aperçu de son dessein, tourna sur le champ à droite, & par l'habileté de cette

évolution & une marche forcée, passa, sans opposition, le défilé, qui, quoique sur un terrein uni, est long, étroit & tortueux.

Les Anglais, trompés par une manœuvre si inattendue, se rendirent avec toute la diligence possible à Caveripatnam, où ils ne jugèrent pas à propos de rester; mais, après avoir envoyé à la garnison un renfort de douze cens cipayes, de quelques topasses appartenant à l'artillerie, & de trente canonniers Européens, prirent poste dans un endroit plus convenable pour recevoir des convois de Madras, ainsi que pour former une jonction avec les troupes du colonel Wood, qui faisoient alors le siège d'Athoore.

Hyder, après avoir passé les défilés, campa à environ une lieue & demie de Caveripatnam, qui fut aussi-tôt investi par la cavalerie. Cette ville est entourée d'une vieille muraille & d'un rempart avec de fortes tours de pierres. Le Palier lave une partie de ses murailles; mais ce fleuve, qui est fort large, n'avoit pas alors plus d'un pied de profondeur. Les habitans, épouvantés par les armées nombreuses qui couvroient la campagne, mirent le feu à la place & l'évacuèrent. Aussi-tôt les Indiens, forcenans toute contrainte, coururent au pillage. Le canon du fort fit un carnage épouvantable parmi les pilleurs. Le lendemain matin les ennemis ouvrirent une

batterie de vingt pièces de canon, dans le dessein de faire taire celles de la garnison. Mais les Anglais firent, des bastions, sur les assiégeans un feu continuel d'artillerie & de mousqueterie qui leur tua un grand nombre d'hommes, & qui les auroit certainement obligés d'abandonner leurs batteries, s'ils n'avoient eux-mêmes été si fort incommodés par nombre de tireurs choisis, cachés derrière les ruines des maisons. Ce feu destructeur força la garnison à mettre le pavillon blanc. Hyder accorda toutes les propositions qui lui furent faites. Les troupes sortirent de la ville avec les honneurs de la guerre, & on leur permit de marcher vers Madras sans crainte d'être inquiétées dans leur retraite.

Les confédérés, campant ensuite sur les rives du Palier, obligèrent le général Smith de changer sa position. Il se posta sur un terrein élevé, afin que la cavalerie de l'ennemi ne pût le haraſſer avec tant d'avantage. Hyder ordonna aussi-tôt l'attaque. La bataille fut bien soutenue de part & d'autre. Les Anglais n'avoient qu'une poignée d'hommes à opposer aux essaims nombreux d'assaillans qui environnoient de tous côtés la colline sur laquelle ils étoient postés. L'infanterie d'Hyder se servoit de toute son artillerie, tandis que la nôtre, à cause de la difficulté de

pointer en descendant, n'avoit pas tant d'effet. Mais la bonté des canonniers compensoit ce désavantage. Les Européens, au service d'Hyder, rompirent une partie des troupes de Mahommed-Ally, & s'emparèrent de deux pièces de canon; mais ils furent promptement repoussés par un corps Anglais, qui les reprit. La nuit sépara les combattans.

Hyder perdit dans cette bataille un grand nombre d'hommes; neuf cens grenadiers, de ses meilleures troupes, furent laissés sur le champ de bataille. La perte des Anglais ne fut pas grande, en comparaison de celle des Indiens; mais ils jugèrent à propos de décamper pendant la nuit. Les ennemis ne les poursuivirent pas, malgré cette retraite apparente. Ils continuèrent cependant leur marche à une certaine distance, & ne perdirent jamais de vue l'armée Anglaise, jusqu'à ce qu'ils fussent avancés à une lieue & demie de Trinomaly, où ils campèrent.

Les deux objets que le général Smith avoit en vue, étoient de former une jonction avec le colonel Wood, qu'il attendoit de jour en jour, & d'en venir à une action générale lorsqu'il trouveroit une situation où les Indiens ne pourroient pas se servir si avantageusement de leur cavalerie. Hyder ne s'apperçut pas de la néces-

fité d'intercepter Wood, ou n'y fit pas attention, ou probablement il ne put y parvenir : la jonction se fit peu de tems après, & les deux armées réunies prirent poſſeſſion d'un poſte à deux lieues de Trinomaly, plus propre à tenter les ennemis à une autre attaque, & où leur cavalerie ne pouvoit pas beaucoup leur ſervir. Après pluſieurs manœuvres habiles, le général Smith engagea le combat. L'armée du *Nizam* fut miſe en déſordre au premier choc, & prit la fuite avec précipitation. Hyder conduiſit ſon infanterie en perſonne avec beaucoup d'ordre & de fermeté. Son artillerie ſur notre gauche fut ſervie avec beaucoup de vîteſſe & de régularité; ſa batterie étoit couverte de front par un marais. Les Anglais tournèrent cependant ſa gauche par le moyen de quelques collines, & en vinrent à un combat de très-près. Les Indiens ſoutinrent quelque tems leur feu avec fermeté & avec ardeur; malgré leur nombre, ils ne purent réſiſter à la vigueur & à l'impétuoſité des Anglais. La bravoure d'Hyder ne lui fut pas non plus d'un grand ſervice, au milieu d'une multitude innombrable où régnoient la terreur & la confuſion. Il eut alors la mortification de s'appercevoir, qu'en dépit de toute ſon attention à la diſcipline de ſes

troupes, la supériorité de celles de la compagnie étoit toujours manifeste. Son armée fut entièrement défaite. Une partie de l'artillerie du *Nizam* tomba entre les mains des Anglais, qui firent aussi quelques prisonniers.

Pendant ces opérations, qui arrivèrent vers la fin de Septembre (1767), un détachement de cavalerie Mysoréenne, aux ordres du fils d'Hyder, s'avança si secrettement & avec tant de diligence, vers Madras, que le gouverneur, Mahommed-Ally, son fils, & le colonel Call, plusieurs autres membres du conseil, étant à déjeûner à une maison de campagne dans les jardins de la compagnie, furent sur le point de tomber entre ses mains. Le domestique d'un ami, qui étoit au camp d'Hyder, arriva à peine assez à tems pour leur annoncer l'approche de Tippoo-Saïb. Leur retraite à Madras fut coupée. Le *Nabab* d'Arcot ne dût son salut qu'à la vîtesse de son cheval. Les autres se réfugièrent dans un petit vaisseau qui, par hazard, se trouvoit dans le jardin. Cette invasion inattendue jetta la place dans la plus grande consternation.

Les habitans de la ville noire, qui sont au nombre de plus de quatre cens mille, alarmés par les fugitifs de la campagne, abandonnèrent

leurs maisons, & entrèrent en foule dans le fort. En un instant les rues, les fossés & même le glacis, furent couverts de monde. Ce ne fut qu'avec la plus grande difficulté que le gouverneur, à son arrivée, put se faire un passage pour gagner sa maison. La place fut enfin sauvée par les efforts de l'ingénieur Call. Il arma tous les Européens qu'il put rassembler. Il détacha un bataillon de Cipayes pour défendre l'entrée de la ville Noire. Les pilleurs furent donc interrompus, ne purent satisfaire leur avidité, & on obtint un moment de répit pour délibérer.

A peine le conseil étoit-il rompu qu'on reçut les dépêches du général Smith, apprenant la victoire remportée sur l'armée des *Subahs*, à Trinomaly. Cette nouvelle fut annoncée du fort à la ville & aux environs, par une décharge de cent quatre canons. Tippoo-Saïb & ses troupes, craignant pour la sûreté d'Hyder, après avoir ravagé les environs de Madras, retournèrent à la hâte vers l'armée, où le Prince étoit attendu avec inquiétude, & où les succès de cette expédition furent regardés comme les préfages assurés de la plus grande célébrité dans ses entreprises futures.

Le général Smith mit ses troupes en quartier, pour éviter les mauvais effets de la saison plu-

vieuſe, déjà commencée, toujours funeſte aux Européens; voulant d'ailleurs donner du repos à ſon armée, fatiguée d'une campagne pénible & attendre des renforts du Bengale. Après avoir placé de fortes garniſons dans Trinomaly, Vaniambady, Ambour, & d'autres poſtes avancés, il diſtribua le reſte de ſes troupes dans Velore, Arcot, & quelques fortereſſes des environs.

Ce fut pendant qu'Hyder étoit campé dans une plaine, à cinq lieues de Caveripatnam, que les *Subahs* convinrent de la ſéparation des deux armées, & que, tandis qu'Hyder feroit la guerre à Mahommed-Ally, le *Mizam* attaqueroit les Anglais du côté de Maſulipatnam, afin de diviſer leurs forces. Ces propoſitions furent adoptées avec la plus grande cordialité par des princes qui ſe regardoient avec la plus grande antipathie; ils prodiguèrent en même-tems les proteſtations d'amitié & d'eſtime mutuelles, & la fourberie, qui fermentoit dans leur cœur, fut cachée avec beaucoup d'art, par un excès de luxe & de ſplendeur qu'ils déployèrent alternativement, comme des marques réciproques d'affection & d'égards.

Vaniambady fut donc inceſſamment inveſti par l'armée Indienne; on ne tarda pas à s'appercevoir qu'il étoit poſſible de s'approcher de cette place à la faveur de l'eau, des haies & des arbres

arbres, ſans être obligé d'ouvrir la tranchée. La garniſon conſiſtoit en mille Cipayes, & environ vingt Européens; quatorze canons, qui furent démontés par ceux des aſſiégeans, compoſoient toute ſon artillerie. Quoiqu'il y eût abondance de proviſions de guerre & de bouche, & qu'il ne manquât pas d'ouvriers pour réparer les affûts, elle fut priſe preſque ſans réſiſtance. Les ſeules conditions qu'exigèrent les ennemis, furent que le commandant & les officiers Européens ne ſerviroient point, pendant un an, contre Hyder.

Hyder alla ſur le champ de cette place à Ambour, où la compagnie avoit amaſſé une prodigieuſe quantité de proviſions de guerre & de bouche. Au pied de la citadelle, qui eſt ſituée ſur le ſommet d'une montagne inacceſſible, il y a un fort avec un chemin couvert & un glacis; le fort eſt auſſi environné d'une ville aſſez grande, défendue par un mur de briques avec des baſtions de forme ronde, & un foſſé ſec. La moitié de la place étoit couverte par un étang fort large, au bout duquel on avoit conſtruit une redoute, qui fermoit le grand chemin entre l'étang & la rivière, & qui commandoit celui de l'autre côté.

Les ennemis crurent qu'il étoit poſſible, par un certain endroit, de prendre la ville d'aſſaut, ſans faire de brèche. Ils donnèrent en conſéquence ordre de l'attaquer, & ne rencontrèrent que fort

peu de réſiſtance. La garniſon avoit placé toute ſa confiance dans le fort & dans la citadelle; elle prévit que les habitans, en abandonnant la ville, inviteroient les ennemis au pillage, & qu'ils ſeroient alors expoſés au feu de toute l'artillerie qu'elle pourroit pointer contr'eux. Cette ruſe réuſſit à un tel point, qu'il y en eut un nombre prodigieux de tués dans les rues, & enſevelis ſous les ruines. La tentative que les ennemis firent contre la citadelle ne fut pas ſi heureuſe; leurs batteries n'étoient pas plutôt élevées, qu'elles étoient écraſées; leurs plus braves ſoldats devenoient tous les jours les victimes de ce ſiège inſenſé : ils enclouèrent du canon ſur un rocher qui commandoit la garniſon; mais, en deux jours, les aſſiégés élevèrent un boulevard qui rendit inutiles les travaux des aſſiégeans, de ſorte qu'au bout de dix-ſept jours d'efforts vigoureux, après avoir perdu pluſieurs Européens, & dépenſé beaucoup de munitions, le ſiège n'étoit pas plus avancé qu'au commencement. Dans ces circonſtances il arriva des nouvelles que l'armée Anglaiſe étoit aſſemblée à Velore, & marchoit au ſecours de la place. Hyder réſolut de ne pas l'attendre, & leva auſſi-tôt le ſiège.

Ce fut environ vers ce tems-là que le *Nizam*, peu après s'être ſéparé d'Hyder, renouvella un traité avec le gouvernement de Madras; que le

Colonel Wood fut envoyé avec un détachement considérable pour réduire plusieurs forts dans les vallées, & qu'il fut résolu que le général Smith porteroit la guerre dans les états d'Hyder, & feroit le siège de Bangualor. On commença à exécuter ce plan aussi-tôt que l'armée eut reçu tous les approvisionnemens nécessaires. Une petite escadre fit, en même-tems, voile de Bombay pour attaquer Mongalor, l'un des principaux ports d'Hyder, situé au centre du Canarée, sur la côte de Malabar. La plus grande partie de sa marine étoit mouillée dans cette rade. L'expédition réussit, (le 25 Février 1768) tous les forts furent pris avec peu de perte de notre part, ainsi que ses meilleurs vaisseaux : on laissa garnison pour défendre la ville. Tippoo-Saïb, à la tête de l'élite des troupes d'Hyder, vola au secours des Canariins, qui, le regardant comme leur libérateur, se rangèrent en foule sous ses drapeaux, reprirent la ville, & firent la garnison prisonnière. Cette action, comme tous les autres petits exploits de ce jeune guerrier, fut exagérée par les flatteurs de la cour de son père, & vantée comme un exemple du plus grand héroïsme.

Le colonel Vood prit, de son côté, grand nombre de places; il eut quelquefois des échecs, mais il fut en général heureux; dans une bataille qui se donna (le 4 Octobre 1768), il défit une

armée de vingt-ſix mille hommes, avec moins de trois mille hommes, dont il n'y avoit que quatre cens Européens; il eſt vrai que le champ de bataille fut alternativement gagné & perdu pluſieurs fois, & que l'engagement, qui commença à onze heures du matin, dura juſqu'à cinq heures du ſoir. Les ennemis furent à la fin obligés de ſe retirer, laiſſant le champ de bataille couvert de morts. Il y eut dans cette action trois éléphans, neuf chameaux, & ſept cens chevaux de tués. Nous perdîmes quelques braves officiers, nous en eûmes pluſieurs de bleſſés, d'autres de faits priſonniers, & près de trois cens ſoldats de tués.

La gloire de cette journée fut bientôt éclipſée par la cruauté que nous fîmes paroître à la priſe de Darampuri; toute la garniſon, le commandant & ſon fils, furent paſſés au fil de l'épée, excepté douze Européens qui furent ſauvés par les grenadiers Anglais; on dit même qu'on donna cet aſſaut ſanglant, quoique l'ennemi eût arboré pavillon blanc ſur la brèche. Les Indiens ne tardèrent pas à ſe venger de cet outrage; car, peu de tems après, Moctum, beau-frère d'Hyder, maſſacra de ſang-froid un corps conſidérable de Cipayes dans les plaines d'Ovilor.

Les forces du colonel Wood ayant rejoint la grande armée, le général Smith, dans ſa marche

à Banguelor, prit plusieurs forts aux ennemis; il établit ses magasins à Oosscotta, qu'il fortifia avec beaucoup de soins. Dans un pays hostile, plein de forts naturels & de défilés, & continuellement exposé aux déprédations d'un ennemi actif, intrépide & vigoureux, il se trouva bientôt dans un besoin de provisions. Tandis qu'il faisoit le siège de Ballpour, Hyder investit la place où étoient ses magasins, afin de les protéger; le général abandonna l'entreprise, & ainsi, sans sauver Oosscotta, il perdit la perspective certaine d'une acquisition importante; car ce fut à cette place qu'il reçut ordre de retourner avec l'armée. Hyder, instruit de l'état de foiblesse de nos établissemens, profita de la diligence que sa cavalerie étoit capable de faire en certaines occasions, &, par plusieurs évolutions habiles, se mit entre nos troupes & le Carnatic, où il entra, & qu'il ravagea sans opposition. Les Anglais abandonnèrent aussi tôt ses états, & s'avancèrent, par des marches forcées, pour défendre les leurs & ceux de leurs alliés. Par cette manœuvre, Hyder recouvra, sans frapper aucun coup, tout ce qu'il avoit perdu; il n'avoit plus alors l'air d'un fugitif qui se retiroit devant l'ennemi, incapable de protéger ses états; mais c'étoit un conquérant vengeur & altier, qui portoit la ruine & la destruction dans nos possessions; son armée, qui

auparavant languiſſoit & diminuoit de jour en jour par les fatigues & l'ennui d'une guerre défenſive, qui n'a point aſſez d'appas pour des troupes ordinairement guidées par le ſeul eſpoir du pillage, étoit alors entrée dans des opérations parfaitement conformes à ſon génie & à ſes coutumes. Dans ces circonſtances heureuſes, ſes forces & ſes alliés augmentèrent avec ſa réputation. En portant la ruine & la déſolation dans les territoires de Mahommed-Ally, non-ſeulement il ſatisfit ſon reſſentiment contre ce prince, qu'il déteſtoit à cauſe de ſes liaiſons inſidieuſes avec les Anglais, mais il répandit, outre cela, la terreur & la confuſion dans tous nos établiſſemens intérieurs, augmenta la jalouſie avec laquelle ceux que notre politique avoit opprimés regardoient nos ſuccès, & nous priva d'une de nos principales reſſources pour faire la guerre.

Sa manière de combattre ne fut pas moins judicieuſe que la route qu'il avoit choiſie. Son armée conſiſtant principalement en cavalerie, il évita, autant qu'il lui fut poſſible, de faire face à nos troupes dans les endroits où les ſiennes ne pouvoient point agir avec facilité. Il s'efforça d'éluder une action générale avec autant de ſollicitude que le général Smith cherchoit à l'y amener. Son principal objet étoit d'attaquer nos partis détachés & d'intercepter nos convois, & autant

ces expéditions diminuoient nos forces, autant elles augmentoient les siennes & leur inspiroient de courage. Ce qui le rendoit véritablement formidable, c'étoit la sagacité avec laquelle il dirigeoit ses opérations, puisque nous avions toujours une armée beaucoup supérieure à la sienne en campagne, & que quelque tort qu'il pût faire à la compagnie, il n'étoit pas en état de mettre sa sûreté en danger.

Hyder s'étant avancé jusqu'à sept lieues de Madras, les Anglais se préparèrent à lui disputer le passage de la rivière Saint-Thomas; mais il disparut soudainement, &, tandis qu'on ne savoit de quel côté il étoit tourné, il se présenta tout-à-coup aux portes de la ville de l'autre côté, & envoya un parlementaire pour savoir quelles propositions on vouloit faire. Le conseil avoit récemment reçu ordre de la compagnie de faire la paix à quelques conditions que ce fût. On croyoit Hyder sur le point de faire une alliance avec les Marattes. C'est pourquoi les membres crurent qu'il étoit prudent d'éviter un combat. L'ennemi, malgré ses avantages, étoit également enclin à la paix. Ce fut donc le 3 Avril (1769), qu'il fut convenu que les deux partis défrayeroient chacun leurs dépenses, & rendroient mutuellement les forts ou les places prises de part & d'autre; qu'on échangeroit égale-

ment les prisonniers, & que le commerce seroit libre dans le Carnatic & dans les Etats d'Hyder; que Mahommed-Ally payeroit un tribu de six *lacks* de roupies, ou un million huit cens mille livres, dont le revenu de la première année seroit mis en dépôt; qu'il y auroit une ligue perpétuelle, offensive & défensive, entre les parties contractantes, & que chacune d'elles fourniroit un nombre spécifié de troupes, en cas d'évènemens.

Ainsi se termina une guerre, commencée sans aucun principe solide de politique ou de prudence, conduite avec cruauté, & dont les progrès & la conclusion enveloppèrent la compagnie dans des embarras très-nuisibles à ses intérêts.

Il paroît que les serviteurs de la compagnie, en provoquant Hyder-Ally, ne firent guère attention à l'état de leurs finances, à leurs forces militaires, aux ressources de l'ennemi, à la situation dangereuse du pays de leur allié, ou aux intérêts de leurs commettans. Ils savoient que le tréfor de Madras n'étoit pas en état de fournir aux vastes dépenses qu'exigeroient de semblables opérations, & que même les revenus du Bengale, lorsque l'intérêt de la dette de la compagnie seroit payé & que ses établissemens civils & militaires seroient défrayés, ne pouvoient leur laisser que des secours bien peu considérables. Il étoit évident que leurs propres territoires se-

roient exposés à des déprédations, tandis que leurs troupes seroient employées à un service éloigné, & que le *Nabab* seroit d'autant moins capable de les assister, qu'il se trouveroit lui-même attaqué par l'ennemi. Il n'étoit guère possible de pouvoir réduire le pays, dans lequel Hyder-Ally pouvoit toujours trouver une retraite assurée, malgré notre supériorité. De sorte qu'en examinant leur conduite avec impartialité, il semble qu'elle n'eut d'autre motif qu'un vain desir de s'aggrandir, ou plus probablement qu'ils s'imaginoient que les Princes, dont les possessions étoient les plus exposées aux incursions déprédatoires de l'armée, pourroient augmenter la fortune des membres du conseil, en achetant secrettement des exemptions.

A quelques causes qu'on puisse attribuer cette guerre, la manière avec laquelle elle fut conduite n'admet point d'excuse. L'armée manqua continuellement de toutes sortes de provisions, & celles qu'on lui fournit n'étoient pas de la meilleure qualité. Les mouvemens furent toujours retardés faute de bœufs pour transporter l'artillerie, qui seule pouvoit la garantir des attaques soudaines de la cavalerie ennemie. Le général n'avoit pas même le pouvoir d'agir suivant son propre jugement. Une délégation spéciale, nommée par le conseil, accompagnoit

l'armée & régloit toutes les opérations de la campagne. Le seul habile homme de ce comité étoit le colonel Call, dont l'avis, dans les affaires de la dernière importance, étoit toujours contredit par l'ignorance, la timidité & l'avarice de ses collègues. Cette charge, inconnue dans le service d'Angleterre, & pernicieuse par-tout où on l'adoptera, paroît avoir été créée uniquement pour le bénéfice de ceux qui étoient employés, qui, étant grandement intéressés dans les contrats pour fournir des provisions aux troupes, régloient leurs mouvemens de la manière la plus convenable à leurs intérêts. L'armée, dans tous ses départemens, sentit les mauvais effets de cette mesure mal combinée. Des officiers braves & expérimentés furent dégoûtés; quelques-uns quittèrent le service, d'autres, dont les facultés, dans une pareille situation, & si éloignés de leur patrie, ne leur permettoient pas de prendre un parti si décidé, trouvèrent le service ennuyeux, & se relâchèrent dans leurs efforts : & plusieurs personnes, sans réputation, sans recommandation, ou sans crédit, furent employées, avancées, & obtinrent des places importantes. En conséquence, la guerre fut marquée par des actions infâmes, qui n'avoient jamais auparavant flétri l'honneur militaire de la nation; des officiers Anglais abandonnèrent la cause de leur

patrie pour ſe mettre au ſervice de ſes ennemis invétérés, & des forts furent rendus plutôt avec une apparence de trahiſon que de manque de bravoure.

Il n'étoit guère facile de prévoir ou de démontrer que la compagnie pût retirer aucun avantage de cette guerre. Mais ceux qui l'occaſionnèrent, afin d'abſorber, par des contrats lucratifs, les biens de leurs maîtres & de les partager avec leurs amis, ne s'inquiétoient guère des conſéquences qui en pouvoient réſulter. Il ſemble que les membres du conſeil de Madras ſe ſoient laiſſés éblouir par l'idée chimérique de réaliſer, comme leurs confrères du Bengale, un immenſe revenu en terres. Leurs dépêches, de ce tems-là à la cour des directeurs, repréſentoient cette perſpective trompeuſe avec les couleurs les plus brillantes & les plus intéreſſantes. Ils ne ſe flattoient de rien moins que d'acquérir pour leurs maîtres la ſouveraineté de la côte de Coromandel & de celle de Malabar, depuis le Cap Rama juſqu'à celui de Comorin. Cette politique profonde & heureuſe ſervit ſur le champ aux intrigues des agioteurs. La nation, accoutumée aux aventures merveilleuſes de l'Aſie, devint aiſément la dupe de ſa crédulité, & anticipa avec avidité une plus grande proſpérité qu'il n'y avoit lieu d'attendre. Ce délire momentané

ne fut pas ſans effet. Les actions de la compagnie des Indes augmentèrent rapidement, par le deſir général que chacun avoit de participer aux ſuccès futurs du ſyſtême actuel. La relation de la victoire que nous avions remportée à Trinomaly continua ces eſpérances flatteuſes, en promettant de faciliter l'exécution des projets. Au moment de cette joie immodérée que cauſoit une proſpérité à peine poſſible, on annonça la priſe de Madras par le fils d'Hyder-Ally, jeune homme âgé de dix-huit ans. Il ſe fit alors une révolution ſubite & univerſelle dans l'eſprit du public, qui paſſa de l'extaſe au déſeſpoir. Cette nouvelle, parce qu'elle ne plaiſoit à perſonne, fut révoquée en doute par bien des individus, & ſoutenue par d'autres avec douleur. La maſſe du peuple fut cependant tellement alarmée de ce contre-tems, que les actions des Indes baiſsèrent de plus de ſoixante pour cent en peu de jours, & on s'attendoit qu'elles baiſſeroient encore davantage. Tous les efforts des directeurs ne purent même arrêter ce torrent de déſeſpoir; ils eurent beau produire leurs dépêches miniſtérielles, ou certifier que la compagnie, au lieu d'être en danger, n'avoit jamais été dans un état plus floriſſant: on ajoutoit foi au rapport que l'on craignoit davantage. La maladie épidémique étoit alors d'appréhender les conſéquences les plus fatales, & il

n'y avoit que le tems & la patience qui puſſent faire diſparoître ces appréhenſions. Plus le peuple étoit inſtruit du véritable état des affaires, plus ſon reſſentiment étoit grand contre ceux qui avoient oſé ſi délibérément le tromper. On parloit de la conduite des ſerviteurs de la compagnie avec beaucoup d'aigreur, & on la blâmoit ſans réſerve. On aſſura qu'il y avoit des faits prouvés qui les expoſoient non-ſeulement à la cenſure, mais même à être puni ſévèrement, & on attribua poſitivement à leurs iniques contrats, à leurs monopoles & à leurs nouvelles charges, les mauvais ſuccès de la guerre. On trouva qu'on avoit fait de grandes remiſes du Bengale, pour ſuppléer aux beſoins de Madras; elles étoient d'une monnoie de bas alloi, ce qui avoit occaſionné à la compagnie une perte ſur le change de neuf cens ſoixante mille livres. Les envois ordinaires d'argent de Madras à la Chine avoient en conſéquence été ſuſpendus, parce qu'il ne ſe trouvoit pas aſſez de numéraire en circulation dans le pays, & toutes les différentes manufactures avoient été interrompues, par la crainte d'un ennemi. Les affaires des comptoirs ſubordonnés avoient également ſoufferts par la même raiſon; les *Polygars* tributaires, particulièrement ceux de Mahommed-Ally, avoient retardé leurs paiemens, & imputoient leurs délais au manque

de protection, qui laiſſoit leurs poſſeſſions en proie au pillage & à la dévaſtation. Ainſi toutes les reſſources pécuniaires de la compagnie avoient été affectées par cette guerre fatale & diſpendieuſe ; notre réputation militaire, par la prudence & la bravoure de nos officiers, n'avoit rien ſouffert aux yeux d'Hyder, parce qu'il avoit été témoin de notre ſupériorité en bien des occaſions ; mais le pays en général ne regardoit plus les Anglais comme invincibles. On y avoit donc univerſellement adopté l'opinion que le nombre, l'unanimité, le courage, la diſcipline & la bonne conduite, avoient les mêmes effets contre les Européens que contre les Indiens. Cette guerre avoit encore cauſé de plus grands maux ; elle avoit convaincu les princes de l'Indoſtan de la néceſſité, de l'importance & de la poſſibilité d'une confédération générale, & d'oublier ces animoſités invétérées, qui avoient donné un tel aſcendant à des étrangers dans leurs affaires de commerce & dans leurs gouvernemens ; elle les avoit perſuadés de cette ſaine maxime de politique, que, chez aucun peuple de la terre, la confiance ne ſauroit exiſter ſans bonne-foi, ni la ſûreté ſans union.

Les affaires de la compagnie, tant à cauſe de leur étendue que de leur relation inſéparable avec la proſpérité de tout l'empire, étoient devenues

des objets qui attiroient constamment & universellement l'attention du public ; le crédit & la richesse de la nation étoient liés avec les leurs. On crut donc qu'il étoit nécessaire d'arrêter de pareils abus, & une conduite qui avoit déshonoré le nom Anglais, tant dans l'Inde qu'en Europe, & qui avoit causé des effets également nuisibles à la compagnie & à la com-munauté en général.

Dans cette intention, on proposa de revêtir de pouvoirs extraordinaires, & d'envoyer dans le pays trois personnes également versées dans la constitution & les affaires de la compagnie, ainsi que dans la politique & les alliances de l'Inde, pour examiner & rectifier les défauts de chaque département. On chargea de cette commission les sieurs Vansittart, Scrafton & Ford, qui avoient déjà servi avec réputation, les deux premiers dans le département civil, & le dernier dans le militaire, & on leur donna un plein pouvoir sur tous les serviteurs de la compagnie dans cette partie du monde.

Cette mesure, comme on devoit s'y attendre, occasionna de vives altercations & les intrigues les plus suivies, sur-tout de la part de ceux dont les amis avoient de grands emplois dans l'Inde. — Il fut dit qu'elle étoit inutile ; on blâma les principes de cette institution, comme insidieux

& trompeurs, & on ſoutint que la création de ce comité n'avoit pris ſon origine que dans un vil ſoupçon de l'intégrité de ceux en qui, ſuivant la conſtitution de la compagnie, on devoit avoir confiance. D'autres firent des objections ſur l'étendue de la commiſſion, & déclarèrent qu'elle étoit d'une nature trop délicate. On ſe diſputa chaque pouce de terrein; il s'élevoit tous les jours de nouvelles objections, &, quoique le mérite de cette meſure eût été diſcuté dans pluſieurs aſſemblées générales, on ne put en venir à aucune déciſion ſans une ballotte. A peine la propoſition fut-elle approuvée, à peine le comité, pour exécuter les ordres de la compagnie à ce ſujet, fut-il nommé, qu'il s'éleva d'autres difficultés, par la demande que fit le miniſtère, que la compagnie donnât à un officier du roi une part principale dans le gouvernement de ſes affaires.

Pendant ces débats, les directeurs s'étoient adreſſés au miniſtère pour avoir deux vaiſſeaux de ligne & quelques frégates, parce que l'apparence de ces forces, dans les mers de l'Inde, faciliteroit la correſpondance de leurs ſerviteurs avec les princes de l'Indoſtan. Le miniſtère ne leur avoit fait aucune réponſe; mais on ſavoit qu'il y avoit une eſcadre, aux ordres de *Sir-John* Lindſay, deſtinée à faire voile pour cette partie du monde. Cependant, afin d'être certain d'une affaire

chose si importante aux intérêts de la compagnie, on crut qu'il étoit nécessaire de s'adresser encore une fois au gouvernement, & que la sanction d'une assemblée générale rendroit une semblable requête si respectable, que le ministère seroit obligé d'y faire réponse. C'est pourquoi (le 27 Juillet) dans une assemblée des propriétaires, on approuva unanimement de faire une proposition à ce sujet, & il y eut un jour fixé pour une seconde assemblée, afin de recevoir la réponse du gouvernement.

Le jour de l'assemblée, qui se tint quinze-jours après, on reçut une lettre de mylord Weymouth, l'un des secrétaires d'Etat, qui déclaroit que les mesures que la compagnie avoit adoptées avoient paru illégales dans le cabinet; il ajoutoit qu'il étoit fâché de voir, par la réponse des directeurs, qu'ils n'avoient point accédé à la nomination d'un officier de marine, avec plein pouvoir d'arranger toutes les affaires de la marine dans l'Inde: il les prioit de délibérer de nouveau sur la teneur de la commission, & de mettre sous les yeux des propriétaires l'article particulier d'accorder un pouvoir illimité à un officier de marine.

Cette requête extraordinaire produisit une correspondance fort longue entre les ministres & les directeurs; un sujet, tout à la fois nouveau, & qui

renfermoit des queſtions de la dernière importance pour le commerce & la conſtitution, étoit ſoumis à la conſidération des propriétaires; il parut que la demande formée par le miniſtre avoit pour but principal le droit de ſurveiller les ſurveillans eux-mêmes & avec eux, toutes les affaires de la compagnie. Les directeurs dirent qu'ils étoient prêts à accorder à un officier de marine une certaine influence dans leurs conſeils en Aſie; mais refuſèrent d'acquieſcer à la totalité de la demande des miniſtres, tant parce qu'ils croyoient qu'une pareille autorité ſeroit trop grande pour une ſeule perſonne, que parce que cela fourniroit au gouvernement un prétexte perpétuel de ſe mêler de la direction des affaires de la compagnie: ils ajoutèrent que la commiſſion dont le miniſtère ſe plaignoit, avoit été ſoumiſe à la reviſion du conſeil, & que les conſeillers les plus célèbres du royaume étoient d'avis qu'elle étoit légale.

On lut peu de tems après dans une autre aſſemblée une ſeconde lettre du même miniſtre, reçue ce jour-là même. Il diſoit que, par la réponſe qu'avoient faite les directeurs, il paroiſſoit évident qu'ils ne l'avoient pas bien entendu; il n'avoit jamais eu deſſein de donner à un officier de marine des pouvoirs tout-à-fait illimités, mais il vouloit ſeulement qu'on lui accordât, dans l'adminiſtra-

tion des affaires, une portion d'autorité ſuffiſante pour qu'il pût ſoutenir à-la-fois les intérêts de la compagnie & l'honneur du gouvernement; il prioit les propriétaires de conſidérer la commiſſion, & d'examiner le degré d'autorité que le ſerviteur de la couronne devoit poſſéder. Il ſe diſpenſoit de donner ſon opinion ſur le premier objet; mais il étoit d'avis que le gouvernement, à la requête de la compagnie, dans le onzième article du traité de paix avec la France, ayant fait des conditions avec pluſieurs princes Indiens, l'honneur du gouvernement exigeoit qu'un officier du roi fût agent principal dans toutes les opérations offenſives & défenſives.

On vit alors clairement le deſſein du miniſtre, & on employa beaucoup de tems à délibérer ſur cet objet. Il occaſionna, à la première aſſemblée générale (le 30 Août), des débats fort vifs & fort longs; mais, après bien des argumens de part & d'autre, & même beaucoup d'aigreur, il fut déterminé que la queſtion ſuivante ſeroit laiſſée à la déciſion d'une ballotte : « Que cette » aſſemblée donneroit à l'officier du roi, comman- » dant des vaiſſeaux de ligne, une part dans les » délibérations & dans les réſolutions de la com- » pagnie, ſeulement en ce qui regarde les deux » objets de faire la paix & de déclarer la guerre, » lorſqu'il ſeroit queſtion d'employer les forces

» de ſa majeſté. » Elle fut rejettée par la pluralité des voix.

On avoit cependant expédié la commiſſion de l'officier de marine; mais comme les directeurs lui refuſoient les pouvoirs demandés par le miniſtère, ſes opérations furent limitées au golfe Perſique, où les affaires de la compagnie avoient depuis long-tems beaucoup ſouffert des guerres que les naturels du pays ſe faiſoient entr'eux. Il y eut une eſpèce d'arrangement; les directeurs accordèrent à l'officier de marine le pouvoir de faire la guerre & la paix dans le golfe Perſique ſeulement, & ſuſpendirent la demande qu'ils avoient faite de vaiſſeaux de ligne pour la baie de Bengale. Cependant on dépêcha deux frégates pour ce ſervice, & pour conduire en même-tems les inſpecteurs, dont les pouvoirs furent enfin déterminés, ce qui mit fin à cette longue conteſtation.

Le bail de la compagnie avec le gouvernement, & ſon privilège excluſif étant près d'expirer, les directeurs crurent qu'il étoit convenable de mettre ſous les yeux du miniſtère les propoſitions qui pourroient ſervir de baſe à un nouvel arrangement. Leur objet étoit d'obtenir, s'il étoit poſſible, des conditions plus équitables, & un réglement permanent des affaires de la compagnie. Ils ſouhaitoient avoir quelque compenſa-

tion pour les grandes ſommes d'argent qu'ils payoient annuellement au gouvernement. Ils demandoient une continuation de leur privilège pendant cinq ans, & ils regardoient cet avantage comme un équivalent très-modéré. — Néanmoins on la leur refuſa d'une manière poſitive. C'étoit une partie du ſyſtême miniſtériel, d'extorquer de l'argent de la compagnie; le ſoin que les miniſtres prenoient de reſtreindre ſon dividende, lui démontroit qu'elle étoit entre les mains d'un pouvoir auquel il n'étoit guère poſſible de réſiſter. Il étoit trop tard pour diſputer ſur les conditions; l'autorité étoit établie, & devoit néceſſairement opérer; on commença même à regarder le moindre relâchement de ces reſtrictions comme une grace, plutôt que comme une compenſation.

Dans ces circonſtances, après un grand nombre de négociations & de conſultations dans les aſſemblées générales, on en vint à un accommodement, & on préſenta un bill au parlement, fondé ſur les principes ſuivans: Que la compagnie payeroit au tréſor public, annuellement pendant cinq ans conſécutifs, la ſomme de neuf millions ſix cens mille livres; que, pendant ce tems-là, elle pourroit augmenter ſon dividende juſqu'à douze & demi pour cent, l'augmentation n'excédant jamais plus d'un pour cent par an; que ſi pendant ce tems-là quelque cauſe ou évènement fortuit

mettoit la compagnie dans la néceſſité de réduire ſon dividende, on déduiroit une ſomme proportionnée, des paiemens qu'elle étoit obligée de faire au gouvernement; mais qu'en cas que ſon dividende baiſsât juſqu'à ſix pour cent, elle ne continueroit plus ſes remiſes annuelles au tréſor public; que, pendant cinq ans, la compagnie exporteroit autant de marchandiſes Anglaiſes, qu'elle en avoit exporté pendant un pareil nombre d'années; & que s'il reſtoit en Angleterre quelque ſurplus d'argent appartenant à la compagnie, après avoir payé certaines dettes ſpécifiées, il ſeroit prêté au gouvernement à un intérêt de deux pour cent.

CHAPITRE V.

EFFETS des différentes révolutions qui eurent lieu dans les provinces du Bengale. — Oppressions de Mahommed-Reza-Cawn. — Famine affreuse. — M. Hastings. — Ses réglemens. — Ses intrigues avec les princes du pays. — Sujah-ul-Dowlah. — Shaw-Allum, ou le grand Mogol. — Guerre des Rohillas.

NOTRE avènement à la *Dewannee* du Bengale, fut immédiatement & nécessairement suivi d'un changement total dans l'arrangement de notre établissement politique. Il produisit une révolution qui bouleversa l'Etat d'un bout à l'autre, & qui, par une suite d'évènemens singuliers, donna naissance à une infinité de circonstances nouvelles, qui couvrirent toutes nos opérations futures, dans cette malheureuse contrée, d'une infamie dont on trouve peu d'exemples dans les annales du monde.

Depuis ce moment le gouvernement prit une nouvelle forme. Toutes les branches du pouvoir exécutoire passèrent des naturels du pays à leurs

conquérans. Tous les postes, toutes les dignités & les emplois lucratifs, toutes les places de confiance & d'importance, furent occupées par des Anglais. L'autorité du *Subah* fut réellement anéantie. Il étoit actuellement restreint; dans sa nouvelle situation, il lui étoit impossible d'exercer le plus léger acte de souveraineté. Il ne pouvoit ni faire la guerre, ni la paix, ni nommer ses ministres, ni commander ses propres troupes, ni avoir la direction de ses finances, ni même administrer la justice à ses sujets. Il achetoit positivement de la compagnie l'ombre d'autorité qui lui restoit. Elle usurpa même le droit de former sa maison; elle bornoit sa dépense, & le retenoit captif dans son propre palais; elle rempliſſoit sa cour de ses créatures; elle corrompoit ses domestiques, & transformoit en espion de sa conduite privée & publique, tout scélérat qui le servoit.

Ses serviteurs s'arrogeoient toujours l'autorité suprême en répondant aux Hollandais, aux Danois, ou aux autres puissances Européennes qui s'adressoient au gouvernement de Calcutta, pour quelque concession ou quelque redressement de griefs: ils évitoient cependant, avec adr[illegible], d'avouer qu'ils possédassent cette autorité, en accordant ou refusant leur protection sous le nom d'influence. Evitant avec art de désavouer leur

ſuprématie & de reconnoître abſolument celle d'un autre, ils ſe montroient réellement ſouverains par chaque acte de leur conduite. Toute la fineſſe de leur politique ne pouvoit cacher la réalité d'une autorité qui agiſſoit ouvertement, univerſellement, & d'une manière irréſiſtible. Dans ces circonſtances, ils avoient l'adreſſe d'acquieſcer tacitement à l'opinion de ceux qui traitoient la compagnie comme la puiſſance dominante, & de ſouffrir que cette perſuaſion s'accréditât parmi les naturels du pays, mais ils vouloient que ce fût plutôt par leur maniere d'agir, conſtante & ſoutenue, que par l'affirmation poſitive & hardie de leur droit.

Les principes, les meſures, les vues & les alliances du gouvernement, ne furent donc plus les mêmes. Lorſque les *Omrahs* poſſédoient l'autorité, malgré leur dépravation générale, il n'y en avoit que quelques-uns des plus méchans qui oſaſſent innover en fait de tyrannie. Le deſpotiſme qui régnoit alors dans tout l'Empire, étoit un ſyſtême établi, invariable & bien connu, fondé ſur des maximes qui tiroient leur origine des habitudes du peuple, conſacré par une religion analogue à la ſituation du pays, & tranſmis ſans altération pendant une longue ſuite de ſiècles. Il n'y avoit que les perſonnes de diſtinction qui, à cauſe de leurs richeſſes

& de leur influence, fuſſent expoſées à la jalouſie & à l'oppreſſion de leurs ſupérieurs. Le payſan, l'artiſan & le manufacturier, n'avoient rien à craindre des intrigues, des altercations & des querelles de leurs maîtres, & pourſuivoient leurs occupations ſans être inquiétés, tandis que les princes qui les environnoient étoient engagés dans les querelles les plus meurtrières : & c'étoit un ſpectacle aſſez commun, dans ces tems de la ſimplicité orientale, de voir le fermier labourer tranquillement un champ, tandis qu'il ſe livroit une bataille dans la plaine voiſine. La valeur des inſtitutions politiques ne ſauroit être appréciée, que par le degré de proſpérité générale & de paix intérieure qu'elles ſont en état de produire, de procurer, ou d'aſſurer. Les innovations nombreuſes, qui diviſoient l'autorité Britannique dans le Bengale, n'avoient pour baſe aucun de ces objets primitifs & eſſentiels de tout bon gouvernement. Les malheureux Indiens n'étoient défendus contre les invaſions & les déprédations du dehors, que pour aſſurer aux ſerviteurs de la compagnie un monopole de cruautés & d'oppreſſion. Enivrés par la ſituation élevée dans laquelle ils ſe trouvoient, les meſures violentes qu'ils adoptèrent, ſemblables à ces maladies qui attaquent les parties nobles, furent accompagnées des ſymptômes d'une diſſolution prochaine. En

introduisant dans leurs nouvelles possessions différens désordres, sous prétexte d'une réforme nécessaire, ils violèrent les formes vénérables de l'antiquité, & abolirent des établissemens & des usages que, depuis un tems immémorial, les Hindoos avoient coutume de traiter avec respect. Ils formèrent donc un gouvernement, dont le but principal étoit l'extorsion & la rapacité, & dans l'établissement duquel ils n'avoient nullement consulté le caractère & la félicité des peuples.

Tout ce qu'on peut dire pour donner une idée de ce système extraordinaire, c'est qu'il prit son origine dans les casualités d'entreprises mercantiles. On ne trouve rien de semblable dans les institutions, ni dans les spéculations des tems anciens & modernes, ni parmi les nations barbares ou civilisées. C'étoit une espèce de délégation absolue, dans laquelle les constituans ne s'étoient réservés aucune autorité qui pût mettre un frein aux usurpations, ou aux abus de leurs représentans. Ce gouvernement étoit défectueux dans son essence & dans ses principes, puisque, sans *pouvoir* de législation & sans *intérêt dans les opérations* des loix, il possédoit & réunissoit pourtant l'autorité exécutoire & judiciaire dans toute son étendue. C'étoit un gouvernement de dégradation & incohérent, dans lequel les serviteurs de la com-

pagnie étoient marchands en vertu de leur état civil, & souverains en vertu de leur état mercantile.

Le territoire que la compagnie avoit ainsi usurpé, au lieu de former une province de l'Empire, étoit absolument indépendant, ou au moins le degré de subordination qu'elle reconnoissoit étoit inutile & ne la soumettoit à rien. En un mot, le Grand Mogol, à qui appartenoient légitimement, toutes les prérogatives de la souveraineté dans le vaste Empire de l'Indostan, étoit réduit à l'état de pensionnaire, & ne devoit sa subsistance qu'à la libéralité de la compagnie. Il n'y avoit plus de principes d'égalité, & conséquemment plus de liaisons entre les puissances voisines. L'esprit de tous les traités des Anglais n'étoit évidemment que d'envahir & de tromper. Le glaive étoit le seul droit qu'ils reconnoissoient, & ils accoutumoient par leur exemple, les Indiens, à ne regarder aucuns moyens comme illégitimes pour conserver des possessions acquises par la violence. Un pouvoir qui agissoit ainsi sans être restreint par aucun principe de justice au-dedans, ou par une autorité supérieur au-dehors, parut aux princes de l'Inde comme un gouffre attractif, qui menaçoit d'engloutir en un instant tout ce qui s'en approchoit, & contre lequel il n'y avoit d'autre préservatif que l'éloignement, la résistance, ou la fuite.

L'argent eſt le grand objet de la politique moderne. Dans quelque état que ce ſoit, on adopte très-peu de meſures qui n'ayent pas directement pour but une augmentation de finances. L'amour de la gloire, les principes de l'honneur, l'eſprit noble de ſpéculation, ſont tous perdus dans la paſſion ſordide de l'avarice. Dans les anciennes républiques de Grèce & de Rome, on ne faiſoit attention aux finances qu'autant qu'elles étoient d'un avantage général. Nous les conſidérons comme des choſes tout-à-fait diſtinctes & d'une importance ſupérieure. L'étude des légiſlateurs n'eſt plus de rendre l'Etat heureux, mais de chercher à lever de l'argent. Le peuple n'eſt plus qu'une eſpèce de propriété ou de marchandiſe, gouverné ordinairement par des hommes, qui, au lieu de s'étudier à faire ſon bonheur, ne s'inquiettent que de leurs émolumens. En conſéquence, les reſſources du gouvernement, au lieu de ſervir à la proſpérité de chaque individu, ſont indignement proſtituées pour ſatisfaire les viles paſſions des fainéans, des prodigues & des méchans.

Les ſerviteurs de la compagnie enchérirent encore ſur ce ſyſtême de deſtruction. Tous les beſoins chimériques du ſouverain étoient avant tout ſatisfaits & on ne faiſoit aucun dépôt pour les beſoins réels du peuple. Les ordres

inflexibles du despotisme aliénoient les biens les uns après les autres. Il y a long-tems que la soif de l'or & la rage du luxe sont les fléaux de l'Indostan. La rapacité est toujours la ressource des tyrans, tant que la providence laisse dans leurs mains le pouvoir d'agiter la verge de fer sur les têtes des innocens & des infortunés sans défense.

Les revenus du Bengale proviennent des locations des terres, qui sont regardées, excepté dans quelques districts, où, pour des raisons spéciales, il y en a d'assignés à des particuliers, comme la propriété du souverain; ils proviennent des droits & des impôts sur presque toutes les choses de première nécessité, & sont sujets à une variation infinie; de fermes avec des privilèges exclusifs, ou qui ont de certains monopoles; d'amendes & de confiscations imposées pour toute sorte de délits, par les *Banyans* au service des Anglais. Les sommes que tous ces moyens peuvent produire, doivent être immenses. Il est aisé de concevoir les oppressions horribles que ces différentes branches de finance peuvent occasionner, entre les mains d'un gouvernement tout-à-fait militaire, chez un peuple dont les principales qualités sont la simplicité, la timidité & la superstition, & où il n'y a point de loi pour protéger le foible ni pour réprimer le tyran. L'intérêt de ceux qui prenoient à louage les terres de la compagnie pour

un an seulement étoit de réduire le prix du travail, & sans avoir égard à l'avenir, de retirer tout l'avantage possible de leurs fermes. Les conséquences quoique imperceptibles, étoient inévitables : on ruinoit le terres, le *ryot*, le *zimindar* & l'on tarissoit la source du revenu. Les collecteurs des taxes étoient par-tout accompagnés de partis d'hommes armés pour se faire obéir : & ceux qui avoient quelque part à cette chaîne de subordination que la compagnie avoit formée dans ce nouvel Empire, s'imaginoient être en droit, en raison de leur rang dans le service, d'en maltraiter les misérables habitans. Des contributions immenses qu'on faisoit payer à ces provinces malheureuses, la compagnie n'en percevoit qu'une petite portion, quoique, par la teneur générale de ses ordres, il paroisse qu'elle montroit ordinairement un plus grand desir d'augmenter ses revenus que d'opérer le bien public. Voici les paroles remarquables d'un de ses serviteurs à un autre. (1) « Par la méthode » établie de lever les impôts, l'accord n'est jamais » observé entre le collecteur & le fermier à la » fin de l'année. Quand le premier sait que » le dernier a eu du profit, il est sûr de s'em- » parer, & du bénéfice & du montant de l'impôt.

(1) M. G. G. Ducarell à Richard Beccher, écuyer, en Août 1769.

» Par ce moyen on nuit à l'induſtrie & on dé-
» truit toute confiance : & l'ouvrier, le fermier,
» le collecteur, & ainſi juſqu'au *ſoujedare*, ne
» ſe fiant pas l'un à l'autre, forment une chaîne
» de coquins & de voleurs. »

Mahommed-Reza, miniſtre des finances, étudia le caractère de ſes maîtres. Il connoiſſoit le pouvoir de l'argent, poſſédoit le talent des affaires, un diſcernement prompt & un génie propre à toutes les fineſſes de l'intrigue la plus profonde ; ſa ſituation le mettoit à même de manier des tréſors, & il s'en ſervoit avec habileté pour ſatisfaire ſes intérêts & ſon ambition. Il avoit une adreſſe irréſiſtible pour ſe créer des amis : il dépenſoit tous les ans près de douze millions en penſions & en préſens parmi ſes créatures & ſes partiſans. La place de réſident de la compagnie, à la cour du *Subah*, valoit au moins trois millions ſix cens mille livres par an. Les extorſions que ſes dépenſes immenſes occaſionnoient, expoſoient les habitans à toutes ſortes de cruautés. Les émiſſaires de la tyrannie & de l'exaction, ſecondés par des détachemens, ſe répandoient dans le pays, & laiſſoient par-tout des marques de leur dévaſtation. Le tiſſerand, le laboureur, l'artiſan & le marchand, avoient beau accuſer leurs oppreſſeurs ou demander des dommages ; c'étoient les amis intimes

de

de ces oppreſſeurs, ou ces oppreſſeurs eux-mêmes qui préſidoient à toutes les cours de juſtice auxquelles ils s'adreſſoient. Ils en appelloient aux Anglais; mais on les renvoyoit auſſi-tôt aux tribunaux de leurs compatriotes, où le juge étoit non-ſeulement partie dans la cauſe, mais étoit, outre cela, très-irrité contre eux de ce qu'ils avoient oſé ſoupçonner ſon intégrité, en portant leur plainte devant ſes ſupérieurs. Les gens qui préſidoient à ces cours proſtituées, étoient les exécuteurs affidés des ordres injuſtes & arbitraires d'un monſtre au cœur de bronze & impénétrable à tout ſentiment d'humanité, auquel l'inſatiable avarice ſuggéra de corrompre ſes commettans & de leur fermer les yeux ſur ſes atrocités, afin de pouvoir ſe réjouir au milieu du déſaſtre de ſa patrie. Indignée des cruautés qui accompagnèrent ſes déprédations ſur les chaumières des pauvres, l'hiſtoire voudroit, pour l'honneur de l'humanité, qu'il lui fût permis de les condamner, ainſi que leur auteur, à un éternel oubli. Comme il étoit revêtu de tout le pouvoir exécutoire, le pillage devint le principal objet de ſon attention; afin de pouvoir ſatisfaire l'avarice de ſes commettans. Les fermiers n'avoient droit à leurs fermes que pendant un an. Dans ce court période étoient limités les émolumens de leur culture & les fruits de leur travail.

Les baux étoient enſuite augmentés, pour prévenir les demandes avides de la cupidité. Les habitans infortunés ſe ſoumettoient, avec la plus grande réſignation, à toutes ſortes d'indignités & d'outrages, plutôt que d'abandonner leurs dieux Pénates & les champs de leurs ancêtres, qui pourtant changeoient de maîtres tous les ans. L'oppreſſion ſeule étoit invariable, par la raiſon quelle étoit portée à ſon plus haut degré. Mais les tyrans ſubalternes employés par la compagnie, furent eux-mêmes victimes de ces loix cruelles qu'ils faiſoient exécuter, & ſentirent les excès de cette rigueur dont ils avoient ſi ſouvent uſé envers les autres. Pluſieurs d'entre eux étoient journellement attachés à des poteaux & fouettés publiquement. Les rues & les places de Morshedabad retentiſſoient de leurs cris. Quelques-uns expirèrent même ſous les coups; d'autres, pouſſés au déſeſpoir, abandonnèrent leur patrie, pour chercher chez l'étranger cette tranquillité qu'ils ne pouvoient plus trouver chez eux. Ceux qui ſurvécurent aux oppreſſions & s'obſtinèrent à reſter, furent dépouillés de tout ce qu'ils poſſédoient. De vaſtes diſtricts des terres les plus fertiles du monde, devinrent des landes incultes & déſertes. Cependant on exigeoit abſolument que les revenus de la compagnie n'éprouvaſſent aucune diminution, malgré cette augmentation de pauvreté & malgré le dépeuplement du pays.

Le syſtême de commerce & de réglement établi par le comité choiſi ſoumis aux ordres du *Lord* Clive, réunit les ſerviteurs de la compagnie & leurs créatures répandues dans les campagnes en une ſeule ligue contre les habitans; ligue odieuſe, ſanguinaire & indiſſoluble. Leurs agens pour le commerce intérieur, ſe rendirent à leurs différens poſtes. Marchands, ſoldats & conquérans tout à la fois, ceux-ci ſe ſaiſirent tout d'un coup de toutes les denrées de premiere néceſſité. Ce monopole hardi & abominable leur donna ſur le champ un plein pouvoir ſur les naturels du pays, qui ne purent y remédier, ni en appeller à aucun tribunal, attendu que les mêmes hommes qui avoient tracé le plan & qui l'exécutoient, étoient les ſouverains du pays. Le ſel, le betel & le tabac ſe vendirent d'abord pour de l'argent, après cela pour des effets, & enſuite pour tout ce qu'on put trouver. Les cruautés qu'on exerça pour extorquer aux artiſans leur labeur, furent ſi recherchées & ſi inſupportables, particulièrement envers ceux qui fabriquoient des ſoieries, que pluſieurs de ces malheureux ſe coupoient le pouce & s'eſtropioient volontairement, pour ne pas être forcés à un travail qui les expoſoit à tant de maux.

Le gouvernement du Bengale avoit alors à payer un tribut au roi, un ſalaire au *Nabab*, & des

revenus à la compagnie. C'eſt pourquoi les agens du tréſor exigèrent les taxes avec plus de rigueur encore qu'à l'ordinaire. Le *Nabab*, incapable de protéger ſes miſérables ſujets, étoit pourtant continuellement importuné par leurs plaintes. Ceux qui auroient pu empêcher l'oppreſſion, y donnoient au contraire les mains. Les tyrans qui avoient formé le plan de ces meſures violentes, étoient ſatisfaits de voir que le mal n'en retomboit pas ſur eux, & s'ils fermoient les yeux ſur les crimes des petits oppreſſeurs, c'étoit pour faire mieux ſentir leur reſſentiment intéreſſé aux délinquans d'un état plus élevé. Ainſi le brigand des fermes & des villages, achetoit ſa grace en partageant les dépouilles avec ſes ſupérieurs, ou devenoit la victime du pouvoir dont il avoit abuſé, & étoit lui-même pillé avec auſſi peu de pitié qu'il en avoit montré aux autres. Le premier plan des ſerviteurs de la compagnie fut donc d'accumuler ainſi des fortunes par procuration; mais lorſqu'ils virent que leurs oppreſſions n'avoient rien à craindre de la juſtice, ils agirent ſans déguiſement, & devinrent eux-mêmes les inſtrumens de leur violence & de leur rapacité.

Une des cauſes qui contribuèrent le plus à notre proſpérité dans cette contrée, fut la bonne opinion que les naturels du pays avoient, en général, de l'équité & de l'impartialité de nos

loix ; ils comparèrent les privilèges dont jouit un Anglais ſous un gouvernement libre, avec leur propre eſclavage héréditaire. Ils apprirent avec admiration & avec plaiſir, que la conſtitution Britannique protégeoit chaque individu dans ſes droits ; que ni le prince, ni ſes nobles, ni ſes ſoldats, quel que fût leur dénomination, ne pouvoient le dépouiller d'aucune portion de ſes biens ; que les hommes, dans tous les cas, étoient jugés par leurs pairs, & que le rang du coupable, loin de lui faire obtenir ſa grace, ne ſervoit qu'à le faire punir d'une manière plus exemplaire. Ces impreſſions diſposèrent nombre d'Indiens à favoriſer, & même, dans pluſieurs occaſions, à faciliter nos acquiſitions territoriales. Dans l'eſpoir qu'il leur ſeroit avantageux de changer de maîtres, ils ſe réjouiſſoient de nos ſuccès, & s'imaginoient que l'établiſſement de nos coutumes & de nos loix ſuivroit infailliblement l'établiſſement de notre pouvoir. Ils furent bientôt & cruellement détrompés : au moment même où nous prîmes poſſeſſion du gouvernement, on publia des ordonnances, que tous les baux & les contrats civils ſeroient nuls à une certaine époque ; que quelques-perſonnes ſeulement, connues pour être officiers-généraux de l'armée, auroient le droit de mettre des impôts ſur les denrées de première néceſſité ; que ces impôts monteroient

au tiers de la valeur des denrées, & que leurs nouveaux maîtres pourroient acaparer à leur gré toutes ces denrées pour les vendre à leur taux.

Mais eſt-il de ſource aſſez abondante pour étancher la ſoif de l'or? la certitude, la facilité & la rapidité ſont autant d'objets que conſidere ſéparément tout aventurier qui veut, quoi qu'il en coûte, faire ſa fortune. Les ſerviteurs de la compagnie brûlant du deſir de retourner avec ſplendeur dans leur patrie, trouvèrent toutes ces méthodes de s'enrichir trop longues & trop ennuyeuſes; les monopoles nombreux établis en leur faveur, ne ſuffiſoient point encore à leur avidité. Ils avoient au moins reſpecté le riz du pays, la nourriture fondamentale des habitans; de nombreux magaſins en furent bientôt remplis, & ſachant bien que les Gentoos aimeroient mieux mourir que de violer les préceptes de leur religion, en mangeant de la viande, les Anglois vendirent le riz ce qu'ils voulurent. Voyant leurs moiſſons toutes à la merci de leurs tyrans, les payſans ne cultivèrent plus leurs terres qu'avec indifférence: le découragement produiſit la diſette, & réduiſit le monopole; le peuple vécut de racines, & d'alimens auxquels il n'étoit pas accoutumé. Des maladies épidémiques de différentes eſpèces, ſe répandirent dans tout le pays, & le changèrent en un vaſte hôpital. Le prix des comeſtibles augmenta

à-mesure qu'ils devinrent plus rares. La portion pauvre & laborieuse du peuple dont la situation, hélas ! est toujours bien assez dure, fut la première qui sentit le poids de ces maux accumulés. Plusieurs mouroient avant qu'on pût obtenir pour eux, ou leur administrer de quoi les subsistanter; & dans quelques districts, les autres étoient si affoiblis par les maladies & le besoin, qu'ils n'avoient pas même le courage d'enterrer les morts.

Ce tableau n'est cependant que le commencement de la catastrophe. Les malheureux habitans du Bengale n'avoient, ce semble, survécu au fléau du despotisme, que pour être détruits par milliers par la colère du ciel. Telle est dans cette contrée la fertilité du sol & la bonté du climat, que chaque année donne régulièrement deux moissons. Leur petite récolte, qui consiste en petits grains, se fait en Avril, & la grande, qui consiste uniquement en riz, se fait en Octobre. Cette différence dans les productions provient des pluies, qui commencent généralement en Août, & continuent près de trois mois. Une sécheresse extraordinaire, qui épuisa l'humidité des campagnes, & changea les plaines les plus aqueuses en déserts de sable, fit manquer la grande moisson de 1769, ainsi que la petite de 1770; & la disette fut si générale, que, quoiqu'on eût récolté beaucoup de riz sur les

montagnes, il n'y en eut pas assez pour la consommation des naturels du pays.

Une famine n'étoit pas un fléau extraordinaire chez ce peuple dénué de prévoyance; mais l'esprit barbare des monopoles conspirant avec les élémens, produisit des scènes de détresse & d'horreur, dont les Indiens n'avoient pas encore l'idée. Dans tous les siècles & chez toutes les nations, on trouve des gens assez inhumains pour faire servir la ruine publique à leurs propres émolumens; & la destinée malheureuse du Bengale étoit d'être gouverné par des inhumains. Lorsque la saison avancée annonça une disette prochaine, les agens du gouvernement, dans leurs comptoirs subordonnés, où ils surveilloient aux Douanes, & percevoient l'argent de la province, n'en furent pas moins exacts à acheter tout le riz qu'ils purent trouver. Les profits de cet odieux & infâme trafic furent si considérables, qu'un homme alors à la cour du *Nabab*, & qui, avant cette époque mémorable, n'avoit pas un sou de bien, fit passer, dit-on, en Europe, aussi-tôt après la famine, environ quatorze millions tournois.

Les marchands noirs déposoient tout le riz qu'ils pouvoient acheter des Anglais dans les greniers aux environs de Calcutta, où on le distribuoit aux habitans par petites portions, & où un incendie terrible, qui arriva aux mois d'Avril & de Mai, en

détruisit la plus grande partie. Ce nouveau malheur fut un nouvel avantage pour le monopole ; le prix de ce qui restoit fut fort augmenté. On faisoit journellement à la *Durbar* & au gouvernement, les supplications les plus respectueuses, les plus humbles, & en même-tems les plus touchantes & les plus pressantes ; mais le crédit des coupables étoit trop grand & à la Durbar & au gouvernement, pour qu'il pût être ébranlé par la foible voix de l'innocence opprimée. Le *Nabab* n'avoit d'autre influence que celle qu'il tiroit du conseil ; & le conseil, lorsqu'il s'élevoit une dispute entre ses émissaires & les naturels du pays, avoit toujours mille raisons pour donner le tort aux opprimés.

Plusieurs Anglais regardoient pourtant avec étonnement & douleur les souffrances continuelles des misérables Indiens. Le conseil de Calcutta fut alors réveillé de sa léthargie par la situation critique où ces tristes circonstances l'avoient plongé ; il envoya dans tous les districts de son gouvernement pour acheter, au compte de la compagnie, tout le riz que l'on pourroit trouver, & en fit même saisir plusieurs cargaisons sur la rivière. Il le vendit publiquement en détail, à environ une roupie les quinze ou vingt livres. Sa principale attention fut cependant dirigée vers les

ouvriers qui travailloient aux fortifications qu'on construisoit alors, & ce ne fut pas sans difficulté qu'on en fit passer quelques *maunds*, (mesure d'environ quatre-vingt livres) aux *bazars* ou marchés, pour satisfaire en partie aux besoins pressans des habitans. Le *Nabab* & plusieurs *Omrahs* de sa cour, ainsi que quelques familles riches de Morshedabad, montrèrent la plus noble & la plus honorable munificence, en distribuant du riz *gratis* aux indigens, jusqu'à ce que leurs greniers fussent épuisés.

Ces sources libérales ne furent pas plutôt taries, que les naturels du pays marchèrent en foule vers Calcutta. Les rues étoient continuellement remplies, & toutes les avenues qui conduisoient aux hôtels des grands, étoient inondées d'essaims d'Indiens affamés, qui, dans l'agonie du besoin & du désespoir, imputoient tous leurs maux à l'avarice, & chargeoient, en poussant le dernier soupir, de malédictions leurs impitoyables bourreaux.

Les portes des riches & des grands étoient en vain gardées par des Cipayes armés, & protégées par des barricades, contre l'approche hardie d'hommes affamés; les besoins urgens de la nature avoient alors banni subordination & décence. Chaque coin de terre étoit disputé &

défendu avec une ardeur proportionnée à l'eſpoir de conſerver ſa vie ou d'obtenir quelque ſoulagement, & des miſérables qui luttoient contre la faim & les maladies, qui demandoient la mort comme leur unique refuge, devoient naturellement voir ſans crainte la pointe d'une lance ou d'une bayonnette.

On voyoit par toute la ville & dans les villages voiſins des foules de gens pliés en deux, & dont la poitrine contractée touchoit preſque à l'épine de leur dos; on les voyoit foibles & ſe débattant dans les angoiſſes; d'autres laiſſant d'un air content une vie pleine de douleurs; d'autres ſuppliant les paſſans d'avoir pitié d'eux, levant au ciel leurs yeux mornes & languiſſans, & employant le peu de force qui leur reſtoit à adoucir les ſouffrances des malades déſeſpérés. Tout le pays retentiſſoit de gémiſſemens, & ſembloit couvert des ombres errantes de ceux qui étoient déja morts; les hameaux, les villages, & même pluſieurs des villes manufacturieres & de commerce, incapables de nourrir leurs habitans, étoient déſertes; la famine les chaſſoit en foule de leurs habitations, comme des agneaux qui vont à la boucherie; les champs, les grandes routes, & toutes les places publiques n'offroient aux yeux des ſpectateurs que des groupes de ces êtres infortunés, pâles, décharnés & livides.

Quelques-uns d'entr'eux, épuisés de fatigue, tomboient çà & là dans les chemins, & étendant leurs membres languissans, attendoient avec impatience le moment de la dissolution. D'autres, à peine en état de traîner leur foible corps, marchoient de côté & d'autre dans un morne silence, & dans un état effrayant de stupidité.

Il est difficile de décider ce qui étoit le plus touchant, ou cette pénible anxiété avec laquelle les jeunes gens se disputoient les dons de l'humanité, ou ce regard fixe & douloureux du vieillard, qui se voyoit trompé dans son attente. Des foules innombrables entouroient tout blanc qui les approchoit, & malgré leur timidité & leur douceur naturelle, imploroient son assistance par des cris lamentables ou par des menaces. Tout sentiment de la nature paroissoit éteint, tout lien du sang, rompu. Uniquement occupé de ses propres besoins, chaque individu étoit incapable de faire attention à ceux des autres. Les enfans désertoient leurs parens, & les mères leurs enfans, qu'ailleurs on voyoit périr collés sur leur sein; d'autres plus lents à mourir que leur mère, demeuroient attachés par une pression convulsive, à ces froides mammelles, qui jadis, étoient pour eux des sources de nourriture & de vie.

Pas un coin, pas un carrefour dans la ville ou dans le voisinage de Calcutta, où l'on n'apperçût un mélange affreux de vivans, de morts & de mourans. Il étoit impossible de sortir ou pour ses affaires ou pour son plaisir, sans rencontrer dans son chemin ces tristes & misérables spectacles. Plusieurs centaines des moins malades étoient journellement occupés à transporter les morts, à mesure qu'ils incommodoient les vivans. On les conduisoit, par charretées, à la rivière, où on les plongeoit pêle-mêle sans prières & sans funérailles.

Par cette mortalité prodigieuse, qui malgré toute l'attention de ceux qui veilloient à la propreté, alloit toujours croissant, la ville & les fauxbourgs furent tellement infectés, que la chaleur du climat, & l'amas infect des vapeurs qui sortoient des corps morts, firent appréhender sérieusement une influence pestilentielle. Heureusement des volées d'oiseaux de proie, d'animaux carnassiers & d'insectes, furent attirés par l'odeur cadavéreuse. Les eaux du Gange furent corrompues par les monceaux de morts que l'on y jettoit tous les jours. On évitoit de manger les cochons, les oies & les canards, qui se nourrissoient ou de ces eaux ou des débris. Les poissons étoient nuisibles, & quelquefois funestes à ceux qui les mangeoient. Le mouton, que l'on

pouvoit à peine se procurer au poids de l'or ; étoit la seule nourriture que l'on prenoit avec quelque sûreté.

Les maladies se multiplièrent en raison de la violence de la famine. Nombre de personnes opulentes & au-dessus du besoin général, ne purent soutenir la vue de ces calamités & périrent à la lettre, martyrs de la frayeur. La désolation fut aussi soudaine & aussi terrible qu'elle le seroit, si l'Angleterre perdoit en quelques semaines la moitié de ses habitans. Plus de trois millions d'hommes périrent, dit-on, faute de nourriture.

Cette famine est une époque, dans les annales du Bengale, qui démontrera, jusqu'à la fin des siècles, combien peut être fatal le génie de la politique marchande, & qui rappellera à jamais jusqu'à quel excès l'avarice a porté ses outrages contre ce qu'il a y de plus sacré & de plus inviolable parmi les hommes. Quels doivent être aujourd'hui les sentimens de ces monstres, dont les sordides spéculations ont donné naissance à cette mémorable catastrophe ? Qui voudroit au prix de l'Inde entière, consentir à être tourmenté toute sa vie, par les spectres de tant de malheureux, dont ils ont causé la mort ?

On avoit lieu de s'attendre que le gouvernement, pour prévenir les suites d'une calamité

si universelle, auroit adopté, avec une promptitude convenable, quelques mesures énergiques & efficaces; qu'on auroit puni ceux qui, par leurs odieuses menées, avoient contribué à augmenter le prix ou à diminuer la quantité des denrées; qu'on auroit arrêté les vastes exportations des négocians particuliers; qu'on auroit changé la destination des navires de la compagnie, & qu'on leur auroit fait croiser les mers voisines pour aller chercher des provisions; & qu'enfin on se seroit adressé à toutes les contrées de l'Inde, pour obtenir des secours. Mais au lieu de ces louables efforts, les seules mesures prises par le gouvernement, au moins les seules que nous connoissions, furent l'ordonnance suivante, portant quelques retranchemens dans certaines pensions, retranchemens nécessités par la famine (1).

« Le comité jugeant nécessaire & raisonnable » que le tribut & les autres pensions cèdent » aux besoins plus pressans du gouvernement, *a* » *arrêté*, que M. Becher, résidant à la *Durbar*, » aura droit de retenir trente *laks* du tribut » & des autres pensions, depuis le moment » actuel jusqu'au 17 Octobre, afin que la recette

(1) *Voyez* les consultations choisies du Bengale, du 28 Mai 1770.

» & la dépenſe aient quelque proportion entre » elles : qu'il ſera informé que notre intention » eſt, qu'avec le ſecours de cette ſomme il » continue de payer les troupes, les garniſons, » & les autres charges de ſon département, le » tréſor de Calcutta étant à peine ſuffiſant pour » défrayer les dépenſes civiles & militaires du » gouvernement. »

On envoya ces ordres au réſident, & on avoit lieu d'eſpérer qu'après un ſi terrible coup de la vengeance divine, les oppreſſions ceſſeroient au moins pour un tems. Dans quelques endroits on exempta, à la vérité, les *zemindars* & les fermiers du payement de quelques roupies, à cauſe de la ſéchereſſe ; mais les malheureux *ryots*, qui étoient en même-tems laboureurs & manufacturiers, furent rappellés avec la ſévérité ordinaire à leurs travaux, & on exigea d'eux qu'ils rempliſſent la même tâche ſans rien ajouter à leur ſalaire ; qu'ils cultivaſſent les terres de leurs maîtres annuels, tandis que les leurs reſtoient en friche ; qu'ils devinſſent tout à la fois dévideurs, fileurs & tiſſerands, & qu'ils donnaſſent leurs marchandiſes à un prix arbitraire.

Dans d'autres endroits, les extorſions cruelles par amendes & confiſcations, continuèrent avec toutes les circonſtances de la violence & de la rapacité.

rapacité. Ces amendes étoient même affermées, comme faisant partie du revenu, & formoient des barrières insurmontables à l'industrie, en ce que les habitans affectoient universellement une apparence de pauvreté, qui les mettoit en quelque sorte à l'abri de la cupidité des gens en place, mais qui empêchoit le numéraire de circuler. Celui qui percevoit l'amende étoit lui-même juge du délit & du degré de punition qu'il méritoit, & l'amende étoit levée, non pas suivant la nature du délit, mais suivant les facultés du délinquant. On commettoit impunément un meurtre ou un vol pour quatre roupies, & la fornication & la sorcellerie coûtoient quatre mille roupies. Des accusations qui, dans les autres pays, tombent ordinairement sur les infirmes & les vieillards, tomboient, dans le Bengale, sur les riches & les gens aisés.

Malgré l'intérêt énorme de l'argent, le système d'impôt suivi par tous ceux qui étoient employés à lever les taxes, & toutes les autres espèces d'oppression remarquables dans les différentes opérations du département des finances, on ne songea jamais à réparer les torts des habitans. Tous les maux qu'ils avoient endurés des rigueurs réunies de la nature & de l'art, ne furent pas capables d'humaniser leurs barbares maîtres.

Quoique la compagnie eût reçu du Bengale pendant l'eſpace de dix ans un revenu annuel de trente-ſix millions ; quoique, outre cette ſomme immenſe, le pillage de cette contrée dévouée eût, dans le même eſpace de tems rapporté à la compagnie, ainſi qu'à ſes ſerviteurs, plus de deux cens ſeize millions ; quoique les ſources, qui avoient donné tous ces tréſors, fuſſent évidemment diminuées par les guerres, les révolutions, & les exactions les plus deſtructives ; quoique les habitans ne viſſent aucun terme aux demandes de leurs tyrans, ni aucune poſſibilité de réſiſter à l'art & à la force avec leſquels on les obligeoit d'y ſatisfaire ; quoique, en conſéquence de leurs misères accumulées, ils fuſſent réduits au déſeſpoir, & que des milliers d'entre eux euſſent été dévorés par la famine ou ſacrifiés à l'autel de l'impitoyable rapacité, cependant les directeurs, dans leur lettre générale du mois d'Avril 1771, obſervent « que c'étoit l'inſtant même » de mettre en uſage tous les moyens poſſibles, » pour profiter des avantages que leur promet- » toit la poſſeſſion de la *Dewannee*. »

Malgré toutes les calamités que ces meſures iniques avoient attirées ſur les provinces peuplées & floriſſantes du Bengale, qui, dans le court eſpace de dix ans, avoient produit à la compagnie, ainſi qu'à ſes nombreux agens, plus

de cinq cens ſoixante-ſeize millions, & qui, en même-tems, avoient perdu, par la peſte ou par la famine, tout ce qui étoit échappé aux ravages de la guerre & de l'oppreſſion, une compagnie de marchands Anglais, exprime, de ſang-froid & avec mûre réflexion, le deſir le plus ardent d'y recueillir encore de nouvelles richeſſes! De toutes les tyrannies qui ont, de tems en tems inſulté à la ſenſibilité humaine, celles d'un gouvernement commerçant ont toujours été les plus cruelles & les plus implacables. On doit autant s'attendre à trouver les fruits délicieux de l'Aſie dans les climats glacés, qu'à voir ſortir d'un comptoir un eſprit propre à l'exercice libéral de la ſouveraineté. La combinaiſon immenſe & compliquée d'un ſyſtême politique n'a rien de commun avec les maximes ſubtiles & variables du commerce ni avec les règles exactes de l'arithmétique.

Depuis la guerre avec Coſſim-Ally-Cawn, & cette puiſſante confédération qui s'étoit rangée dans ſon parti les troupes de l'établiſſement du Bengale n'avoient été employées à aucun ſervice important pour les affaires de la compagnie; la ſeule affaire de conſéquence dans laquelle elles ſe ſignalèrent, durant un intervalle de pluſieurs années, fut une conſpiration d'officiers Anglais,

dans les trois brigades aux ordres du *Lord* Clive ; tandis qu'il étoit gouverneur & préſident du conſeil.

Pour rendre le revenu de la compagnie effectuel, il devint de plus en plus néceſſaire de faire une réforme dans les dépenſes des différens établiſſemens de ces provinces lucratives : les officiers, bien pénétrés du ſentiment de leur importance, & s'eſtimant plus lézés dans la réforme que toutes les autres claſſes, convinrent entr'eux de ſe réunir, & de ſoutenir leurs intérêts. On leur avoit accordé, depuis un tems immémorial, quand ils étoient en campagne, une paye extraordinaire appellée double *batta* ; cette addition n'étant pas jugée néceſſaire dans un établiſſement pacifique, on donna ordre de la retrancher. Cet ordre fut reçu avec une apparence d'acquieſcement, pour mieux cacher les ſentimens & les deſſeins qu'il excitoit ; mais il cauſa dans toute l'armée un mélange de mortification & de reſſentiment. Il y eut, en conſéquence, des conſultations dans chaque bataillon, & une correſpondance établie entre tous les officiers ſubalternes au ſervice de la compagnie. Ils ſe crurent inſultés par un ſyſtême qui les réduiſoit à ſervir d'inſtrumens à l'enrichiſſement des autres, & penſèrent que c'étoit déshonorer la profeſſion

militaire, que de l'assujettir aux petites manœuvres d'une société marchande. Ils résolurent donc unanimement de résigner leurs commissions, tous dans le même jour, plutôt que de se soumettre à un arrangement que chacun d'eux regardoit comme déshonorant.

Ce complot extraordinaire fut formé avec sagacité, & conduit avec beaucoup de vigueur & d'adresse. Il transpira cependant par un de ces petits accidens que nulle pénétration ne sauroit prévoir ou empêcher, & qui défait souvent les desseins les mieux formés. Une querelle d'ivrognes découvrit la conspiration & les conspirateurs, quelques semaines avant cette résignation préméditée. Milord Clive se transporta à la hâte dans tous les quartiers où le danger étoit le plus imminent, & où il trouva de quoi exercer sa fermeté ordinaire & ses talens. Sir Robert Barker, le colonel Richard Smith, & Sir Robert Fletcher, commandoient alors les trois brigades. Leurs efforts, joints à ceux du Lord Clive & du général Carnac, sauvèrent la compagnie, en rétablissant la discipline dans ses troupes, & en réduisant les rébelles à un état permanent de subordination à l'autorité civile.

Cette réforme étoit certainement un des premiers objets du gouvernement de Milord Clive, & personne n'a connu mieux que lui les vues

ambitieuſes de ces troupes victorieuſes, l'influence qu'elles tiroient de leur ſituation, & les fortunes immenſes que faiſoient celles qui étoient employées. La compagnie & la nation en général étoient fort irritées des tragédies ſans exemple, qu'avoit cauſées la conſpiration excitée par *Lord* Clive; on lui reprochoit d'avoir indignement rompu les traités les plus ſolemnels avec le ſouverain légitime du pays, contrefait la ſignature d'un amiral Anglais, détrôné Surajah-Dowlah, ainſi que l'aſſaſſinat de ce prince, & beaucoup d'autres actions déshonorantes. Tels avoient été en effet, & devoient être les excès d'une armée qui ſe prétendoit indépendante du pouvoir civil. Très-peu de généraux ont poſſédé la politique, les talens & l'eſprit d'entrepriſe de Milord Clive; mais la ſituation critique des affaires du Bengale, montra qu'il étoit plus néceſſaire que jamais que toutes les opérations militaires fuſſent, à l'avenir, ſoumiſes à la direction du conſeil.

Commencer par mettre fin à la mutinerie qui menaçoit de ruiner de toutes nos poſſeſſions dans l'Inde, étoit le ſyſtême le plus propre à réaliſer & aſſurer la proſpérité de la compagnie. Cette ſubordination propice, a été par la ſuite exactement ſuivie & maintenue. Depuis cette époque les troupes ont été diviſées en petits détachemens, & diſtribuées dans toutes les provinces

du pays où elles ſont reſtées en garniſon. Le peuple, dans les différens villages & diſtricts, a conſéquemment toujours été retenu dans le devoir, par leur préſence; elles ont levé par-tout le revenu, & pourvu aux charges de l'état, à la pointe de la bayonnette; elles ont introduit & fait exécuter les réglemens intérieurs, & les frontières de nos poſſeſſions ont été parfaitement à l'abri des incurſions vigoureuſes & ruſées de nos voiſins. Il faut avouer que, par ce ſyſtême, le pays étoit en quelque ſorte ſous un gouvernement militaire, & qu'il étoit autant expoſé que jamais aux outrages d'une ſoldateſque licentieuſe; mais on devoit s'attendre à beaucoup plus de modération de la part des troupes, après la tranſlation de l'autorité du général aux membres du conſeil, parce qu'alors il étoit de l'intérêt des deux partis d'éviter tout projet de rapacité, dont le ſuccès ne pouvoit leur rapporter aucun profit.

Tel étoit l'embarras des affaires de la compagnie, lorſque, vers la fin de l'année 1771, il parut, par une enquête impartiale, que les choſes avoient été ſi mal gouvernées, tant en Angleterre qu'en Aſie, qu'elle devoit plus de quarante-huit millions. Dans ces circonſtances critiques, M. Cartier, alors préſident du conſeil, tira ſur la compagnie, & fut, pour cette raiſon, ſévère-

ment réprimandé & renvoyé du ſervice avec pluſieurs membres du conſeil.

M. Haſtings fut ſur le champ appellé du gouvernement de Madras à celui du Bengale ; la réputation qu'il s'étoit acquiſe par ſes talens & ſon intégrité, lui donnoit droit à cette diſtinction. Le lecteur ne ſera sûrement pas fâché de connoître tout ce qui a tranſpiré juſqu'à ce jour ſur le compte d'un homme, qui, pendant tant d'années, a été principal acteur dans des ſcènes dignes de fixer l'attention de toute la terre ; d'un homme, dont la conduite & le caractère ont donné lieu aux ſpéculations les plus profondes, dont les maximes de politique ont fait naître des factions nombreuſes, & dont ſes ennemis & ſes partiſans, ont ſi ſouvent, avec une ardeur à-peu-près égale, attaqué & défendu les opérations.

Sa naiſſance, quoique ſans éclat, eſt cependant reſpectable : il deſcend d'une des plus nobles familles du royaume. Il fut élevé à l'école de Weſtminſter, où les ſoins d'un profeſſeur habile (1), & plus encore ſa propre capacité & ſon application, le mirent parfaitement au fait des auteurs claſſiques, & de

(1) Le docteur Michols.

tout ce qu'un jeune homme de distinction doit savoir ; il avoit l'esprit cultivé à l'âge de dix-huit ans, lorsqu'il fut nommé commis au service de la compagnie pour le Bengale. — Aussi-tôt qu'il arriva dans l'Inde, son premier objet fut d'apprendre les langues Persane & Indostane, & ce fut le premier Anglais qui parvint à les parler avec exactitude. Cette connoissance facilita ses succès dans toutes ses entreprises futures, lui procura la confiance des naturels du pays, & lui gagna même leur estime. Il montra la fidélité la plus exemplaire & la plus rigide dans chaque poste où il fut avancé, dans tous les rôles qu'il eut à jouer, & dans tous les dépôts dont il fut responsable. On confia à ses soins l'établissement d'un comptoir dans l'intérieur du pays. Le projet ne réussit pas ; mais il s'acquitta de sa commission avec honneur. Parmi toute cette jeunesse Anglaise qui suivit la fortune de Milord Clive, lorsqu'il aspiroit à la souveraineté du Bengale, il fut seul en état de soutenir la dignité de ministre résident à la cour de Meer-Jaffier. On ne l'accusa jamais d'inconduite dans ce poste important & délicat. Il jouit pendant plusieurs années d'une place qui avoit valu à quelques-uns de ses successeurs seize cens mille livres par an ; il en

jouit dans un tems où Milord Clive, ſuivant ſa propre relation, réaliſa près de vingt-quatre millions; cependant lorſque M. Haſtings revint en Europe avec ſon ami Vanſitart, ſa fortune ne paſſoit pas trois cens ſoixante mille livres, tandis que pluſieurs perſonnes, dans des poſtes bien inférieurs, avoient réaliſé depuis deux millions quatre cens mille livres, juſqu'à douze millions. — Il eût été heureux pour lui, peut-être pour les naturels de l'Indoſtan, & sûrement pour ſes compatriotes en Angleterre, s'il ne ſe fût jamais écarté de cette droiture évidente, ou du moins s'il n'eût pas adopté un plan de conduite plus ſujet à la cenſure, & à de malignes interprétations.

A peine fut-il arrivé à Londres, que ſes talens & ſon goût exquis pour la poéſie & les beaux-arts, lui procurèrent la connoiſſance des perſonnes qui s'étoient le plus diſtinguées dans les ſciences & dans les arts. Il fut admis dans ce *club* de gens de mérite, auquel le fameux docteur Johnſon préſidoit, & il forma, de concert avec ce grand homme & d'autres perſonnes, le deſſein d'établir à l'univerſité d'Oxford, une claſſe pour enſeigner la langue Perſane. Perſonne n'étoit plus propre que M. Haſtings à la direction d'une pareille inſtitution, qui ne réuſſit ce-

pendant pas, parce qu'il fut nommé, en 1769, vice-préſident du conſeil de Madras, avec la perſpective de ſuccéder en peu de tems à la place de préſident. Il demeura dans cette place juſqu'en Février 1772, que les directeurs, inſtruits de ſes talens & de ſon intégrité, le nommèrent au gouvernement du fort William.

Dans cette place élevée & difficile, il put donner l'eſſor à la fineſſe, à la ſoupleſſe & à la ſublimité de ſon génie. Lorſqu'il prit poſſeſſion de ſon gouvernement, il trouva par-tout l'anarchie, le relâchement dans la diſcipline, & les détours obliques de la mauvaiſe foi. La détreſſe de la compagnie augmentoit promptement; quoiqu'on eût tiré ſur les directeurs pour plus de vingt-quatre millions, une ſomme plus grande étoit dûe dans le Bengale, à différens particuliers. Les déboursemens de la compagnie excédoient dans ce tems-là ſes revenus; les revenus ſe perdoient dans les mains de ceux qui les recueilloient; les paiemens des *Zemindars* étoient retardés par une connivence avec le *Cutcherry*, ou bureau des rentes; l'armée éparſe répandoit la terreur & l'oppreſſion par toutes les provinces; les cours de juſtice envahiſſoient, toujours légalement, les droits de l'innocent & du foible; le mécontentement gardoit univerſellement un

ſilence morne & ſiniſtre ; les monopoles ſuſpendoient les opérations naturelles du commerce ; le péculat affectoit plus ou moins le ſyſtême entier de l'ordre civil, & la prodigalité régnoit dans chaque département des finances publiques.

Les réglemens qu'adopta M. Haſtings, dans cet état critique des affaires, furent, malgré tous les préjugés qu'il rencontra, auſſi prompts qu'ils étoient néceſſaires. Il retrancha à Calcutta les dépenſes exceſſives du département civil, abolit toutes les places inutiles, & ſupprima, par le précepte & l'exemple, cet eſprit d'extravagance & de diſſipation qui avoit gagné toutes les claſſes du peuple. En moins d'un mois les affaires prirent une nouvelle face, & on s'apperçut de la main du réformateur. Le gouvernement adopta ſur le champ des méthodes plus déciſives ; ſes réſolutions furent exécutées avec vigueur & promptitude, & à meſure qu'il établiſſoit ſa dignité avec fermeté & ſimplicité, il faiſoit revivre ſon crédit.

La compagnie avoit réſolu de gouverner elle-même la province par le moyen de ſes ſerviteurs. Les Directeurs annoncèrent cette intention dans leur lettre générale ; mais ils n'annonçoient aucun plan formé, pas même celui de révoquer quelques ordonnances antérieures, qui

pouvoient nuire à ce nouvel arrangement. M. Haſtings vit la difficulté; mais elle ne l'empêcha point de faire tous ſes efforts pour remplir le vœu de ſes commettans, & c'eſt alors que s'ouvrit un vaſte champ à ce génie actif & entreprenant qui a, juſqu'ici, diſtingué ſa conduite. Il n'héſita point d'entrer, avec ſon ardeur ordinaire, dans un développement exact de tout ce qui regardoit les finances & la juriſprudence.

Il ſeroit impoſſible de donner le détail de toutes les inſtitutions, qui naquirent de ſa vigilante attention. Il nomma des commiſſaires de *circuit* pour faire le tour des diverſes provinces & des diſtricts hors des frontières. Ce comité conſiſtoit en quatre membres du conſeil, avec le préſident. Ils allèrent à Morshedabad, réſidence du *Nabab* & des officiers du gouvernement, natifs du pays, où ils examinèrent l'état des revenus, réduiſirent les frais de perception, & établirent des cours provinciales de juſtice, pour empêcher ces actes d'oppreſſion & d'autorité arbitraire, qui avoient été ſi préjudiciables au pays & à la compagnie. Par ces arrangemens ſolides, tout l'appareil trompeur d'une adminiſtration confiée en apparence à des gens du pays, fut entièrement aboli. Depuis ſi long-tems il n'exiſtoit plus dans la cour du Nabab que

l'ombre de l'autorité, que tout le monde voyoit la tromperie, & mépriſoit la figure d'un pouvoir ſans réalité. Les fraudes politiques ne ſont adoptées par le peuple qu'autant qu'elles ſont utiles. On ſavoit que le *Nabab* n'étoit qu'un zéro & un priſonnier à la garde de Mahommed-Reza, qui jouoit à-la-fois le rôle d'eſclave des Anglais & de tyran de ſes compatriotes. Ce dernier fut donc démis de la charge de *Naïb-Duan* pour les territoires du Bengale & de *Shitabroy*, & d'unſemblable emploi pour ceux de Bahar; toutes ſes créatures, qui avoient des liaiſons avec lui ou qui dépendoient de lui dans la perception du revenu furent auſſi réformées. Ce changement important, dans la grande machine du gouvernement, fut formellement publié à Morshedabad & à Patna. Le préſident & le conſeil furent chargés du ſoin des finances dans les différens diſtricts de leur juriſdiction reſpective, juſqu'à ce qu'on eut formé quelque établiſſement régulier. Le *Nabab* & ſes ſujets furent délivrés de la rapacité & des intrigues d'un tyran dont les outrages méritoient la haine & les exécrations du genre-humain. *Muny-Begum*, non pas la mère du *Nabab*, quoiqu'elle tint un rang ſupérieur dans le Haram, mais une perſonne de baſſe extraction, ſans édu-

cation, & d'un caractère intriguant, fut sur le champ nommée régente, & eut la direction de toutes les affaires du *Sircà* ou gouvernement; & *Rajah-Goodraſſ*, fils de *Mahah-Rajah-Nuncomar*, devint *Duan* de la maiſon du *Nabab*; établiſſemens qui ſervirent à démontrer évidemment à tout l'Indoſtan le peu de conſéquence & la dégradation de la famille du *Nabab*, en comparaiſon de la ſouveraineté réelle des Anglais.

Le gouverneur montra, à ſon retour à Calcutta, la même perſévérance dans cette grande affaire de réforme, qu'il avoit montrée relativement aux provinces. La reconnoiſſance des naturels du pays égaloit au moins dès-lors la haine de ſes compatriotes; ils le ſaluoient par-tout comme leur ſauveur, & ſe figuroient déjà, dans leur imagination, toucher au terme de leur eſclavage & de leurs ſouffrances. Ses meſures promettoient au moins la réforme prochaine des injuſtices répétées ſous le poids deſquelles ils avoient gémi, & préſentoient un aſpect auſſi favorable pour le gouvernement que pour les peuples. Il mit les bureaux publics ſur un meilleur pied, & aſſigna à chacun d'eux ſes emplois ſéparés & indépendans. On défendit aux eſſaims nombreux de collecteurs, & à tous autres particuliers employés dans le département des

finances, d'outre-paſſer leurs pouvoirs fixés & ſpécifiés. Le bureau général où toutes les affaires de finance étoient finalement réglées, fut tranſporté de Morshedabad à Calcutta, & il fut réglé que toutes ces affaires reſſortiroient immédiatement du conſeil. Il établit en même-tems une compagnie d'inſpecteurs pour veiller à la dépenſe publique.

Une adminiſtration auſſi active ne pouvoit négliger de ſonger aux opérations militaires. Toutes les meſures de cette adminiſtration étoient néceſſitées par le mauvais état des affaires de la compagnie, tant en Angleterre que dans l'Inde. L'induſtrie, les talens & l'intégrité du nouveau conſeil, qui, jaloux de remplir les intentions de ſon établiſſement, combattoit, avec ſuccès, contre les difficultés de ſa ſituation, & employoit toutes les reſſources imaginables, promettoient quelque amélioration, & on l'attendoit avec impatience.

Au commencement de 1772, les Marattes envahirent le pays des Rohillas, qui, après un petit combat ſans ſuccès à Sukkertal, leur fut abandonné à diſcrétion. Sujah-ul-Dowlah, alarmé par cette incurſion formidable ſur des territoires ſi voiſins des ſiens, demanda du ſecours aux Anglais, qui étoient alors campés à Dénapore. Une bri-

gade

gade marcha sur le champ vers les terres d'Oude : elle fut cependant arrêtée à Benarès par un ordre du conseil. Ce fut alors que les chefs des Rohillas convinrent de payer au Vizir quarante *lacks* de roupies, pour qu'il les protégeât contre les Marattes. Mais l'approche de la saison pluvieuse délivra bientôt Rohilcund des ennemis. Le *Vizir*, quoiqu'il ne pût prouver par aucun fait qu'il eut eu quelque part à cet évènement, demanda aussitôt la somme stipulée. Hafez-Rahmut-Cawn, chargé de la négociation pour ses compatriotes, ne nia pas la validité de la dette, mais il en éluda le paiement, dans l'espérance, probablement, de convaincre le *Vizir* que sa demande étoit trop précipitée, puisque, le hazard ayant effectué ce que l'on attendoit de lui, on n'avoit pas eu besoin des secours qui avoient donné lieu à ces promesses. Ce ne fut que quand les chefs des Rohillas furent fatigués des importunités du *Vizir*, qu'ils lui refusèrent formellement sa demande, piège auquel le fin & ambitieux *Vizir* avoit, par toute sa conduite, tâché de les amener.

On connoît à présent assez exactement la force & l'étendue des Etats-Unis des Marattes. Ils habitent les déserts montagneux de l'Indostan. Ils ont des territoires, des armées & des revenus immenses. La sagesse de leurs institutions poli-

tiques leur procurent la tranquillité & la félicité en tems de paix ; leur situation, leurs richesses, leurs coutumes & leur génie, leur donnent la prévoyance & l'ardeur en tems de guerre. Shaw-Allum, ou le Grand-Mogol, dont les ancêtres avoient subjugué l'Empire, étoit alors en alliance avec ce peuple guerrier, & leur avoit cédé les provinces qu'il avoit obtenues des Anglais par le traité d'Allahabad. Le conseil prévit & craignit les effets pernicieux de cette liaison. Il regarda cette aliénation des dons de la compagnie, à sa majesté *Mogolième*, comme une infraction des droits de l'amitié. Il prétendit que les provinces en question n'appartenoient au Grand-Mogol qu'autant qu'il en seroit possesseur personnel ; mais qu'il n'avoit pas droit de les céder à d'autres. Le Gouvernement Anglais étoit en quelque sorte engagé à défendre les Etats du *Vizir*, & le voisinage d'un peuple aussi dangereux que les Marattes, menaçoit la tranquillité que le Gouvernement avoit lieu d'attendre de ses desseins pacifiques. Oude étoit la barrière du Bengale ; il étoit de l'intérêt des Anglais de protéger l'un à cause de l'autre. Le danger qui menaçoit les frontieres du *Vizir*, menaçoit aussi les leurs. Il seroit facile à la cavalerie de l'ennemi, grace à sa situation, de piller & de harceler impunément l'allié de la compagnie. Les déprédations continuelles

des Marattes se joignant à la timidité, ou à la foiblesse, ou à quelques vues intéressées & politiques dans le *Vizir*, pourroient même le disposer à laisser les territoires de la compagnie ouverts à leurs attaques. Pour toutes ces raisons, il fut unanimement arrêté dans le conseil qu'on reprendroit possession de ce que le Grand-Mogol avoit cédé, & qu'on empêcheroit ainsi les Marattes de se prévaloir de cette concession au détriment de la compagnie.

En s'emparant ainsi par force de Corah & de Kurrah, on avoit intention de rompre toute liaison & toute correspondance avec l'Empereur de l'Inde. La compagnie étoit obligée, par un traité solemnel, à lui payer annuellement vingt-six *lacks* de roupies, pour la concession qu'il lui avoit faite de la *Dewannée* du Bengale, de Bahar & d'Orissa. Mais à l'instant même où il leur eut cédé la *Dewannée*, office de la plus grande importance, que la compagnie devoit exercer par le moyen de ses agens, elle viola ouvertement & formellement les conditions auxquelles l'Empereur s'en étoit démis. Il étoit réservé à l'administration de M. Hastings de terminer cette importante affaire, dont la conclusion eut lieu peu de tems après qu'il fut nommé Gouverneur du Bengale.

Eblouie par la splendeur de la famille impé-

riale, & souhaitant reprendre une gloire qui paroissoit éteinte, Sa Majesté alla à Delhi, capitale de l'Empire, où elle s'attira un mépris universel, par la vaine parade de son couronnement. L'Empereur crut que cet attachement romanesque au faste ridicule d'une royauté dont il ne possédoit que le nom, pourroit contribuer à réaliser certaines vues moins chimériques d'aggrandissement. Il y avoit si long-tems que ce projet occupoit toute son attention & tous ses desirs, que, pendant sa correspondance avec les Anglais, il les avoit sollicités sans cesse de l'aider à l'exécuter. Il n'eut cependant pas plutôt satisfait son ambition, en visitant ainsi la résidence de ses ancêtres & en montant sur leur trône, que ses alliés Européens interprétèrent cette action comme une violation des loix de leur amitié.

Il est vrai qu'outre cela il forma une alliance qu'ils n'approuvoient pas, que leur tréfor étoit épuisé, & qu'ils étoient environnés de difficultés qui paroissoient insurmontables, tant en Asie qu'en Europe. Telles furent les raisons qui les engagèrent à retenir les concessions sans payer le prix convenu; parce que le prince étoit malheureux, ils résolurent d'être injustes. Il auroit pu reprendre la *Dewannée*, d'après les mêmes principes qu'ils alléguoient pour ne point payer le tribut; mais, par malheur, il étoit foible &

ils étoient forts. Dans ces occasions il est rare que l'équité soit la règle de la politique ; & peut-être seroit-il absurde de s'attendre à trouver dans Calcutta une magnanimité que l'on trouve si rarement dans les autres parties du monde. Il n'étoit donc nullement extraordinaire qu'après avoir déjà privé Sa Majesté de cinq millions deux cens quatre-vingts mille livres de rente, la compagnie se soit emparée des districts en question, & se soit chargée d'en tirer encore un meilleur parti.

Le *Vizir* craignit que les Marattes ne s'efforçassent de reprendre possession de leurs nouveaux territoires par la route de Rohilcund. C'étoit-là où l'armée Britannique avoit résolu de disputer ses prétentions. En conséquence la première brigade, consistant en un régiment d'Européens, six bataillons de Cipayes, & vingt pièces de canon, avoit formé une jonction avec les troupes de Sujah-Dowlah & avec les Rohillas, & toutes ces forces s'étoient avancées, par des marches forcées, jusqu'aux bords du Gange.

Le pays des Rohillas, au nord de la rivière, étoit compris dans les provinces où l'on avoit donné ordre au Général de faire ses opérations pendant cette campagne. En conséquence de ces instructions illimitées, la brigade pénétra jusqu'à Kamgent. Les Marattes, qui venoient de passer

la rivière, la repaſsèrent avec précipitation dès qu'ils apperçurent les ennemis, furent pourſuivis, & ne purent faire d'autres ravages que de brûler quelques petits villages. Dans cette occaſion la conduite des Rohillas parut ſuſpecte. Le *Vizir* crut qu'ils n'étoient pas ſincères, & que, par leurs mouvemens, ils avoient plutôt deſſein de ſeconder l'ennemi. Ils ne ſe joignirent à lui que quand ils virent les confédérés ſur le point d'attaquer leur camp. Le général Anglais les déclara perfides, & propoſa de mettre le *Vizir* en poſſeſſion de leur pays. Les Marattes ſe tinrent pendant le reſte de la campagne dans le voiſinage du camp des confédérés, ſans faire le moindre effort pour engager une action, & ſans oſer s'approcher des bords de la Corah, & les troubles qui s'élevèrent dans le ſein même de leurs Etats, les obligèrent à s'en retourner avant le commencement des pluies.

A compter de cette époque, Sujah-Dowlah devint l'ennemi le plus déclaré des Rohillas. Chagriné par leur lenteur à remplir leurs engagemens, il les regarda non-ſeulement comme des temporiſeurs ruſés, mais encore comme des traîtres. Il demanda de nouveau ſes quarante *lacks*, mais ſans plus de ſuccès, quoique ſon titre fût alors inconteſtable. Il avoit même raiſon de ſoupçonner un accord entre Hafez-Rhamet-Cawn

& les Marattes ; il l'accuſa d'encourager ces derniers ſecrettement, & de leur donner de l'argent. Il craignit que leurs manœuvres ne fuſſent dirigées contre lui. Les Marattes étoient ſes ennemis naturels ; ils auroient ſaiſi avec joie toutes les occaſions de l'envelopper dans une guerre, & les Rohillas, par leur ſituation, pouvoient aiſément fomenter des querelles entre eux. Dans ces circonſtances, la ſeule politique qu'il avoit à ſuivre étoit de faire la conquête de leur pays. Cependant, pour accomplir ce projet, il auroit indiſpenſablement beſoin des troupes de la compagnie. Il fit donc des inſtances répétées à pluſieurs particuliers au ſervice de la compagnie ; il en fit auſſi au Général en perſonne, & au Préſident par lettres.

En conſéquence de ce deſſein, il demanda inſtamment & obtint une entrevue avec M. Haſtings à Benarès, où ce dernier conclut avec lui un traité, portant que les provinces de Corah & d'Allahabad ſeroient cédées au *Vizir*, à condition qu'il payeroit cinquante *lacks* de roupies à la compagnie, dont vingt comptant, & le reſte en égales portions, après l'expiration d'un ou deux ans. Il fut depuis ſtipulé que le *Vizir* fourniroit pour la dépenſe des troupes, quand, ſur ſa demande on les lui enverroit, une ſomme de deux *lacks* & dix mille roupies par mois.

L'origine de la guerre des Rohillas a occasionné tant d'altercations; ce fait a été attaqué & défendu avec tant d'ardeur, a produit tant de sophismes de part & d'autre, qu'on a de la peine à distinguer le fait simple au milieu des couleurs dont il a été revêtu. Il est certain que cette guerre fut déterminée secrettement entre le Gouverneur & le *Vizir*, dans leur entrevue à Benarès. Son objet, l'extirpation des Rohillas, étoit, ce semble dès le commencement, également desirable aux deux partis. Le projet en fut connu, proposé & amené à sa maturité dans le cours des affaires publiques, avec beaucoup d'adresse. Les ordres de la compagnie étoient contraires à cette opération, &, après plusieurs discussions, il est évident que le comité choisi & le conseil y donnèrent leur consentement, plutôt par déférence pour l'opinion du Président, & à cause de ses engagemens, que par la conviction qu'elle fût nécessaire, convenable, ou utile. On proposa d'abord de remplir les demandes du *Vizir*, mais à des conditions exorbitantes & impraticables. Cet artifice réussit. Il rejetta la proposition avec colère. Voyant cependant que son plan étoit formellement approuvé par le gouvernement, le *Vizir* changea bientôt d'avis, persuadé que les serviteurs de la compagnie s'étoient trop avancés pour reculer. Il demanda l'assistance de la bri-

gade, aux conditions proposées, pour réduire la portion du pays située entre le Gange & les montagnes. Le conseil restreignit les opérations des troupes à cet objet, & fut fort satisfait de la demande de Sujah-Dowlah, d'autant que l'absence des Marattes faciliteroit la conquête projettée; que les troupes ne restant point dans l'inaction, la discipline seroit maintenue; que les frontières des Etats du *Vizir*, à la défense desquelles la compagnie étoit si intéressée, seroient par ce moyen fortifiées & étendues; que les revenus de notre principal allié seroient considéralement augmentés par cette acquisition; que cette convention épargneroit à la compagnie un tiers des dépenses militaires; qu'on rendroit un service essentiel à un ami, dont la fidélité méritoit tout ce qu'on pouvoit faire en sa faveur; & qu'enfin, ce service devoit être récompensé par une somme de quarante *lacks* de roupies, que le *Vizir* s'engageoit à liquider dès que l'objet de la guerre seroit rempli.

Rohilcund étoit, par sa situation & sa fertilité, une acquisition très-desirable au *Vizir*; de ce côté-là ses territoires n'avoient point de barrières, & étoient conséquemment exposés aux invasions, facilitées encore par la foiblesse, l'inattention ou la perfidie des Rohillas, dont le pays défendu au nord par les montagnes du

Thibet, & au midi & à l'oueſt par le Gange, paroiſſoit être la limite la plus naturelle & la plus sûre des Etats du *Vizir*.

Les habitans de ces provinces étoient diviſés en deux claſſes différentes; ceux qui cultivoient les terres, & ceux qui veilloient à l'exécution des inſtitutions civiles & politiques. La première, qui étoit compoſée de fermiers, d'artiſans, de manufacturiers & de marchands, étoit un peuple heureux, grace à ſon induſtrie; deſcendans des Gentoos, ils étoient ſimples, doux, unis entre eux, ſoigneux & contens de leurs humbles occupations. Le pays formoit un ſuperbe jardin, où l'on voyoit en abondance tout ce que la nature & l'art peuvent offrir de plus brillant. Le gouvernement étoit entre les mains d'une tribu de Hagans ou Pitans, qui avoient conquis Rohilcund il y avoit environ ſoixante-dix ans. Ces conquérans avoient, depuis ce tems, vécu des fruits de la terre, ſans ſe donner la peine de la cultiver, & ſans ſe mêler avec les anciens habitans; cependant ils n'avoient pas abuſé de l'autorité dont ils s'étoient empatés; leur règne avoit été celui de l'humanité & de la proſpérité; les terres étoient dans l'état le plus parfait de culture, & le peuple payoit les taxes & les droits promptement & avec joie. Les ſujets avoient abondamment de tout, & ils en jouiſſoient ſans vexations; auſſi ne pa-

roiſſoient-ils pas deſirer de changer de maîtres ni de condition.

Le 26 Novembre 1773, on donna, dans le comité choiſi, la commiſſion pour aider Sujah-Dowlah à faire la conquête de ces riches & floriſſantes provinces. Ce fut le colonel Champion, Commandant proviſionnel de la ſeconde brigade, que l'on chargea de cette opération. Il arriva, au commencement de Février 1774, dans les territoires d'Oude; & le pays des Rohillas fut envahi quelques ſemaines après par l'armée confédérée. Le *Vizir* envoya enſuite pluſieurs détachemens d'infanterie légère, qui commirent des outrages ſans nombre, & infeſtèrent les chaumières des pauvres, comme les habitations des riches, de toutes les horreurs de la guerre; les habitans furent égorgés, ou chaſſés de leurs demeures, leurs terres ravagées, & leurs villages livrés aux flammes. Ce n'étoient-là que les avant-coureurs de la vengeance d'un tyran, dont Dieu, dans ſa colère, avoit deſtiné l'exécution à une armée Anglaiſe.

Les Rohillas irrités juſqu'à la fureur des ſcènes de dévaſtation qui les environnoient, s'aſſemblèrent en foule autour de l'étendard que leurs chefs avoient levés pour leur défenſe. Le 23 Avril, le célèbre Hafez-Rhamut parut à la tête de quarante mille braves ſoldats rangés en bataille,

réſolus de vendre leurs droits & leur vie le plus cher qu'il ſeroit poſſible. Nos troupes acceptèrent le défi avec leur courage ordinaire; animées par le ſens intime de la ſupériorité que leur donnoit leur réputation, leur diſcipline & leurs ſuccès paſſés, elles ſe préparèrent à l'attaquer avec ce ſang-froid & cette confiance calme qui ne les abandonnent jamais au moment du danger. Les ennemis combattoient près de leurs foyers, en préſence de leurs pénates, ſinon avec l'eſpoir de la victoire, au moins avec celui de faire du carnage. La vie n'étoit plus d'aucun prix pour eux; excités par tout ce qui eſt cher au cœur de l'homme, le déſeſpoir leur donna le courage, & le danger leur apprit à ſe conduire. Leurs fuſils à mêches & leur artillerie donnèrent avec une promptitude inattendue, & firent en pluſieurs endroits un grand dégât dans nos lignes : ils tentèrent même pluſieurs fois de venir à la charge; mais ils ne purent tenir contre le feu de notre artillerie & de notre mouſquetterie. Incapables d'avancer, & dédaignant de ſe retirer, ils ſe précipitèrent avec ardeur par-tout où le combat étoit le plus opiniâtre, & plus ils s'efforçoient de joindre nos rangs, plus le carnage étoit épouvantable. Leur vigueur ſe ſoutint pourtant pendant pluſieurs heures avec la même chaleur; les Anglais n'eurent ſur eux d'autre avantage que celui de

connoître l'art militaire. Malgré les torrens de feu que notre armée vomiſſoit ſur eux, quelques-uns de leurs chefs s'avancèrent encore juſqu'au milieu des deux armées, où ils plantèrent leurs drapeaux, preſſant leurs compagnons épuiſés de renouveller l'attaque ; il leur fut cependant impoſſible de vaincre dans un combat ſi inégal. L'heureuſe étoile du *Vizir* prévalut, & les Anglais furent vainqueurs. Hafez-Rhamut, dont l'eſprit éclairé, les talens, le goût pour la poéſie & les manières aimables l'avoient rendu cher à tous ſes amis, & l'idole de la nation, fut tué en ralliant avec bravoure les débris diſperſés d'une armée rompue & découragée. Le *Vizir*, infidèle à la promeſſe qu'il avoit faite au commandant Anglais de le joindre ſur le champ de bataille, ſe contenta de voir de loin le carnage; mais les ennemis ne furent pas plutôt mis en déroute, qu'il lâcha ſa cavalerie pour piller leur camp & ravager le pays. Nos troupes conſervèrent leurs rangs avec la plus exacte diſcipline, & on les entendit ſeulement dire en murmurant : « *Nous avons l'honneur de la journée, & ces* » *bandits en ont le profit.* »

Les cruautés qui ſuivirent font horreur. L'uſurpateur ſe livra ſans honte & ſans contrainte à la férocité de ſon caractère; les remontrances du colonel Champion ne purent empêcher le ravage

du pays conquis ; pendant les trois jours qui suivirent la bataille, les maisons de cette contrée fertile & peuplée furent par-tout en feu. La famille, les amis & les partisans de l'infortuné Hafez-Rhamut, furent exposés à l'ignominie, aux insultes, & même aux horreurs du besoin. Le colonel représenta en termes pathétiques leur triste situation au comité choisi, & l'informa qu'il n'avoit pas assez d'influence sur le *Vizir* pour leur procurer quelque soulagement. Il reçut, le 23 Mai une réponse, dans laquelle on lisoit ces mots ; — « Le Gouvernement a toujours eu » pour maxime invariable, en exécutant des entreprises pour ses alliés, d'accorder sa protection aux Princes conquis, & de s'intéresser en » leur faveur pour garantir leur vie & leur honneur ; & l'administration présente aura, sans » doute, soin de se conformer à une maxime, » qui a tant contribué à la réputation du nom » Anglais, & de faire en cette occasion ce » qu'il est nécessaire qu'elle fasse. » Cependant M. Hastings, qui présidoit à ce comité, abandonne, sans scrupule, cette malheureuse famille à la rigueur de sa destinée, par une lettre qu'il écrivit quatre jours après au colonel Champion, & il observe dans cette lettre : « que de prendre » immédiatement la famille d'Hafez-Rhamut sous » notre protection, ce seroit fournir au *Vizir*

» une bonne raiſon pour refuſer de remplir les » conditions dont on étoit convenu, d'autant » que ce ſeroit en effet avoir conquis le pays » pour la compagnie, & non pas pour lui. »

Les cruautés de Sujah-Dowlah ne ſe bornèrent point aux reſtes miſérables de cette malheureuſe famille, tous ſes priſonniers éprouvèrent la même ſévérité. Il les garda dans ſes forts, ou les tranſporta à Fyzabad, afin de ne plus être tourmenté par les importunités des Anglais, qui s'intéreſſoient en leur faveur. Il viola les coutumes du pays, en entrant par force dans le *Zenana*, ou appartement des femmes, ce qui eſt le plus grand affront que l'on puiſſe faire à la famille d'un noble Maure. Il les dépouilla de leurs bijoux & de leurs ornemens, les couvrit de mauvais vêtemens, & les laiſſa même manquer des choſes néceſſaires à la vie. Il fit conduire de Beſſoulée dans ſon camp, par une garde de cipayes, plus de deux cens femmes, dont pluſieurs étoient de diſtinction, & ſe trouvoient preſque nues. A Berelli, & dans le voiſinage, pluſieurs jeunes filles furent auſſi arrachées des bras de leurs parens expirans, exprès pour être proſtituées.

Les plus illuſtres de ces captives manquoient de nourriture & d'habillemens, étoient couvertes de vermine, & réduites à la néceſſité de demander

l'aumône ; pluſieurs Anglais leur firent exactement la charité. La manière dont il traita Mahubulla-Cawn & ſes frères, fut encore, s'il eſt poſſible, plus cruelle & plus criminelle. Ces Princes poſſédoient un pays qui leur rapportoit, au moins, vingt *lacks* de roupies par an ; d'après les aſſurances les plus ſolemnelles de protection & d'amitié, ils s'enfermèrent dans Beſſoulée, capitale de leurs diſtricts, où ils obſervèrent la plus exacte neutralité durant la guerre. Sujah-Dowlah continua d'applaudir à leur conduite, en faiſant les plus grandes proteſtations de l'intérêt qu'il prenoit à leur bien-être. Mais dès qu'ils furent en ſon pouvoir, il les tint rigoureuſement confinés, leur refuſa toute communication avec leurs familles, les dépouilla de leurs biens, & les traita, ainſi que leurs femmes, indignement & cruellement. Voici les expreſſions touchantes avec leſquelles elles peignoient leur ſituation au colonel Champion : « Il nous a privées de notre » pays, de nos biens, & même de notre hon» neur ; &, peu content de ces cruautés, il va » nous envoyer priſonnières à Fyzabad. Nous » ne deſirons plus ni notre pays, ni biens, ni » maiſons ; mais à Beſſoulée ſont les tombeaux » de nos nobles ancêtres ! qu'il nous ſoit permis » de paſſer ſous quelque ombrage le reſte de nos » jours comme *Faquiers* près de ces tombeaux.

» Nous

» Nous repoſant ſur les promeſſes du *Vizir*,
» nous ſommes reſtées dans le pays, autrement
» nous l'aurions quitté, comme ont fait les autres
» chefs, & nous aurions conſervé notre dignité
» & notre honneur; il nous a tout enlevé, juſqu'à
» nos effets, & la manière dont il nous a dés-
» honorées eſt connue de tout le monde. »

Pendant que tous ces outrages ſe commettoient contre des femmes & des enfans ſans défenſe, dont les maris & les parens avoient peri en faiſant d'inutiles efforts pour conſerver leur indépendance, l'armée Anglaiſe, ſoumiſe aux ordres du *Vizir*, étoit traînée de place en place ſuivant ſon caprice. Fizulla-Cawn ſe retira à la tête du reſte de ſes compatriotes, & campa dans une place très-forte par ſa ſituation, dans les montagnes, à l'extrémité de Rohilcund. Le colonel Champion avoit encouru la diſgrace du *Vizir*, en prenant les intérêts de ſes troupes dans la diviſion du butin, en s'efforçant d'empêcher les déprédations de la cavalerie Indienne ſur des ennemis vaincus, & ſur-tout dans les tentatives qu'il fit pour alléger les maux des priſonniers; mais il l'offenſa plus encore en tâchant d'obtenir une négociation honorable pour Fizulla-Cawn, & en agiſſant comme médiateur entre lui & les chefs des ennemis. Mais le *Vizir* eut l'adreſſe de cacher ſon reſſentiment; il ne voulut rien rabattre des

conditions qu'il leur proposa, & Fizulla-Cawn, connoissant le caractère des chefs qui étoient avec lui, les jugea impraticables. Le gouverneur Hastings fut en tout d'accord avec le *Vizir*, & condamna la part qu'avoit voulu prendre à cette affaire le commandant de l'armée. Nos troupes reçurent ordre, sans égards au tems ou à la situation, d'achever la réduction du pays. Le comité choisi qui dirigeoit la guerre, renouvella ses instructions au colonel, en ces termes : « Nous vous » autorisons & commandons de suivre les me- » sures les plus vigoureuses, conjointement avec » le *Vizir*, pour réduire l'armée des Rohillas, » sans même borner vos opérations aux états » des Rohillas. » L'armée Anglaise s'avança en conséquence jusqu'à quelques milles de Lalldong, où les Rohillas s'étoient retranchés dans un poste bien fortifié. Ils furent bientôt réduits à la dernière extrémité faute de vivres : il survint aussi dans leur camp une maladie qui en détruisit un grand nombre. Aimant mieux les forcer à se rendre par famine que de risquer une attaque qui ne pouvoit réussir sans perte & sans effusion de sang, le colonel Champion suspendit ses opérations, & attendit le résultat de son projet. L'événement justifia sa conduite : ils redoublèrent d'efforts pour obtenir un accommodement ; Fizulla-Cawn se présenta lui-même devant les vainqueurs ;

& le *Vizir*, en récompense de cette noble confiance, jugea à propos de lui donner un *Jaghire*, ou district de quatorze *lacks*, & soixante-quinze mille roupies par an, avec cinq mille hommes à son service; mais en revanche il devoit donner au *Vizir* la moitié de ses trésors, devenir son vassal, & lui payer un tribut militaire.

Ainsi se termina une guerre entreprise contre les ordres exprès de la compagnie, & même en quelque sorte sans sa connoissance, dans laquelle des troupes Anglaises servirent en qualité de mercénaires sous un prince étranger, uniquement pour procurer à leurs maîtres une somme d'argent; guerre dans laquelle on massacra une nation entière, qui ne nuisoit nullement à ses voisins, qui n'avoit pas fait aux Anglais la plus légère injure, & dont le gouvernement doux & humain faisoit fleurir le pays, & rendoit les habitans heureux.

CHAPITRE VI.

UN Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique arrive sur la côte de Coromandel. — Chûte du Roi de Tanjore. — Milord Pigot nommé. — Il rétablit le Roi de Tanjore. — Il est mis aux arrêts. — Il meurt en prison. — On instruit le procès de trois personnes de la majorité, qui avoient effectué le soulèvement; elles sont condamnées par un Tribunal de Jurés Anglais.

LE naufrage de la frégate l'Aurore, qui périt probablement dans un de ces détroits, ou sur un de ces écueils si communs dans les mers Orientales, mit fin aux espérances que l'on avoit conçues de la commission des inspecteurs, en 1769. L'escadre qui portoit les nouveaux commissaires, étoit commandée par *Sir* John Lindsay, officier d'un mérite distingué. Il étoit nommé par la compagnie, Inspecteur de leurs affaires dans le golfe Persique, & commandant en chef de tous ses vaisseaux & frégates dans l'Inde. Le gouver-

nement le revêtit encore de pouvoirs plus étendus; il étoit chargé de lettres de créance scellées du grand sceau, pour paroître & agir dans l'Inde comme plénipotentiaire de sa majesté Britannique, en particulier auprès de son Excellence le *Nabab* d'Arcot, qui étoit devenu allié de la couronne, par le onzième article du traité de Paris.

Sir John resta pendant quelques mois sur la côte de Malabar, & arriva au fort Saint-Georges vers la fin du mois de Juillet 1770, où il y eut une longue altercation entre lui, comme plénipotentiaire de sa majesté, & les membres du conseil. Il leur demanda de se joindre à lui pour faire au *Nabab* d'Arcot les honneurs ordinaires, en lui présentant les lettres & les présens de sa majesté, & de l'aider à remplir les cérémonies d'usage dans ces occasions, en y assistant personnellement avec le gouverneur & tous les officiers civils & militaires, & en le faisant saluer par tous les forts & tous les vaisseaux de la rade. Mais comme toutes les affaires & toutes les négociations avec les princes de l'Indostan avoient jusqu'alors été conduites par les serviteurs de la compagnie, ils refusèrent de se soumettre, à la requête du plénipotentiaire, de crainte que cette condescendance ne diminuât l'influence & le crédit de leurs commettans.

Malgré l'opiniâtreté du conseil, *Sir* John alla sur le champ trouver le *Nabab*, & l'informa de sa commission & de ses instructions. Il l'assura de l'amitié & de la protection de sa majesté, & lui dit qu'elle avoit résolu d'accorder l'une & l'autre à tous les alliés de l'Angleterre dans toutes les parties du monde; que le ministère Britannique feroit tous ses efforts pour assurer la possession du Carnatic au *Nabab* & à sa postérité; que quels que fussent ses griefs contre les serviteurs de la compagnie, il pouvoit compter sur une prompte satisfaction, s'il les exposoit au pied du trône; & que, comme ministre plénipotentiaire de la cour d'Angleterre, il étoit autorisé à demander, au nom de sa majesté, un compte exact de tout ce qui s'étoit passé entre le *Nabab* & la compagnie, ou ses agens, depuis le traité de Paris, parce que, d'après les informations nécessaires, toutes les affaires du *Nabab* recevroient la protection immédiate du gouvernement paternel de sa majesté Britannique.

Le *Nabab* répondit à toutes ces assurances gracieuses dans les termes de la plus vive reconnoissance. A peine put-il trouver des paroles pour exprimer ses sentimens; mais il n'étoit pas sans crainte en se mettant sous la protection de la couronne, de s'exposer à quelque danger; les serviteurs de la compagnie pouvoient encore

posséder cette autorité qui l'avoit opprimé dans tant d'occasions. Il appréhendoit que l'interposition de sa majesté, quelque bonnes que fussent ses intentions, ne produisît des effets contraires, par la jalousie & l'humeur qu'elle devoit infailliblement exciter. Il avoit constamment devant les yeux le sort de Sujah-Dowlah, de Meer-Jaffier & de Cossim-Ally, & ce souvenir & la seule pensée d'offenser des gens dont le ressentiment étoit autant implacable que leur pouvoir de le satisfaire étoit grand, le faisoit frémir; d'ailleurs le secours qui lui étoit offert, quoiqu'il en eut besoin, étoit fort éloigné & fort incertain, au lieu que les ennemis étoient près de lui & prêts à assouvir leur vengeance sur le malheureux, qui, foible comme il étoit, osoit demander protection & secours contre l'intolérance de la tyrannie & la fureur du péculat.

La correspondance constante & familière qui subsista entre le *Nabab* & le ministre du roi, fut pour les membres du conseil une source d'inquiétudes & d'humeur chagrine; elle excita les animosités les plus violentes. Il s'ensuivit une correspondance entre *Sir* John & les serviteurs de la compagnie, qui enflamma de plus en plus la colère de ces derniers, dont l'orgueil étoit blessé, & dont l'autorité menaçoit ruine. Le ministre plénipotentiaire les questionna sur des

ſujets qu'ils ne crurent pas de ſon département; ſa commiſſion l'autoriſoit à leur demander un compte exact de toutes leurs négociations avec le *Nabab* d'Arcot, depuis le dernier traité de Paris; il annonçoit auſſi que la volonté expreſſe de ſa majeſté, étoit qu'il s'informât avec ſoin des cauſes de la dernière guerre avec le *Subah* du Decan & avec Hyder-Ally, & des conſéquences malheureuſes que cette guerre avoit produites. Il établit ſes pouvoirs d'une manière ſi évidente, les offrit ſous tant de jours différens, & preſſa ſi vivement les membres du conſeil de s'y conformer, qu'ils perdirent toute modération. Ils répondirent en des termes ſi injurieux & ſi peu meſurés, qu'ils lui donnèrent un avantage manifeſte dans la diſpute. Ils perſiſtèrent néanmoins à décliner ſon autorité, & refuſèrent d'agir avec lui, comme miniſtre du Roi. Ils lui déclarèrent donc finalement qu'ils étoient diſpoſés de bon cœur à l'aider de leurs conſeils, toutefois & quand il les demanderoit, & ſur tout ſujet quelconque, autant qu'ils pourroient le faire ſans enfreindre le ſerment qu'ils avoient prêté à la compagnie, & qu'ils recevroient auſſi avec reconnoiſſance ſes conſeils & ſon aſſiſtance dans toutes les occaſions où ils étoient autoriſés par leurs commettans à les recevoir & à les demander.

Cette conteſtation fit naître différens partis

dans le gouvernement, & diminua évidemment ſon autorité dans l'eſprit du *Nabab*. Les grandes affaires du Carnatic, qui ſe conduiſoient ordinairement de concert avec le *Nabab*, furent ſuſpendues par deux cauſes : 1°. Le *Nabab* comptoit ſur l'amitié que lui témoignoit le miniſtre du Roi ; 2°. Les ſerviteurs de la compagnie répondoient toujours à toutes les requêtes du *Nabab* ; que ſa majeſté Britannique ayant envoyé des pouvoirs ſi extraordinaires dans l'Inde, ils ne pouvoient rien faire pour lui. Ainſi l'inſtruction de cette manœuvre miniſtérielle produiſit une ſuſpenſion momentanée dans le gouvernement de Madras. Les ſerviteurs de la compagnie prirent la réſolution de mettre fin à une correſpondance qui ne produiſoit que des récriminations. En conſéquence ils déclarèrent nettement au Miniſtre plénipotentiaire, qu'ils n'avoient point le loiſir de diſputer plus long-tems. « Nous ſouhaitons de » voir finir cette controverſe ; nous n'avons pas » le tems de nous occuper de cet objet ; ſi la » compagnie avoit cru que nous euſſions dû être » ainſi harcelés, elle eut probablement engagé » un nombre convenable d'écrivains politiques » à ſon ſervice ; nous vous laiſſons le champ » libre ; conſeillez-nous notre devoir ; cenſurez-» nous ſi nous le négligeons. — Reprochez-nous » de traiter mal le prince du pays ; continuez

» de plaider ſa cauſe contre les intérêts & les » droits de notre patrie, & dites-nous que c'eſt » pour le bien de la nation; dites ce qu'il vous » plaira; ſoyez auſſi ſévère qu'il vous plaira; » nous garderons ici le plus profond ſilence, ou ſi » nous répondons, ce ſera dans un autre lieu. »

Il n'eſt pas impoſſible que cette conteſtation politique ait été excitée & nourrie par les intrigues du *Nabab*; ſon autorité, par les efforts que ſa majeſté Britannique faiſoit en ſa faveur, étoit alors aſſez bien établie; il avoit fixé ſa réſidence à Madras, dans l'intention, à ce que l'on croyoit, d'avoir un aſcendant ſur les membres du gouvernement, & de les intéreſſer par différens moyens, à la proſpérité de ſa famille & de ſes affaires. Son armée étoit formée & diſciplinée à l'Européenne, commandée par des officiers Anglais, & il y avoit incorporé nombre de vagabonds d'Europe. En conſéquence de ces avantages, ſa dignité, ſon influence & ſon ambition, étoient univerſellement reconnues dans l'Inde.

C'étoit la politique de ce tems-là de ſaiſir toutes les occaſions qui pouvoient ajouter aux prérogatives de la couronne. On appercevoit également en Aſie & en Europe les deſſeins deſpotiques du miniſtère, en ſe mêlant des affaires de la compagnie. Ces meſures déplurent au peuple, & occaſionnèrent des débats ſérieux. On vit bien

qu'en ſuivant ce ſyſtême, le miniſtre ſeroit ſurintendant de toutes les affaires, & qu'en conſéquence des oppreſſions auxquelles les princes du pays étoient ſujets, il feroit des traités, & établiroit dans l'Inde des alliances totalement oppoſées aux vues & aux intérêts de la compagnie. C'étoit pour exécuter un plan ſi favorable au deſpotiſme, que l'on avoit revêtu *Sir* John Lindſay de ces pouvoirs alarmans & extraordinaires avec leſquels il parut ſur les côtes d'Oriſſa & de Coromandel.

M. Haſtings ne rendit probablement jamais un ſervice plus eſſentiel à la compagnie, qu'en l'aidant, par ſes avis & ſa fermeté, à dévoiler & à renverſer cette politique étroite; il étoit dans ce tems-là vice-préſident du conſeil, & il n'eſt pas difficile d'appercevoir ſa ſagacité, ſa conſtance & ſon diſcernement, dans la manière avec laquelle la querelle s'engagea & fut ſoutenue juſqu'à la fin. Cependant les effets de la conteſtation étoient devenus viſibles & ſérieux; malgré tous les efforts que firent les diſputans pour tenir les naturels du pays dans l'ignorance de ce qui ſe paſſoit. Les ſerviteurs de la compagnie avoient fait en ſorte qu'on les crût, non des particuliers, mais des Souverains puiſſans; ils parloient fort cavalièrement & ſans ménagement de toute autre puiſſance que la leur; ils ne reconnoiſſoient au-

cune autorité supérieure. Au moins les princes Indiens furent détrompés par l'apparition d'un Ministre plénipotentiaire. Ils avoient probablement entendu parler du Roi & du Parlement de la Grande-Bretagne; mais ils ignoroient pour la plupart quelles étoient leurs fonctions; ils regardoient peut-être la compagnie comme la source de la puissance Britannique; ils voyoient que ses serviteurs jouissoient d'une autorité beaucoup plus vaste que leurs plus grands potentats; ils avoient été témoins des exploits de leurs armées, & ils avoient souvent entendu dire que leurs ordres étoient absolus & inconteſtables : mais quand on les informa que cette puissante compagnie n'étoit composée que d'une société de marchands, qu'aucun de ses membres n'étoit habile à remplir une place importante dans les différens départemens de l'état, & que tout ce système qui avoit produit de si grands effets dans l'Inde, & qu'ils avoient regardé, depuis le commencement, avec respect & admiration, étoit soumis à une autre puissance infiniment supérieure, ils parurent sortir d'un songe effrayant; ils ne virent alors, dans ceux des serviteurs de la compagnie qui avoient dégradé leurs emplois par la vénalité ou l'insolence, que de mépriſables subalternes; ils virent que ce corps n'étoit formidable que par délégation, qu'il ne jouissoit de son autorité que pour

un certain nombre d'années, & que c'étoit avec les maîtres qu'il falloit déſormais former des alliances. Il eſt aiſé de concevoir combien ils furent enflés par l'idée de leur importance, lorſqu'au lieu d'être les vaſſaux de la compagnie ou de ſes agens, on leur apprit à ſe regarder comme les amis, les alliés & les égaux de ce ſouverain & de ce pouvoir ſuprême qu'ils avoient juſqu'alors ignorés.

Les membres du conſeil qui étoient ſur les lieux, & qui avoient une longue expérience du caractère & des ſentimens des naturels du pays, dans leurs lettres générales à la cour des directeurs, du mois de Juillet 1771, exposèrent avec beaucoup d'énergie les effets pernicieux de cette interpoſition.

« Nous nous ſommes toujours imaginés, diſoient-ils, que non-ſeulement votre autorité » nous étoit déléguée, mais auſſi celle de notre » ſouverain & celle de la nation, pour diriger » dans l'Inde les affaires importantes de notre » patrie. C'eſt ſur l'établiſſement de cette croyance » dans la contrée, que notre influence & votre » crédit ſont eſſentiellement fondés. C'eſt, grace » à la propagation de cette opinion, que vos » ſerviteurs ont acquis à la Grande-Bretagne » tant de puiſſance & de richeſſes : mais ſi cette » opinion n'exiſte plus, ils ne peuvent agir avec

» courage ni avec succès ; s'ils ſont contrariés » par une autorité ſupérieure, ils ne pourront » plus faire uſage de ces pouvoirs dont ils ſont » ſeuls dépoſitaires ; leur foibleſſe & leur dé- » chéance ne tarderont point à être apperçues, » & ils deviendront les objets de la dériſion de » vos ennemis. »

Ils continuoient ainſi, par une ſuite d'argumens des plus forts & des plus concluans, à attaquer la conduite des miniſtres qui avoient tenté de les ſurprendre & de les faire tomber dans un piège, en introduiſant dans cette partie du monde un pouvoir ſi extraordinaire. La ſanction du nom de ſa majeſté n'étoit pas néceſſaire, ſuivant eux, pour augmenter l'autorité de la compagnie, puiſqu'elle en poſſédoit aſſez ſans cette interpoſition, & que cette ſanction, donnée ſous cette forme, faiſoit paſſer tous les procédés antérieurs de ſes ſerviteurs pour des uſurpations & des actes illégitimes. Cette commiſſion, diſoient-ils, ne tendoit qu'à leur faire abandonner par crainte les pouvoirs dont ils étoient revêtus, & à les rendre des objets de proſcription. L'unique but de l'autorité du miniſtre plénipotentiaire étoit de faire une enquête partiale de leurs opérations paſſées, de cenſurer injuſtement leur conduite, de compulſer leur regiſtres, & d'entendre les allégations mal fondées du *Nabab*, en oppoſition aux droits

de la compagnie ; en un mot ce Miniſtre s'étoit en tout comporté de manière à diminuer leur importance aux yeux de leurs alliés & de leurs ennemis. Il étoit contraire à la conſtitution d'employer le ſceau de la Grande Bretagne à l'effet obſcur d'une *lettre-de-cachet*, ou de mettre ſecrétement en œuvre tout le pouvoir de la couronne dans la ſeule vue d'opprimer les ſerviteurs de la compagnie, dans une ſituation où ils ne peuvent avoir recours à la loi. Ils étoient, ainſi qu'avoient été leurs prédéceſſeurs, les ſeuls repréſentans de la puiſſance Britannique dans cette partie éloignée des poſſeſſions de ſa majeſté. Des officiers, chargés par le Roi des commiſſions les plus importantes, avoient agi, d'après les déciſions du Conſeil, comme dans les autres Colonies de l'Empire ; les ſerviteurs de la compagnie ne croyoient donc pas qu'il leur fût permis de renoncer à leur autorité ; c'eût été manquer tout à la fois à leur devoir, à leur Souverain, à leur patrie, & à la confiance qu'on avoit miſe en eux. Les directeurs, leurs ſupérieurs immédiats, ne leur avoient point donné d'ordres à cet effet ; ils finiſſoient par obſerver que les troupes auxquelles ils commandoient alloient, par ce moyen, rentrer ſous le commandement immédiat du Roi, & que l'autorité qu'ils avoient juſqu'alors exercée, alloit rentrer ſous la direction des miniſtres

de sa majesté, pour en disposer à leur gré.

La faveur que le *Nabab* donnoit durant cette violente contestation au parti du plénipotentiaire, le zèle de ce dernier pour les intérêts du *Nabab*, la chaleur qu'il mit dans sa correspondance avec le conseil, les reproches qu'il fit à ceux qui le composoient sur leur conduite envers ce prince, rompirent pendant quelque tems l'harmonie qui avoit autrefois subsisté entre les serviteurs de la compagnie & leur allié; cependant un évènement alors sur le tapis, parut, par son commencement, ses progrès & sa fin, avoir calmé tous leurs différends, & les réunir plus étroitement que jamais.

Le Carnatic étoit infesté par des partis détachés de Marattes, & par différentes bandes de brigands qui erroient sur ses frontières, & de plus un certain nombre de *Rajahs*, *Zémindars* & *Polygars*, habitans du Carnatic, se mutinèrent, & refusèrent le paiement de leurs divers tributs; la plupart furent aisément réduits. Entre tous ces rebelles, le Roi de Tanjore fut le plus formidable; il étoit allié avec quelques-uns des plus puissans princes de l'Inde. Sur un pareil théâtre de vénalité, ses richesses le faisoient remarquer, & attiroient sur lui l'œil de la jalousie; car dans ces contrées, plus encore que dans tout autre pays du monde, la seule protection sûre contre

contre les déprédations & les outrages, ſont la pauvreté & le peu d'importance.

Ce *Rajah*, que ſes ſouffrances ont rendu célèbre, étoit un de ces princes Gentoos, dont les ancêtres n'ont jamais été entièrement ſubjugués par les Tartares; il avoit, pendant nombre d'années, vécu dans l'amitié la plus intime avec la compagnie & le *Nabab*; il avoit partagé avec eux les périls & la fortune des guerres antérieures. Par le traité de Paris, Salabatjing avoit été reconnu *Subah* du Decan, & Mahommed-Ally-Cawn *Nabab* du Carnatic. Ces arrangemens avoient été preſcrits principalement par les Anglais, & le Mogol avoit volontiers accordé de tems-en-tems les pouvoirs néceſſaires de ſa part, pour leur donner de la ſolidité. On avoit en conſéquence liquidé les comptes, & une convention avoit été faite à cet effet entre les alliés de la compagnie, ſous ſa garantie. Le *Nabab* d'Arcot fut nommé pour recevoir le tribut futur, ainſi que les arrérages dûs au Mogol, & on lui accorda une bonne penſion pour ſes peines. La compagnie ne s'étoit réſervé que le droit de veiller à ce qu'il s'acquittât ponctuellement de ſa charge; on établit le droit de *Rajah* ſur ſes différentes poſſeſſions. Après tous ces réglemens, le *Nabab* & le *Rajah* s'unirent enſemble pour différentes entrepriſes. En réglant leurs comptes reſpectifs, le

Rajah soutint qu'on devoit, en conséquence de ces nouveaux arrangemens, lui faire une remise pour certains services militaires qu'il avoit rendus au *Nabab*; & le *Nabab* déclara de son côté qu'il avoit droit aux sommes stipulées par la dernière convention, sans aucune déduction.

Les puissances dont le conseil avoit alors le plus d'intérêt de surveiller les mesures, étoient les Marattes, le *Nabab* & le *Rajah*. Les premiers montroient le plus grand desir de former une alliance offensive avec la compagnie, non pas qu'ils eussent besoin de son aide en campagne; ils étoient plus que suffisans pour faire tête à Hyder-Ally; mais ils desiroient sincèrement de nous engager dans des liaisons qui nous déterminassent à prendre un parti actif dans la destruction des principales villes d'Hyder-Ally, afin de ne plus avoir à craindre de notre part quelque attachement futur à leur ennemi. Le *Nabab* leur avoit persuadé qu'il étoit en leur pouvoir de nous obliger à cette démarche quand il leur plairoit; & il étoit d'autant plus intéressé à la formation de cette alliance avec les Marattes, qu'il espéroit obtenir pour lui une partie considérable des territoires conquis. Le Roi de Tanjore avoit toujours craint que ce ne fût l'intention du *Nabab* de s'emparer de ses possessions, dès qu'il seroit en état de le faire; mais, depuis l'arrivée du Mi-

niſtre plénipotentiaire, ſes ſoupçons s'étoient de plus en plus confirmés. Comme ſa propre sûreté dépendoit de la foibleſſe du *Nabab*, il ne chercha qu'à troubler par des diſſentions le Carnatic. Les Marattes ſembloient diſpoſés à toute entrepriſe qui nous empêcheroit plus efficacement de prêter des ſecours à Hyder, & qui pourroit nous faire acquieſcer aux propoſitions qu'ils nous faiſoient.

On ſe ſeroit attendu que, dans cette ſituation, le conſeil de Madras ſe ſeroit efforcé d'arranger les différends entre le *Nabab* & le *Rajah*; il adopta une politique toute contraire, & poſa pour principes dans ſes délibérations ſur ce ſujet, que le *Rajah* étoit beaucoup trop puiſſant pour ſa ſituation, & qu'il étoit en quelque ſorte néceſſaire de le réduire pour aſſurer la paix du Carnatic. D'après cette concluſion, on forma & on exécuta, de concert avec le *Nabab*, vers la fin de 1771, le plan d'une expédition contre Tanjore. Le miniſtre du Roi ſur la côte y conſentit & l'encouragea; mais la ſaiſon pluvieuſe l'obligea de quitter la rade avant que l'entrepriſe fût exécutée.

Les troupes de la compagnie étoient commandées par le général Smith, qui eut ordre de ne rien entreprendre ſans l'avis d'Omdal-ul-Omrah-Behauder, fils aîné du *Nabab*. Les troupes furent trente-ſix jours devant Tanjore; on fit

une brêche aux murailles, & les Anglais brûloient de donner l'assaut, pour venger leurs camarades qui avoient péri devant la place. Pas un simple soldat dans l'armée qui doutât du succès de l'entreprise, lorsque le jeune *Nabab* prévint tout-à-coup tous les hasards, en concluant la paix avec le *Rajah*. Toute l'armée jettoit les hauts cris, de se voir frustrée du pillage qu'elle attendoit en prenant la ville. On avoit si peu prévu cette conclusion, que personne ne l'apprit sans le plus grand étonnement. Quoique les conditions de paix fissent raison de toutes les causes qui avoient fait entreprendre la guerre, cependant elles ne parurent pas satisfaisantes. Le fils du *Nabab* protesta qu'il avoit été guidé par l'avis du général Smith, & que si les choses avoient été précipitées, c'étoit la faute des pluies continuelles, des maladies qui régnoient dans le camp, & d'une grande probabilité que les Marattes s'avançoient au secours de Tanjore. Le général de son côté étoit persuadé que l'honneur de l'armée avoit été sacrifié dans cette occasion, par une conspiration entre le *Nabab* & son fils. Le *Nabab* jugea nécessaire de paroître fort mécontent & fort irrité d'une paix si éloignée de ses souhaits; mais le conseil exprima son mécontentement dans les termes les plus formels & les plus forts; il déclara au général Smith :

« Qu'au commencement d'une paix, on devoit » être auſſi prévoyant que ſi l'on étoit à la veille » de la guerre. » Cependant les principes qui donnèrent lieu à ce mécontentement, ſont fort évidens; les troupes avoient été fruſtrées du butin que les richeſſes du *Rajah* leur promettoient après la réduction de ſa capitale. On avoit fait croire aux créanciers du *Nabab* que les tréſors de Tanjore ſeroient mis entre les mains du *Nabab*, & qu'il pourroit, par ce moyen, payer ſes dettes. Le gouvernement de Madras avoit auſſi été déçu; il s'étoit fait d'un allié un ennemi irréconciliable, en s'uniſſant au *Nabab* contre lui. Le gouvernement ne pouvant plus alors compter ſur l'accompliſſement du traité de Paris, le Carnatic ſe trouvoit expoſé aux intrigues d'un homme dont la ſituation étoit devenue déſeſpérée.

Toutes les eſpérances conçues par le *Nabab*, toutes les promeſſes de protection de la part du roi d'Angleterre, en oppoſition aux intérêts de la compagnie, n'eurent aucune réalité, comme l'avoit fort bien prévu le *Nabab*. *Sir* John Lindſay n'avoit peut-être pas aſſez réfléchi à l'importance de ceux qui étoient à la tête des affaires de la compagnie, pour que ſa miſſion pût produire quelqu'effet durable. Il fut remplacé par *Sir* Robert Harland, qui fut revêtu des mêmes pouvoirs, & reçut les mêmes inſtructions. Quoique

les directeurs eussent donné des ordres pour qu'il fût traité avec tous les égards & le respect dûs à son caractère & à son rang, on le reçut très-froidement. Il avoua qu'un des principaux objets de sa commission étoit d'assurer les droits du *Nabab*, & d'obtenir que les membres du conseil fissent plus d'attention à ses intérêts; il affermit le *Nabab* dans son droit de réclamer la protection de la couronne; il réprimanda sévèrement les serviteurs de la compagnie, d'oser s'opposer à l'exercice de ce droit si naturel & si juste, dès que le prince paroîtroit vouloir en faire usage; il traita de politique bornée & mal entendue, la jalousie manifeste des membres du conseil, & il leur reprocha leurs représentations comme autant d'injures faites aux priviléges sacrés de sa majesté. Mais tout cela n'étoit au fond que le langage pompeux d'un homme en place. Le gouvernement Britannique étoit trop sage pour s'obstiner à réaliser des projets incompatibles avec la prospérité de la compagnie; la fermeté du conseil disposa *Sir* Robert à se relâcher de cette sévérité, quand la vanité des deux partis satisfaite, fit place à de plus mûres réflexions. Il s'établit entre eux une complaisance mutuelle; leur correspondance ultérieure fut un échange continuel de procédés honnêtes; ils furent par la suite aussi étroitement unis en faveur du *Nabab*, qu'ils avoient

auparavant différé dans leurs opinions. Ce dernier étoit seul le sujet de leurs débats; mais alors instruit par l'expérience, il ne compta plus que sur sa prudence pour se défendre contre les vexations du gouvernement. Il vit clairement que, dans les circonstances où il se trouvoit, il devoit indispensablement, avant de s'attacher à une résolution, consulter les intérêts du gouvernement, ménager son importance, & de flatter ses espérances, & que les assurances les plus solemnelles des monarques Européens n'étoient pas plus certaines que celles des *Rajahs*, des *Nababs*, des gouverneurs, & des *Subahs* Indiens.

Le seul service auquel les troupes furent employées après l'expédition de Tanjore, fut la réduction des *Polygars* de *Marawar* & de *Nalcooty*. Ces pays sont situés sur la côte, vers les frontières du Tanjore, & ont toujours été regardés comme des dépendances du Carnatic. Ils sont habités par un peuple brave, industrieux & indépendant, qui, grace à sa manière de vivre, à sa méthode de défense, à sa position & à son mépris du danger, n'a peut-être jamais été entièrement subjugué. Des montagnes inaccessibles & des bois impénétrables lui offrent toujours une retraite assurée contre toute espèce d'ennemis. S'il est poursuivi, il se retire dans ces forteresses naturelles, & en sort à son loisir quand il voit

l'instant favorable. Les Indiens de cette contrée ont toujours joui de leurs terres sous une espèce de redevance militaire, qui les oblige de suivre leurs chefs en campagne ; ils ne sont cruels & féroces qu'envers ceux qui vont les visiter avec des intentions ennemies ; ils ont la finesse des nations barbares, entourées de voisins puissans qui desirent de les asservir. Il vint à l'esprit du *Nabab* d'envahir les habitations de ces peuples paisibles, & son seul prétexte fut leur lenteur à payer un tribut qu'on leur avoit extorqué à main armée, & les membres du conseil, & les officiers de l'armée le soupçonnèrent, ce semble, de viser plutôt à l'extirpation qu'à la conquête. Les fortifications de ce canton, quoique nombreuses, n'étoient défendues que par une poignée d'hommes du peuple, & furent conséquemment bientôt réduites. Il fut impossible d'attirer les ennemis en bataille rangée. A l'approche des Anglais, ils restèrent à leurs charrues, comptant sur leurs anciens privilèges, & leur facilitèrent en quelque sorte les moyens de s'emparer de leurs chefs. Quand nos troupes furent en possession de la plupart des forts, ils demeurèrent neutres, jusqu'à l'instant où ils apprirent que le *Nabab* avoit dessein de les chasser de leurs terres. Cette nouvelle enflamma tout le pays ; les laboureurs coururent aux armes, & les villages furent à l'instant

changés en autant de camps d'obſervations. Soldats ou fermiers, ils pouvoient paroître ſous la forme qu'ils jugeoient à propos, déſarmés ou les armes à la main; mais ils avoient ſoin de ne jamais s'expoſer que lorſqu'ils étoient sûrs de quelqu'avantage. Le colonel Bonjour, qui commandoit les troupes Anglaiſes, repréſenta au *Nabab* & au conſeil, d'une manière qui lui fait honneur, que cette méthode de réduire une contrée entraînoit une foule d'inconvéniens d'une nature choquante pour l'humanité, & ne promettoit rien de bien ſatisfaiſant après l'évènement; que les habitans abandonnoient généralement les villages à l'approche des troupes, mais qu'en revanche ils ſaiſiſſoient le bagage qui reſtoit derrière avec les partis détachés de l'armée; que ne pouvant découvrir & punir les aggreſſeurs, il ſe trouvoit dans la néceſſité d'uſer envers les ennemis de repréſailles, c'eſt-à-dire que, pour punir les coupables, il étoit obligé de brûler les chaumières des innocens, & de ſe venger ſur des hommes ſans défenſe, également incapables de nuire, & de réſiſter au reſſentiment d'une ſoldateſque irritée.

Il eſt à remarquer dans l'hiſtoire que nous écrivons, que les détails les plus ſanglans de la guerre ſont ſouvent mêlés de traits frappans de pitié & d'humanité; mais ces deſcriptions, lors

même qu'elles ſont préſentées par des hommes en place, ſont rarement intéreſſantes pour des politiques marchands, dont l'eſprit n'eſt occupé que de leurs articles, perte & gain, qui font marcher leurs armées comme leurs vaiſſeaux, d'après des principes de calcul, & qui n'eſtiment l'honneur & l'équité de leurs opérations militaires, que par les ſources de profits qu'elles leur ouvrent, ou par les moyens de péculat qu'elles leur procurent. Ces émotions d'humanité, excitées dans le cœur d'un ſoldat, ne produiſirent rien de ſemblable dans le conſeil, qui, au contraire, chercha à les étouffer par un ſilence étudié, & enjoignit froidement au Colonel de continuer ſes opérations; ce qu'il fit, juſqu'à ce que la mort de Tandwaray-Pilla, roi du pays, vint les interrompre.

Cette campagne déshonorante eſt un échantillon aſſez juſte de toutes les guerres de la compagnie dans le voiſinage de ſes établiſſemens. Tout pays qui promet la conquête la plus aiſée, qui répond le plus aux vues de l'ambition, ſurtout celui qui eſt le plus en état de payer les dépenſes néceſſaires pour en exterminer les habitans, eſt compris dans le cercle fatal des inſtructions militaires de la compagnie. Que ce pays ſoit ſitué à l'une ou à l'autre des extrémités de l'Indoſtan, n'importe; il faut, avant tout, que

les alliés de la compagnie ſoient ſecourus, que ſes troupes ſoient employées, ſes territoires augmentés, & ſon tréſor groſſi. Une fois dévoué à la vengeance, un peuple (qui, dans ces occaſions, n'a jamais la faculté du choix) chercheroit inutilement à s'allier avec la compagnie plutôt qu'à s'oppoſer à ſes deſſeins; inutilement les mœurs des habitans ſont douces & innocentes, ils ſont perdus, ſi malheureuſement ils ont offenſé quelque ſcélérat important, qui ait l'adreſſe d'aſſouvir ſa vengeance avec l'aide de ſes amis. Il en fut ainſi de Rohilcund, de Nalcooty & de Marawar. Le général Smith étoit lui-même à la tête de l'expédition contre Marawar; il ne rencontra dans ſa marche aucunes troupes réglées. Les naturels du pays ne défendirent que Ramanadaporam, capitale de la province, le ſiège de leur gouvernement, la réſidence de leurs chefs, & le fort où ils avoient dépoſé leurs tréſors, & où ils avoient coutume de ſe retirer à la première apparence de danger. L'artillerie Anglaiſe fit bientôt brêche aux murailles, & le major Braithewaite, à la tête de ſes grenadiers, emporta la place d'aſſaut. Les *Coleris* étoient furieux; il y avoit dans le fort environ trois mille hommes armés; quelques-uns ſe réfugièrent dans le palais, &, comme la confuſion n'étoit plus ſi grande lorſque nos troupes avancèrent, ſauvèrent

leur vie; mais la plupart périrent courageuſement ſur la brêche, ou ſe jettèrent pardeſſus les murailles. Telle fut, vers le commencement de l'année 1773, la fin de cette expédition, dans laquelle ce qu'il y eut de plus remarquable, fut peut-être une diſpute qui s'éleva entre le jeune *Nabab* & les officiers de l'armée Britannique, au ſujet de la diſtribution du butin.

Les ſoldats qui avoient combattu pour le *Nabab*, ne firent que rire des prétentions du jeune homme; mais les membres du conſeil en furent alarmés, & interrogèrent le général. Les remontrances de ceux qui ſe crurent lézés dans leurs intérêts par l'avarice du *Nabab*, furent regardées comme des indignités, & ceux même de qui ils tenoient la commiſſion, les abandonnèrent, eux & leur cauſe, afin qu'il ne fut pas dit que l'embarras de leur allié avoit pris ſon origine dans le conſeil. Telle étoit la tendreſſe délicate & merveilleuſe de ce conſeil pour le *Nabab* d'Arcot. La négligence apparente du cérémonial envers un ſimple individu le touchoit davantage que le maſſacre de pluſieurs milliers d'hommes; mais il n'exiſtoit aucun canal par lequel les calamités de ces malheureux puſſent parvenir aux cœurs inſenſibles de ceux qui compoſoient ce comité; ces vaillans arbitres de la deſtinée des nations étoient ſourds, inattentifs à

tout, ſi ce n'eſt peut-être à une étiquette d'humanité.

Malgré l'attention conſtante que demandoient ces affaires, tant de la part du *Nabab* que de celle du conſeil, ils ne perdirent aucune occaſion d'épier les mouvemens du roi de Tanjore. Le malheur de ce prince étoit de paſſer pour être immenſément riche; il poſſédoit un des plus fertile territoire du Carnatic; &, ſitué ſi près des Anglais & du *Nabab*, il avoit la *hardieſſe* de maintenir ſon indépendance. Voilà les vraies cauſes de la première querelle que l'on eut avec lui. La concluſion de cette guerre n'avoit pas trop contenté les ſerviteurs de la compagnie ni leur allié. Deſirant donc de trouver un nouveau prétexte pour rompre avec lui, ils veilloient ſcrupuleuſement ſur toutes ſes actions. Les liaiſons qu'il avoit toujours cultivées avec ſes voiſins, furent appellées des intrigues coupables avec les ennemis du Carnatic. (1) Le *Nabab* fut irrité de ce que les *Polygars*, qu'il avoit depuis peu chaſſés de leur patrie, trouvoient un aſyle dans le Tanjore. On n'avoit pas fourni aſſez de proviſions à la garniſon de Vellum, à laquelle on n'avoit pas pourvu par le dernier traité. Les Coleris, qui habitoient les frontières des Etats du *Rajah*, avoient

(1) Appendix de Rous, *page* 941.

enlevé quelques beſtiaux à la province de Trichinopoli ; lui-même n'avoit pas payé une petite ſomme qu'il devoit à la compagnie, & il devoit des arrérages au *Nabab*. Telles furent les puiſſantes raiſons qui décidèrent le ſort du *Rajah* ; il s'apperçut de l'orage qui ſe formoit ſur ſa tête ; il ſavoit que le *Nabab* étoit inexorable, & qu'il auroit à ſes ordres toutes les forces de la compagnie pour ſoutenir ſes demandes les plus exorbitantes ; il étoit dans la ſituation d'un homme qui ſe défend pour ſauver ſa vie, & dont toutes les idées ſont abſorbées dans celle de ſa propre conſervation. Les ſeules puiſſances qui pouvoient lui procurer une protection égale au danger qui le menaçoit, étoient Hyder-Ally & les Marattes. Il chercha à ſe procurer leur ſecours dans l'état urgent de ſes affaires ; mais il ne fut certainement pas coupable de perfidie, & il ne méritoit pas d'être dévoué à la deſtruction, parce qu'il avoit été forcé d'adopter telle ou telle meſure pour prévenir ſa ruine.

Le *Nabab* ſachant bien comment il pouvoit s'aſſurer la coopération des troupes de la compagnie, obtint facilement du conſeil de former une nouvelle expédition contre Tanjore avec une grande armée. Sans ſtipuler aucunes conditions pour eux, les membres du conſeil s'engagèrent à remettre le fort entre ſes mains auſſi-tôt qu'il ſeroit pris, avec toutes les munitions & les effets

qu'il contiendroit ; mais, en cas qu'il fût pris d'assaut, les troupes devoient avoir le pillage. Le *Rajah* étoit cependant préparé : quoique ni Hyder-Ally, ni les Marattes ne vouluſſent se joindre à lui ; il trouva moyen de rassembler une armée de vingt mille hommes. Ces troupes étoient commandées par le vieux, mais fidèle & brave Monajee. Les Danois & les Hollandais fournirent secrétement, dit-on, au *Rajah* des secours d'hommes, d'argent & de provisions. Au commencement du mois d'Août 1773, nos troupes entrèrent dans ses territoires. Le 6 du même mois, il y eut entre une partie de la cavalerie du *Nabab* & l'ennemi, une escarmouche, dans laquelle la première eut l'avantage ; le détail du siège ne contient rien de fort important. Le 20, on ouvrit la tranchée devant la place ; le 27 on démasqua les batteries ; mais on ne put faire de brêche praticable avant le 17 Septembre, & alors le fort fut plutôt surpris que pris d'assaut, à midi, par une chaleur excessive, tandis que la garnison étoit à dîner. Le *Rajah* & sa famille, avec Monajee & ses fils, furent faits prisonniers, & le *Nabab* étant convenu de satisfaire autrement l'armée, la place ne fut pas abandonnée au pillage.

Cette conquête fut universellement désapprouvée en Angleterre. Il n'est pas aisé de dire si ce furent les intrigues du *Nabab*, ou la témé-

rité du conseil qui parurent le plus blâmable; ces opérations furent regardées comme contraires à la politique de la compagnie, & à l'esprit des ordres que ses serviteurs avoient coutume de recevoir des directeurs. Le seul remède qu'on pouvoit actuellement apporter au mal, étoit de rétablir au plutôt le *Rajah*, & la grande difficulté étoit de savoir comment on pourroit exécuter cette résolution. Il étoit impossible de confier aux membres du conseil, qui avoient mis le sceau aux outrages que l'on vouloit réparer, le soin d'effectuer un projet dont le but étoit évidemment de flétrir leur conduite antérieure. Les services importans que Milord Pigot avoit rendus à la compagnie, étant gouverneur de Madras, firent naître l'idée de le renvoyer de nouveau dans l'Inde, avec plein pouvoir d'exécuter cette commission difficile & délicate. Il avoit mérité l'estime générale par son administration civile, par ses talens militaires, & par son caractère. On espéroit qu'il réussiroit en paroissant dans l'Indostan en qualité de gouverneur & président de Madras, où il étoit universellement respecté. Cependant le *Nabab*, jaloux de traverser les intentions des directeurs, emprunta des sommes immenses aux membres du conseil & à différens particuliers; il employa cet argent à corrompre nombre de personnes, & à Madras, & en Angleterre,

gleterre, où l'attention publique fut, pendant quelque tems, attirée par un déluge d'écrits, tendans à juſtifier la conduite du *Nabab*, & d'invectives contre le roi de Tanjore. Ce fut vers la fin de 1775 que le nouveau gouverneur arriva au fort St. George. Après les différentes formalités néceſſaires pour prendre légalement poſſeſſion du gouvernement, il annonça au *Nabab* d'Arcot l'objet de ſa commiſſion. Le *Nabab* mit tout en œuvre pour défendre le terrein ſur lequel il s'étoit retranché; il repréſenta que, d'après toutes les loix de l'Inde & ſes traités avec la compagnie, il avoit droit aux territoires conquis. Ses repréſentations furent ſans effet. Mylord Pigot crut qu'il étoit de ſon devoir d'obéir littéralement aux ordres de ſes conſtituans, & il les exécuta au printems de l'année 1776. Les diſputes qui s'enſuivirent furent très-violentes, elles allèrent juſqu'aux invectives perſonnelles. Sept membres du conſeil s'oppoſèrent fortement aux réglemens de Mylord Pigot. Le royaume de Tanjore étoit, dit-on, l'hypothèque ſur laquelle ces membres du conſeil avoient confié au *Nabab* les ſommes qu'il avoit empruntées; le rétabliſſement du *Rajah* dans ſes droits leur ôtoit cette ſûreté, & il étoit à craindre pour eux qu'alors la dette ne fût jamais payée. Leur violence excita celle de Mylord Pigot; au moins l'importance que lui

donnoit la confiance de ſes commettans, l'approbation honorable donnée à ſes opérations antérieures, & la néceſſité où il crut ſe trouver d'accomplir ſans délai les vues des directeurs, jointes à la ſévérité d'une conduite peu propre à concilier les eſprits, le précipitèrent dans des meſures qu'il eſt impoſſible de juſtifier. Il dit à MM. Stratton & Brook, que, comme il avoit à propoſer dans le Conſeil des choſes qui les concernoient perſonnellement, il étoit convenable qu'ils ſe retiraſſent. Ils obéirent, & furent auſſi-tôt ſuſpendus dans leurs fonctions. *Sir* Robert Fletcher, général en chef, fut auſſi, & pour les mêmes raiſons, mis aux arrêts.

Cette conduite deſpotique du gouverneur ſervit d'excuſe aux Conſeillers diſgraciés, pour juſtifier l'exécution d'un projet qu'ils avoient médité; ils réſolurent de s'aſſurer de la perſonne du préſident, & d'effectuer dans l'établiſſement une révolution qui mît toute l'autorité entre leurs mains. Le colonel Stuart avoit de droit ſuccédé au commandement des troupes; toute violence commiſe contre la perſonne de *Lord* Pigot dans l'enceinte du fort, auroit ſoumis les acteurs aux peines portées contre la mutinerie. On tâcha de l'en faire ſortir par ruſe, & la confiance ſans bornes qu'il avoit au commandant en chef, le fit tomber dans le piège. Ce commandant avoit, dans la matinée,

passé plusieurs heures avec Mylord Pigot dans les effusions de la plus étroite intimité. Il persuada au gouverneur d'aller coucher cette nuit-là à une maison de campagne où il se retiroit tous les soirs ; il pria même le gouverneur de lui donner une place dans sa voiture. A peine étoient-ils à un demi-mille du fort, que le colonel Edington accourut à cheval, l'épée à la main, & l'agitant sur la tête des chevaux, cria : *A moi, Cipayes !* Le capitaine Lysaught, à la tête d'un détachement de cavalerie, s'avança aussi-tôt à la portière de la voiture, &, présentant un pistolet à Mylord Pigot, lui déclara qu'il étoit son prisonnier. Alors le colonel Stuart levant le masque, & prenant rudement Lord Pigot par le bras, lui commanda de descendre : ils l'entraînèrent ensuite à une chaise-de-poste, & le conduisirent au Mont, où ils le laissèrent sous la garde du major Horne, commandant de cette place, en déclarant au Lord Pigot que si l'on faisoit quelques tentatives pour le délivrer, la peine en retomberoit sur sa propre tête.

La situation du gouverneur étoit extrêmement dangereuse ; ses amis furent dispersés, intimidés & éloignés. Le nombre des gardes qui l'environnoient, la rigueur de sa captivité, & les ordres menaçans donnés à ceux qui le gardoient, tout lui annonçoit dans ses ennemis des desseins lâches

& funeſtes. La fermeté de ſon ame étoit devenue ſa principale reſſource, & elle lui ſauva probablement la vie. Une nuit il fut tout-à-coup éveillé par l'arrivée d'un officier, à la tête d'un détachement de cavalerie, qui avoit ordre de le tranſférer dans un autre endroit, ſans ſpécifier où on vouloit le conduire, ni comment il y ſeroit traité. Lord Pigot s'adreſſa en peu de mots aux ſoldats; il leur dit de ſe rappeller qui il étoit, de faire attention aux ſervices qu'il avoit autrefois rendus, aux honneurs qu'il avoit mérités & reçus, & à l'état où il étoit maintenant réduit, ſans accuſation & ſans forme de procès; il en appella à leurs ſentimens comme hommes, comme chrétiens, comme Anglais & comme ſoldats, & leur demanda s'ils pouvoient permettre qu'il fût traîné à la boucherie d'une manière ſi baſſe, ſi lâche & ſi inhumaine; il déclara, d'un ton ſi ferme que les plus réſolus des aſſaſſins en furent ébranlés, qu'ils pouvoient faire de lui ce qu'il leur plairoit, le tuer & le déchirer en pièces. Il ne pouvoit les en empêcher; mais c'étoit en cet endroit même qu'ils devoient commettre cet aſſaſſinat, car il étoit réſolu de n'en point ſortir vivant.

Après ce coup artificieux, la majorité s'arrogea, ſous des formes légales, tout le pouvoir du gouvernement. Les membres qui la compoſoient attaquèrent vivement la conduite du Lord Pigot,

& défendirent la leur, en disant que leur devoir leur avoit ordonné d'agir de cette manière. Ils prétendirent que le gouverneur avoit foulé aux pieds les loix fondamentales de la compagnie, &, en manquant à quelques-unes des clauses essentielles des règlemens, avoit perdu le droit de présider au conseil. Le chef des conspirateurs fut donc nommé pour lui succéder dans le gouvernement. Les mesures pour lesquelles ils avoient le plus blâmé Lord Pigot, furent les premières qu'ils adoptèrent; ils exclurent du conseil tous ses partisans. Les deux partis envoyèrent des exprès en Angleterre, l'un pour accuser, & l'autre pour justifier ce qui étoit arrivé.

Les membres qui composoient le conseil suprême du Bengale, donnèrent leur approbation formelle à cette révolution violente & inattendue; leurs opinions, différentes entr'elles dans d'autres circonstances, se réunirent en faveur de la majorité. Il étoit, à la vérité, impossible à ces Messieurs d'en agir autrement; la promptitude avec laquelle le gouverneur général donna son opinion en faveur des usurpateurs, devoit, & tel étoit sans doute son espoir, dissiper les craintes que l'on avoit peut-être conçues, qu'il ne fût tenté de se servir du même expédient pour se tirer de l'embarras où il se trouvoit; d'ailleurs il étoit de l'intérêt de ceux qui formoient la ma-

jorité de ce conseil, de soutenir une résolution qui justifioit non-seulement l'opposition aux mesures du président, mais qui leur donnoit même l'exemple d'agir avec vigueur & fermeté jusqu'à la dernière extrémité.

La cour du major de Madras, montra, dans ce moment critique, une constance & un sang-froid qui fit beaucoup d'honneur à ceux qui la composoient. M. Turin, alors major, doit fort peu de choses à son éducation ou à sa naissance. Son père, qui étoit Ecossais, vécut & mourut à Londres, en exerçant l'humble profession de Barbier. — Ce fut la singularité du père qui engagea *Sir* Charles Raymond, à procurer au fils une place de commis au service de la compagnie des Indes. Il passa par diverses charges subalternes dans le département civil, jusqu'à ce que son tour vint de résider dans cette cour. Il blâma ouvertement la violence du parti dominant. La plupart des habitans Anglais furent du même avis; en un mot, on condamna partout l'injure faite à l'honneur de la compagnie, dans la personne de Mylord Pigot.

Les directeurs en Angleterre entrèrent sans délai dans la discussion de cette affaire. Les amis des deux partis vinrent en foule sur la scène où cette grande question étoit agitée. La dispute fut soutenue avec vigueur de part & d'autre.

Néanmoins, quand le sujet eut été bien discuté dans la cour des directeurs, on le soumit finalement à la décision de tous les propriétaires en général, qui, dans une assemblée, (le 26 Mars 1777) prirent la résolution d'enjoindre à la cour des directeurs, 1°. de prendre les mesures les plus efficaces pour rétablir Lord Pigot dans le plein exercice des pouvoirs dont la compagnie l'avoit revêtu, comme gouverneur & président de l'établissement de Madras; 2°. ordonnèrent qu'il examinât la conduite des principaux auteurs de son emprisonnement, & de ceux qui l'avoient dépouillé de l'autorité légale qui lui avoit été confiée. Cette résolution fut confirmée à la pluralité des voix.

Le résultat de cette décision importante, fut que la cour des directeurs adopta la résolution de rétablir Lord Pigot dans le plein exercice de sa charge, & de lui rendre l'autorité dont il avoit si violemment été privé. La cour rétablit aussi ses quatre amis, qui avoient été exclus du conseil, & les usurpateurs furent interdits de leurs fonctions. Un nouveau gouvernement fut nommé, dans lequel M. Rumbold fut nommé vice-président, & conséquemment successeur de Lord Pigot. Mais d'un autre côté, la conduite de ce dernier subit aussi quelque critique.

Ces résolutions, faites en apparence, pour

terminer les différends, ne firent que produire de nouvelles animosités. — L'influence du ministère, les intrigues du *Nabab*, & les partisans de la majorité parvinrent enfin, malgré les amis de Lord Pigot, sous prétexte d'arranger les querelles, à obtenir une *ballote*, dont le résultat fut d'ordonner à tous les sujets des loix d'Angleterre, parties dans cette affaire, de revenir en Europe défendre personnellement leur cause. Un changement si étrange & si subit dans les ordres de la compagnie, étonna ceux qui n'étoient point initiés dans les mystères de sa politique.

Cependant le gouverneur Johnstone, partisan zélé de Mylord Pigot, mit la question sous les yeux d'un tribunal plus distingué. Il proposa, dans la chambre des communes, plusieurs résolutions à prendre, tendantes à faire approuver la conduite de Mylord comme gouverneur, & à faire confirmer tous les derniers actes de la compagnie passés en sa faveur, qui condamnoient la conduite de la majorité qui l'avoit dépose, & à révoquer formellement la résolution de son rappel.

On avoit toujours conjecturé que le *Nabab* d'Arcot jouoit un rôle principal dans ces troubles. Une enquête du parlement découvrit toute l'indignité du complot, & démontra, d'une manière satisfaisante, que le conseil de Madras,

les miniſtres de ſa majeſté Britannique, toute la machine du gouvernement, étoit ſous l'influence ſecrette de ce prince Tartare. (1) La chambre fut pleinement inſtruite de toute l'affaire, grace à la préſence des parties les plus intéreſſées dans la diſcuſſion, & de gens dont les talens, la ſituation & l'utilité pouvoient donner les meilleures informations. Les différens argumens pour & contre la queſtion, que l'on n'avoit fait qu'effleurer dans la cour des directeurs & dans l'aſſemblée des propriétaires, furent repris, plaidés & réfutés avec toute l'éloquence du ſénat Britannique. Les oppoſans accuſoient de deſpotiſme le gouvernement de Mylord Pigot, & cela, dans les termes les plus ſévères. Ils ſoutenoient que ſon empriſonnement étoit le réſultat inévitable de ſa violence, qui menaçoit de renverſer de fond en comble toute autorité légale. Pour prononcer ſur une affaire dans laquelle on produiſoit des deux côtés des accuſations de délits d'une nature ſingulière, & dans laquelle la vérification des faits dépendoit de la préſence des parties, il étoit néceſſaire que les parties fuſſent toutes préſentes, & ce n'étoit qu'en Angleterre où l'on pouvoit examiner leur conduite avec impartialité; qu'en

(1) *V.* le regiſtre parlementaire de Debret, contenant le débat du 22 Mai 1777.

rétabliſſant le dernier gouvernement, on donneroit à croire dans les établiſſemens de la compagnie, que la conduite de Mylord Pigot avoit été approuvée, & que cette croyance laiſſeroit tous les fidèles ſerviteurs de la compagnie qui avoient couru tant de dangers à ſon ſervice, à la merci de leur implacable ennemi. Car, malgré toutes les vertus que l'on attribuoit à ce gouverneur, qui pouvoit répondre des ſuites, ſi ceux qui avoient été les plus actifs à le dépoſer reſtoient près de lui, & ſi on lui donnoit le pouvoir de les punir? Le conſeil étoit évidemment devenu, par ſon état de diſcuſſion, incapable de diriger les affaires de la compagnie. — On pouvoit donc s'attendre de ſa part à toute eſpèce de négligence, à le voir guidé par la paſſion, par les préjugés, & l'eſprit de parti. Continuer alors le même conſeil, c'étoit haſarder tout ce qu'il y avoit de précieux dans l'établiſſement; &, ſuivant eux, on ne devoit pas confier dans ce pays des affaires de la dernière importance pour la Grande-Bretagne, à des gens ſi violemment agités par leurs débats ſur l'autorité. L'influence dangereuſe que l'on attribuoit au *Nabab*, n'étoit, diſoient-ils, que chimérique. Ils le repréſentoient dans l'état de vaſſelage le plus abject, n'ayant ni force pour faire face, ni argent pour corrompre. Ils déclaroient avec véhémence que

toutes les allégations d'intrigues pratiquées & de préſens offerts par le *Nabab*, ſoit dans l'Inde, ſoit en Angleterre, étoient également dénuées de fondement & n'étoient que des conjectures ridicules, ou des imaginations malicieuſes de ceux qui vouloient nuire au *Nabab*, ou qui ne connoiſſoient ni ſon caractère ni l'état de ſes affaires.

Les répliques à ces argumens ne furent pas moins vives ni moins fortes. Jamais le génie des Burke, des Fox & des Johnſtone ne brillèrent dans la chambre avec plus de ſplendeur, & n'offrirent des raiſons plus irréſiſtibles. On expoſa avec force & préciſion tous les procédés qui avoient conduit à l'anarchie préſente le Conſeil de Madras, & on diſcuta avec impartialité & candeur l'étendue de l'autorité déléguée, en vertu de laquelle les ſerviteurs de la Compagnie agiſſoient. Le Gouverneur Johnſtone commença par un diſcours de plus de deux heures, dans lequel il fit, avec ſon habileté ordinaire, le détail de ce qui s'étoit paſſé dans le Carnatic & dans le Tanjore. Il juſtifia Mylord Pigot, par un expoſé de faits qu'il fut impoſſible de contredire. Il maintint que la violence dont on accuſoit le Gouverneur étoit inévitable, à qui, dans ſa place, vouloit remplir ſon devoir en honnête homme. Il cenſura la propoſition qu'avoit faite *Sir* H. Mackworth,

dans la cour des Directeurs, de rappeller Lord Pigot, parce que c'étoit confondre l'innocent avec le coupable, & encourager l'uſurpation la plus inouie. Il ſoutint que les intrigues du *Nabab*, même en Europe, étoient trop évidentes, pour qu'on pût les nier ou les paſſer ſous ſilence. Le membre du Parlement, qui ſeconda M. Johnſtone, déclara que, pour s'être emparé du pouvoir du Gouverneur, le Conſeil de l'Inde avoit reçu du *Nabab*, en récompenſe, l'immenſe ſomme de dix-neuf millions, hypothéquée ſur le territoire de Tanjore. Ce débat fut ſoutenu avec la même vigueur par les autres Orateurs. Ils offrirent, avec beaucoup d'eſprit & de ſel, au mépris & à la dériſion de la Chambre, les *réſolutions* ou *arrêtés* qui donnoient lieu à ces débats. Ils dirent que ces arrêtés étoient contradictoires & impraticables. Ils portoient les mêmes peines contre ceux qui avoient fait & ceux qui n'avoient pas fait leur devoir; contre ceux qui s'étoient fidelement acquittés de leur commiſſion & ceux qui l'avoient trahie, & ils contenoient des principes de rétribution qui n'exiſtoient dans aucune autre partie du monde. Ils affirmèrent qu'on avoit réuſſi à corrompre le Gouvernement en Angleterre, & lui faire donner ſa ſanction à la cauſe inique d'une faction dans l'Inde. Ainſi, il s'étoit formé une combinaiſon entre les propriétaires, dirigée

par des motifs d'avantages immédiats, qui mettoit en danger les intérêts généraux de la Compagnie. Ils déclarèrent qu'on avoit honteusement sacrifié l'honneur d'un habile & honnête serviteur & les droits d'un fidele allié. Afin d'accomplir cet indigne projet, afin de gagner une question, dans *Leaden-Hall-Street*, on avoit dépouillé tous les chantiers de leurs ouvriers, & parcouru tous les différens départemens de l'Etat dans tous les coins du Royaume. Ils attribuèrent tous les maux présens & à venir sur la côte de Coromandel, au système journellement adopté d'envoyer des Ministres plénipotentiaires, pour négocier avec les Puissances de l'Indostan, indépendamment de la Compagnie & contre les termes de sa charte. Ils ajoutèrent que l'interposition du ministère, tant en Europe que dans l'Inde, avoit eue jusqu'ici de fort mauvais effets, & qu'elle seroit finalement fatale à la Compagnie. Les Ministres effectuoient ordinairement les lieux ce qu'ils ne pouvoient pas accomplir en Angleterre. Les directeurs n'étoient plus que des zéro dès qu'ils différoient avec eux, & leurs ordres, sans l'approbation du gouvernement, n'étoient dans l'Inde que des mots sans effets. — La compagnie n'avoit plus d'autorité sur ses propres serviteurs. On formoit des intérêts séparés, on établissoit des factions dans

tous ſes établiſſemens, & les places qui en dépendoient, & ſa première influence ſur les princes du pays, n'exiſtoit plus. On ne pouvoit donner une raiſon en faveur de ce rappel, qui ne pût ſervir à faire rappeller tous les gouvernemens, les conſeils, & toute autre claſſe d'hommes chargés de l'adminiſtration civile ou criminelle dans nos établiſſemens & nos colonies de toutes les parties du monde. Le prétexte de faction ſeroit toujours tout prêt pour juſtifier toute eſpèce d'outrage. C'étoit par les opérations de cette machine puiſſante & dangereuſe, *la crédulité du peuple*, que la tyrannie deveroit giganteſque, monſtrueuſe & déteſtable. Le *Nabab* ne pouvoit deſirer une méthode plus propre à ſatisfaire ſon naturel féroce & ſanguinaire. Cette méthode tendoit directement à établir cette indépendance qu'il ſouhaitoit avec tant d'ardeur. Quand ſes deſſeins ſeroient contrariés, il ne ſeroit pas embarraſſé de ſe procurer une majorité du conſeil. Ses tréſors auroient la même influence dans toutes les occaſions, qu'ils avoient eue dans celle-ci, & la compagnie pouvoit difficilement ſe diſpenſer de rappeller un de ſes ſerviteurs, quelque habile ou quelque populaire qu'il fût, s'il étoit aſſez hardi pour exécuter fidelement les ordres de ſes commettans.

Enfin, le 22 Mai 1777, à une heure du

matin, la propoſition du gouverneur Johnſtone fut rejettée par une majorité de vingt-trois voix. Mais quand tous les efforts des amis de Lord Pigot auroient été couronnés par le ſuccès, il étoit alors trop tard. Après un empriſonnement d'environ neuf mois, fatigué de la ſituation la plus critique, agité de différentes paſſions, occaſionnées par les circonſtances où il ſe trouvoit, & par l'aſpect défavorable des affaires de la compagnie dans tous ſes établiſſemens, il mourut probablement de chagrin, le 18 Mai 1777. L'amiral Pigot, ſon frère, propoſa, au mois d'Avril de l'année ſuivante, dans la chambre des communes, que, par une requête à ſa majeſté, « on la priât de donner des inſtructions » au procureur-général de pourſuivre Georges » Stratton, Henri Brooke, Charles Floger, & » Georges Mackay, écuyers, pour avoir fait ar- » rêter de vive force par des ſoldats, & empri- » ſonner Mylord Georges Pigot leur gouverneur » & leur commandant en chef, ces perſonnes » étant alors de retour en Angleterre, & ſous » la juriſdiction de la cour de *Weſtminſter-* » *Hall.* » Ce qui fut accordé.

Il fut déclaré, à cette occaſion, devant la chambre, que le fils du *Nabab* avoit offert à M. Georges Dauſon, qui étoit membre du conſeil, pendant la chaleur de la diſpute, une ſomme

de neuf cens ſoixante mille livres, ſeulement pour qu'il s'abſentât du conſeil un certain jour, dans lequel on devoit décider une queſtion importante relative au Tanjore. Il étoit naturel aux partiſans de Mylord Pigot, après un fait ſi évident & ſi authentique, de ſuppoſer que M. Dauſon n'étoit pas le ſeul à qui on eut fait des offres de cette nature.

Pour établir un jugement impartial ſur cette importante affaire, on doit ſans doute avoir égard à l'état critique des deux partis; à la ſympathie qu'inſpire naturellement le plus foible, qui, dans toutes les diſputes importantes, eſt toujours le plus lézé; aux préjugés que le caractère connu de Lord Pigot avoit fait naître en ſa faveur; aux raiſons pour leſquelles on le fit gouverneur de Madras; à la mauvaiſe opinion, ſoit qu'elle fût bien ou mal fondée, que l'on entretenoit des ſerviteurs de la compagnie.

Quoi qu'on puiſſe dire des talens de Lord Pigot, on doit certainement du reſpect & de l'admiration à ſes vertus. Son premier gouvernement dans l'Inde, avoit été ſage & vigoureux. L'état de ſes affaires, lorſqu'il mourut, dément toutes les calomnies d'un Bercfield, & de pluſieurs autres, qui l'accuſoient d'un défaut d'intégrité pour s'excuſer d'avoir oſé s'oppoſer à

ſon

ſon adminiſtration. Lord Pigot réſiſta à une tentation de quatorze millions quatre cens mille livres, qu'on lui offrit, pour qu'il différât ſeulement pendant quelque tems d'exécuter les ordres de ſes commettans. Et ce qui prouve, d'une manière aſſez évidente, qu'il étoit au-deſſus de la corruption qui régnoit alors, c'eſt qu'on fut obligé de vendre toutes ſes maiſons & tous ſes effets dans l'Inde, pour payer les dettes qu'il y avoit contractées. On formera ſans doute longtemps encore des conjectures diverſes, & l'on dira qu'il auroit dû ménager plus habilement le conſeil; mais ſon erreur ne juſtifiera jamais les outrages faits à ſa perſonne & à ſon gouvernement par ceux qui le dépoſèrent & le retinrent priſonnier. On ſe ſouviendra, lorſque tous les ſophiſmes ſous leſquels on s'eſt efforcé d'envelopper & de déguiſer la vérité ſeront détruits, que ſes oppreſſeurs ont été ſolemnellement déclarés coupables par un *Jury* de leurs compatriotes.

CHAPITRE VII.

ACTE de réglement. — Inſtitution d'un Conſeil ſuprême. — Caractère de ſes Membres. — Etat des affaires ſur le continent de l'Inde. — Gouvernement de la Majorité. — Elle cenſure le ſyſtême de la première adminiſtration, condamne la guerre des Rohillas que M. Haſtings défend, & interrompt ſa correſpondance avec le Réſident. — Les troupes ſont rappellées de cette expédition. — Traitement du Grand-Mogol. — Opérations de l'armée. — Le Gouverneur-Général eſt accuſé de corruption devant le Conſeil. — Mort de Sujah-ul-Dowlah. — Hiſtoire de Nuncomar. — Effets de ces changemens en Angleterre.

LA politique de la compagnie des Indes Orientales eſt ſi étendue & ſi compliquée dans ſes opérations, & ſes effets ſont ſi deſtructeurs, que

l'Indoſtan eſt peut-être le ſeul pays du monde où elle pouvoit réuſſir. Indépendamment des charges énormes auxquelles la compagnie eſt aſſujettie par la multitude des établiſſemens importans & diſpendieux dans chaque département de l'état, les reſſources de ce grand & brillant Empire ſont obſtruées par le vaſte ſyſtême de commerce qui eſt l'objet final de toute ſpéculation. La ſûreté, le bonheur & la proſpérité des ſujets qui doivent être les fins principales & conſtantes du gouvernement, ſont ici continuellement abſorbées par le deſir d'augmenter les tréſors de la compagnie, de remplir ſes engagemens annuels, de fournir à ſes dépenſes, & de faire la fortune de ſes ſerviteurs.

Une maxime fondamentale dans les ſyſtêmes de finance bien réglés, c'eſt de n'impoſer le peuple qu'à proportion des beſoins de l'état, & d'employer avec la plus ſcrupuleuſe exactitude le ſurplus des revenus à la diminution de ces impôts. Dans le gouvernement de la compagnie, cette maxime eſt impraticable. Ces potentats-marchands ont en Angleterre des intérêts particuliers & individuels, auxquels ceux de leurs poſſeſſions en Aſie ſont ſubordonnés. C'eſt cet intérêt individuel qu'on doit accuſer de tous ces ravages, & des dévaſtations cruelles qui ont ſi conſtamment caractériſé les conquêtes & l'uſur-

rité Britannique dans l'Inde. Toutes les reſſources de ces contrées lointaines ont été épuiſées par une exportation continuelle & ſans retour. Les productions de l'Inde ont enrichi des particuliers qui dépenſent leur fortune dans d'autres climats; elles ont fourni aux beſoins d'un ſyſtême de gouvernement inſatiable, ſans tirer de ce gouvernement le plus léger avantage. Voilà les véritables cauſes de ces immenſes *déficit*, dans le produit des terres & du commerce, *déficit* qui compriment tellement les affaires de la compagnie, qu'elle paroît ſur le point d'expirer; c'eſt à elles qu'on doit attribuer les difficultés dont elle ſe trouve enveloppée, tant dans l'Inde qu'en Angleterre. Il s'eſt ouvert une veine, ou plutôt, un vaiſſeau s'eſt rompu dans le corps politique, & tout-à-coup la ſource qui l'alimentoit & lui donnoit de la vigueur, a ſenſiblement diminué. Il n'eût pas été poſſible de fournir par des moyens ordinaires à ces torrens continuels & toujours groſſiſſans, qui, comme un déluge de richeſſes, inondent depuis plus d'un ſiècle, preſque toutes les nations de l'Europe. Auſſi établit-on de bonne heure dans ces contrées, un ſyſtême d'acquiſitions, fondé ſur des principes de violence & de vénalité; tout aventurier, nouveau venu, a mis ſon ambition à le ſoutenir & même à l'outrepaſſer. — Le ſeul plan de conduite ſuivi par les

ſerviteurs de la compagnie dans leurs achats & ventes, ſur-tout depuis qu'ils ſe ſont arrogés la ſouveraineté du Bengale, c'eſt de s'emparer par force des marchandiſes qu'ils ont envie d'avoir, de les payer à leur taux, & d'en diſpoſer de la même manière.

Comme ils étoient tout-puiſſans, on parvint pendant quelque tems, à ſatisfaire exactement à leurs demandes exorbitantes; & aſſurément, les dépenſes de la compagnie, durant ce court eſpace, n'excédoient point ſes profits. Mais quand on eut privé les propriétaires de leurs terres, lorſqu'il n'y eut plus d'argent à extorquer; lorſqu'on eut arraché les ſoies des manufactures, quand on eut dérobé le riz du fermier & du *Ryot*, & que le *Zémindar*, n'ayant plus la volonté ou le pouvoir de proſtituer les honneurs de ſa famille ou les richeſſes de ſes ancêtres, en achetant la protection de ſes oppreſſeurs, devint la victime de leur rapacité, ce courant immenſe de tréſors diminua comme on devoit s'y attendre. Quoique ardens & infatigables dans leur commiſſion de piller un peuple ſans défenſe, les aventuriers qui commandoient les armées Britanniques, furent forcés, après une longue ſuite d'horribles expériences, d'admettre cette maxime humiliante, que les reſſources ſolides & permanentes d'un pays commerçant ne ſont point dans

les contributions, levées par des forces militaires ; mais la culture des terres, le progrès des manufactures, l'industrie, la population & la félicité de ses habitans. Des revenus provenans de toute autre source, sont nécessairement aussi précaires par leur nature, que leur acquisition est criminelle ; il ne seroit pas plus absurde de vouloir vivre sans nourriture, que de croire qu'un gouvernement, dont les opérations ne sont guidées par aucun principe d'honneur ou d'humanité, puisse long-tems prospérer ou même subsister.

L'état de la compagnie, en 1772, démontre la vérité de cette observation. Elle se trouvoit alors, dans des circonstances si critiques, qu'on la crut universellement à la veille d'une banqueroute. L'aspect de ses affaires étoit triste & sombre, son gouvernement, tant en Europe qu'en Asie, étoit sans vigueur & sans efficacité. La vénalité, le luxe & l'indolence, avoient relaché & affoibli tous ses ressorts. Ses possessions dans l'Inde étoient ravagées & dépeuplées par des extorsions, par la famine, & par les émigrations ; l'armée devenoit, dans différentes occasions, ou la victime de l'inactivité, ou l'instrument de l'outrage ; le trésor étoit vuide, & les revenus annuels n'étoient point payés au gouvernement. Les directeurs sentoient d'autant plus vivement le

poids de ces difficultés, que les lettres de change du Bengale étoient presque échues. Ils furent forcés de s'adresser au ministère, pour obtenir des secours pécuniaires, & le ministère les renvoya à la banque d'Angleterre. Ce ne fut pas sans répugnance, que la banque, après bien des délibérations, consentit enfin à leur prêter quatre millions huit cens mille livres.

Tous ces embarras provenoient, comme à l'ordinaire, de la mauvaise administration de leurs serviteurs. La compagnie résolut d'y remédier au plutôt par l'établissement d'une commission extraordinaire. Ceux qui en furent chargés, comme les commissaires qui avoient péri dans la frégate l'Aurore, avoient été confirmés par une assemblée générale des propriétaires, & avoient même reçu l'approbation du roi. La compagnie fut aussi réduite à la nécessité d'avoir recours au parlement pour obtenir des secours. Elle demanda un emprunt de trente-six millions, à quatre pour cent, avec la liberté de les rembourser en différens paiemens, chacun de sept millions deux cens mille livres, & promit que ses dividendes n'excéderoient pas six pour cent, jusqu'à ce que la moitié de cette dette fût acquittée. Il y eut à cette occasion une discussion intéressante, & le parlement convint enfin, par des motifs de politique, d'accorder un secours

de trente-trois millions six cens cens mille livres. Un comité de la chambre, ayant alors été nommé pour faire une enquête de l'état des affaires de la compagnie, il fut rapporté que malgré les embarras dans lesquels la compagnie se trouvoit, elle préparoit l'établissement d'une nouvelle commission sur des principes si dispendieux, qu'il convenoit à la législation d'en empêcher l'exécution.

Une proposition si juste en elle-même, & faite si à propos, fut aussi-tôt approuvée par la chambre. On prépara un bill à cet effet qui fut présenté, & passa, quoique deux membres du parlement, directeurs de la compagnie, voulussent garantir que la commission qui paroissoit si odieuse, n'auroit lieu que quand l'enquête seroit assez avancée, pour justifier cette mesure aux yeux de tout le monde. Mais cette ressource, quelque respectable & quelque imposante qu'elle fût, ne parut pas suffisante, parce que la cour des directeurs pouvoit toujours être contrariée par une majorité des propriétaires réunis.

Au commencement de l'année 1773, il fut aussi arrêté, par des motifs de prudence, suivant quelques personnes, mais plus probablement pour répondre aux vues du ministère, de restreindre les dividendes futurs de la compagnie. (1)

(1) Registre parlementaire de Debret, le 23 Mars 1773.

Des usurpations si manifestes, de la part de la couronne, firent craindre au public que le gouvernement n'eût dessein de s'emparer des biens de la compagnie, & d'annuller sa charte. Mais le ministère fit bientôt cesser ces craintes, au moins pour le moment, en proposant que les acquisitions de territoires demeurassent entre les mains de la compagnie pendant six ans de plus. (1) Le public cria, la compagnie se plaignit, & présenta même des requêtes à la chambre contre ces procédés; mais elles furent sans effet. Il y avoit plus de deux mois que le parlement, occupé de cet objet, attiroit l'attention de toute la nation, lorsque le ministre (2) proposa enfin des *résolutions*, & ordonna l'esquisse d'un bill pour établir certains réglemens tendans à ce que les affaires de la compagnie fussent mieux administrées, tant dans l'Inde qu'en Angleterre; à mettre sur un meilleur pied l'élection des directeurs; à priver du droit de voter tout propriétaire qui n'avoit pas vingt-quatre mille livres dans les fonds; à former dans l'Inde une cour suprême de justice; à ce que les Juges de cet établissement fussent nommés par le roi, & enfin, à donner au gouvernement de Bengale, une

(1) Le 5 & 30 Avril.

(2) Registre parlementaire de Debrett, le 3 Mai.

autorité sur tous nos autres gouvernemens dans les Indes Orientales.

L'objet de ce fameux *acte de réglement*, qui, après une infinité d'altercations dans les deux chambres du parlement, obtint enfin la sanction de la législation, étoit une révolution, universelle dans tout le système du gouvernement de la compagnie. La cour des directeurs devoit obtenir plus de force, par l'anéantissement de ces factions, occasionnées par la multitude de petits propriétaires. Ces mesures assuroient une administration impartiale de justice parmi les naturels du pays, &, par ce moyen, on élevoit une barrière, qui paroissoit suffisante pour arrêter dans l'Indostan la tyrannie des sujets Britanniques, qui agissoient sous l'autorité de leurs maîtres en Europe. On établissoit en même tems un conseil général, auquel on accordoit une autorité absolue. Le but de la *législation*, dans cette partie du nouveau système, étoit évidemment de réunir & de consolider les forces de la compagnie, afin que, dans des tems de danger, tous ses établissemens pussent agir de concert & avec uniformité, en sorte que, dans toutes les relations de la compagnie avec les princes étrangers, &, particulièrement dans les traités de paix ou les opérations de guerre, ce conseil pût être considéré par la suite, comme le centre d'un vaste Em-

pire, auquel tous les rameaux, quoiqu'éloignés, viennent aboutir. — De plus, & cette particularité n'étoit pas la moins intéressante, les serviteurs de la couronne devoient participer à l'administration des affaires de la compagnie, qui se trouvoient alors tellement confondues avec celles du public, qu'on croyoit impossible que les unes fussent jamais bien administrées, si l'on ne donnoit une attention particulière aux autres. Les ministres de sa majesté eurent donc part à l'autorité de la compagnie, & furent, en quelque sorte, responsables des personnes employées dans ce service. Il fut ordonné, dans cet acte, que toutes les affaires civiles & militaires, dans la correspondance de la compagnie avec l'Inde, seroient mises sous les yeux du secrétaire d'état, dans les quatorze jours après l'avis reçu en Angleterre, & que toutes les matières relatives aux revenus, seroient examinées par les commissaires des finances.

M. Hastings fut fait gouverneur-général; le général Clavering, le colonel Manson, M. Barwell, & M. Francis, furent nommés membres du conseil. On fixa à cinq ans la durée de ces charges, à compter de leur arrivée dans le Bengale; & du moment où ils prendroient en main le gouvernement. Ils ne pouvoient être dépossés que par le roi, sur les représentations des di-

recteurs. En cas de vacance, le premier poſte étoit dévolu à celui qui tenoit le ſecond rang, & les directeurs devoient nommer les conſeillers, avec l'approbation de ſa majeſté, ſous ſon ſeing-privé, pendant les premiers cinq ans. L'établiſſement d'une chambre de commerce, & les réglemens d'autres particularités qui devenoient les objets de cette adminiſtration, formoient auſſi une partie principale de cet acte. Il accordoit au gouverneur-général & à quatre conſeillers, les pouvoirs dont jouiſſoient autrefois le préſident & tout le conſeil, ou le comité choiſi dans les royaumes de Bengale, de Bahar, & d'Oriſſa. Toutes les fois que les avis ſeroient partagés, la queſtion devoit être décidée à la pluralité des voix; & lorſque par accident ou autrement, le nombre de voix ſe trouveroit égal, alors le gouverneur-général, ou, en ſon abſence, le doyen des conſeillers, donneroit la voix déciſive. L'acte bornoit l'exercice de leur autorité ſur tous les autres établiſſemens, à la prérogative de déclarer la guerre, de faire la paix, ou de négocier des traités avec les princes Indiens. Il enjoignoit l'obéiſſance aux ordres des directeurs, & exigeoit qu'on leur fît paſſer régulièrement tous les avis dans un tems limité. Il enjoignoit en même tems à la cour des directeurs, de ſoumettre les dépêches à l'inſpection d'un des principaux ſecrétaires d'état

de sa majesté, défendoit au gouverneur-général, au conseil, au premier juge, & aux membres de la cour suprême de justice, aux collecteurs, aux inspecteurs & à tout sujet Britannique employé à lever les impôts, de faire aucune espèce de trafic. Il y avoit aussi une clause pour défendre à ceux qui avoient des emplois civils ou militaires, au service du roi ou de la compagnie, de recevoir directement ou indirectement aucun présent, aucune récompense pécuniaire ou autre, & de contracter aucun engagement sous forme de promesse ou autrement.

M. Hastings fut donc gouverneur, & M. Barwell membre du conseil & du gouvernement actuel du Bengale. Les trois autres conseillers, partirent d'Angleterre au mois d'Avril 1774; ils ne devoient entrer en fonction qu'au premier Août de la même année. Avant leur départ, la cour des directeurs fit nombre d'instructions pour ses serviteurs dans leurs départemens respectifs, qui furent approuvées du conseil privé, comme légales & conformes à l'esprit de l'acte dont nous venons de parler. Elles étoient adressées au gouverneur-général & au conseil du fort William.

Les avis de la cour des directeurs aux personnes revêtues de cette nouvelle délégation, avis qui accompagnoient aux bords du Gange, ce grand code de loix & de jurisprudence Anglaises,

étoient de la dernière importance. On les exhortoit à conserver entre eux la plus grande harmonie, particularité essentiellement nécessaire à la prospérité de la compagnie, le seul moyen de remplir honorablement des charges qu'on leur confioit. On leur recommandoit de donner toute leur attention à maintenir la tranquillité dans l'Indostan, à protéger les territoires de la compagnie & à améliorer ses revenus; d'exercer avec prudence l'autorité qu'ils avoient sur les autres établissemens dans les questions de paix & de guerre; d'éluder particulièrement les intérêts des princes du pays & leurs rapports avec les intérêts de la compagnie, & ceux des autres nations Européennes; de ne point chercher à effectuer par d'autres moyens, ce qu'on pouvoit obtenir par des négociations; de régler les mesures de leur gouvernement sur l'intérêt général de la compagnie; mais de ne jamais perdre de vue, sous aucun prétexte, la sûreté & la prospérité du Bengale. Une courte histoire du gouvernement, sous l'influence d'une majorité du conseil, justifiera la prévoyance de la cour en donnant ces avis salutaires.

La nouvelle administration n'eut lieu que vers la fin d'Octobre. Elle étoit composée d'hommes faits pour remplir ces postes importans, doués d'une capacité, d'une énergie, égales aux fonc-

tions dont ils devoient s'acquitter. Le génie profond & pénétrant, le caractère ferme, circonspect, hardi & entreprenant du gouverneur-général, le rendoient singulièrement propre à remplir dignement sa charge dans un gouvernement où une poignée d'étrangers étoient arbitres des biens & de l'existence de plusieurs millions d'habitans. Le général Clavering, joignoit une parfaite connoissance des hommes & des choses aux sentimens les plus délicats de l'honneur; l'esprit & la libéralité d'un gentilhomme à l'exactitude dans son devoir, & à un respect inviolable pour les droits sacrés de l'humanité. Sa sensibilité étoit peut-être même trop pure, & sa morale trop inflexible, pour la politique tortueuse de l'Asie. Ces grandes qualités, dans sa situation, pouvoient avoir d'aussi pernicieux effets que des vices capitaux. Il n'étoit guère probable qu'un gouvernement sans principes pût prospérer par les vertus de ses membres. Le colonel Manson avoit toute l'honnêteté, la simplicité, & la complaisance désintéressée de sa profession. Il étoit ferme sans opiniâtreté, & il joignoit à une affabilité aimable & conciliante, un esprit toujours ouvert à la conviction, un jugement solide & un bon cœur. M. Barwell, par sa longue résidence dans le pays, ses nombreuses correspondances avec les Indiens, son talent d'observation, & son étude des coutumes & des par-

ticularités de l'Indoſtan, poſſédoit un fond de connoiſſances d'où il pouvoit tirer les ſecours les plus prompts dans les cas les plus urgens. M. Francis avoit une tête froide & un jugement mûr. Il formoit ſes opinions avec beaucoup de ſagacité & de préciſion. Il avoit reçu la plus belle éducation, & étoit accoutumé au travail & à des exercices qui demandent de l'attention, du choix & de l'étude : peu de gens étoient plus propres que M. Francis à l'arrangement du détail, & à la prompte expédition des affaires. Un miniſtère capable de réunir, d'employer de concert, de diriger vers un ſeul objet des talens ſi éminens, étoit en état de gouverner le plus grand Empire. Ces gens-là n'avoient beſoin que d'une grande occaſion qui mît en action toute leur énergie. Il étoit impoſſible que la ſageſſe de leurs meſures, le concert, l'efficacité & la promptitude de leurs opérations, manquaſſent de ſuccès.

Les ordres exprès des directeurs à M. Haſtings, lors même qu'il étoit à la tête de l'ancienne adminiſtration, étoient de découvrir toutes les oppreſſions, & de faire punir les coupables comme ils le méritoient, Indiens ou Européens, quel que fût leur rang, leur état, ou leur famille. Mais il avoit vu que ces ordres étoient impraticables, & à la première occaſion, il l'avoit annoncé formellement aux directeurs, attribuant

tribuant tous les délits à la foiblesse du système établi, & prouvant l'incompétence de la constitution, pour gouverner des possessions étendues, & d'après des chartes, faites originairement pour la juridiction d'établissemens marchands. Si les motifs qui le portèrent à faire cette déclaration n'étoient point d'éviter la haine que lui eût attirée la censure du gouvernement antérieur; ou s'il ne prévoyoit pas que l'unique effet de ses observations seroit de le renverser lui-même; ou si des sentimens d'amitié particulière ne l'empêchèrent pas de s'acquitter rigoureusement de sa charge publique; ou enfin si ce ne furent pas toutes ces considérations réunies qui le déterminèrent sur une partie aussi importante de sa commission, c'est ce que nous ne pouvons assurer. Mais la conduite de ses collègues fournit en peu de tems des preuves frappantes de la vérité de son assertion.

Introduire un nouveau système, c'étoit évidemment la condamner. C'eût été pour le moins une inconséquence à la législation, de vouloir réformer un plan où il n'y avoit rien d'inutile ni de défectueux. Les nouveaux conseillers envoyés d'Angleterre, se crurent obligés de suivre cette interprétation de l'acte. L'esprit & le but des institutions précédentes, avoient donné lieu à leur commission. Leur création étoit donc une

censure ineffaçable de la conduite de leurs prédécesseurs. L'élection de M. Hastings, dans cette révolution, étoit une exception en sa faveur, des reproches qu'on faisoit aux autres. On lui confioit sans réserve la direction du nouveau gouvernement; il tenoit le premier poste dans le service de ses commettans. Les prérogatives légales de son emploi étoient éminentes & étendues. Il présidoit au conseil, correspondoit exclusivement avec les princes de l'Indostan. Son nom donnoit de l'authenticité à tous les actes publics. Ces distinctions étoient bien propres à rehausser son mérite & son importance aux yeux de ses collègues; &, en effet, ils partirent pour l'Inde fort prévenus en sa faveur. Si l'on doit en croire leurs déclarations répétées & formelles, ils ne doutoient pas nullement que la haute réputation dont il jouissoit parmi ses amis en Angleterre, ne lui fût justement acquise. Malgré tout ce qu'ils entendirent accidentellement en allant dans le Bengale, & qui jetta une espèce d'ombre sur l'idée qu'ils s'étoient formée de sa politique, de ses talens & de ses vertus, ils espérèrent toujours qu'il rempliroit l'objet de sa commission, de manière à les satisfaire, ainsi que le public.

Le 25 Octobre 1774, à la première assemblée du nouveau conseil, le gouverneur-général prit fort à propos cette occasion d'expliquer spé-

chalement aux conseillers nouvellement arrivés d'Europe, la situation actuelle des affaires de la compagnie, & particulièrement en ce qui regardoit le gouvernement, les possessions & dépendances du Bengale. Il développa sous leurs yeux le système compliqué du département des finances. Il leur présenta un détail abrégé des différentes opérations par lesquelles on pouvoit remplir efficacement cette grande & pénible tâche. Il leur indiqua nombre de règlemens à faire pour opérer avec plus de diligence, d'exactitude & d'ordre. Il leur exposa, avec sa clarté & sa précision ordinaire, les mesures les plus importantes que le conseil avoit adoptées depuis qu'il avoit eu l'honneur de siéger parmi eux. Il présenta comme autant de circonstances favorables à l'Angleterre, l'alliance de la compagnie avec le *Vizir* d'Oude, & sa conduite relativement à l'*empereur* Shaw-Allum, & la part que les troupes Britanniques avoient eues à la réduction des Rohillas. Il n'omit pas de parler de la force, des vues, & des liaisons des puissances voisines. Il exposa ce que nous avions à craindre de l'inimitié de Marattes ou à espérer de leur amitié; les causes, les progrès & les conséquences des dissensions de ce peuple guerrier; les effets de cette concurrence, qui, soutenue par les animosités domestiques & les convulsions intestines qu'elle-même excitoit, em-

pêchoit leur gouvernement de faire des efforts ou des entrepriſes au-dehors. Il montra les états de Bérar comme des poſſeſſions importantes à la compagnie, par leur ſituation & leur proximité du Bengale. Il les fit voir auſſi ſous d'autres points de vue; il parla de leurs liaiſons, de leur politique, & des principes de leurs princes. Il étoit d'avis que le gouvernement ſuprême devoit épier avec vigilance les mouvemens de cet état puiſſant, d'autant que ſes habitans étoient unis par les liens du ſang avec les Marattes. Il avoit les plus grandes eſpérances, (ce fut la concluſion de ſon diſcours,) que la compagnie, avec de la prudence, pourroit tirer les plus grands avantages pour elle & pour la nation Britannique, du réſultat des arrangemens qu'il venoit de détailler.

Pour donner plus de clarté à cette partie du ſujet, nous croyons devoir inſérer ici le Diſcours entier du gouverneur-général. Nous avons omis les renvois aux Pièces juſtificatives dans les différens bureaux, parce que ces renvois ſont inutiles à qui n'a pas la permiſſion de les vérifier.

« Je deſirerois pouvoir expoſer à tous les » membres de ce conſeil ici aſſemblés, quelque » plan général pour exécuter les règlemens du » nouveau ſyſtême de gouvernement, conformément aux inſtructions de la compagnie; mais » après avoir ſérieuſement examiné le ſujet, je » trouve qu'il eſt néceſſaire d'en choiſir certaines » parties qui paroiſſent mériter le plus notre attention; nous réſervant d'examiner par la ſuite » les autres parties & de les prendre dans l'ordre » naturel, ſuivant leur importance, ou ſelon la » néceſſité des tems. Je prendrai la liberté de » joindre à chaque propoſition une courte relation des circonſtances & des faits paſſés qui y » ont rapport, & qu'il eſt eſſentiel que vous ſachiez, afin de pouvoir former ſur cela vos » réſolutions. Je n'ai pas deſſein, Meſſieurs, » d'empêcher aucun membre du conſeil d'offrir

» à la délibération de cette assemblée les propo-
» sitions qui, suivant lui, méritent d'être faites
» avant celles que j'ai intention d'exposer. Je
» propose seulement cette méthode, comme la
» plus propre à faciliter la décision des affaires,
» décision qui pourroit être retardée en entre-
» prenant trop de choses à la fois. Il faudra sû-
» rement du tems pour arranger & pour per-
» fectionner le nouveau système d'administra-
» tion; les affaires courantes demanderont aussi
» votre attention journalière pour qu'elles ne
» soient pas interrompues; & pour ces deux ob-
» jets, c'est-à-dire, de former le nouveau
» plan de gouvernement, & de conduire de front
» les affaires journalières, il vous faudra con-
» sulter les journaux de l'administration anté-
» rieure, afin qu'il y ait dans nos opérations de
» la liaison & de l'uniformité. J'ai donc dessein
» de vous épargner, par la méthode proposée, du
» tems, & la peine de faire des recherches dans
» des livres volumineux de consultations; & de
» mettre sous vos yeux un abrégé de chaque
» sujet, avec des renvois aux consultations, pour
» les ordonnances qui ont été successivement
» rendues, & les avis reçus relativement à ces
» ordonnances. J'ajouterai, & je crois pouvoir
» le faire sans présomption, vu l'expérience que
» j'ai acquise dans les affaires de ce gouverne-

» ment, que je me ferai toujours un plaisir de » communiquer, à tout membre de ce conseil, » des informations, lorsqu'il lui plaira me con- » sulter.

» On entend si souvent des protestations de » zèle pour le bien public, qu'il n'est plus guère » possible d'y ajouter foi; mais mon honneur » & mes intérêts dépendent tellement de l'heu- » reux succès des mesures de ce gouvernement, » que j'ose assurer avec confiance, & sans crainte » d'être soupçonné de dissimulation, que je ne » forme pas un desir même pour moi, dont » l'objet immédiat ne soit pas le bien de la com- » pagnie & le mien ultérieurement, en tant » qu'il dérive du sien. Je crois pouvoir assurer » la même chose des membres qui se sont en- » gagés avec moi dans cette grande entreprise; » j'ai la plus grande confiance, Messieurs, que » vous êtes disposés à vous réunir à moi pour » les intérêts de la compagnie, & je vous dé- » clare cordialement qu'il ne tiendra point à » moi que cette unanimité ne produise son plein » effet.

» Les sujets que je vais soumettre à votre con- » sidération, sont d'abord, la méthode de di- » riger les affaires du revenu, & ensuite, le » système politique de ces provinces.

» La méthode générale de lever les impôts,

» à préſent établie, eſt comme il ſuit : les pro-
» vinces ſont formées en ſix diviſions ; chacune
» comprenant des diſtricts inférieurs, ſous la
» direction d'un chef & d'un conſeil ; ceux-ci
» reçoivent leurs ordres du gouvernement, &
» font un rapport de leurs procédés dans un dé-
» partement ſéparé, appellé conſeil des finances ;
» & afin d'expédier avec plus de facilité les af-
» faires des habitans, & pour confirmer les an-
» ciens uſages & règlemens, il y a dans chaque
» diviſion un *Dewan*, ou miniſtre des finances,
» qui eſt joint au conſeil provincial, & qui tient
» tous les comptes & regiſtres dans les langues
» du pays. On a auſſi nommé dans chaque diſ-
» trict des diviſions provinciales, des intendans
» Indiens avec titre de *Naïb*, & qui correſpon-
» dent avec les conſeils provinciaux & les *De-*
» *wans*. Ces derniers rendent auſſi compte des
» détails de leurs emplois à un bureau d'ancienne
» inſtitution, depuis peu tranſporté de Moor-
» shedabad à Calcutta, appellé *Khalſa*. Ce
» bureau eſt ſous la direction d'un officier, qui
» a le titre de *Roy Royan* ; cet officier ſiège
» occaſionnellement dans le conſeil des finances ;
» il eſt pour-ainſi-dire, le canal de communi-
» cation entre le gouvernement & les *Dewans*,
» il tranſmet à ces derniers les ordres du gou-
» vernement, qui ſont enſuite envoyés aux con-

» ſeils provinciaux, & il reçoit leurs réponſes.
» Les diſtricts exceptés de cette règle générale,
» ſont la province de *Chittagong*, qui, à cauſe
» de ſa diſtance & de la modicité de ſon revenu,
» a été laiſſée ſous la ſeule direction du chef
» du comptoir; les diſtricts de *Pallamon* & de
» *Ramgur*, dont le capitaine Camac eſt chargé,
» & la *Jungulterry* de *Curruck-Poor*, &c. qui
» eſt gouvernée par le capitaine *Brown*. On peut
» proprement les appeller de petits gouvernemens
» militaires. Les habitans ſont montagnards,
» ſauvages, que l'on vient de réduire à un état
» de ſubordination au gouvernement, qui de-
» mandent la préſence continuelle de quelques
» troupes qui les contiennent dans le devoir.
» Le revenu qu'on tire de ces cantons eſt peu
» de choſe, mais la poſſeſſion de leur pays aſ-
» ſure la paix de leurs voiſins plus civiliſés &
» bons cultivateurs, dont les terres, avant la ré-
» duction de ces barbares, étoient toujours ex-
» poſées à leurs ravages & à leurs incurſions. Les
» collecteurs militaires ne correſpondoient qu'a-
» vec le gouverneur; mais ſuivant les inſtruc-
» tions que nous venons de recevoir de la com-
» pagnie, il paroît néceſſaire qu'à l'avenir ils
» correſpondent avec tous les membres du con-
» ſeil.

» Mon avis, que je ſoumets à vos lumières,

» eſt la continuation de ce ſyſtême dans toutes » ſes parties, en y faiſant ſeulement les changemens que, ſuivant les nouveaux ordres de la » compagnie, nous croirons indiſpenſables. Les » innovations ſont toujours accompagnées de difficultés & d'embarras. Des innovations dans » le ſyſtême des finances, ſuſpendroient la perception, & tout changement dans cette ſaiſon » de l'année, lorſque le tems des plus forts paiemens eſt proche, ſeroit extrêmement dangereux. Et par cette raiſon même, il eſt eſſentiel de nous déterminer promptement ſur la » méthode que nous devons ſuivre à l'avenir » dans l'adminiſtration & la levée des revenus.

» La cour des directeurs a été inſtruite de cet » établiſſement, en conſéquence des ordres qu'elle » nous avoit fait paſſer dans ſa lettre du 7 Avril » 1773, & nous eſpérons recevoir dans peu ſa » détermination à ce ſujet; je dois auſſi vous » recommander la continuation de la ſéparation » du département des finances d'avec les autres » départemens; c'eſt, ſuivant moi, le ſeul » moyen d'agir avec régularité. Comme l'intérêt » de la compagnie dépend ſpécialement de cette » régularité, je propoſe que le conſeil s'aſſemble » pour régler ces objets, comme s'aſſembloit » l'ancien conſeil des finances.

» Il ſera néceſſaire de faire d'autres règlemens

» ſubſidiaires pour ſéparer le département des » finances de celui du commerce, pour em- » pêcher qu'il n'y ait concurrence, & de nous » déterminer ſur le choix des perſonnes qui » ſeront employées dans les finances, afin que » la chambre du commerce puiſſe à ſon tour » choiſir ceux qu'elle deſtine à la direction des » affaires commerciales.

» Le ſecond objet que j'ai à ſoumettre à votre » conſidération, c'eſt le ſyſtême politique des » provinces.

» L'alliance avec le *Nabab* Sujah-Dowlah, » *Vizir* de l'empire, eſt la ſeule dans laquelle » le gouvernement ſoit, proprement parlant, » engagé; elle eſt fondée ſur le traité négocié » par Lord Clive à Allahabad, l'année 1765.

» Par un nouveau traité avec le *Vizir*, en » date du 8 Septembre 1773, en conſéquence » d'une entrevue que j'eus avec lui à Benarès, » les ſubſides qu'il s'obligea de fournir par mois » pour les dépenſes extraordinaires de nos trou- » pes employées à ſon ſervice, furent fixées à » deux cent dix mille roupies par brigade, & » les provinces de Cora & d'Allahabad lui » furent cédées pour la ſomme de cinquante » *lacks* de roupies, dont vingt *lacks* devoient » être payés comptant, ce qui fut exécuté, quinze

» *lacks* au bout d'un an, & les autres quinze
» au bout de deux ans.

» Dans le même tems le *Vizir* ſollicita l'aſ-
» ſiſtance de nos troupes pour réduire le pays
» des Rohillas, ſitué au nord de ſes états, entre
» le Gange & les montagnes de Tibbet. Les
» cauſes de cette guerre furent celles-ci : le *Vizir*
» accuſa les chefs des Rohillas d'avoir manqué
» à la foi des traités, en fourniſſant des ſecours
» d'argent aux Marattes, contre leſquels les
» Rohillas avoient d'abord ſollicité & obtenu la
» protection du *Vizir*, en promettant ſolemnel-
» lement à ce dernier de lui payer quarante *lacks*
» de roupies lorſque les Marattes abandonne-
» roient leurs territoires, & d'avoir enſuite re-
» fuſé de remplir cet engagement.

» Cette entrepriſe projettée fut le premier
» objet de mon entrevue avec le *Vizir*, & for-
» moit un article dans l'eſquiſſe de notre traité;
» mais elle fut par la ſuite omiſe à ſa requête,
» & je promis qu'elle pourroit avoir lieu, ſi les
» affaires de la compagnie le permettoient dans
» tout autre tems, lorſqu'il ſeroit en état d'exé-
» cuter l'entrepriſe. En conſéquence, au mois
» de Janvier 1774, le *Vizir* demanda formelle-
» ment une brigade des troupes de la compagnie,
» pour défendre ſes états, & pour exécuter ſon

» premier projet d'envahir le pays des Rohillas.
» Il s'engagea de payer à la compagnie, outre
» les subsides stipulés, quarante *lacks* de rou-
» pies pour ce service, lorsqu'il seroit terminé.
» La requête du *Vizir* fut accordée; on or-
» donna à la seconde brigade de marcher, &
» le Colonel Champion fut nommé pour la
» commander. Ayant été joint par le *Vizir* &
» ses troupes, il entra dans le pays des Rohillas
» le 17 Avril; & le 23 du même mois il attaqua
» & défit leur armée, commandée par Hafez-
» Rhamut, leur chef, qui fut tué dans l'action.
» Cette victoire fut décisive, aucun autre en-
» nemi ne parut en campagne, & le *Vizir* ayant
» pris possession de la plus grande partie du pays,
» les deux armées marchèrent le 7 Mai vers la
» ville de Boussolée, où leurs quartiers étoient
» préparés, & où elles devoient rester pendant
» la saison pluvieuse; mais les autres chefs des
» Rohillas ayant assemblé des forces sous le
» commandement de Fyzoolla-Cawn à Ne-
» jeebgur, ville située sur les frontières septen-
» trionales du pays, le *Vizir* craignit qu'ils ne
» devinssent trop formidables, & que les Ma-
» rattes ne revinssent interrompre les opérations
» de la campagne; il persuada au colonel Cham-
» pion de remettre la brigade en marche vers la
» fin de Juillet, quoique l'on fût alors au plus

» fort de la saison des pluies. Les soldats étoient
» en pleine santé ; ils s'avancèrent sans obstacle
» jusqu'à Pottergur, poursuivant jusqu'aux bords
» des montagnes l'ennemi qui fuyoit devant eux.
» Les deux armées furent assez long-tems campées
» à une petite distance l'une de l'autre, vu que
» le colonel Champion attendoit des ordres du
» comité choisi, pour poursuivre les ennemis
» au-delà des bornes qu'il croyoit lui avoir été
» prescrites par ses instructions. Les ordres lui
» furent envoyées, & nous attendîmes de jour
» en jour la nouvelle de la conclusion de la
» guerre, soit par la défaite des ennemis, soit
» par négociations. Les dernières lettres du
» colonel Champion, que vous avez lues,
» Messieurs, datées du 2 de ce mois, nous ap-
» prennent que Fyzoolla-Cawn s'est lui-même
» livré entre nos mains, mais qu'on continue
» encore les négociations.

» Les avantages qu'offroit cette expédition
» étoient, 1°. Une augmentation de territoires,
» & conséquemment de richesses pour le *Vizir*,
» à laquelle la compagnie aura toujours part.
» 2°. Pour les états du *Vizir* une barrière contre
» d'incommodes voisins, barrière qui ajoute à
» ses possessions tout l'espace contenu entre le
» Gange & les montagnes du Nord. 3°. Cette
» expédition employoit le tiers de nos troupes,

» & conſéquemment nous épargnoit leur ſolde,
» & finalement nous devions avoir quarante *lacks*
» de roupies lorſque la guerre ſeroit terminée.
» La retraite des Marattes ſur leurs anciens ter-
» ritoires, & les violentes diſſenſions qui s'é-
» levèrent dans leurs états, firent voir que nous
» avions bien choiſi le tems pour commencer
» la guerre; & le refus formel que fit Hafez-
» Rahmut de remplir les conditions du traité
» entre lui & le *Vizir*, traité dont l'original,
» ſigné par Sir Robert Barker, eſt en notre poſ-
» ſeſſion, démontre la juſtice de l'entrepriſe.

» Il ſe trouve dans le cours de la correſpon-
» dance entre le comité & le colonel Champion,
» pluſieurs évènemens détachés, tels que les pré-
» tentions de l'armée à une partie du butin, les
» récompenſes qu'offroit le *Vizir*, les prétentions
» de l'empereur Shaw-Allum ſur une partie des
» diſtricts ſubjugués, & quelques autres qu'il eſt
» inutile de détailler ici.

» Suivant les derniers avis, le ſecond paie-
» ment du traité pécuniaire pour Cora & Alla-
» habad n'étoit pas encore fait; mais on avoit
» donné des ordres pour qu'il ſe fît, & le
» *Vizir* avoit nommé un Anglais pour le rece-
» voir & s'en charger à Fyzabad, capitale de ſes
» états.

» Les ſubſides de tous les mois ont été payés

» avec assez d'exactitude; au moins nous n'avons » point été informés du contraire. Je m'imagine » que les quarante *lacks* de roupies stipulés pour » le service actuel sont à présent dûs, quoique » le *Vizir* fasse encore quelques objections; mais » la défaite des troupes de Fyzoolla-Cawn, ou » la conclusion de la guerre par des négociations, » a probablement déjà rendu le droit de la com- » pagnie inconteſtable. Il reste encore une petite » balance d'anciens comptes à arranger; cela fera » la principale, pour ne pas dire la seule affaire » que nous aurons à régler avec le *Vizir*, quand » les entreprises dans lesquelles nous avons jus- » qu'ici été engagés avec lui seront tout-à-fait » terminées; je ne crois pas que nous ayions » aucune difficulté à nous faire payer.

» Les bornes que je m'étois prescrites, & que » j'ai déjà passées, ne me permettront pas d'en- » trer dans les détails de tous les avantages que » la compagnie retire de l'alliance du *Vizir*; » on peut les voir pleinement dans différens en- » droits de nos regîtres, à chacun desquels je » renverrai par la suite. On peut les réduire à » ce compte abrégé : une barrière sûre, de l'oc- » cupation pour notre armée, une diminution » de dépense pour le militaire, & un fonds per- » manent de richesses futures. Le *Vizir* peut » subsister long-tems sans notre protection, & il

» est

» est incapable de lui-même de devenir pour
» nous un objet de jalousie ou de crainte : pour
» communiquer plus facilement avec le *Vizir*,
» pour maintenir cette confiance & l'alliance
» entre le *Vizir* & la compagnie, nous avons
» jugé à propos de nommer un résident à la
» *Durbar*, comme agent immédiat du gouver-
» neur, avec qui seul il communique. La per-
» sonne chargée de cette commission est M. Na-
» thaniel Middleton, dont la discrétion, l'in-
» tégrité & les talens me sont connus.

» L'Empereur réside à Delhi, son ancienne
» capitale, & n'a nulle part à l'administration
» de l'empire. Il y a long-tems que nos liaisons
» avec lui sont suspendues, & je ne desirerai
» jamais les voir renouveller, parce qu'elles ont
» épuisé les trésors du Bengale & celui de
» la compagnie sans procurer aucun bénéfice, &
» même sans offrir une perspective éloignée du
» moindre avantage. Nous avons retenu le tribut
» auquel il prétendoit pour les provinces qu'il a
» cédées depuis qu'il a déserté la compagnie,
» & qu'il s'est joint aux Marattes, nos ennemis
» naturels. On a demandé à la cour des direc-
» teurs ses ordres relativement à la continuation
» du paiement, en lui exposant toutes les raisons
» qui paroissoient en nécessiter la cessation.

» Les états des Marattes, après avoir menacé

» de ſubjuguer tout l'empire pendant l'adminiſ-
» tration active de leur *Peishaw*, ou chef,
» Mahderow, ſont depuis plus d'une année un
» théâtre de troubles. Après la mort de Mah-
» derow, ſon frère Narain-Row lui ſuccéda. Il fut
» aſſaſſiné, & ſon oncle Raganot-Row, délivré
» de ſa priſon, & déclaré *Peishaw* en ſa place.
» Les miniſtres du gouvernement, à qui il devoit
» ſon élévation, devinrent les objets de ſa ja-
» louſie, & ſe conduiſant enſuite d'après ces
» impreſſions, il s'en fit des ennemis. Ils for-
» mèrent une grande conſpiration contre lui,
» mirent l'enfant nouveau né de Narain-Row en
» concurrence avec lui, & le défirent en bataille
» rangée. Il s'eſt depuis jetté entre les bras de
» Takojee-Hulkar & de Mahdajee-Sindia, deux
» chefs reſpectables qui étoient ci-devant du
» parti de ſes ennemis. Les chefs de ces anta-
» goniſtes ſont Sookoram-Bolboo, principal mi-
» niſtre; Gaujaboy, mère des *Peishaws*, Mah-
» derow & Narain-Row, Shubajee-Boonſla, chef
» du Berar, & le *Nabab* Nizam-Ally: on doit
» plutôt conſidérer les deux derniers comme
» auxiliaires. Mordajee, frère de Shubajee, étoit
» du parti de Raganot-Row avant ſa défaite; les
» deux frères ſont actuellement dans le Berar.
» Les dernières lettres de M. Moſtyn, réſident
» à Poonah, en date du 22 Août, font mention

» de ces disputes jusqu'à cette époque; elles pa-
» roissent devoir encore durer long-tems, &
» lorsqu'elles seront terminées, le parti domi-
» nant sera probablement trop foible pour for-
» mer aucun plan de conquêtes éloignées, au
» moins pendant un tems. Nous n'avons donc,
» quant à présent, rien à craindre des Marattes.

« La province du Berar, qui tient à nos
» frontières au sud & à l'oueſt, mérite par sa
» situation, & l'indépendance de ses gouver-
» neurs, notre attention particulière. Le chef ac-
» tuel, Shubajee Boosina, est frère de feu Ja-
» nojee Boonsla, qui a, pendant plusieurs années,
» jouit de la souveraineté du pays. Il a pour
» frère Moodajee, dont nous avons déjà fait
» mention, & Binbajee; le dernier n'a pas beau-
» coup d'importance, excepté celle qu'il tire du
» crédit de sa famille. Il y a long-tems que les
» deux autres frères sont en dispute; mais l'au-
» torité de Derriaboy, veuve de Janojee, &
» femme renommée par son esprit & son cou-
» rage, les a jusqu'ici empêchés d'en venir à
» des extrémités violentes. Quoiqu'ils soient en-
» gagés dans deux factions différentes des états
» des Marattes, ce n'est point une preuve cer-
» taine de leur inimitié; parce que, suivant ce
» que l'on m'a raconté, c'est une politique assez
» suivie chez les Marattes, que la même fa-

» mille prenne dans la vue de s'aggrandir, différens partis dans les dissentions civiles. Lorsque » j'étois l'année dernière à Bénarès, il y vint un » *Vakeel*, de la part de Shubajee-Boonsla, avec » une lettre de ce chef à mon adresse; il m'accompagna jusqu'à Calcutta, où il resta jusqu'au » mois de Septembre passé, & fut ensuite rapellé » par son maître. Le but de la lettre de Shubajee, » & les propositions verbales que me fit son *Vakeel*, étoient de solliciter un traité d'alliance & » d'amitié avec le gouvernement Anglais. Je lui » répondis de manière à l'encourager, s'il avoit réellement formé quelque dessein qui l'intéressât à » solliciter l'amitié de la compagnie. C'est un » des descendans des anciens *Rajahs* ou *Sittarahs*. Le *Rajah* régnant, s'appelle *Ram-Rajah*; il n'a pas d'enfans. Une remarque à » faire, & qui peut servir à donner une idée de » l'instabilité du gouvernement des Marattes, est » que l'administration est conduite par une troisième personne subordonnée. Le *Rajah*, au » nom duquel se publient toutes les ordonnances, » est privé de toute autorité. Le *Peishaw*, ou » premier ministre, est un enfant de neuf mois; » & le ministre actuel ou le régent, qui exerce » l'autorité des deux premiers, est un homme » qui tire son autorité de la combinaison de » quelques individus puissans. La compagnie peut

» retirer de grands avantages politiques de cet » état de diſſention où ſe trouvent les Ma- » rattes, des vues & des prétentions des diffé- » rens compétiteurs. Le ſyſtême préſent d'uni- » formité, pour tous les établiſſemens de la » compagnie dans l'Inde, eſt bien calculé pour » contribuer à ſes ſuccès. »

Les conſeillers qui arrivèrent d'Angleterre furent frappés d'étonnement à quelques endroits de ce Diſcours : les ſoupçons que leur avoient inſpiré ce qu'ils avoient ouï dire en venant, & une infinité d'autres circonſtances, furent confirmés. Le grand principe du gouvernement aux opérations duquel la renommée avoit attribué les réformes les plus ſalutaires & les plus eſſentielles dans tous les départemens, étoit tout-à-fait différent de ce qu'attendoient les nouveaux conſeillers. Ils dirent que l'on ſe ſervoit de l'autorité de la compagnie pour donner ſanction à l'oppreſſion & à l'outrage, pour ſuivre & réaliſer les projets les plus extravagans de l'ambition, aux dépens de ce qu'il y a de plus ſacré parmi les hommes, pour établir les prétentions & aider à l'uſurpation du plus fort contre les droits du plus foible. Il leur parut que les principes, les opérations, & les vues du gouvernement, étoient mal-entendus & mal appliqués. Au lieu du ſyſtême pacifique que le gouverneur-général avoit ſi hau-

tement professé & avoué, l'armée étoit alors employée à extirper les Rohillas, avec qui il étoit autrefois allié, contre lesquels il n'avoit aucun sujet de ressentimens, & qu'il ne massacroit que pour une somme stipulée. Le général Clavering, le colonel Manson & M. Francis, blâmèrent hardiment l'origine, la conduite & l'objet de cette cruelle expédition. Ils l'imputèrent à une connivence entre le *Vizir* & le gouverneur-général. Ils ne pouvoient concevoir qu'elle eût été formée sur d'autres principes que sur l'ambition démesurée d'un côté, & la corruption la plus honteuse de l'autre. Ils attribuèrent unanimement à ces causes toute cette pétulance qui avoit marqué le caractère de Sujah-Dowlah dans la direction de la campagne, & ce zèle extrême avec lequel le gouverneur-général avoit pris le parti du *Vizir*, contre les représentations du commandant des troupes. Ils regardèrent cette conduite comme une insulte à la compagnie, dont les ordres répétés enjoignoient de maintenir l'harmonie entre les puissances voisines. Cette politique augmentoit le pouvoir d'un prince qu'il étoit de l'intérêt des Anglais de tenir dans un état de dépendance. C'étoit usurper les droits d'une puissance neutre, droits que les Marattes pouvoient se croire obligés de défendre. Elle exposoit les possessions de la compagnie à des dé-

prédations, & notoit leurs engagemens d'infidélité & de fourberie. Elle dégradoit la dignité du gouvernement, qui pouvoit condescendre à servir l'arrogance d'un barbare; c'étoit risquer la liberté d'une brigade, en laissant à ce barbare la faculté de les garder à son service aussi longtems qu'il le voudroit; insulter aux sentimens d'honneur des soldats, en les forçant à un service cruel & sanguinaire, & en mêlant leurs opérations d'une foule de scènes horribles faites pour jetter un déshonneur ineffaçable sur les armes d'une nation éclairée. Les nouveaux conseillers s'étendirent enfin longuement sur l'origine de cette guerre, sur la manière avec laquelle elle avoit été conduite dans son commencement & dans ses progrès; sur la rapacité, la perfidie & l'inhumanité du *Vizir*; sur l'objet avoué de l'expédition, & sur le carnage affreux & la destruction générale qu'elle avoit occasionnés.

Le gouverneur-général dit qu'il ne répondoit point à des allégations grossières. Il demanda à l'assemblée de vouloir bien faire une distinction entre des déclamations passionnées, & une enquête modérée & impartiale. Plusieurs des faits, sur lesquels la majorité avoit argumenté, étoient au moins équivoques. Il nia positivement qu'il se fût passé rien de mystérieux dans son entrevue avec le *Vizir*; il n'avoit jamais, par sa conduite,

donné lieu aux imputations dont on vouloit le noircir. Rohilcund n'étoit point, comme on le prétendoit, ravagé, désolé, & les prisonniers de guerre n'avoient point été traités avec inhumanité. Tous ces reproches n'étoient point la vérité, mais les suggestions exagérées de l'imposture. Les besoins du gouvernement avoient dans l'occasion nécessité cette opération. La détresse de la compagnie étoit telle, que les ressources de la contrée étoient devenues inutiles; &, faute de ces ressources, il avoit été indispensable d'employer des moyens extraordinaires. Les ordres de la compagnie ne contenoient jamais une défense expresse d'employer ses forces dans des expéditions d'une utilité évidente. L'esprit de ces ordres étoit moins restreint; ils donnoient, dans les cas où on ne pouvoit point les exécuter positivement, une latitude moins limitée au zèle de ses serviteurs. Les Rohillas étoient un peuple perfide. Ils avoient subi la peine de leur perfidie. La guerre étoit fondée sur le desir naturel de venger des injures reçues, & nos troupes n'avoient été qu'auxiliaires. Dans cette expédition il étoit de notre devoir, ainsi que de notre intérêt, de contribuer à la sûreté d'un allié dont les ennemis étoient les nôtres. Les Rohillas avoient été aggresseurs, & conséquemment leur réduction étoit comprise dans les engage-

mens que nous avions pris de défendre le *Vizir*. Le gouverneur-général fit l'énumération des avantages qui reviendroient à la compagnie de cet emploi des troupes.

Cette guerre avoit élevé une nouvelle barrière qui défendoit ses possessions en étendant les frontières d'Oude ; & en éloignant les Marattes, elle avoit apporté dans le trésor de la compagnie près de douze millions. Elle avoit servi à maintenir la discipline dans ses armées, & lui avoit épargné un tiers des dépenses militaires. Enfin, il en appella pour sa justification à sa réputation dans le service ; il fit face à toute objection, en se retranchant sur la manière dont il avoit cru devoir interpréter les ordres de la compagnie, sur les besoins de l'état & sur la probabilité de réussir dans cette entreprise.

Loin d'être satisfaite de ces raisons, la majorité prononça l'arrêté suivant : « que la correspondance du gouverneur-général avec le général en chef & le résident à la cour du *Vizir*, » seroit communiquée au conseil. » M. Hastings s'opposa à cet arrêté, qui, dit-il, lui ôtoit son crédit & le dépouilloit du rang élevé qu'il occupoit ; & de cette confiance qui lui étoit essentielle. M. Middleton étoit son agent. Plusieurs de ses lettres contenoient des confidences si particulières, dont le public n'avoit que faire ; M. Midd-

leton les avoit écrites & envoyées ſous le ſceau du ſecret. Il ne vouloit point expoſer en public les opinions peut-être indiſcrettes d'un jeune-homme, opinions qui ne pouvoient attirer à l'écrivain que des troubles & des déſagrémens. M. Middleton n'avoit haſardé de les écrire, que ſur l'aſſurance la plus ſacrée qu'elles ne ſeroient vues que par celui à qui ſeul il ſe croyoit reſponſable dans ſon poſte. Sans attendre les pièces qu'il avoit promis de produire, ou ſans ſavoir ſi les informations qu'elles contenoient, étoient imparfaites ou obſcures, on demandoit deſpotiquement à voir les minuties ſecrettes d'une correſpondance que ſa délicateſſe lui défendoit de divulguer; il étoit prêt à communiquer au conſeil les dépêches miniſtérielles du colonel Champion. Quant à la partie amicale de leur correſpondance, il croyoit qu'il n'étoit ni néceſſaire ni convenable de la produire aux yeux du public.

Les membres de la majorité proteſtèrent contre ce refus, & ſoutinrent que, puiſqu'en conſéquence des engagemens de la compagnie avec Sujah-Dowlah, on avoit entrepris une expédition, directement contraire à la politique adoptée par l'autorité ſuprême, que cette expédition n'étoit pas le réſultat d'aucun traité ſpécifique, mais ſeulement d'un accord verbal entre le *Vizir* & le gouverneur-général, & que pour

l'exécuter, nos troupes avoient été envoyées si au-delà des frontières du Bengale & si fort au nord de Delhi, qu'au commencement d'Octobre on ne pouvoit trouver dans aucune carte connue, la place de leur camp. Ils avoient droit de demander tous les renseignemens qui avoient rapport à cette affaire. Les liaisons de la dernière administration avec l'allié de la compagnie, malgré tous les éclaircissemens qu'on leur avoit donnés sur cet objet, étoient encore, en quelque sorte, inintelligibles pour eux. Ils étoient d'avis que la correspondance du résident à la *Durbar*, & celle du commandant des troupes, encore en campagne, avec le gouverneur, sur l'affaire en question, étoient absolument nécessaires pour leur procurer les informations dont ils avoient besoin. Ils fondèrent leur demande sur les ordres exprès de la compagnie. Les directeurs, dans leur lettre générale du 23 mars 1770, disoient : « Le gouverneur correspondra » seul avec les puissances du pays ; mais toutes » les lettres avant qu'il les envoie, doivent être » communiquées aux autres membres du co- » mité choisi, & avoir leur approbation ; de » même toutes lettres quelconque qu'il pourra » recevoir en réponse, ou dans le cours de sa » correspondance, seront également soumises à » la considération du comité choisi. » Ils sou-

tinrent que le chef du conseil n'avoit point le droit de correspondance avec les ministres ou les affaires du gouvernement, sans la participation de ce conseil, & encore moins celui de refuser la communication d'une correspondance que ses membres exigeoient.

La conséquence de ces débats fut que M. Middleton fut rappellé de la *Durbar*. On donna en même tems ordre au colonel Champion, après bien des altercations, de le remplacer, d'aller trouver le *Vizir*, & de lui demander le paiement des arrérages dûs à la compagnie, pour les secours qu'elle lui avoit fournis contre les Rohillas, & de ses autres engagemens. On lui donna le pouvoir de se relâcher dans ses demandes, en cas qu'il le jugeât convenable, & d'accepter vingt *lacks*, après avoir pris des arrangemens pour le reste, à des termes qu'il jugeroit à propos, pourvu que le dernier paiement ne passât pas un an. Sur le refus du *Vizir*, il devoit se retirer avec les troupes. On reçut avis dans cet intervalle que la guerre, comme on l'a vu ci-devant, étoit terminée, & cette nouvelle occasionna quelque changement dans les instructions données au colonel Champion.

Dans le cours de ces longs débats, on parla souvent & avec beaucoup de liberté de la manière dont le gouverneur-général avoit traité le roi Shaw-

Allum; on imputa plus d'une fois indirectement, à des principes qu'il n'avoit pas avoués, la détention du tribut, ainsi que la manière dont il avoit disposé de Corah & d'Allahabad. Il se justifia d'avoir suspendu le paiement du tribut, en disant qu'il auroit pu tirer, s'il l'eût voulu, de grands avantages d'une connivence particulière relativement au traité. Le roi, (il le présume) auroit accepté toutes les conditions qu'il lui auroit proposées, & l'auroit encore remercié de ce qu'il auroit bien voulu les accorder à sa majesté. (1).

Il étoit certainement au pouvoir du gouverneur-général de préférer ses propres intérêts à ceux de ses commettans, en supposant toutefois le prince Indien assez bas pour seconder ces desseins. Mais justifier l'oppression par la foiblesse de l'opprimé, ou se justifier d'une injustice, en donnant pour raisons qu'il étoit en notre pouvoir d'en com-

(1) Le gouverneur-général, dans sa lettre à la cour des directeurs par le navire l'Anson, en date du 25 Mars 1775, donne, en ces termes, ces raisons curieuses : « C'est moi seul qui ai arrêté le paiement du tribut; & » on me l'a souvent reproché. Il étoit certainement en » mon pouvoir de le continuer, & de faire mes arrange- » mens avec le roi pour en garder ce que j'aurois jugé à » propos pour ma part; il m'auroit encore remercié du » reste. »

mettre une plus grande, c'eſt réduire le droit naturel à des principes de tyrannie, & en appeller directement du tribunal de l'équité à la déciſion de la force. Un *Jury* Anglais n'abſoudroit pas un homme convaincu de vol, parce qu'il diroit pour s'excuſer qu'il n'a pas commis de meurtre. C'eſt cependant par de ſemblables argumens que le gouverneur-général prétend juſtifier ſon marché avec Sujah-Dowlah, pour les territoires d'un prince dont il avoit déjà aliéné le tribut. « Ce ne fut point, dit-il, le manque des » *Sunnuds* de Shaw-Allum, qui renverſa les pro- » jets long-tems prémédités du duc de Choiſeul; » & leur poſſeſſion n'accélérera pas non plus les » deſſeins des Marattes contre nous. Le glaive » nous a donné la poſſeſſion du Bengale, & » c'eſt par le glaive que nous pouvons la con- » ſerver; ſi nous la perdons, Dieu veuille que » cela n'arrive jamais, celui qui nous ſuccédera » fondera ſes droits ſur la même charte na- » turelle. »

En 1774 les troupes furent principalement employées contre différentes petites principautés ſituées ſur les frontières du Bengale, & qui avoient juſqu'alors été indépendantes des puiſſances voiſines. Dans quelques-unes, les *Rajahs*, ou les princes, furent ſubjugués & obligés de donner des otages pour garans de leur obéiſſance

future; dans d'autres, les payſans furent chaſſés de leurs habitations, les villages brûlés, & les moiſſons entièrement détruites. Le conſeil de Patna ayant donné ordre à un bataillon des troupes de la compagnie de ſaiſir ou d'expulſer le *Rajah* Tuttah-Shaw, le lieutenant Scott, qui le commandoit, fut ſi exact à ſuivre ſes inſtructions, qu'il pourſuivit ce malheureux prince juſques dans les états d'Oude, & fit trois des ſujets du *Vizir* priſonniers de guerre. Le capitaine Crawford, d'après des ordres d'une nature à-peu-près ſemblable de la part du chef de Burdwan, entra dans le Parcoom au commencement de Décembre de la même année, avec ſix compagnies de Cipayes, prit la capitale, la raſa, & pour rendre le poſte tenable, détruiſit ſes environs. Les Indiens, dans un accès de déſeſpoir, s'aſſemblèrent pour défendre leurs foyers. Il les joignit dans peu de jours, & les diſperſa ſans beaucoup de peine. Tous ceux qui ſurvécurent, hommes, femmes & enfans, ſe retirèrent dans les montagnes, & laiſsèrent le diſtrict ſans habitans. Cet officier actif avoue de ſang froid dans ſes dépêches, qu'il eut l'art de ſemer des diſſentions parmi les chefs pour pouvoir les réduire & les extirper avec plus de facilité. La cauſe de ces excès fut l'ambition de ſubjuguer un peuple brave & guerrier, qui avoit, depuis

un tems immémorial, maintenu ſa liberté dans ces montagnes couvertes de bois, qui forment une grande partie de la diviſion occidentale du Bengale. Ces malheureux n'eurent plus d'autre moyen de ſe venger, que de faire des incurſions ſoudaines dans les diſtricts voiſins qui n'étoient pas défendus. Ils furent conſéquemment proſcrits comme des brigands, & on procéda contre eux par tous les moyens que juſtifient les loix de la guerre. Puiſqu'ils n'étoit pas poſſible de les réduire, on jugea, dans le véritable eſprit du gouvernement du Bengale, qu'il étoit conforme *à la juſtice & à la ſaine politique* de les exterminer. Les principes *de juſtice & de ſaine politique*, adoptés & ſuivis par tous les tyrans & les uſurpateurs qui ont ravagé & déſolé la terre, ont toujours été l'eſclavage, l'expulſion, le carnage & l'extermination. C'eſt ſur ces principes que le deſpotiſme élève encore ſon trône dans tous les coins de la terre, & l'ambition ſes trophées. La multitude a toujours eu la fureur de vouloir être conduite : cette fureur a été la ſource abondante de toute cette puiſſance uſurpée, qui, dans tous les ſiécles, lui a ſervi ſi peu & l'a tant fait ſouffrir.

Au commencement de l'année 1775, Sujah-ul-Dowlah, *Vizir* d'Oude, dont la ſanté étoit depuis quelque tems chancelante, mourut, & fut

fut remplacé par son fils Miza-Ammany, autrement, Asoph-ul-Dowlah : celui-ci ne possédoit point les talens de son père, qui, pour la force d'esprit & du corps, avoit à peine son égal parmi ses compatriotes. Cet allié puissant de la compagnie avoit tout d'un coup passé des plaisirs aux affaires, & avoit acquis assez de connoissance dans le civil & dans le militaire. Sa fortune fut longtems variable & équivoque. Il vit de bonne heure qu'il étoit de son intérêt de s'attacher les Anglais. Leur esprit d'entreprise & leur activité, convenoit à l'inconstance de son caractère. Il avoit un extérieur agréable, & un abord spécieux & insinuant ; mais il étoit au fond perfide, poltron & vindicatif. Les différens traités, entre lui & les serviteurs de la compagnie, prouvent que, quoiqu'il leur fût inférieur dans le champ de bataille, il avoit l'avantage dans presque toutes les négociations. Sa mort donna lieu à plusieurs changemens dans l'alliance de la compagnie avec le jeune *Nabab*. Les membres du conseil suprême prétendirent que les conditions spécifiques de leur première alliance avec le *Vizir* expiroient avec lui, & qu'il étoit de leur devoir de tirer tous les avantages possibles d'un renouvellement d'amitié avec son fils. M. Bristow, qui avoit succédé à M. Middleton à la résidence de Fizyabad, partit au commencement de Février

1775, & dans l'espace de quelques mois, convint avec le *Nabab* de lui garantir les provinces de Corah & d'Allahabad ; que les subsides stipulés pour le service de la brigade seroient augmentés, & que la compagnie auroit à perpétuité la souveraineté & la possession des districts sous Cheit-Sing. La majorité se félicita beaucoup des avantages essentiels que ces acquisitions donnoient à la compagnie. Cette mesure n'auroit point obscurci le lustre de leur règne, si cette circonstance eût été la seule dans laquelle on les eût vu sacrifier les droits essentiels de la justice à la capacité de leurs commettans. La seule objection du gouverneur-général, fut qu'il ne croyoit pas que ces prétentions pussent jamais être entiérement réalisées. On discuta longuement ce sujet dans le conseil, mais finalement la mesure fut approuvée.

Ces dissensions, qui avoient transpiré en Angleterre avant l'arrivée des dépêches régulières, animèrent vivement les amis & les partisans des différens particuliers intéressés à la fin de cette contestation. Alarmés des suites de ces procédés violens, les directeurs en firent le rapport aux propriétaires. Il y eut différentes assemblées, & les deux partis y montrèrent beaucoup d'adresse & de finesse. L'objet n'étoit plus le bien de la compagnie, ou de la nation, mais de savoir le-

quel des deux partis remporteroit la victoire. On peut voir leurs avis en substance dans la lettre générale des directeurs, en date du 15 Décembre, dans laquelle ils condamnent les principes de la guerre des Rohillas, & approuvent le rappel de M. Middleton, parce que, d'un côté, ils sont mal satisfaits de cette politique, & de l'autre, ils sont d'avis que le conseil avoit droit de lire les lettres du résident & de délibérer sur ces lettres.

La discorde qui régnoit dans le conseil suprême se communiqua bientôt aux naturels du pays. C'étoient des rapports & des bruits qui se reproduisoient eux-mêmes avec d'autant plus de facilité, qu'ils excitoient par-tout la plus grande curiosité. Les maisons des membres de la majorité furent tout-à-coup assaillies par une foule de plaignans, qui les importunoient de leurs instances répétées chaque jour. On découvroit quelque trait d'oppression, dont le gouvernement antérieur avoit été coupable; il se trouva même chez ce peuple timide & pusillanime, des gens assez courageux pour porter plainte contre quelques-uns des premiers officiers de l'Etat. Les marchands Noirs, dans Dacca, accusèrent M. Richard-Barwell d'un enchaînement de cruautés dont le récit fait horreur. Il leur avoit, disoient-ils, extorqué des sommes immenses par mena-

ces, en les mettant au pilori, en les emprisonnant, & les forçant, par famine, à souscrire à ses exactions. Il les avoit fait mettre aux ceps dans la saison la plus rigoureuse de l'année, au milieu d'une plaine, où leurs têtes & tout leur corps étoient à découvert; où couchés sur la terre nue ils avoient autant à souffrir de l'humidité du sol que de l'inclémence de la saison. Pour surcroît de cruauté, ils avoient souvent subi ce traitement en plein midi, lorsque la chaleur brûlante du soleil étoit plus insupportable. Les malheureux ainsi tourmentés n'étoient point des jeunes gens ni des hommes du peuple endurcis aux fatigues & aux travaux du peuple; mais des vieillards infirmes & des hommes d'une profession respectable, qui, pendant trente ans, avoient servi sans reproches, & s'étoient montrés partisans des intérêts de la compagnie. Ainsi l'inspection de la majorité se porta avec exactitude & persévérance sur tous les départemens de l'Etat, & sur toutes les fonctions de l'administration. Un des reproches faits à M. Hastings, & ce n'étoit pas le moins grave, c'étoit d'avoir anéanti les propriétés territoriales dans tout le royaume du Bengale. Les anciens *Zemindars*, qui avoient joui de leurs biens, transmis depuis un tems immémorial du père au fils, s'étoient vus tout-à-coup dépouillés; leurs terres avoient été, à la lettre,

vendues à l'encan & abandonnées au plus offrant.

Ce système fut condamné, comme un trait de tyrannie. Les principaux du pays avoient conséquemment été forcés de disputer leurs terres à une foule combinée d'usuriers, ou, renonçant à leurs champs, de se contenter d'une maison & de la pension qu'il plairoit au gouvernement de leur accorder. Rien n'étoit plus propre à aliéner l'esprit des Indiens, & de leur ôter toute confiance dans le gouvernement. Les propriétaires perdirent en un instant leur influence sur les autres naturels, en perdant leurs *Zemindaries*. Les serviteurs de la compagnie Anglaise, *dont les pères n'étoient pas dignes d'être compagnons des chiens de leurs troupeaux*, comme le disoit un de leurs chefs indigné, entrèrent audacieusement dans leurs terres patrimoniales. Cantoo-Baboo, le *Banyan* ou intendant Indien de M. Hastings, eut en mains deux contrats, en son nom & en celui de son fils, d'une somme de plus de trois millions six cens mille livres par an. Le même favori fut possesseur, on ne sait encore par quel moyen, de fermes qui lui rapportoient annuellement à-peu-près autant. Toute la Zemindarie de Baharbund fut donnée au fils de cet intendant, enfant de dix à douze ans, quoique le gouverneur-général en parle comme d'un homme important. Enfin, la majorité déclara formellement

qu'elle ne vovoit aucune espèce de péculat, dont l'administration antérieure ne se fût rendue coupable. Bien plus, les preuves leur parurent assez fortes pour convaincre tout homme impartial, que le gouverneur-général s'étoit approprié les quatre septièmes de la pension dont la compagnie étoit chargée pour le *Phousdar* ou commandant de Hughly, quoiqu'elles ne fussent peut-être pas suffisantes pour le faire condamner dans une cour de justice. La pension étoit de soixante-douze mille roupies; ils affirmèrent que M. Hastings en avoit au moins la moitié, & que le dernier Phousdar n'avoit été renvoyé de sa place que pour n'avoir pas voulu souscrire aux conditions qu'on vouloit lui faire.

Ainsi le gouverneur-général, malgré ses fréquens appels à son intégrité & à la pureté de ses intentions, fut formellement accusé de la vénalité & de la corruption la plus grossière. On produisit à l'appui de ces accusations, des témoignages de gens respectables & de distinction. La *Rannie* de Bekr-Dwan accusa son *Duan*, ou trésorier, d'avoir donné des sommes immenses à des serviteurs de la compagnie pour parvenir à ce poste important & lucratif. Quand cette affaire fut portée devant le conseil, & que l'on en vint à l'examen des faits, le gouverneur-

au lieu de défier ses accusateurs de

prouver ce qu'ils avançoient, & de se reposer sur cette intégrité qu'il faisoit sonner si haut, usa de son privilège, & refusa de se soumettre à être confronté dans une cour dont il étoit président; mais il se retira dédaigneusement avec son ami M. Barwell. Cependant, la majorité crut qu'il étoit de son devoir de mettre la vérité au grand jour; & l'agent de la *Rannie* produisit des comptes de quinze mille roupies données à M. Hastings, & de neuf mille roupies données à d'autres membres du conseil. Bridjoo-Kishore, qui avoit acheté sa place par des présens, nia l'authenticité de ces preuves de péculat; mais son secrétaire affirma positivement que l'état des sommes étoit exact, qu'il avoit été fait d'après les ordres exprès du trésorier, & qu'il avoit représenté cette affaire précisément & à la lettre comme elle s'étoit passée.

L'infortuné Nuncomar, dont la triste fin ne sera jamais oubliée de ses compatriotes, eut la témérité de produire des accusations de cette nature contre M. Hastings, & même de venir en personne soutenir ses assertions. Mais comme le *Rajah* étoit sur le point d'être entendu, & d'établir par des preuves évidentes la vérité des faits qu'il avoit avancés, le gouverneur-général, qui jugea la dignité de sa place au-dessus de toute considération humaine, rompit tout-à-coup la

séance, &, se retirant avec M. Barwell, protesta contre toutes les mesures que la majorité pourroit prendre en son absence. Cependant les membres du conseil, en dépit de cette opiniâtreté de M. Hastings à se prévaloir d'une prérogative qui n'étoit pas encore décidée, persistèrent à faire ce qu'ils croyoient devoir au public & à la justice : Nuncomar fut donc appellé, & strictement interrogé. Il détailla avec exactitude, fermeté, & simplicité les différentes sommes qu'il avoit lui-même payées au gouverneur-général, & nomma ceux qui avoient eu part à ces affaires secrettes. Il produisit aussi une lettre qui lui avoit été adressée, avec le sceau & la signature de Munny-Begum, dans laquelle elle déclaroit que le gouverneur-général avoit aussi reçu d'elle une douceur pécuniaire assez considérable. Les preuves qu'il apporta de toutes ces négociations extraordinaires, parurent très-authentiques & satisfaisantes.

Il se tramoit pendant ce tems-là contre Nuncomar des intrigues auxquelles lui ou ses amis ne s'attendoient guère. Il étoit, ce semble, décidé que M. Hastings seroit, d'une façon ou d'autre, bientôt & sévèrement vengé du zèle que Nuncomar avoit montré à le poursuivre. Tandis que cette affaire étoit encore devant le conseil, le *Rajah* fut accusé d'une conspiration contre

M. Haſtings, de concert avec Joſeph Fowke, François Fowke & Roy Rada-Churn, (1) & on

(1) On pourroit rapporter pluſieurs exemples, pour prouver avec combien de cruauté nos compatriotes ſe jouent de l'extrême délicateſſe des Indiens : on n'oubliera jamais dans l'Inde l'hiſtoire tragique de Commaul-o-Deen, & la honte dont elle couvre notre politique exiſtera auſſi long-tems qu'on en conſervera le ſouvenir. Durant ces violentes altercations entre la majorité du conſeil & le gouverneur-général, cet homme fut engagé, par les intrigues d'un parti, à accuſer Joſeph Fowke, François Fowke, Mahal-Rajah Nuncomar, & Roy-Rada-Churn, d'une conſpiration contre Warren Haſtings, écuyer. L'accuſation parut ſi confuſe & ſi contradictoire, que le jugement fut porté en faveur des défendans. Commaul-o-Deen devant beaucoup d'arrérages au gouvernement, ceux qui le compoſoient, ce ſemble, eurent aſſez de crédit pour exciter contre lui les officiers du département des finances. Il fut mis en priſon ; mais la cour ſuprême prenant le parti de l'opprimé, il fut ſur le champ relâché par un *habeas corpus*. Le lendemain il fut encore empriſonné, & remis de la même manière en liberté. Il envoya alors chercher ſon fils à Hughly, pour conduire ſes affaires, pendant qu'il étoit lui-même occupé de ces tracaſſeries. En remontant la rivière pour venir à Calcutta, le jeune homme fut malheureuſement noyé. Ce déſaſtre inattendu, joint à ſes autres embarras & à ſes ſouffrances, réduiſirent le malheureux père à un ſi grand déſeſpoir, qu'il devint un objet de pitié pour ſes anciens amis & ſes connoiſſances. Peu de tems après il diſparut, & depuis on n'a jamais entendu parler de lui.

inſtruiſit ſon procès. Le *Jury* le déclara non-coupable ; mais on tenoit en réſerve une accuſation plus ſérieuſe & plus intéreſſante contre ce chef malheureux. On l'accuſa d'avoir fait un faux billet, antidaté de pluſieurs années auparavant. Il fut, pour ce délit, pourſuivi au criminel devant la cour ſuprême, condamné par une loi *ex poſt facto*, & pendu, quoique le crime qu'on lui ſuppoſoit, ne fût pas réputé capital par les loix du pays où il avoit été commis. Le peuple vint en foule voir cette exécution, & ils ne virent pas ce ſpectacle ſans horreur & ſans conſternation. Les Européens n'avoient point encore montré aux habitans pacifiques du Bengale des ſcènes auſſi terribles. On regarde, dans tout l'Indoſtan, les privilèges des *Brames* comme ſacrés. Ils ont le droit de commuer la peine de mort, & en ſont exempts eux-mêmes, parce qu'on peut appeller à la loi commune du pays, de toute eſpèce de châtiment corporel. Nuncomar étoit à la tête de ce collège ſacré, que les Hindoos reſpectent juſqu'à l'idolâtrie. Sa mort ignominieuſe étoit donc plus choquante dans l'Inde que ſi on condamnoit en Europe un ſeigneur de la plus haute diſtinction, un prince du ſang, ou même une tête couronnée, à périr par la main du bourreau. Au moment où il fut jetté, tous les Indiens, au nombre de pluſieurs milliers, ſe ſau-

vèrent, comme à un signal donné en désordre, grimaçant de désespoir, & poussant des cris de surprise & d'horreur. Leur retraite fut si soudaine, qu'avant même que le *Rajah* eût expiré, on n'appercevoit plus autour de la potence que le Sherdf, ses gens, & quelques spectateurs Européens.

Certaines circonstances de cette affaire attirèrent l'attention de toutes les personnes sensées des deux nations, & intéressèrent même leur sensibilité. Un homme de rang & de distinction mis à mort pour un crime qui n'étoit pas capital suivant les loix de son pays, & puni en vertu d'ordonnances étrangères & postérieures au délit; le procès intenté précisément au moment critique où Nuncomar se présentoit pour convaincre le gouverneur-général de la prostitution la plus honteuse de son autorité; la sévérité extrême & & l'animosité avec lesquelles le procès fut instruit, sans égards aux droits & aux décences qu'un usage antique & général a rendu sacrés; l'ardeur de M. Hastings & de ses partisans à exposer, noircir, décrier & avilir le caractère d'un particulier sans défense & déja dégradé; & cette profusion d'invectives grossières qui accompagnent toutes les justifications de ce procédé, jusqu'à présent offertes au public, sont autant de prémices d'après lesquelles tout juge impartial

pourroit conclure, que, dans ce procès politique, le gouverneur-général & la cour suprême (1)

(1) Dans un écrit de la majorité, en date du 11 Avril 1775, cette cause importante étoit encore devant la cour suprême; on trouve les détails suivans :

« Maha-Rajah Nuncomar, que le gouverneur appelle » un *mécréant*, étoit, il y a quelque tems, son meilleur » ami; le gouverneur le consultoit en toutes occasions; » il l'avoit protégé contre les *protestations* réunies de » MM. Graham, Lawrel & Dacres, qui étoient étroite- » ment liés avec Mahommed-Reza-Cawn; le gouverneur » l'avoit protégé, quoiqu'il fût alors que Nuncomar » s'étoit, comme il le dit *aujourd'hui*, rendu coupable » d'un faux. Nous avons lieu de croire que l'intention du » gouverneur étoit de le faire *Banyan* du général Cla- » vering, afin d'environner le général, ainsi que nous, » de ses créatures, & de nous tenir dans une parfaite » ignorance du véritable état du gouvernement. Par cette » finesse, & d'autres petites intrigues de cette nature, » conformes aux principes de la politique Asiatique, dans » laquelle le gouverneur-général est si versé, il se flattoit » probablement d'embarrasser & de circonscrire des gens » peu accoutumés à de pareils artifices. Se voyant trompé » par le gouverneur-général, Nuncomar fit bientôt usage » des moyens que ses liaisons avec le gouverneur avoient » mises en son pouvoir, pour satisfaire son ressentiment. » Quels que soient les motifs qui ont fait agir Nuncomar, » ses dépositions ont pleinement dévoilé la conduite de » l'honorable gouverneur-général, & les moyens dont » il s'est servi pour faire l'immense fortune qu'on dit qu'il

n'ont point agi unanimement. La justice, cette constante sauve-garde des propriétés & de la vie

» possède, plus de quarante *lacks* de roupies, qu'il doit » avoir amassées en deux ans & demi. »

La réponse du gouverneur à la protestation mentionnée ci-dessus, est intitulée : *Extraits des procédés du comité de circuit à Cossimbuzar*, en date du 28 Juillet 1772. La dispute provint de la nomination du fils de Nuncomar à la place de *Dewan* dans la maison du *Nabab*, & d'intendant de ses finances. MM. Dacres, Lawrel, & Graham proclamèrent contre cette nomination; ils prétendirent que c'étoit nommer à cette place Nuncomar lui-même, dont la conduite politique étoit criminelle à plusieurs égards. Le gouverneur défendit les motifs qui l'avoient déterminé à la nomination, par un écrit assez long, dans lequel on trouve ces paroles remarquables : « M. Hastings pense » qu'il est juste de faire une distinction entre un manque » de fidélité & une offense commise contre notre gou- » vernement par un homme qui ne lui devoit rien, qui » n'avoit pas même joui de sa protection; mais qui, au » contraire, étoit serviteur & ministre d'un maître dont » il devoit naturellement chercher à augmenter l'impor- » tance & à rétablir l'autorité, par le moyen de secours » étrangers, & par la diminution du pouvoir de la com- » pagnie. Il n'a jamais été accusé d'infidélité envers le » *Nabab* Meer-Jaffier, dont la politique constante, depuis » son avènement au *Nizamut* jusqu'à sa mort, correspond » si exactement avec les artifices de son ministère, qu'on » peut aussi-bien les attribuer au maître qu'au serviteur. » Quoique le ministre fût personnellement intéressé au » succès, l'objet immédiat de l'un & de l'autre étoit,

des hommes, lorſqu'elle eſt adminiſtrée avec impartialité, fut, dans cette occaſion, convertie en un lâche inſtrument de la tyrannie : au milieu du tumulte de l'ambition effrénée, les prétentions les mieux fondées de l'innocence ſont foibles & inutiles. Les ſouffrances de Nuncomar excitèrent vivement la ſenſibilité des Indiens. C'étoit une inſulte faite aux coutumes, aux loix, à la religion de toutes les nations de Gentoo. Le fait ſur lequel on lui avoit intenté un procès criminel, avoit, quelque tems auparavant, ſubi un examen civil, & la queſtion ne pouvoit être décidée, qu'en prouvant l'authenticité du billet qu'on l'accuſoit d'avoir fabriqué. Dans un cas ſi nouveau & ſi extraordinaire, pourquoi ne ſuſpendit-on pas l'exécution de la ſentence juſqu'à ce qu'on connût le bon plaiſir de ſa majeſté Britannique ? Mais il ne fut pas accordé au

» ſans contredit, l'aggrandiſſement du *Nabab*. Les marques diſtinguées de faveur & de confiance que Meer-Jaffier continua juſqu'au dernier moment de ſa vie de donner à Nuncomar, prouvent évidemment l'opinion qu'il avoit de ſes ſervices & de ſa fidélité. La conduite de Nuncomar dans l'adminiſtration ſuivante, ſemble avoir été dictée par les mêmes principes ; bien plus, s'il nous eſt permis de parler favorablement de quelque meſure contraire aux intérêts de notre gouvernement, loin d'être criminelle, ſa conduite fut plutôt digne d'éloges. »

Rajah un seul instant de répit, quoiqu'il fût en ce moment sous la protection du conseil, & prêt à prouver, en sa présence, que le gouverneur-général avoit trahi la confiance de ses commettans, en recevant de l'argent des vassaux de la compagnie. Toutes ces circonstances réunies prouvent trop évidemment que le procès & la mort de Nuncomar ne furent qu'une mesure politique, tendante à effrayer les Indiens assez osés pour accuser de corruption ou d'autres délits quelques sujets Britanniques, élevés à des postes importans. L'effet de cette politique si fatale à la sûreté des individus, fut de rendre plus réservé & plus dissimulé ce peuple timide & patient, n'osant plus se plaindre publiquement ni laisser voir son ressentiment. Il ne fut plus tenté de démasquer la fraude, l'extorsion & le péculat; mais il tâcha de se soustraire à l'oppression par les voies publiques de l'intrigue. Tels furent les commencemens de ce système obscur & insidieux de duplicité, système téméraire & trompeur, qui étoit destiné à pervertir tous les départemens de notre gouvernement dans l'Inde, à envelopper d'un voile ténébreux les négociations les plus intéressantes entre les serviteurs de la compagnie & les princes du pays, & à nous plonger dans un abîme d'embarras dont

nous ne pouvions être délivrés que par une combinaison d'accidens inattendus.

Tout ce grand système parut dans les relations que l'on envoyoit en Angleterre, sous une forme mystérieuse & inintelligible. Néanmoins toute l'influence & les menées du gouverneur-général ne purent concilier la bonté & la bonne-foi Anglaise avec ce plan d'intrigues. L'inflexible probité d'un Clavering & de ses collègues de la majorité, commandoit tellement le respect & la confiance, qu'il eût fallu pour anéantir ou pour diminuer cette confiance, l'extinction de toute vertu publique. La situation de M. Hastings devint alors désespérée. Ses projets étoient supprimés, & sa prérogative resserrée dans des bornes étroites par cette majorité opiniâtre; & de plus, la haine des naturels, qu'il s'étoit attirée par sa sévérité, rendoit sa place extraordinairement désagréable. A proportion que son pouvoir baissoit, il étoit traité avec moins de distinction & de respect. L'animadversion systématique à laquelle toutes ses actions furent soumises, jettèrent du dégoût & de l'ennui sur les fonctions de sa charge. Il passa toutes les heures de loisir à arranger les matériaux de sa défense publique. Ce fut dans ces circonstances qu'il conçut & exécuta une expérience politique, qui ne cede point aux plus

célèbres

célèbres maximes de Machiavel, & qui ſupaſſe, de beaucoup, tous les ſubterfuges de nos hommes d'état modernes. C'eſt un grand bonheur lorſqu'un homme monte à un poſte important, ſi la ſituation des affaires qu'il doit adminiſtrer correſpondent avec ſes talens & avec ſes principes; mais très-peu de perſonnes ſont capables de s'accommoder ainſi à toutes les viciſſitudes de la vie humaine.

Les délits imputés à l'adminiſtration de M. Haſtings, lui avoient attiré le blâme de la cour des directeurs, & ce blâme étoit unanimement confirmé par celui des propriétaires. On avoit même *arrêté* de demander à ſa majeſté le rappel de M. Haſtings. Cependant, on aſſembla une autre cour générale à cette occaſion, & la cauſe du gouverneur fut ouvertement ſoutenue par une majorité conſidérable, qui conſervoit la plus haute opinion de ſon habileté & de la droiture de ſes intentions. Cette majorité parut diſpoſée à acquieſcer à tout ce qui avoit été fait, ſans s'embarraſſer de pouſſer cette affaire plus loin. Elle ne jugea pas à propos d'attaquer directement l'*arrêté* des directeurs en préſentant requête à ſa majeſté; mais elle ſe contenta de voter ſimplement dans la ballote ce qu'on délibéreroit de nouveau ſur cet objet. Il s'enſuivit que l'affaire demeura en ſuſpend pendant quelques mois.

A-peu-près dans ce tems-là, M. Lauchlin-Macleane fut envoyé des Indes en Angleterre, en qualité d'agent du *Nabab* d'Arcot & de M. Haſtings. Le 10 Octobre 1776, le gouverneur-général, par la médiation de cet agent, informa la cour des directeurs du deſſein qu'il avoit de ſe démettre de ſa place, & la pria de lui nommer un ſucceſſeur dans le conſeil ſuprême. Une requête ſi formelle, ſi importante & ſi inattendue, cauſa des doutes aux directeurs; ils héſitèrent & voulurent connoître à fond par quelle autorité M. Macleane agiſſoit. Il allégua qu'il ne pouvoit point produire devant toute la cour les lettres de créance dont il étoit chargé, parce qu'elles contenoient un mélange de choſes particulières & ſecrettes; mais qu'il étoit prêt à les ſoumettre à l'inſpection de trois des membres qu'il plairoit à la cour de choiſir. On nomma donc un comité, pour examiner l'authenticité & la validité d'une requête ſi contraire à toute la teneur de la conduite miniſtérielle de M. Haſtings. Les perſonnes chargées de cette commiſſion furent, l'orateur, le vice-orateur, & Richard Beecher, écuyer. Ils trouvèrent que les inſtructions de M. Haſtings, dans un écrit donné à M. Macleane, portoient qu'il ne vouloit plus du gouvernement de Bengale, qu'à certaines conditions ſpécifiées dans cet écrit, conditions

auxquelles la cour probablement ne souscrivit pas. Ce rapport fut confirmé par M. George Vansittart, qui étoit présent lorsque M. Macleane avoit reçu ces instructions : & M. Stwart certifia aussi que M. Hastings lui avoit déclaré qu'il avoit donné des instructions de cette nature à M. Macleane.

Cette enquête circonspecte des directeurs venoit probablement de ce qu'ils craignoient d'être accusés de s'être rendus complices d'une évasion de l'acte du parlement, parce que M. Hastings, en résignant sa commission, échapperoit aux conséquences attachées par la loi à la démission. Jusqu'ici il n'avoit été soutenu que par une majorité de la cour générale ; mais si, en conséquence de la requête à sa majesté & au conseil il avoit été renvoyé, rien ne pouvoit le rétablir. Une clause de l'*acte de règlement* de l'année 1773, l'excluoit pour toujours du service de la compagnie ; connoissant cette particularité critique, le rôle qu'ils jouoient étoit très-prudent : ils acceptèrent donc formellement sa décision. M. Wheeler fut nommé pour prendre sa place, & présenté à sa majesté, qui lui donna son approbation. La mesure étoit complette, & la charge dont M. Hastings s'étoit démis étoit légalement remplie. Tous ces procédés ayant été annoncés dans le Bengale, le général Clavering, comme

doyen du conseil, avoit certainement droit de succéder à la place du gouverneur-général.

M. Hastings ne s'est jamais soumis, dans aucune partie de sa conduite politique, à ces obligations que tous les autres hommes regardent comme indispensables. Dans cettte occasion il prit la résolution hardie de désavouer son agent, de nier sa lettre, & de renoncer à ses amis. — Quand le général Clavering lui dit de rendre les clefs du fort William, & des trésors de la compagnie, il refusa fermement de le faire, assura que sa place n'étoit pas vacante, & déclara qu'il étoit résolu de maintenir son autorité par ce qu'il appelloit tous les moyens légitimes. Cette opiniâtreté produisit un schisme dans le conseil. Le général Clavering soutint son droit, & qu'il en avoit été légalement & formellement revêtu par ses supérieurs. Il fut fortement appuyé dans ces prétentions par son ami M. Francis. Le colonel Manson étoit mort quelques mois auparavant; M. Barwel se rangea du côté de M. Hastings. Ces deux partis s'assembloient séparément; alors le gouvernement fut double, & tout fut dans le plus grand désordre. Toute autorité fut, pendant un tems, suspendue; & ces dispositions devinrent si animées, qu'elles auroient fini par une guerre civile, si les juges de la cour suprême, à qui on s'en rapporta, ne les avoient

arrêtées, en décidant « que la réſignation étoit non-valable, & que M. Haſtings avoit encore légalement la poſſeſſion de ſa place, quoique ſes ſupérieurs l'en euſſent dépoſſédé à ſa propre requête, & lui euſſent nommé un ſucceſſeur. » Il étoit aſſez extraordinaire qu'on ne ſe fût pas appercu de la nullité de cette réſignation en Angleterre, où étoient tous les renſeignemens & tous les actes pour autoriſer la réſignation, où étoit alors l'agent qui avoit formellement exécuté ce projet, où réſidoient les témoins qui pouvoient parler de cette réſignation avec connoiſſance de cauſe, & où la compagnie & le miniſtère ne pouvoient manquer des avis néceſſaires pour ſavoir ce qui étoit ou ce qui n'étoit pas conforme aux loix. Malgré toutes ces conſidérations, les juges de l'Inde, ſans avoir égard à l'approbation de ſa majeſté, eurent la hardieſſe d'annuller la nomination, & déclarèrent illégales les prétentions du premier membre du conſeil après M. Haſtings, ſi en vertu des papiers qui leur avoient été communiqués, il prenoit en main les rênes du gouvernement actuel.

Cette déciſion vint fort à propos & mit fin aux diſſentions, quoiqu'elle n'appaiſât pas les eſprits des membres du Conſeil. M. Haſtings ſaiſit avec ardeur l'avantage apparent que cette détermination lui donnoit, pour fixer une eſpèce d'op-

probre sur le parti opposé, en proposant plusieurs arrêtés violens, tendans à les expulser de leurs postes dans le gouvernement & dans le service de la compagnie.

Toute cette affaire fut conduite, depuis le commencement jusqu'à la fin, avec un art inconcevable. La décision des juges, (leur politique connue) parut sans doute partiale à ceux dont les sentimens n'étoient pas tout-à-fait les mêmes que ceux du gouverneur-général. Les procédés violens du conseil suprême, après l'exemple de modération que donna le général Clavering, en renonçant à des prétentions si bien fondées, fit prendre aux juges une apparence de candeur, qui sied si bien à leur profession. Ils déclarèrent qu'ils étoient d'avis, « que les deux » partis restassent dans la situation où ils étoient » avant la réception des dernières dépêches, » soumettant à une décision en Angleterre, » leurs prétentions respectives; & qu'ils oubliassent toutes ces prétentions jusqu'à ce que cette » décision fût arrivée d'Angleterre dans le Ben» gale. »

Les conséquences de tous ces procédés furent conformes aux principes qui les avoient produits. — Quoique M. Hastings déclarât que la requête de Macleane étoit une fausseté des plus insignes, cependant il ne parla pas de cet agent comme

d'un impoſteur. Les directeurs promirent de prendre ces objets en conſidération, & s'en tinrent, à ce qu'il paroît, à cette promeſſe. Les membres du conſeil qui s'acquittèrent conſcienciеuſement de leur devoir, en obéiſſant aveuglément aux ordres de leurs commettans, reçurent, comme à l'ordinaire, de ſtériles applaudiſſemens, mais point d'appui.

Fin du Tome premier.

TABLE

Des Sommaires contenus dans ce Volume.

CHAPITRE PREMIER.

INTRODUCTION.—Projets ambitieux de Dupleix.—Ses acquisitions.—Lawrence & Clive s'opposent à ses mesures avec succès. — Déclin du pouvoir Français. — Mahommed-Ally prend possession du Carnatic.—Expédition contre Gheriah. — Dupleix est rappellé. — Suspension d'armes. — Nouvelle guerre. — Les Français & leurs Alliés sont défaits. — Pondichery pris & rasé. pag. 1

CHAPITRE II.

RÉVOLUTIONS dans le Bengale. — Surajah-Dowlah. — Meer-Jaffier. — Cossim-Ally-Cawn. — La compagnie prend possession de la Dewannee. *— Su-*

jah-ul-Dowlah. — Traités. — Mylord Clive part pour les Indes Orientales. — Comité choisi. — Altercations avec les membres du Conseil. 33

CHAPITRE III.

Les affaires de la Compagnie sont l'objet d'une enquête publique. — Son marché avec le Gouvernement. — Débats sur la situation du Parlement. — Son dividende fixé. — Conséquences. — Réflexions. — Ses dettes & ses revenus au moment actuel. 77

CHAPITRE IV.

Origine & pouvoir d'Hyder-Ally. — Ses querelles avec la Compagnie. — Comparaison des deux partis. — Bataille de Trinomaly. — Hyder ravage le Carnatic. — Il paroît aux portes de Madras. — Paix entre lui & la Compagnie. — Estimation de la guerre. — Inspecteurs nommés. — Nouveau marché avec le Gouvernement. 93

CHAPITRE V.

Effets des différentes révolutions qui eurent lieu dans les provinces du Bengale. — Oppressions de Mahommed-Reza-Cawn. — Famine affreuse. — M. Hastings. — Ses réglemens. — Ses intrigues avec les princes du pays. — Sujah-ul-Dowlah. — Shaw-Allum, ou le Grand-Mogol. — Guerre des Rohillas, 135.

CHAPITRE VI.

Un Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique arrive sur la côte de Coromandel. — Chûte du Roi de Tanjore. — Mylord Pigot nommé. — Il rétablit le Roi de Tanjore. — Il est mis aux arrêts. — Il meurt en prison. — On instruit le procès de trois Personnes de la majorité, qui avoient effectué le soulèvement; elles sont condamnées par un Tribunal de Jurés Anglais. 196

DES SOMMAIRES.

CHAPITRE VII.

Acte de réglement. — Inſtitution d'un Conſeil ſuprême. — Caractère de ſes Membres. — Etat des affaires ſur le continent de l'Inde. — Gouvernement de la Majorité. — Elle cenſure le ſyſtême de la première adminiſtration, condamne la guerre des Rohillas que M. Haſtings défend, & interrompt ſa correſpondance avec le Réſident. — Les troupes ſont rappellées de cette expédition. — Traitement du Grand-Mogol. — Opérations de l'armée. — Le Gouverneur-Général eſt accuſé de corruption devant le Conſeil. — Mort de Sujah-ul-Dowlah. — Hiſtoire de Nuncomar. — Effets de ces changemens en Angleterre, 242

Diſcours entier du Gouverneur-général, 261

Fin de la Table du Tome I.

Longit
145
150
156
35
Horsin
Ste Batan
I. Ternate
I. Pidjore
Pottebacka
I. Machian
I. Manet
I. Bachian
I. Oubi
Sapelluca
Loho
Barroro
Cajeli
Pulo Ron
I. aux Oiseaux
Nila
I. Roma
Damma
I. Mea
Haute
Laetar
Nouvelle Guinée
I. Sabudia
I. Blanche
CERAM
Rosing
Tenubar
Goram
I. Banda
Basinum
MOLUQUES
Tinforland
I. Wessele
Mosq
Larroe
10
125
130
Long

Longid
145
150
155
35
Horsten
Morotai
Batan
I. Ternat
I. Tidor
Pottebacker
Mathir
I. Machian
I. Mareo
I. Bachian
Nouvelle Guinée
I. Oubi
Mixoal
I. Sabuda
Sapelluca
I. Blanche
CERAM
Loho
Keoang
Coram
I. Banda
Pulo Ron
I. aux Oiseaux
Tifadel
MOLUQUES
Nila
Babuc
Monte
I. Roma
Damma
Lasti
I. Larec
I. Mea
I. Haute
Timorland
I. Wessels
Lactar
125
130
Long

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

DEC 10 1935